Machine Translated by Google

Food and Agriculture Organization of the United Nations

2023

L'ETAT DE LA NOURRITURE ET AGRICULTURE

RÉVÉLER LE VRAI COÛT DES ALIMENTS À TRANSFORMER

SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Machine Translated by Google

Cette publication phare fait partie de la série L'État du monde de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.
des Nations Unies.

Citation obligatoire :
FAO. 2023. La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023 – Révéler le véritable coût de l'alimentation pour transformer les systèmes agroalimentaires. Rome.
https://doi.org/10.4060/cc7724fr

Les désignations utilisées et la présentation du matériel dans ce produit d'information n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concernant le statut juridique ou de développement de tout pays, territoire, ville. ou de sa zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives pour lesquelles il n'y a peut-être pas encore de consensus total.
La mention d'entreprises ou de produits spécifiques de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'implique pas qu'ils ont été approuvés ou recommandés par la FAO de préférence à d'autres de nature similaire qui ne sont pas mentionnés.

ISSN 0081-4539 (imprimé)
ISSN 1564-3352 (en ligne)
ISBN978-92-5-138167-0
©FAO, 2023

Certains droits réservés. Ce travail est mis à disposition sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 3.0 IGO (CC BY-NC-SA 3.0 IGO ; https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode).

Aux termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, redistribuée et adaptée à des fins non commerciales, à condition que l'œuvre soit citée de manière appropriée. Dans toute utilisation de ces travaux, rien ne doit laisser entendre que la FAO approuve une organisation, des produits ou des services spécifiques. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, elle doit alors être sous licence Creative Commons identique ou équivalente. Si une traduction de cet ouvrage est créée, elle doit inclure la clause de non-responsabilité suivante ainsi que la citation requise : « Cette traduction n'a pas été créée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale anglaise doit être
l'édition faisant autorité.

Les litiges découlant de la licence qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront résolus par médiation et arbitrage comme décrit à l'article 8 de la licence, sauf disposition contraire des présentes. Les règles de médiation applicables seront les règles de médiation de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle http://www.wipo.int/amc/en/mediation/rules et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies sur Droit commercial international (CNUDCI).

Matériel tiers. Les utilisateurs souhaitant réutiliser du matériel de cette œuvre attribué à un tiers, tel que des tableaux, des figures ou des images, sont responsables de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Le risque de réclamations résultant de la violation de tout élément appartenant à un tiers dans l'œuvre incombe uniquement à
l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site Web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés via publications-sales@fao.org.
Les demandes d'utilisation commerciale doivent être soumises via : www.fao.org/contact-us/licence-request.
Les questions concernant les droits et les licences doivent être soumises à : copyright@fao.org.

PHOTO DE COUVERTURE ©Curioso.Photography/Shutterstock.com

ESPAGNE. Marché aux fruits sur le marché de La Boqueria à Barcelone.

Machine Translated by Google

2023

L'ETAT DE

DE LA NOURRITURE ET

AGRICULTURE

RÉVÉLER LE VRAI COÛT
DES ALIMENTS À TRANSFORMER
SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, 2023

Machine Translated by Google

CONTENU

AVANT-PROPOS iv
MÉTHODOLOGIE nous
REMERCIEMENTS vii
ABRÉVIATIONS ix
GLOSSAIRE xi
MESSAGES PRINCIPAUX XVI
RÉSUMÉ EXÉCUTIF XVII

CHAPITRE 1
PRINCIPE DES COÛTS ET DES AVANTAGES
DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS LES DÉCISIONS 1
Messages clé 1
Comprendre les impacts et les dépendances des systèmes agroalimentaires 2
Les échecs du marché, des institutions et des politiques sous-tendent la non-durabilité des systèmes agroalimentaires 8
Obstacles à l'intégration des impacts cachés des systèmes agroalimentaires dans la prise de décision 11
Tirer parti d'une véritable comptabilité analytique : une évaluation en deux phases 12
Définir la portée du rapport 18

CHAPITRE 2
DÉCOUVRIR LES COÛTS CACHÉS DE L'AGROALIMENTAIRE
SYSTÈMES DE L'ÉCHELLE NATIONALE À L'ÉCHELLE MONDIALE 21
Messages clé 21
Une méthodologie améliorée pour estimer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires 23
Coûts cachés des systèmes agroalimentaires au niveau mondial 32
Les coûts cachés des systèmes agroalimentaires diffèrent selon le groupe de revenus 35
Différents profils de pays entraînent différents coûts cachés 40
Indicateurs pour éclairer les points d'entrée politiques pour lutter contre les coûts cachés 42
Conclusions 46

CHAPITRE 3
VERS UN COÛT RÉEL CIBLÉ
ÉVALUATIONS POUR DES DÉCISIONS ÉCLAIRÉES 49
Messages clé 49
Définir des actions de transformation grâce à des évaluations ciblées 50
Commencer avec des évaluations ciblées 53
Évaluations ciblées pour les entreprises et les investissements agroalimentaires durables 58
Conclusions 62

CHAPITRE 4
INTÉGRER LA VRAIE COMPTABILITÉ COUTIÈRE
POUR ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DE
SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES 65
Messages clé 65
Une véritable comptabilité analytique peut éclairer l'utilisation de leviers pour transformer les systèmes agroalimentaires pour le mieux 66
Créer un environnement propice à la mise à l'échelle d'une véritable comptabilité analytique pour la transformation des systèmes agroalimentaires 75
Considérations lors du choix des politiques 81
Conclusions 85

ANNEXES 89

ANNEXE 1
Description, données et méthodologie des estimations du chapitre 2 90

ANNEXE 2
Tableaux statistiques 95

REMARQUES 106

LES TABLES

1 Comparaison des études existantes sur les coûts cachés mondiaux des systèmes agroalimentaires 30
2 Une représentation tricolore des trois indicateurs d'intensité pour signaler les priorités potentielles pour un évaluation 45
A2.1 Environnemental, social et sanitaire caché coûts (en millions), 2020 95
A2.2 Indicateurs d'intensité des coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires des systèmes agroalimentaires, 2020 101

LES FIGURES

1 Comment les évaluations des flux de capitaux peuvent éclairer les leviers de transformation des systèmes agroalimentaires 3
2 Facilité de quantification de flux de capitaux sélectionnés sur un spectre 8

Machine Translated by Google

3 Processus d'évaluation des systèmes agroalimentaires en deux phases 15

4 Processus de transformation éclairée des systèmes agroalimentaires 18

5 Portée de l'analyse : étapes des systèmes agroalimentaires et voies par lesquelles se manifestent les coûts cachés 24

6 Coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires par catégorie de coûts (à gauche) et sous-catégorie (à droite), 2020 35

7 Coûts cachés quantifiés totaux des systèmes agroalimentaires par groupe de revenu 37

8 Part des coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires dans le PIB par groupe de revenu (coûts cachés par habitant à droite) 37

9 Coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires par sous-catégorie pour les pays sélectionnés par niveau de revenu (part des coûts cachés dans le PIB [dollars PPA 2020] sur le côté droit) 41

10 Répartition spatiale des indicateurs de coûts cachés dans les systèmes agroalimentaires mondiaux, 2020 44

11 Un processus en quatre étapes pour lancer et étendre les évaluations ciblées des systèmes agroalimentaires 51

12 Cinq unités fonctionnelles couramment utilisées, leur portée et leur pertinence 54

13 Le rôle des scénarios dans l'élaboration des politiques 57

14 Exemples de la manière dont une véritable comptabilité analytique peut éclairer la prise de décision dans différents départements d'une entreprise agroalimentaire 60

15 leviers pour la transformation des systèmes agroalimentaires 67

DES BOITES

1 Le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture crée encore de fortes distorsions 7

2 Défaillances du marché et systèmes agroalimentaires : définitions et exemples dix

3 La véritable comptabilité analytique s'appuie sur le travail du Système de comptabilité économique et environnementale pour Agriculture, foresterie et pêche 14

4 L'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) : TEEBAgriFood en quelques mots 17

5 Mettre fin à la dégradation des forêts est crucial pour atteindre les objectifs de développement durable, mais il est difficile de quantifier 25

6 Que se cachent-ils derrière les chiffres de ce rapport ? 28

7 Incertitude dans les estimations mondiales des coûts cachés des systèmes agroalimentaires 33

8 Coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires sur temps – un aperçu des tendances récentes 38

9 Le coût de l'ignorance des compromis : le cas de l'utilisation d'insecticides dans la Corne de l'Afrique 52

10 Principes directeurs du TEEBAgriFood Cadre d'évaluation 53

11 Évaluation TEEBAgriFood de la production de riz en nord-est de la Thaïlande 55

12 Analyse de scénarios pour découvrir les coûts cachés de différents régimes alimentaires pour la santé et l'environnement 57

13 Utiliser l'analyse de scénarios dans un contexte politique réel : un exemple venu d'Indonésie 59

14 Encourager la production de café respectueuse du climat en Colombie 61

15 véritables initiatives de comptabilité analytique dans le secteur privé secteur 62

16 Comment les entreprises utilisent le coût réel comptabilité – preuves de trois entreprises 63

17 Mobiliser des capitaux privés pour faire face aux menaces qui pèsent sur la production de cacao au Ghana 71

18 Mobiliser le financement pour une production durable et la conservation de la biodiversité au Chiapas, Mexique 71

19 Production d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie – le rôle des normes volontaires de durabilité 73

20 Comment les accords de conservation freinent la déforestation en Amazonie péruvienne alors améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs 73

21 Impact de la brucellose sur le bétail, la santé et l'environnement – analyse de scénarios dans le Autorité intergouvernementale pour la région de développement 74

22 Émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'œufs et de lait – preuves de deux cycles de vie évaluations 78

23 Augmenter le financement public en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles – le cas Ouganda 86

Machine Translated by Google

AVANT-PROPOS

Face à l'escalade des défis mondiaux – manque de disponibilité alimentaire, d'accessibilité alimentaire et d'accessibilité financière en raison de la crise climatique, perte de biodiversité, ralentissements et récessions économiques, aggravation de la pauvreté et autres crises qui se chevauchent – nous nous trouvons à un moment critique.
Les choix que nous faisons maintenant, les priorités que nous fixons et les solutions que nous mettons en œuvre détermineront la trajectoire de notre avenir commun. Par conséquent, les décisions que nous prenons concernant les systèmes agroalimentaires mondiaux doivent tenir compte de ces défis interdépendants.

Il existe un consensus international croissant selon lequel la transformation des systèmes agroalimentaires pour accroître leur efficacité, leur inclusivité, leur résilience et leur durabilité constitue une conception globale essentielle pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La dynamique de changement a conduit au tout premier Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies (UNSG) en septembre 2021, suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires + 2 Moment de bilan (UNFSS+2), organisé par le gouvernement italien au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fin juillet 2023.
Ces réunions ont mis en évidence une forte volonté politique et le soutien des parties prenantes en faveur de solutions et de stratégies innovantes visant à transformer les systèmes agroalimentaires et à tirer parti de ces changements pour réaliser des progrès sur tous les objectifs de développement durable.

Pour atteindre ces objectifs, y compris la vision de la FAO visant à transformer les systèmes agroalimentaires pour une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure pour tous, sans laisser personne de côté, il est essentiel que les impacts de nos actions au sein de ces systèmes soient transparents. La FAO répond à ce besoin essentiel en consacrant deux numéros consécutifs de La situation de l'alimentation et de l'agriculture – pour la première fois depuis le lancement de cette publication phare en 1947 – à la découverte des véritables impacts, tant positifs que négatifs, des systèmes agroalimentaires mondiaux pour une population informée. prise de décision.

Le rapport de cette année présente la véritable comptabilité analytique (TCA) comme approche permettant de découvrir les impacts cachés de nos systèmes agroalimentaires sur l'environnement, la santé et les moyens de subsistance, afin que les acteurs des systèmes agroalimentaires soient mieux informés et préparés avant de prendre des décisions. Il y a toujours

Nous craignons que si l'on considère tous les coûts cachés de la production alimentaire, les prix vont augmenter, mais l'intégration de ces coûts dans le processus de prise de décision, ainsi que dans les incitations auxquelles sont confrontés les producteurs et les consommateurs, fait partie d'un processus agroalimentaire beaucoup plus vaste. transformation des systèmes. L'objectif de l'ACT est de soutenir les bonnes décisions d'investissement des pays et du secteur privé, afin de réduire les coûts existants au lieu de les perpétuer.

Le rapport 2023 souligne en outre les défis méthodologiques et en matière de données qui doivent être résolus pour une plus grande adoption de l'ATC, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. Il quantifie, dans la mesure du possible, les coûts cachés des systèmes agroalimentaires nationaux de manière cohérente et comparable pour 154 pays.
Ces résultats préliminaires couvrent les coûts cachés liés aux émissions de gaz à effet de serre, aux émissions d'azote, à l'utilisation de l'eau bleue, aux transitions d'affectation des terres et à la pauvreté, ainsi qu'aux pertes de productivité causées par des habitudes alimentaires malsaines et la sous-alimentation.

Les résultats que nous présentons dans ce rapport ne doivent pas être considérés comme une évaluation définitive, mais plutôt comme un point de départ pour stimuler le débat et le dialogue. En effet, même si ces résultats nous aident à avoir une vue d'ensemble des coûts cachés des systèmes agroalimentaires, des mesures pour remédier à ces coûts devront être prises au niveau national. Dans ce contexte, la prochaine édition de La Situation de l'alimentation et de l'agriculture visera à améliorer cette quantification et cette analyse préliminaires initiales en utilisant des informations spécifiques au pays et la contribution des parties prenantes et des experts du pays. Cela peut ensuite éclairer la planification d'analyses plus approfondies et personnalisées pour guider les actions politiques transformationnelles et les investissements dans des pays spécifiques.

La nécessité urgente d'intégrer les coûts cachés dans nos processus décisionnels, dans le cadre d'un effort plus large visant à transformer le fonctionnement de nos systèmes agroalimentaires, est soulignée par les chiffres frappants qui ressortent déjà des conclusions de cette année, malgré leur nature provisoire et l'objectif de raffinement en 2024. Les résultats préliminaires suggèrent fortement que les coûts cachés mondiaux de nos systèmes agroalimentaires – malgré l'exclusion de certains impacts et un degré considérable d'incertitude – dépassent les 10 000 milliards de dollars.

Machine Translated by Google

L'une des conclusions les plus frappantes est le fardeau disproportionné de ces coûts cachés sur les pays à faible revenu. Ici, les coûts cachés représentent en moyenne 27 pour cent du produit intérieur brut, principalement en raison des impacts de la pauvreté et de la sous-alimentation. Comparé à une moyenne de 11 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire et de 8 pour cent dans les pays à revenu élevé, cela révèle une forte disparité économique. De toute évidence, lutter contre la pauvreté et la sous-alimentation reste une priorité pour les pays à faible revenu, dans la mesure où ceux-ci représentent environ la moitié de tous les coûts cachés quantifiés dans ces pays.

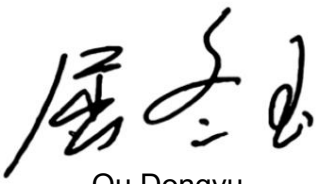
Les pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires qui conduisent à des maladies non transmissibles sont le principal contributeur aux coûts cachés totaux des systèmes agroalimentaires et sont particulièrement pertinentes pour les pays à revenu élevé et intermédiaire supérieur.
Les coûts cachés environnementaux, qui constituent plus de 20 pour cent du total des coûts cachés quantifiés, correspondent à près d'un tiers de la valeur ajoutée par l'agriculture.

L'édition de l'année prochaine de ce rapport vise à fournir des études de cas avec des évaluations plus ciblées, reliant les coûts cachés aux mesures qui peuvent être prises.

pour les réduire. Ces éditions consécutives font partie d'une stratégie plus large de la FAO visant à intégrer l'ACT dans les évaluations des systèmes agroalimentaires et les conseils politiques. Les conclusions présentées dans le rapport 2023 soulignent le besoin urgent d'une transformation systémique. Ils révèlent également le potentiel du TCA en tant que catalyseur de transformation – un outil permettant de dévoiler ces coûts cachés, d'éclairer les politiques et d'améliorer la proposition de valeur des systèmes agroalimentaires.

Alors que nous tournons les pages de ce rapport et attendons avec impatience La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2024 Pour faire avancer ce programme de travail, rappelons-nous que l'avenir de nos systèmes agroalimentaires et, bien sûr, de notre planète dépend de notre volonté d'apprécier tous les producteurs alimentaires, petits ou grands, de reconnaître ces véritables coûts et de comprendre comment nous y contribuons tous. Nous avons tous intérêt à agir en conséquence.

J'espère sincèrement que ce rapport servira d'appel à l'action pour toutes les parties prenantes – des décideurs politiques et acteurs du secteur privé aux chercheurs et consommateurs – et inspirera un effort collectif pour transformer nos systèmes agroalimentaires pour le bien de tous.



Qu Dongyu
Directeur général de la FAO

Machine Translated by Google

MÉTHODOLOGIE

La préparation de La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023 a commencé par la formation d'un groupe consultatif représentant toutes les unités techniques concernées de la FAO qui, avec un groupe d'experts externes, ont aidé l'équipe de recherche et de rédaction. Un atelier de lancement virtuel a eu lieu du 3 au 7 octobre 2022 pour discuter des grandes lignes du rapport. La préparation du rapport s'est en outre appuyée sur quatre documents de référence et une analyse empirique originale préparée par la FAO et des experts externes. Les versions préliminaires des trois premiers chapitres ont été présentées au groupe consultatif et au groupe d'experts externes avant un atelier organisé virtuellement et à Rome du 22 au 24 mars 2023 et présidé par le Directeur de la Division de l'économie agroalimentaire de la FAO. Grâce aux conseils de l'atelier, le rapport a été révisé et le dernier chapitre complété. Le projet révisé a été envoyé pour commentaires au groupe consultatif, à l'équipe de direction du volet Développement économique et social de la FAO, ainsi qu'à d'autres volets de la FAO et aux bureaux régionaux de la FAO pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Europe et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Les commentaires ont été intégrés dans la version finale, qui a été examinée par le Directeur de la Division de l'économie agroalimentaire de la FAO, l'économiste en chef de la FAO et le Bureau du Directeur général.

Machine Translated by Google

REMERCIEMENTS

La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023 a été préparée par une équipe multidisciplinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sous la direction de David Laborde, directeur de la Division de l'économie agroalimentaire, Marco V. Sánchez Cantillo, directeur adjoint de la Division de l'économie agroalimentaire, et Andrea Cattaneo, économiste principale et rédactrice en chef de la publication. Des orientations générales ont été fournies par Máximo Torero Cullen, économiste en chef, et par l'équipe de gestion du volet Développement économique et social.

ÉQUIPE DE RECHERCHE ET

DE RÉDACTION Theresa McMenomy, Poilin Breathnach (rédacteur-consultant), Ahmad Sadiddin et Sara Vaz.

DOCUMENTS DE

FOND Reinier de Adelhart Toorop (Impact Economy Foundation), Steven Lord (Université d'Oxford), Tavseef Mairaj Shah (TMG Research gGmbH), Anil Markandya (Basque Center for Climate Change), Alexander Müller (TMG Research gGmbH), Olivia Riemer (TMG Research gGmbH), Bettina Schmiedler (Impact Economy Foundation), Bart van Veen (Impact Economy Foundation) et Loes Verdonk (Impact Economy Foundation).

CONTRIBUTIONS EXTERNES SUPPLÉMENTAIRES

Andrea Bassi (Institut international du développement durable), Salman Hussain (Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE]) et Jacob Salcone (PNUE).

APPORTS

SUPPLÉMENTAIRES DE LA FAO Alethia Cameron, Federico Drogo, Adriana Ignaciuk, Bernardete Neves, Valentina Pernechele, Ugo Pica Ciamarra, Giuseppe Tempio et Dominik Wisser.

GROUPE CONSULTATIF DE LA FAO

Koffi Amegbeto, Nada Bougouss, Diana Carter, Romina Cavatassi, Federico Drogo, Aziz Elbehri, Cheng Fang, Daniela Godoy, Adriana Ignaciuk, Joanna Ilicic, Thais Linhares Juvenal, Anne Mottet, Bernardete Neves, Valentina Pernechele, Ugo Pica Ciamarra, Maryam Rezaei Marco Sánchez Cantillo, Nuno Santos, Shiroma Sathyapala, Antonio Scognamillo, Francesco Tubiello, José Valls Bedeau et Dominic Wisser.

PANEL D'EXPERTS EXTERNES

Reinier de Adelhart Toorop (Impact Economy Foundation), Harold Alderman (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]), Lauren Baker (Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation), Andrea Bassi (Institut international du développement durable), Joao Campari (Fonds mondial pour la nature), Tim Crosby (Thread Fund), Barbara Gemmill-Herren (UC Davis), Mark Gough (Capitals Coalition), Thomas Hertel (Purdue University), Salman Hussain (PNUE), Amanda Jekums (Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation), Martin Lok (Capitals Coalition), Steven Lord (Université d'Oxford), Tavseef Mairaj Shah (TMG Research gGmbH), Anil Markandya (Basque Center for Climate Change), Robert Price Martin (Johns Hopkins Whiting School of Engineering), William Masters (Tufts University), Kathleen Merrigan (Arizona State University), Alexander Müller (TMG Research gGmbH), Michael Obersteiner (Université d'Oxford), Carl Obst (IDEEA Group), Valeria Piñeiro (IFPRI), Raghav Puri (University of Cornell), Urvashi Rangan (GRACE Communications Foundation), Martin Reesink (Rabobank), Olivia Riemer (TMG Research gGmbH), Serenella Sala (Joint Research Centre [JRC]), Harpinder Sandhu (Federation University Australia), Marta Santamaria (Capitals Coalition), Esther Sanye-Mengual (JRC), Marco Springmann (Université d'Oxford), Roy Steiner (Fondation Rockefeller), Pavan Sukhdev (GIST Impact), Bart van Veen (Impact Economy Foundation [IEF]), Martine van Weelden (Capitals Coalition), Loes Verdonk (IEF) et Jenn Yates (Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation).

Machine Translated by Google

REMERCIEMENTS

ANNEXES Sara Vaz a préparé les annexes avec l'aide de Steven Lord (Université d'Oxford).

SOUTIEN ADMINISTRATIF
Alejandra Jimenez Tabares a fourni un soutien administratif.

Les traductions ont été assurées par le Service linguistique de la Division des services aux organes directeurs de la FAO.

Le Service des publications et de la bibliothèque de la FAO du Bureau des communications a fourni un soutien éditorial, la conception et la mise en page, ainsi que la coordination de la production, pour les éditions dans les six langues officielles.

Machine Translated by Google

ABRÉVIATIONS

AIR	ratio d'impact des externalités agricoles
AFF	agriculture, foresterie et pêche
RAM	résistance aux antimicrobiens
AQUASTAT	Système mondial d'information de la FAO sur Eau et Agriculture
ODEUR	affaires comme d'habitude
HÊTRE	L'Organisation européenne des consommateurs
IMC	indice de masse corporelle
FAC	agroforesterie complexe
CBD	Convention sur la diversité biologique
CIRAD	Centre de coopération internationale de Recherche agricole pour le développement
CONABIO	Commission Nationale pour la Connaissance et l'Utilisation de la Biodiversité
ASC	agriculture intelligente face au climat
DALY	année de vie corrigée de l'incapacité
DPIR	rapport d'impact des habitudes alimentaires
ESVD	Base de données sur la valorisation des services écosystémiques
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies
FAOSTAT	Base de données institutionnelles de la FAO pour Données statistiques substantielles
FLE	foresterie, terres et environnement
IGF	L'Association de l'Industrie Alimentaire
FOLUS	Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres
FSEC	Commission d'économie du système alimentaire
GAFFE	Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation
PIB	produit intérieur brut
GES	gaz à effet de serre
LUEUR	Environnement mondial de l'élevage Modèle d'évaluation
VAB	valeur ajoutée brute
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau
EXPRESSION	Fonds international pour l'agriculture Développement
IFPRI	Recherche sur les politiques alimentaires internationales Institut
je	Autorité intergouvernementale sur Développement
MERVEILLE	Institut de mesure de la santé et Évaluation
IISD	Institut international pour le développement durable Développement
OIT	Organisation Internationale du Travail
IPBES	Science-Politique intergouvernementale Plateforme sur la biodiversité et les écosystèmes
	Prestations de service
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat Changement
CITI	Norme internationale industrielle Classification de toutes les activités économiques
OIN	Organisation internationale pour Standardisation
UICN	Union internationale pour la conservation de Nature
Groupe de travail interinstitutions	IWG-SCGHG sur les questions sociales Coût des gaz à effet de serre
ACV	l'évaluation du cycle de vie
MNT	maladie non transmissible
VAN	valeur actuelle nette

Machine Translated by Google

ABRÉVIATIONS

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PSE	paiement pour services environnementaux
PPP	parité de pouvoir d'achat
R&D	Recherche et développement
ODD	Objectifs de développement durable
SDIR	ratio d'impact sur la répartition sociale
VOIR	Système d'économie environnementale Comptabilité
SEEA AFF	SEEA pour l'Agriculture, la Forêt et la Pêche
SCN	Système de comptabilité nationale
SSP2	deuxième parcours socio-économique partagé
TCA	véritable comptabilité analytique
TCFD	Groupe de travail sur les finances liées au climat Divulgations
TEE	L'économie des écosystèmes et de la biodiversité
POUR VOUS	valeur économique totale
TMG	Groupe de réflexion pour le développement durable
PNUD	Programme de développement des Nations Unies
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNFSS	Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
UNICEF	Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSCN	Statut du système des Nations Unies Comité sur la nutrition
PAM	Programme alimentaire mondial
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
WOAH	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	L'organisation de commerce mondial

Machine Translated by Google

GLOSSAIRE

Systèmes agroalimentaires. Couvrez le parcours des aliments de la ferme à la table, y compris lorsqu'ils sont cultivés, pêchés, récoltés, transformés, emballés, transportés, distribués, commercialisés, achetés, préparés, consommés et éliminés. Ils englobent également les produits non alimentaires qui constituent les moyens de subsistance de l'ensemble de la population, ainsi que les activités, les investissements et les choix qui jouent un rôle dans l'obtention de ces produits alimentaires et agricoles. Dans la Constitution de la FAO, le terme « agriculture » et ses dérivés incluent la pêche, les produits marins, la foresterie et les produits forestiers primaires.1

Capital. Le cadre économique des différents stocks dans lequel chaque type de capital incarne des flux futurs de bénéfices qui contribuent au bien-être humain (voir aussi « capital humain », « capital naturel », « capital produit », « capital social » et « capital social »). ").2

Capital humain. Connaissances, aptitudes, compétences et attributs incarnés chez les individus qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique.2

Capital naturel. Le stock de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables qui, combinées, génèrent un flux de bénéfices pour les populations.3, 4

Capital produit. Tout le capital manufacturé, tel que les bâtiments, les usines, les machines et les infrastructures physiques (routes, systèmes d'approvisionnement en eau), ainsi que tout le capital financier et le capital intellectuel (technologie, logiciels, brevets, marques, etc.)2.

Capital social. Des réseaux, y compris des institutions, ainsi que des normes, valeurs et compréhensions communes qui facilitent la coopération au sein ou entre les groupes.2

Changement de capital. La variation nette de la quantité et de la qualité du stock de capital.5

Coût. Dans l'usage courant, un coût est la valeur monétaire des biens et services achetés par les producteurs et les consommateurs. Il existe cependant des situations dans lesquelles une telle définition n'est pas utile. Les économistes distinguent les types de coûts suivants :

Coût de réduction. Le coût monétaire pour réduire un coût caché lié au changement de capital. Peut également faire référence au coût monétaire minimal nécessaire pour réduire les coûts cachés à un certain niveau étant donné un portefeuille chiffré de mesures de réduction réelles ou potentielles.5

Coût externe. Coût supporté par des individus ou une communauté à la suite d'une transaction économique dans laquelle ils ne sont pas directement impliqués. La différence entre les coûts privés et le coût total pour la société d'un produit, d'un service ou d'une activité est appelée coût externe.6

Frais cachés. Tout coût pour les individus ou la société qui n'est pas reflété dans le prix de marché d'un produit ou d'un service. Il fait référence aux coûts externes (c'est-à-dire une externalité négative) ou aux pertes économiques déclenchées par d'autres défaillances du marché, des institutions ou des politiques.

Coût privé. Tout coût payé par un consommateur pour acheter un bien ou par une entreprise pour acheter des biens d'équipement, embaucher de la main d'œuvre ou acheter des matériaux ou d'autres intrants. Ces coûts sont inclus dans les décisions de production et de consommation.6

Coût social. La diminution de la valeur économique pour la société suite à un changement de capital. Elle est estimée en termes monétaires par une valorisation économique de la diminution.5

L'analyse coûts-avantages. Processus de calcul et de comparaison des avantages et des coûts d'une politique ou d'un projet donné, basé sur l'attribution d'une valeur monétaire à toutes les activités associées. Il est utilisé pour évaluer la faisabilité ou la rentabilité des projets et des interventions de politique publique. Il regroupe les coûts et les avantages sur différentes périodes en une valeur unique en utilisant un taux d'actualisation, attribuant ainsi un poids moindre aux coûts et aux avantages à mesure qu'ils se produisent dans le futur.2

Analyse coût-efficacité. Processus utilisé pour comparer les coûts de deux ou plusieurs plans d'action pour atteindre un certain objectif et pour identifier l'option la moins coûteuse pour atteindre cet objectif.2

Décideurs. Ceux qui déterminent ou influencent quels leviers, quand, où et comment, tels que les politiques et les investissements, sont activés.

Machine Translated by Google

GLOSSAIRE

Ils comprennent des acteurs clés des systèmes agroalimentaires privés, publics et de la société civile, ainsi que des donateurs, des gouvernements, des autorités locales, des organisations internationales et des universitaires.

Modèle alimentaire. La combinaison d'aliments qui forment des régimes dans le contexte et dans le temps. Les modèles alimentaires sont contextuels et déterminés par des facteurs d'accès et d'abordabilité des aliments, mais également par la culture, les traditions, les valeurs, les préférences et d'autres considérations.

Des habitudes alimentaires saines ou régimes alimentaires sains.a Ceux qui : 1) commencent tôt dans la vie avec une initiation précoce à l'allaitement maternel, un allaitement exclusif jusqu'à l'âge de six mois et un allaitement continu jusqu'à l'âge de deux ans et au-delà, combiné à une alimentation complémentaire appropriée ; 2) sont basés sur une grande variété d'aliments non transformés ou peu transformés, équilibrés entre les groupes alimentaires, tout en limitant les produits alimentaires et les boissons hautement transformés ; 3) inclure des céréales complètes, des légumineuses, des noix et une abondance et une variété de fruits et légumes ; 4) peut inclure des quantités modérées d'œufs, de produits laitiers, de volaille et de poisson, ainsi que de petites quantités de viande rouge ; 5) inclure de l'eau potable salubre et propre comme fluide de choix ; 6) sont adéquats (c'est-à-dire qu'ils atteignent mais ne dépassent pas les besoins) en énergie et en nutriments pour la croissance et le développement et répondent aux besoins d'une vie active et saine tout au long du cycle de vie ; 7) sont conformes aux lignes directrices de l'OMS visant à réduire le risque de maladies non transmissibles liées à l'alimentation et à garantir la santé et le bien-être de la population générale ; et 8) contenir des niveaux minimes, voire aucun, si possible, d'agents pathogènes, de toxines et d'autres agents susceptibles de provoquer des maladies d'origine alimentaire. Selon l'OMS, une alimentation saine comprend moins de 30 pour cent de l'apport énergétique total provenant des graisses, avec un déplacement de la consommation de graisses des graisses saturées vers les graisses insaturées et l'élimination des graisses trans industrielles ; moins de 10 pour cent du total apport énergétique provenant des sucres libres (de préférence moins de 5 pour cent) ; consommation d'au moins 400 g de fruits et légumes par jour ; et pas plus de 5 g par jour de sel (à ioder).8

Des habitudes alimentaires malsaines ou des régimes malsains. Ne respecte pas un ou plusieurs des principes d'une alimentation saine. Ils sont l'une des principales causes de toutes les formes de malnutrition et des morbidités qui y sont associées. Aux fins de ce rapport, l'accent est mis sur un ensemble spécifique de habitudes alimentaires malsaines, qui sont généralement pauvres en fruits, légumes, noix, céréales complètes, calcium et graisses protectrices, et riches en sodium, boissons sucrées, graisses saturées et viande transformée. Ces régimes sont associés à l'obésité et aux maladies non transmissibles, entraînant des pertes de productivité.

Couler. Coût ou avantage découlant de l'utilisation de divers stocks de capital.2

Unité fonctionnelle. Unité d'analyse utilisée dans les véritables évaluations de comptabilité analytique. L'unité fonctionnelle d'une évaluation détermine le ou les acteurs pour lesquels les résultats sont les plus pertinents et qui peuvent utiliser l'évaluation pour piloter un meilleur impact.9 Dans le contexte des systèmes agroalimentaires, il existe cinq unités fonctionnelles couramment utilisées : les systèmes agroalimentaires (voir définition ci-dessus), les habitudes alimentaires, l'investissement, l'organisation et le produit.10

Unité des habitudes alimentaires. Prend en compte différentes formes de régimes (par exemple végétariens) et est approprié pour examiner les interventions politiques visant à réaliser certains régimes, tels que des régimes alimentaires plus sains et plus durables.10

Unité d'investissement. Désigne généralement les investissements réalisés par des organisations ou des investisseurs et, dans le contexte de l'élaboration des politiques, les investissements et dépenses publics.10

Unité d'organisation. Adapté pour décrire les impacts d'une entité donnée, généralement une organisation commerciale.10

Unité de produit. Généralement utilisé pour évaluer les impacts d'un produit (alimentaire) donné, couvrant idéalement l'ensemble de son cycle de vie.10

a La FAO travaille en étroite collaboration avec l'OMS pour améliorer la définition d'une alimentation saine. La définition en attente définit une alimentation saine comme répondant à quatre principes fondamentaux qui maximisent les bienfaits pour la santé humaine et minimisent les risques pour la santé humaine. Selon les quatre principes, l'apport alimentaire : (i) est adéquat, sans excès de macro et micronutriments ; (ii) est équilibré en énergie provenant de sources de protéines, de graisses et de glucides ; (iii) est diversifié entre et au sein des groupes alimentaires ; et (iv) implique une consommation modérée d'aliments malsains. Ces principes sont universels (c'est-à-dire qu'ils s'appliquent également à tous les humains)7.

Machine Translated by Google

Échec institutionnel. Lorsque les institutions – gouvernements, marchés, propriété privée et gestion communale11 – ne parviennent pas à fournir le cadre nécessaire au développement. Du point de vue de la durabilité, elle a été définie en termes d'incapacité des institutions à conserver les ressources.12 Les échecs institutionnels se manifestent de diverses manières :

Conflit entre bureaucraties. Lorsqu'une partie d'un gouvernement sape les efforts d'une autre partie pour économiser les ressources.11, 13

La corruption. L'abus de pouvoir confié à des fins privées.14 Il prend de nombreuses formes, allant des pots-de-vin et de la fraude à petite échelle (par exemple, la corruption administrative), à l'abus de pouvoir gouvernemental et de positions politiques à un niveau élevé (par exemple, la corruption politique).15

Une gouvernance dispersée. Lorsque le niveau infranational dispose d'un certain degré d'autorité politique distincte, ce qui peut réduire le degré de cohérence dans la mise en œuvre des politiques formulées au niveau national mais mises en œuvre au niveau infranational.16, 17

Free-riding. Bénéficier des avantages de l'action collective sans en supporter les coûts.18 Cela peut se produire lorsque les groupes sont nombreux, où les limites ne peuvent pas être imposées et où les gens ne supportent pas les conséquences de leurs actions.11

Droits de propriété inexistants ou mal définis. Une situation dans laquelle la propriété légale et l'utilisation des ressources ne sont pas clairement définies ou établies. Un exemple est celui des ressources en libre accès, où l'accès aux ressources est illimité et non exclusif et où il existe une rivalité dans la consommation, conduisant à la surexploitation.19

Manque de transparence et de responsabilité. La transparence garantit que les informations (par exemple, où vont les fonds) sont disponibles. En ce sens, la transparence sert à assurer la responsabilité, c'est-à-dire la capacité de sanctionner ou de compenser les institutions pour leurs actions.20 Sans transparence et sans responsabilité, la confiance ne pourra pas exister.

faire défaut entre les institutions et ceux qui en dépendent.

Analyse du cycle de vie (ACV). Ensemble systématique de procédures permettant de quantifier les impacts environnementaux directement attribués aux entrées et sorties de matériaux et d'énergie utilisés dans tous les processus, activités et ressources utilisés tout au long du cycle de vie d'un produit, d'un système de production ou d'un système de service. Pour chaque étape du cycle de vie, un inventaire est réalisé des matériaux et de l'énergie utilisés ainsi que de leurs impacts sur l'environnement, qui sont, dans la plupart des cas, rapportés en unités physiques et non convertis en termes monétaires.2, 21, 22

Échec du marché. Situation dans laquelle l'allocation des biens et services par un marché libre n'est pas efficace, conduisant souvent à une perte nette de valeur économique pour la société, c'est-à-dire que tous les avantages de l'utilisation des ressources sociales ne sont pas exploités. Il existe de nombreux types de défaillances du marché, notamment les suivants :

Démérite bien. Un bien ou un service considéré comme indésirable parce que sa consommation a des effets négatifs sur le consommateur.23 La consommation de régimes alimentaires malsains en est un exemple : la consommation n'affecte pas les autres parties, mais entraîne des dommages à la santé du consommateur et un coût pour les systèmes de santé publique. La distinction entre les « externalités » et les « biens d'inaptitude » est importante, car les mesures nécessaires pour les deux peuvent varier.24

Externalité. Conséquence positive ou négative d'une activité ou d'une transaction économique qui affecte d'autres parties sans que cela se reflète dans le prix des biens ou des services négociés.2

Pouvoir du marché. Capacité relative d'un acteur à manipuler le prix d'un article sur le marché en manipulant le niveau de l'offre, de la demande ou les deux.25 La concentration du marché mesure dans quelle mesure les parts de marché sont concentrées entre un petit nombre d'entreprises et est souvent considérée comme un indicateur de l'intensité de la concurrence.26

Machine Translated by Google

GLOSSAIRE

Marché manquant. Situation économique dans laquelle il n'existe pas de marché pour un produit donné parce que les acteurs privés ne voient aucune perspective de profit, même si l'échange d'un tel article serait bénéfique à la société dans son ensemble.27, 28

Biens publics. Produits dont un individu peut profiter sans réduire la quantité disponible pour les autres (par exemple, routes, parcs publics, air pur et autres biens sociétaux de base). En d'autres termes, ils ne sont ni rivaux ni exclus29. Le secteur privé est peu incité à produire des biens publics, ce qui entraîne une sous-production et un échec du marché.

Matérialité. Généralement défini comme une mesure de l'importance d'un élément d'information au moment de prendre une décision30, ou de l'importance, de la valeur ou de l'utilité de quelque chose.31 Dans le contexte d'une véritable comptabilité analytique, il reflète des impacts économiques, environnementaux et sociaux importants qui influencent considérablement les évaluations et les décisions des parties prenantes. Un impact peut être considéré comme important si la mesure et la communication de cet impact sont susceptibles de modifier les processus décisionnels.31

Double matérialité. Appliqué au secteur privé (c'est-à-dire les entreprises et les investisseurs), ce principe veut que les entreprises et les investisseurs doivent divulguer non seulement comment ils sont affectés par les questions de durabilité, telles que le changement climatique (« de l'extérieur à l'intérieur »), mais aussi comment leurs activités avoir un impact sur la société et l'environnement (« inside out »).32

Pauvreté modérée. Revenu inférieur au seuil de pauvreté international de 3,65 dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2017 par jour.33

Analyse multicritère. Une méthode pour évaluer des projets ou des politiques selon une variété de critères, en utilisant des indicateurs à la fois quantitatifs et qualitatifs. Il est utilisé dans les cas où plusieurs objectifs sont poursuivis. Elle peut prendre en compte divers facteurs, tels que les besoins de financement public et les obstacles à la mise en œuvre, par rapport à de multiples objectifs, tels que la création d'emplois, la réduction des émissions et l'amélioration des revenus agricoles. Ses principales limites concernent décider quels critères inclure et quelle pondération attribuer aux différents critères, car ils peuvent avoir un impact considérable sur les résultats de l'exercice.2

Aliments nutritifs. « Aliments sûrs » qui apportent des nutriments essentiels, tels que des vitamines et des minéraux (micronutriments), des fibres et d'autres composants, à une alimentation saine, bénéfique pour la croissance, la santé et le développement et qui protège contre la malnutrition. Dans les aliments nutritifs, la présence de nutriments préoccupants pour la santé publique, tels que les graisses saturées, les sucres libres et le sel/sodium, est minimisée, les gras trans produits industriellement sont éliminés et le sel est iodé.8

Échec de la politique. Lorsqu'une politique, même si elle réussit à certains égards minimes, n'atteint pas fondamentalement les objectifs que ses partisans se sont fixés.34 Les échecs politiques dépendent du paysage politique, dont les contours sont façonnés par les politiques, les réglementations et les normes budgétaires. Les échecs des politiques peuvent prendre les formes suivantes :

Échec de la distribution. Une situation dans laquelle les politiques publiques ne parviennent pas à garantir à l'ensemble de la population un niveau minimum de revenu décent capable de protéger contre différentes formes de privation, telles que la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, malgré la disponibilité des ressources pour y parvenir.

Des politiques mal informées. Lorsque les décideurs politiques prennent leurs décisions sur la base d'informations médiocres ou partielles. Cela peut conduire à sous-estimer le temps, les coûts et les risques de livraison, et/ou à surestimer les avantages. En d'autres termes, en générant des attentes trop optimistes, des politiques mal informées compromettent, au mieux, la valeur des ressources et, au pire, conduisent à des interventions et des investissements non viables.16, 35

Aléas des cycles politiques. L'idée selon laquelle les hommes politiques ne sont pas tenus responsables des résultats politiques parce qu'ils « ont soit évolué, soit quitté la société ».16

Prévalence de la sous-alimentation. Pourcentage de la population nationale souffrant de sous-alimentation, tel que calculé par la FAO et al. (2022).33, 36

Machine Translated by Google

Scénarios. Représentations des futurs possibles pour un ou plusieurs composants d'un système, y compris des options alternatives de politique ou de gestion.37

Scénario de statu quo (BAU). Un scénario pour les modèles d'activité futurs qui suppose qu'il n'y aura pas de changements majeurs dans des paramètres importants, tels que les technologies, les institutions ou les politiques, de sorte que les circonstances actuelles restent inchangées. Il sert de référence dans l'analyse politique pour mesurer l'impact de scénarios alternatifs incluant un changement d'un ou plusieurs paramètres sur une période de temps spécifique.38

Scénario exploratoire. Examine une gamme d'avenirs plausibles, basés sur les trajectoires potentielles des facteurs – soit indirects (par exemple, facteurs sociopolitiques, économiques et technologiques) ou directs (par exemple, conversion de l'habitat et changement climatique). Les scénarios exploratoires sont particulièrement pertinents lors de la phase d'établissement de l'agenda du cycle politique. Ils comportent généralement de fortes composantes qualitatives et quantitatives et sont souvent associés à des approches participatives impliquant les parties prenantes locales et régionales.39

Scénario de vérification des politiques. Évaluation ex ante pour prévoir les effets d'options alternatives de politique ou de gestion (interventions) sur les résultats environnementaux. Dans les scénarios de sélection des politiques, une politique, ou un ensemble de politiques, est appliquée et une évaluation de la manière dont la politique modifie l'avenir est réalisée.40

Scénario d'évaluation rétrospective des politiques. Scénario d'évaluation des politiques utilisé ex post évaluations. Les évaluations ex post sont les évaluations actuelles des efforts passés pour atteindre les objectifs politiques à toutes les étapes du cycle politique et du contexte décisionnel.41

Scénario de recherche de cible. Un outil précieux pour examiner la viabilité et l'efficacité des voies alternatives menant au résultat souhaité.
Cela commence par la définition d'un objectif clair ou d'un ensemble d'objectifs qui peuvent être spécifiés soit en termes de cibles réalisables (par exemple l'autosuffisance alimentaire), soit en tant que fonction objectif à optimiser (par exemple une perte minimale de biodiversité).

Prix fictifs (d'une ressource). Changement de la valeur d'une activité économique associée à une unité supplémentaire de cette ressource.

Simulations. Scénarios quantifiés, générés à l'aide de modèles de simulation.42

Modèles de simulation. Représentations simplifiées de la réalité qui utilisent des formulations mathématiques pour générer des projections. De telles projections peuvent être utilisées à des fins de rétrospection (par exemple, quelle combinaison de politiques est nécessaire pour atteindre un objectif déclaré) et de prévision (par exemple, dans quelle mesure une combinaison de politiques donnée se rapprocherait-elle de l'objectif)42.

Action. Quantités et qualités physiques ou observables qui sous-tendent divers flux au sein du système, classés comme produits, naturels, humains ou sociaux (voir aussi « capital »).2

Comptabilité analytique réelle (TCA). Une approche holistique et systémique pour mesurer et évaluer les coûts et les avantages environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques générés par les systèmes agroalimentaires afin de faciliter de meilleures décisions par les décideurs politiques, les entreprises, les agriculteurs, les investisseurs et les consommateurs.43

La sous-alimentation. État dans lequel la consommation alimentaire habituelle d'un individu est insuffisante pour fournir la quantité d'énergie alimentaire nécessaire au maintien d'une vie normale, active et saine. Aux fins de ce rapport, la faim est définie comme étant synonyme de sous-alimentation chronique. La prévalence de la sous-alimentation est utilisée pour mesurer la faim.8

Machine Translated by Google

MESSAGES PRINCIPAUX

1 La valeur des systèmes agroalimentaires ne fait aucun doute. Ils fournissent de la nourriture, soutiennent les économies et façonnent les identités culturelles. Cependant, il faut également considérer les coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires associés à ces systèmes.

2 La comptabilité analytique véritable permet d'estimer les coûts cachés générés par les coûts de marché, institutionnels et échecs politiques. Il fournit aux décideurs les preuves nécessaires pour corriger ces échecs et transformer les systèmes agroalimentaires pour le mieux.

3 La véritable comptabilité analytique pour la prise de décision s'appuie sur une longue tradition d'évaluation économique ; cependant, le manque de données de qualité, tant sur les coûts cachés que sur les coûts liés à l'action, limite souvent son application.

4 Ce rapport propose un processus d'évaluation en deux phases, s'appuyant d'abord sur de véritables évaluations de comptabilité analytique au niveau national pour sensibiliser (présentées dans ce rapport), puis évoluant vers des évaluations approfondies et ciblées pour prioriser les solutions et orienter les actions de transformation (qui seront l'objet de l'édition 2024 du rapport).

5 Le rapport de cette année présente une première tentative d'évaluation au niveau national pour 154 pays. Même avec une grande incertitude et en excluant certains impacts, il existe un très haut degré de confiance dans le fait que les coûts cachés quantifiés mondiaux des systèmes agroalimentaires s'élèvent à 10 000 milliards de dollars ou plus à parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2020, ce qui révèle la nécessité urgente de prendre en compte ces coûts. dans la prise de décision pour transformer les systèmes agroalimentaires.

6 À l'échelle mondiale, les principaux coûts cachés quantifiés sont ceux liés aux habitudes alimentaires qui conduire à des maladies et à une baisse de la productivité du travail. Ces coûts liés à la santé varient considérablement d'un pays à l'autre, mais sont plus importants dans les pays à revenu élevé ou intermédiaire.

7 Les coûts cachés environnementaux, bien que non exhaustifs, constituent plus de 20 pour cent des coûts cachés quantifiés et équivalent à près d'un tiers de la valeur ajoutée agricole. Ils sont principalement associés aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'azote et concernent tous les groupes de revenus des pays.

8 Les coûts cachés semblent constituer un fardeau plus lourd dans les pays à faible revenu, où ils sont estimés Cela représente en moyenne 27 pour cent du produit intérieur brut (PIB), contre 11 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire et 8 pour cent dans les pays à revenu élevé.

9 La lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation reste une priorité dans les pays à faible revenu, car elles représentent environ la moitié du total des coûts cachés quantifiés dans ces pays.

dix Les nouvelles estimations au niveau national constituent une première étape de sensibilisation, même si elles sont incomplètes et impliquent un degré élevé d'incertitude. Des évaluations ciblées de la véritable comptabilité analytique, qui examinent également le coût des différentes mesures de réduction – le thème central du rapport de l'année prochaine – sont nécessaires pour informer les décideurs sur la manière de tirer parti des politiques, des réglementations, des normes et des capitaux privés pour une transition vers des systèmes agroalimentaires durables.

11Pour de véritables évaluations comptables analytiques à grande échelle, innovations en matière de recherche et de données, ainsi que des investissements dans la collecte de données et le renforcement des capacités sont nécessaires pour étendre l'application d'une véritable comptabilité analytique, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, afin qu'elle puisse devenir un outil viable pour éclairer les décisions et l'élaboration des politiques de manière transparente et cohérente.

Machine Translated by Google

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au quotidien, les citoyens, les entreprises et les gouvernements ne connaissent pas toujours l'impact de leurs décisions sur la durabilité des systèmes agroalimentaires – qu'il soit positif ou négatif. D'une part, les systèmes agroalimentaires génèrent des avantages vitaux pour la société, notamment parce qu'ils produisent la nourriture qui nous nourrit et fournissent des emplois et des moyens de subsistance à plus d'un milliard de personnes. Par conséquent, la valeur des systèmes agroalimentaires pour la société dépasse probablement de loin ce qui est mesuré en PIB. D'un autre côté, les échecs du marché, des politiques et des institutions qui sous-tendent les systèmes agroalimentaires contribuent à des coûts cachés, tels que le changement climatique, la dégradation des ressources naturelles et le caractère inabordable d'une alimentation saine. La question devient alors : comment transformer les systèmes agroalimentaires pour qu'ils apportent encore plus de valeur à la société ? En d'autres termes, comment pouvons-nous atténuer leurs coûts cachés et améliorer leurs avantages cachés ?

Cette édition de La situation de l'alimentation et de l'agriculture se concentre sur le coût réel des systèmes agroalimentaires. En introduisant le concept des coûts et bénéfices cachés des systèmes agroalimentaires et en fournissant un cadre à travers lequel ceux-ci peuvent être évalués, ce rapport vise à initier un processus qui préparera mieux les décideurs aux actions visant à orienter les systèmes agroalimentaires vers des objectifs environnementaux, sociaux et économiques. durabilité.

PRINCIPE DES COÛTS ET DES AVANTAGES DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS LES DÉCISIONS

Comptabiliser les coûts et les avantages des systèmes agroalimentaires pour atteindre le développement durable

Objectifs de développement

Un consensus international s'est développé autour de l'idée selon laquelle la transformation des systèmes agroalimentaires – vers plus d'efficacité, de résilience, d'inclusion et de durabilité – est une condition essentielle à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, l'intégration d'une évaluation holistique des systèmes agroalimentaires dans le processus de prise de décision est essentielle pour atteindre la plupart, sinon la totalité, des objectifs de développement durable (ODD).

Les interactions des systèmes agroalimentaires avec l'environnement, l'économie, la nutrition, la santé et la société sont en fin de compte liées aux ODD. L'impact que la transformation des systèmes agroalimentaires peut avoir sur l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim zéro) et l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) est particulièrement pertinent en raison de la pertinence des systèmes agroalimentaires pour la productivité agricole, les moyens de subsistance, la santé, la sécurité alimentaire et la nutrition. La transition vers des systèmes agroalimentaires durables découlant d'une meilleure prise de décision implique également des progrès sur l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre et abordable), l'ODD 12 (Production et consommation responsables) et les ODD 13, 14 et 15 sur Action climatique, vie sous l'eau et vie sur terre. Cette transition s'appuiera sur de nouvelles technologies qui peuvent servir de catalyseur pour progresser vers l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure). En évaluant la manière dont le capital humain est formé et traité, il peut également contribuer au travail décent et à la croissance économique (ODD 8) ainsi qu'à réduire les inégalités entre les sexes (ODD 5).

Une véritable comptabilité analytique au service de la transformation des systèmes agroalimentaires

L'approche de comptabilité analytique réelle (TCA) crée une opportunité sans précédent pour des évaluations aussi complètes – elle est définie comme une approche holistique et systémique pour mesurer et valoriser les coûts et les avantages environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques générés par les systèmes agroalimentaires afin de faciliter de meilleures décisions en décideurs politiques, entreprises, agriculteurs, investisseurs et consommateurs.

Cette définition large permet d'adopter diverses méthodes, en fonction des ressources, des données, des capacités et des systèmes de reporting d'un pays. La véritable comptabilité analytique n'est pas non plus un concept nouveau. Il s'agit plutôt d'une approche évoluée et améliorée qui va au-delà des échanges marchands pour prendre en compte tous les flux entrants et sortants des systèmes agroalimentaires, y compris ceux qui ne sont pas captés par les transactions marchandes.

Machine Translated by Google

Bien que l'approche TCA soit ambitieuse, dans la mesure où couvrir tous les coûts et avantages cachés des systèmes agroalimentaires est un exercice extrêmement gourmand en ressources et en données, l'objectif est que les décideurs politiques et autres parties prenantes évitent de prendre des décisions sans une évaluation complète. À cet égard, l'ACT permet aux décideurs d'exploiter de manière pragmatique les données et informations déjà disponibles pour une première compréhension des systèmes agroalimentaires, y compris les lacunes de données les plus importantes, afin de mieux orienter les interventions.

Analyser les impacts et les dépendances des systèmes agroalimentaires sur la société et l'environnement naturel

Les systèmes agroalimentaires sont influencés par les décisions politiques, commerciales et des consommateurs. Leurs activités dépendent également du capital naturel, humain, social et produit – tout en les affectant – qui constituent le fondement du bien-être humain, de la réussite économique et de la durabilité environnementale.
Par exemple, le capital naturel contribue à la croissance de la biomasse et de l'eau douce aux systèmes agroalimentaires.
En retour, les systèmes agroalimentaires peuvent avoir un impact négatif sur le capital naturel en raison des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la pollution. En revanche, si l'agriculture régénérative est utilisée, les pratiques de production peuvent contribuer à la restauration des écosystèmes
Le capital social peut contribuer aux systèmes agroalimentaires par le biais des connaissances culturelles et façonner les habitudes d'accès aux ressources telles que la terre, tandis que les systèmes agroalimentaires produisent en retour la sécurité alimentaire et la nutrition (ou l'insécurité alimentaire et la malnutrition), en fonction de leur efficacité, de leur résilience et de leur caractère inclusif. Le capital produit contribue à la recherche et au développement, tandis que les systèmes agroalimentaires génèrent en retour des revenus, des bénéfices, des loyers et des impôts.

Si ces flux semblent intuitifs, peu de mesures ont été prises pour les mesurer et gérer leurs impacts, à l'exception du capital produit. Les données couramment incluses dans les évaluations économiques concernent les flux et les impacts du capital produit et, dans une certaine mesure, du capital humain (par exemple, le travail et les salaires), qui sont négociés par le biais des mécanismes de marché et donc facilement observé, mesuré et quantifié. En revanche, les flux et impacts liés au capital naturel, social et (en partie) humain ne le sont pas, de sorte que leur inclusion dans les évaluations économiques est largement partielle et non systématique.
Par exemple, alors que les intrants marchands se reflètent directement dans les coûts de production privés des producteurs, les intrants des services écosystémiques (par exemple, l'eau douce propre et la pollinisation) ne le sont pas, bien qu'ils soient fondamentaux pour la productivité agricole.

Cependant, lorsque les décideurs ne disposent pas d'une évaluation complète des activités des systèmes agroalimentaires ayant des impacts sur les stocks et les flux de capitaux – par exemple en ce qui concerne les services écosystémiques – le manque de connaissances qui en résulte peut entraver les progrès vers des systèmes agroalimentaires plus durables. Cela est d'autant plus vrai que, même si certains progrès positifs ont été réalisés en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les impacts négatifs sont devenus de plus en plus importants. Les impacts négatifs qui ne se reflètent pas dans le prix de marché d'un produit ou d'un service sont appelés dans ce rapport coûts cachés. Par souci de simplicité – et étant donné que la plupart des avantages sont susceptibles d'être internalisés par les marchés – le terme « coûts cachés » englobe ici les coûts cachés nets , incluant donc également les avantages cachés exprimés sous forme de coûts cachés négatifs . Un exemple de coût caché négatif serait la conversion par les agriculteurs de pâturages/terres cultivées en terres forestières, ce qui réduit les émissions de GES, mais pour lequel les agriculteurs ne reçoivent aucune compensation.

Obstacles à l'intégration des impacts cachés des systèmes agroalimentaires dans la prise de décision

Compte tenu du large éventail d'effets associés aux activités économiques des systèmes agroalimentaires et des nombreuses parties prenantes concernées, intégrer tous les coûts et avantages cachés dans les processus décisionnels n'est pas une tâche facile. Les décideurs sont confrontés à des objectifs contradictoires, et la résolution des coûts cachés des systèmes agroalimentaires peut nécessiter des changements importants dans les pratiques actuelles de production et de consommation, ce qui peut se heurter à la résistance des gouvernements, des entreprises, des producteurs et des consommateurs, qui peuvent

Machine Translated by Google

préfèrent le statu quo par crainte de coûts de transition élevés ou de changements dans les habitudes, la culture ou les traditions.

Une autre raison de la résistance au changement est le fait que des compromis peuvent survenir. Par exemple, l'utilisation de produits agrochimiques pour accroître la productivité peut réduire la pauvreté, mais également conduire à une dégradation écologique au fil du temps. Cela rend les décisions politiques plus compliquées.
Il existe également une disparité significative entre qui bénéficie des avantages des systèmes agroalimentaires à l'échelle mondiale et qui en paie les coûts, c'est-à-dire les impacts distributifs de la transition vers de nouveaux modèles de production et de consommation.
Transformer les systèmes agroalimentaires pour répondre aux principaux stress environnementaux et problèmes de santé peut impliquer des compromis avec des améliorations de l'égalité sociale.

La résistance au changement peut également être motivée par un manque de données et d'informations suffisantes. Un défi associé consiste à quantifier les coûts du changement de politique (c'est-à-dire les coûts de réduction) et à les comparer aux avantages de la réduction des coûts cachés pour aider à orienter l'orientation politique.
Cela soulève la question de l'évaluation pratique des coûts. Il y aura peu de progrès dans la transformation des systèmes agroalimentaires si les méthodes visant à améliorer les coûts de réduction languissent. L'investissement de ressources dans la divulgation d'informations pertinentes devrait être une priorité.

COMPTABILITÉ RÉELLE : UNE OPPORTUNITÉ DE COMPRENDRE

SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

La véritable comptabilité analytique s'appuie sur l'ensemble des travaux de mesure existants reflétés dans les normes statistiques internationales établies.

En ce qui concerne le capital produit et naturel et les flux associés, ces normes comprennent le Système de comptabilité nationale (SCN) pour la mesure des actifs produits et des flux de production, de revenu et de consommation associés, et le Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE).) pour la mesure des flux et des actifs environnementaux.

Compte tenu des défis liés à la collecte des données nécessaires et à la quantification de tous les flux à travers les quatre capitales, les données et informations déjà disponibles sont prioritaires pour une première compréhension des systèmes agroalimentaires. De telles analyses initiales peuvent être utilisées pour entamer un dialogue avec les parties prenantes concernées sur les défis les plus importants des systèmes agroalimentaires et les lacunes de données les plus urgentes qui doivent être comblées pour mieux orienter les interventions. À cet égard, le principe de « matérialité » sera essentiel – défini comme une mesure de l'importance d'une information lors de la prise de décision. La matérialité permet de concentrer la portée des évaluations TCA sur les impacts et les flux susceptibles de modifier un processus décisionnel. Cela peut déterminer quelles données importantes ne sont pas disponibles et doivent être collectées.

Une proposition d'évaluation en deux phases utilisant une véritable comptabilité analytique

Dans ce contexte, ce rapport propose une évaluation en deux phases utilisant l'ACT pour fournir aux décideurs une compréhension globale des systèmes agroalimentaires et identifier les domaines d'intervention pour améliorer leur durabilité. La première phase consiste à entreprendre des évaluations initiales au niveau national qui analysent et quantifient autant que possible les coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans les différentes capitales en utilisant des données facilement disponibles. Le rôle principal de la première phase est de sensibiliser à l'ampleur des défis.

La deuxième phase est consacrée à des évaluations approfondies ciblant des composantes, des chaînes de valeur ou des secteurs spécifiques des systèmes agroalimentaires pour guider les actions politiques et les investissements transformationnels dans un pays spécifique. La sélection peut s'inspirer des résultats de la première phase, mais peut également être guidée par les priorités du pays lors de consultations avec les parties prenantes concernées. Les parties prenantes impliquées peuvent varier selon le contexte, mais il s'agit généralement de décideurs politiques, d'institutions de recherche et de comptabilité (en particulier celles ayant une bonne connaissance des principaux défis des systèmes agroalimentaires du pays) et de représentants des principaux acteurs.

Machine Translated by Google

acteurs des systèmes agroalimentaires, tels que les producteurs agricoles, les transformateurs et les distributeurs.

ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DE LA COÛTS CACHÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES POUR 154 PAYS

Les coûts cachés sont indéniablement importants, même en tenant compte de l'incertitude

À ce jour, diverses tentatives ont été faites pour estimer les coûts cachés associés aux systèmes agroalimentaires mondiaux. Deux études, réalisées par la Food and Land Use Coalition (FOLU) (2019) et Hendricks et al. (2023), en particulier, concluent que l'ampleur des coûts cachés est importante par rapport à la valeur des produits alimentaires négociés sur les marchés.
Toutefois, malgré leur exhaustivité, les deux études sont de nature globale et ne fournissent pas d'estimations à l'échelle nationale.

Dans ce contexte, et comme point de départ de la première phase du processus en deux phases, une analyse préliminaire de l'ACT a été réalisée pour ce rapport afin de quantifier les coûts cachés des systèmes agroalimentaires pour 154 pays. Il utilise des données au niveau national (provenant de divers ensembles de données mondiaux) pour modéliser les impacts et les combine avec des estimations monétaires pour évaluer (monétiser) les coûts cachés. Cela permet aux résultats d'être agrégés et comparés sur différentes dimensions et échelles géographiques et d'être utilisés comme base de dialogue avec les décideurs. Dans cet exercice, les coûts et les avantages cachés sont pris en compte autant que possible, les avantages cachés (par exemple le boisement) étant exprimés sous forme de coûts cachés négatifs .

Cependant, comme les aliments ont une valeur intangible – par exemple en termes d'identité culturelle associée aux systèmes agroalimentaires – certains avantages ne peuvent pas être monétisés et sont donc exclus de l'analyse, malgré leur importance. En outre, certains coûts cachés ont été omis en raison de lacunes dans les données dans l'ensemble des pays analysés, par exemple les coûts associés au retard de croissance des enfants, à l'exposition aux pesticides, à la dégradation des terres, à la résistance aux antimicrobiens et aux maladies dues à des aliments insalubres.

Ce rapport estime que le volume mondial quantifié les coûts cachés des systèmes agroalimentaires ont été environ 12 700 milliards de dollars PPA en 2020. Cela comprend les coûts environnementaux cachés liés aux émissions de GES et d'azote, à l'utilisation de l'eau et au changement d'affectation des terres ; les coûts cachés pour la santé dus aux pertes de productivité dues à des habitudes alimentaires malsaines ; et les coûts sociaux cachés liés à la pauvreté et aux pertes de productivité associées à la sous-alimentation. Les habitudes alimentaires malsaines et la sous-alimentation entraînent des pertes de productivité qui affectent les économies nationales ; Cependant, comme les causes diffèrent considérablement – la sous-alimentation est due à un dénuement extrême, tandis que les habitudes alimentaires malsaines résultent d'une surconsommation – les coûts cachés des habitudes alimentaires malsaines sont liés à la dimension santé, tandis que ceux de la sous-alimentation sont liés à la dimension sociale aux côtés de la pauvreté.

Même si le fait de ne pas monétiser tous les avantages et tous les coûts constitue une limite, cela ne restreint pas nécessairement la capacité de l'exercice à orienter les améliorations des systèmes agroalimentaires. En effet, les coûts cachés couverts sont plus que suffisants pour mettre en évidence la nécessité d'agir. Comparés à la valeur de l'économie mondiale, ceux-ci équivalent à près de 10 % du PIB mondial en PPA en 2020.
Par jour, ces coûts équivalent à 35 milliards de dollars PPA de 2020.

Ces estimations tiennent compte de la grande incertitude dans les calculs de coûts résultant du manque de données sur divers coûts cachés, ainsi que pour certains pays et régions, en utilisant des distributions de probabilité. Un aspect intéressant de cet exercice est qu'il autorise des intervalles de confiance qui reflètent cette incertitude : on estime que les coûts cachés mondiaux ont 95 % de chances d'être de 10 800 milliards de dollars PPA de 2020 ou plus. L'incertitude était la plus grande en ce qui concerne les coûts cachés environnementaux, en raison d'un manque de connaissances sur l'impact des émissions d'azote sur les services écosystémiques. Pourtant, même la limite inférieure révèle l'urgence indéniable de la transformation des systèmes agroalimentaires. En d'autres termes, l'incertitude ne devrait pas servir de prétexte pour reporter l'action.

Machine Translated by Google

Les coûts cachés des systèmes agroalimentaires varient considérablement en ampleur et en composition selon les niveaux de revenu des pays

L'agrégation des coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires au niveau mondial cache des variations significatives entre les niveaux de revenu des pays qui sont les principaux décideurs dans la réduction de ces coûts. La majorité des coûts cachés sont générés dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (5 000 milliards de dollars PPA de 2020, soit 39 % du total des coûts cachés quantifiés) et dans les pays à revenu élevé (4 600 milliards de dollars PPA de 2020, soit 36 % du coût total). Les pays à revenu intermédiaire inférieur représentent 22 pour cent, tandis que les pays à faible revenu représentent 3 pour cent.

Les coûts cachés diffèrent non seulement par leur ampleur, mais aussi par leur composition en fonction du niveau de revenu. Dans tous les groupes de pays, à l'exception des faibles revenus, les pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires qui conduisent à des maladies non transmissibles (MNT) sont le principal contributeur aux dommages causés aux systèmes agroalimentaires, suivies par les coûts environnementaux. Dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, les coûts sociaux cachés liés à la pauvreté et à la sous-alimentation sont relativement plus importants, représentant en moyenne 12 pour cent de tous les coûts cachés quantifiés. Sans surprise, ces coûts sociaux cachés constituent le principal problème dans les pays à faible revenu (plus de 50 pour cent de tous les coûts cachés quantifiés).

Présenter les coûts cachés en pourcentage du PIB donne une meilleure idée du fardeau qui pèse sur les économies nationales et donne une indication sur la priorité à accorder aux ressources internationales pour faire face à ces coûts. À l'échelle mondiale, les coûts cachés quantifiés équivalent, en moyenne, à près de 10 % du PIB de 2020 en termes de PPA. Toutefois, cette part est bien plus élevée dans les pays à faible revenu, avec une moyenne de 27 pour cent. Cela montre que l'amélioration des systèmes agroalimentaires dans les pays à faible revenu contribuera à réduire ces coûts cachés, en particulier ceux liés à la pauvreté et à la sous-alimentation, qui équivaut à eux seuls à 14 pour cent du PIB. Le ratio des coûts cachés par rapport au PIB est respectivement de 12 % et 11 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur. Toutefois, les coûts sociaux cachés sont considérables.

une pertinence notable uniquement dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, la majorité des coûts cachés proviennent de habitudes alimentaires malsaines. La même chose se produit dans les pays à revenu élevé, où le ratio de tous les coûts cachés quantifiés n'est que de 8 pour cent.

Quantifier les coûts cachés pour informer les points d'entrée politiques qui, à leur tour, peuvent les résoudre

Les coûts cachés décrits visent à aider à identifier les points d'entrée pour la priorisation des interventions et des investissements. À cet égard, la première étape devrait consister à identifier où, dans un système agroalimentaire donné, les coûts cachés sont les plus importants et à cause de quelles activités.
En commençant par la dimension environnementale, les estimations suggèrent que ces coûts surviennent principalement dans la production primaire, les coûts de pré- et post-production représentant moins de 2 pour cent du total des coûts cachés quantifiés. En d'autres termes, le secteur primaire doit être considéré comme le principal point d'entrée pour opérer des changements dans les trajectoires environnementales. À l'échelle mondiale, les coûts cachés de l'agriculture – par le biais de facteurs environnementaux – équivalent à près d'un tiers de la valeur ajoutée agricole.

Pour certains pays, l'accent sera probablement mis sur les acteurs vulnérables et plus particulièrement sur la contribution des systèmes agroalimentaires à la modération de la pauvreté, c'est-à-dire l'échec global de la distribution des revenus et des calories nécessaires pour assurer une vie productive. Le rapport révèle que, pour éviter les coûts d'un échec de distribution dans les systèmes agroalimentaires, les revenus des personnes modérément pauvres travaillant dans les systèmes agroalimentaires doivent augmenter en moyenne de 57 pour cent dans les pays à faible revenu et de 27 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Un autre domaine qui s'est révélé clairement important est celui des pertes moyennes de productivité par personne dues à l'apport alimentaire. À l'échelle mondiale, cette valeur équivaut à 7 % du PIB PPA en 2020 ; les pays à faible revenu déclarent la valeur la plus faible (4 pour cent), tandis que les autres catégories de revenus déclarent 7 pour cent ou plus.

Machine Translated by Google

Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que les coûts cachés quantifiés associés aux systèmes agroalimentaires sont substantiels pour tous les pays, même après prise en compte de l'incertitude. Ils révèlent l'ampleur de la transformation requise mais ne mesurent pas le coût de l'atténuation ou de la prévention des différents défis, ni n'expriment la faisabilité de cette transformation. Ils indiquent plutôt les contributions relatives de diverses activités ou polluants et mettent en évidence les domaines nécessitant une enquête plus approfondie dans le cadre d'évaluations ciblées afin de combler les lacunes des données et de comprendre les coûts de réduction. Ce n'est qu'avec de telles évaluations ciblées qu'il sera possible d'orienter les interventions des entités publiques et privées pour transformer les systèmes agroalimentaires pour le mieux.

PASSER AU COÛT RÉEL CIBLÉ ÉVALUATIONS COMPTABLES : LA DEUXIÈME PHASE D'UN PROCESSUS EN DEUX PHASES

De l'estimation initiale des coûts cachés à l'identification des actions

Les résultats de cet exercice d'inventaire des estimations nationales sont préliminaires et doivent donc être complétés par des données plus précises et désagrégées provenant d'évaluations ciblées. Ceci est rendu possible par la deuxième phase du processus d'évaluation, axée sur la réalisation d'évaluations ciblées pour soutenir la prise de décision visant à améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires. L'objectif est d'identifier les actions de transformation potentiellement privilégiées, en comparant les coûts et les avantages de chacune – par exemple, au moyen d'une analyse de scénarios – afin d'allouer des ressources aux actions les plus réalisables et les plus rentables, de comparer les options futures et de gérer les compromis et synergies. Cela conduirait ensuite à la mise en œuvre de leviers pour réformer les politiques, les investissements et d'autres interventions afin de répondre aux préoccupations identifiées.

Définir la portée des évaluations ciblées

Lors de la mise en place d'une évaluation ciblée, il est important d'établir les limites de l'analyse pour que la portée de l'étude reste réalisable tout en lui permettant d'atteindre suffisamment son objectif. Cela commence par le choix de l' unité fonctionnelle d'analyse, c'est-à-dire de ce qui est évalué et mesuré, qui peut être décomposé en systèmes agroalimentaires, habitudes alimentaires, investissement, organisation et produit. L'unité fonctionnelle choisie dépend de l'orientation politique ou de la question de recherche. En général, les limites d'analyse qui intègrent le niveau supérieur des systèmes agroalimentaires sont les plus adaptées à l'élaboration de politiques, car elles sont plus holistiques et prennent en compte le potentiel d'influencer l'impact systémique.

L'activation des leviers de changement nécessite généralement des analyses à un niveau plus granulaire pour être efficace. Cela peut nécessiter que le produit ou l'investissement soit l'unité fonctionnelle qui éclaire les décisions concrètes. Si l'objectif politique est de promouvoir une alimentation saine, il serait alors plus approprié de choisir le niveau des habitudes alimentaires comme unité fonctionnelle. Le choix de l'organisation comme unité fonctionnelle peut également convenir dans certains cas. Bien qu'elle soit principalement utilisée pour le secteur privé, l'organisation en tant qu'unité fonctionnelle peut produire des informations précieuses si l'objectif politique est d'identifier les domaines dans lesquels les entreprises ont besoin de soutien, soit pour mener elles-mêmes la TCA, soit pour réduire leurs impacts négatifs.

Analyses de politiques et de scénarios : leurs rôles fondamentaux et complémentaires dans les évaluations ciblées de l'ACT

L'analyse de scénarios est une caractéristique essentielle de tout exercice d'ACT, quelles que soient les limites de l'analyse. Que le domaine d'application de l'ATC concerne les systèmes agroalimentaires nationaux, une alimentation locale, un investissement public ou une chaîne de valeur, l'analyse de scénarios permet de comparer les voies futures potentielles et d'évaluer l'impact et l'efficacité des différentes politiques et options de gestion. Cela est essentiel pour identifier les problèmes émergents liés à l'inaction, ainsi que les synergies et les compromis résultant de l'action. Ces compromis peuvent ensuite être soigneusement pesés pour formuler des stratégies plus solides et évaluer l'efficacité des différentes actions potentielles.

Machine Translated by Google

Ces scénarios peuvent aider à recadrer le problème afin d'établir un programme politique plus efficace.
Ils comportent généralement des éléments à la fois qualitatifs et quantitatifs et sont souvent associés à des approches participatives impliquant les parties prenantes locales et régionales. Par exemple, les projections de croissance démographique peuvent être utilisées pour estimer les changements attendus de la couverture terrestre lors de l'étude des tendances en matière d'expansion agricole ou d'urbanisation.

Les résultats de l'analyse de scénarios peuvent être interprétés à l'aide d'une analyse coûts-avantages qui compare les avantages et les coûts des différentes interventions et détermine leur viabilité économique et financière.

Alternativement, une approche coût-efficacité compare les coûts pour atteindre un objectif donné lors de l'utilisation de différentes options d'intervention, telles que le coût par tonne d'émissions évitées grâce à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et à la réduction de la déforestation. Cette dernière approche est particulièrement pertinente lorsqu'on envisage des options pour réduire les coûts cachés des systèmes agroalimentaires qui n'ont pas été quantifiés en termes monétaires.

Une véritable comptabilité analytique peut aider à orienter les entreprises et les investissements agroalimentaires vers la durabilité

Il est peu probable que tous les problèmes puissent être résolus par la seule politique. Les systèmes agroalimentaires sont, à la base, des efforts du secteur privé, et le secteur privé devra assumer une partie de la responsabilité de minimiser les coûts cachés.
La véritable comptabilité analytique fournit un cadre permettant aux entreprises d'évaluer et de gérer leurs impacts et leurs dépendances de manière plus complète et plus précise. En intégrant le TCA dans les stratégies quotidiennes de prise de décision et de gestion, les entreprises agroalimentaires peuvent surveiller et débloquer des opportunités à différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement, parvenir à une production durable, attirer des investissements privés et bénéficier d'incitations gouvernementales. Lorsqu'elle est adoptée par une politique et soutenue par des lois et des réglementations, la TCA redéfinit les indicateurs de performance clés et modifie les résultats financiers de la réussite de l'entreprise en incluant les capitaux humains, sociaux et naturels. En bref, il redéfinit le concept d'« entreprise prospère ».

Les institutions financières telles que les banques et les compagnies d'assurance peuvent également utiliser la TCA pour déterminer les conditions de crédit et d'assurance sur la base de meilleures évaluations des risques, améliorant ainsi les conditions de crédit et d'assurance pour les entreprises durables. Une évaluation complète des coûts et des avantages du TCA peut également aider les entreprises à mobiliser des ressources financières pour la transition vers la durabilité, ouvrant ainsi des opportunités de nouveaux investissements et de développement à plus grande échelle.
Une véritable comptabilité analytique peut également aider les entreprises à répondre à la demande croissante de transparence de la chaîne d'approvisionnement de la part des consommateurs, de plus en plus conscients des différents aspects de la production, notamment des conditions de travail et des impacts environnementaux. À cet égard, le TCA peut également aider les entreprises à se qualifier pour des certifications volontaires (telles que le commerce équitable) et des incitations gouvern

Face à l'urgence croissante de quantifier les coûts cachés des entreprises, notamment ceux des produits agroalimentaires, diverses initiatives ont fait les premiers pas. Les initiatives existantes couvrent un domaine considérable en ce qui concerne les applications métiers du TCA. Il existe cependant encore des domaines dans lesquels des développements supplémentaires sont nécessaires pour réaliser pleinement le potentiel de l'ATC dans le secteur privé. Ceux-ci comprennent des cadres et des normes, des méthodes, une gouvernance et une stratégie d'entreprise, ainsi que des lignes directrices en matière de reporting.

INTÉGRER LA VÉRITABLE COMPTABILITÉ DES COÛTS POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES : OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

Lorsqu'ils s'appuient sur le TCA, les leviers peuvent être utilisés pour améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires

Différents leviers peuvent influencer le fonctionnement interne des systèmes agroalimentaires et être utilisés stratégiquement pour propulser les systèmes vers la durabilité. Les leviers peuvent affecter l'offre (production et intermédiaires), la demande (consommation) et les biens publics soutenant les systèmes agroalimentaires.
Aucun levier n'est nouveau, mais l'innovation réside dans la manière dont ils sont utilisés. Lorsqu'ils sont informés par des évaluations ciblées du TCA, les leviers existants dans

Machine Translated by Google

les systèmes agroalimentaires, tels que les subventions agroalimentaires, peuvent être réorientés ou réformés pour soutenir et intensifier les stratégies prometteuses et émergentes en faveur d'entreprises et d'investissements durables. Le choix du levier dépendra des résultats des analyses de scénarios et de politiques, des besoins spécifiques au contexte, des priorités et des ressources disponibles.

Si les gouvernements disposent de la boîte à outils la plus vaste et la plus influente, d'autres acteurs – instituts de recherche, organisations de la société civile, entreprises et institutions financières – jouent également un rôle important dans l'élaboration des performances des systèmes agroalimentaires. De même, d'autres secteurs extérieurs aux systèmes agroalimentaires (par exemple, les secteurs de la santé et de l'énergie) doivent être pris en compte dans l'intervalle et en termes de synergies et de compromis pour créer des incitations cohérentes à cette fin.

La réduction des coûts cachés va-t-elle faire monter le prix des denrées alimentaires ?

Une question fréquemment posée est de savoir si la réduction des coûts cachés des systèmes agroalimentaires entraînera une hausse des prix des denrées alimentaires. Le rapport pose les bases pour répondre à cette question. Le principe de base est que cela dépendra des coûts cachés à résoudre et des instruments utilisés.

Il est utile de considérer les différentes catégories de coûts cachés étudiées : les coûts sociaux cachés associés aux échecs de distribution, qui entraînent la pauvreté et la sous-alimentation ; les coûts environnementaux cachés dus aux dommages liés aux externalités ; et les coûts cachés en matière de santé dus aux habitudes alimentaires qui conduisent à l'obésité et aux MNT.

La manière dont chacune de ces catégories est abordée a des implications distinctes sur les revenus et les prix alimentaires.

S'attaquer aux coûts sociaux cachés liés à l'échec de la distribution, par exemple, pourrait améliorer la productivité dans le secteur alimentaire et agricole, exerçant ainsi une pression à la baisse sur les prix alimentaires, bénéficiant largement aux consommateurs. À l'inverse, si les producteurs doivent payer pour des mesures (principe du pollueur-payeur) – par exemple, par le biais de taxes ou de réglementations prévoyant des pratiques moins nocives pour l'environnement – qui ne sont pas complétées par des conseils sur la manière de limiter les coûts lorsqu'un coût caché apparaît, ces conséquences seront ensuite répercutées tout au long de la chaîne de valeur ou sur les consommateurs sous la forme d'une hausse des prix des denrées alimentaires.

L'alternative consiste à appliquer le principe du bénéficiaire-payeur, qui fait peser la charge de la couverture des coûts réels des activités des systèmes agroalimentaires sur les bénéficiaires – généralement le public, mais aussi des groupes spécifiques particulièrement touchés par des activités dans lesquelles ils ne sont pas impliqués. Dans de tels cas, les politiques ne devraient pas entraîner une augmentation du prix des denrées alimentaires. Un exemple est le paiement pour services environnementaux, où le bénéficiaire paie les parties dont les activités peuvent nuire à l'environnement pour qu'elles modifient leur comportement.

Un ensemble de politiques impliquant un mélange du principe du pollueur-payeur et du principe du bénéficiaire-payeur est la réaffectation des subventions agricoles. Le transfert des subventions agricoles peu performantes vers la protection et la restauration des terres agricoles dégradées peut mieux soutenir les communautés locales et aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de climat, de biodiversité et de développement rural. S'il est soigneusement conçu et ciblé, il a également le potentiel d'accroître la disponibilité et l'accessibilité des régimes alimentaires sains, et en particulier ceux qui sont respectueux de l'environnement. Toutefois, les systèmes fondés sur les subventions pèsent sur des ressources budgétaires déjà rares et des objectifs concurrents pourraient conduire à des compromis. Le choix entre les instruments politiques dépendra des implications en matière d'équité, qui, à leur tour, dépendent de l'identité des bénéficiaires. La priorité devrait être accordée aux situations dans lesquelles des synergies existent.

Les évaluations ciblées du TCA peuvent éclairer la conception de systèmes de taxation et de réaffectation visant à modifier les prix relatifs des aliments en faveur d'options plus nutritives et durables. Lorsque les recettes fiscales sont affectées à la promotion d'une alimentation saine et durable, les budgets alimentaires des ménages peuvent rester inchangés. À long terme, les améliorations de la santé publique conduisant à une augmentation de la productivité pourraient se traduire par une augmentation des revenus des ménages.

Dans ce cas, même si une alimentation plus saine peut s'avérer plus coûteuse, l'augmentation des revenus pourrait contribuer à compenser cette dépense supplémentaire. Cependant, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les coûts impliqués.

Machine Translated by Google

Créer un environnement propice à la mise à l'échelle du TCA pour la transformation des systèmes agroalimentaires

L'intensification de l'adoption de l'ACT ne peut être réalisée par un seul groupe d'acteurs ; elle nécessite des contributions complémentaires des différents acteurs qui influencent le fonctionnement des entreprises agroalimentaires. Les gouvernements, avec leurs politiques, leurs fonds, leurs investissements, leurs lois et réglementations, jouent un rôle central dans la création d'un environnement propice à l'intensification de l'ACT pour transformer les systèmes agroalimentaires. Les organismes de recherche et les organismes de normalisation jouent également un rôle clé pour faire progresser les méthodologies et établir des normes pour les données à collecter et à utiliser dans les évaluations TCA. Ceci est essentiel pour garantir la transparence des véritables coûts et avantages des systèmes agroalimentaires. Les applications des études TCA seront largement facilitées par les cabinets comptables et les cabinets de conseil aux entreprises, qui conseillent et soutiennent les producteurs agroalimentaires, les entreprises et autres parties prenantes concernées dans leur transition vers le développement durable.

Les institutions financières et les agences de notation de crédit pourraient jouer un rôle déterminant si elles favorisent une production, des entreprises et des investissements durables. En fin de compte, ce sont les producteurs, les entreprises et les consommateurs – et les alliances qu'ils créent – qui réaliseront le changement et mettront en œuvre de nouvelles normes, en particulier des normes volontaires.

Pour que cela se produise à grande échelle, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire ou faible, deux obstacles majeurs doivent être surmontés : la rareté des données et le manque de capacités.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LA FAO CONSACTER DEUX ÉDITIONS CONSÉCUTIVES DE LE ÉTAT DE NOURRITURE ET AGRICULTURE AU MÊME THÈME

En consacrant deux éditions à ce sujet, la FAO investit dans la divulgation d'informations pertinentes pour guider la prise de décision dans les systèmes agroalimentaires vers la durabilité. Dans le rapport de cette année, de nouveaux résultats des évaluations nationales préliminaires ont été présentés, créant une opportunité sans précédent d'aider les décideurs du monde entier à identifier les grandes problématiques (cachées) défis auxquels sont confrontés leurs systèmes et initier un processus visant à construire une vision commune pour la transformation des systèmes agroalimentaires. Ces résultats préliminaires, qui doivent être améliorés et mis à jour, soulignent l'importance de réorienter le soutien public actuel et les lois, réglementations et normes qui influencent les comportements d'autres acteurs, tels que les consommateurs. Le capital privé – qui représente environ 14 fois le soutien public mondial – joue également un rôle important dans l'élaboration de la durabilité sectorielle, tout comme les institutions financières, en influençant, conseillant et soutenant davantage les acteurs dans leur transition vers la durabilité.

Le rapport de l'année prochaine mettra l'accent sur la manière dont les évaluations ciblées peuvent être adaptées en fonction des priorités des décideurs politiques dans des contextes spécifiques. L'objectif sera de montrer la flexibilité du TCA dans son application à différents périmètres, depuis l'ensemble d'un système agroalimentaire jusqu'à un seul produit.
Quelle que soit la portée de l'analyse, l'ACT peut être utilisée pour comparer différents choix politiques et de gestion. Dans la continuité du travail commencé dans ce rapport, des analyses de scénarios et de politiques alimenteront l'ACT, examinant une gamme d'avenirs plausibles, y compris les résultats et l'efficacité de diverses options politiques ou de gestion pour guider la transformation des systèmes agroalimentaires pour le mieux. n

Machine Translated by Google

MYANMAR

Des gens achètent de la nourriture
sur un marché de Mandalay.

©Tony Wu/Pexels.com

Machine Translated by Google

CHAPITRE 1
FACTORISATION LES COÛTS ET BÉNÉFICES DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS LES DÉCISIONS

MESSAGES CLÉ

– La non-durabilité et le manque de résilience des systèmes agroalimentaires sont des préoccupations majeures, exacerbées par les échecs du marché, des institutions et des politiques qui génèrent des pertes pour la société et entravent la transformation indispensable vers la durabilité.

è Pour améliorer les résultats, les décideurs doivent avoir une compréhension globale des coûts et des avantages des systèmes agroalimentaires pour toutes les parties prenantes, y compris les groupes sous-représentés et les générations futures, qui ne sont pas mesurés systématiquement et systématiquement.

è Une compréhension globale permettrait aux leviers disponibles – depuis le soutien fiscal et les réglementations jusqu'aux normes volontaires – d'être mieux réalignés et utilisés plus efficacement vers des investissements et des actions politiques plus sensibles à la nutrition, au genre et à l'environnement.

– La comptabilité analytique réelle (TCA) est une approche puissante pour découvrir les coûts cachés générés par les systèmes agroalimentaires actuels, soulignant leur non-durabilité et guidant l'utilisation des leviers disponibles pour améliorer leurs résultats.

è La véritable comptabilité analytique nécessite toutefois de grandes quantités de données, ce qui peut constituer un défi, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Par conséquent, les données déjà disponibles doivent être utilisées dans toute la mesure possible pour éviter l'inaction.

è Ce rapport propose un processus d'évaluation en deux phases qui s'appuie sur l'ACT, en commençant par des évaluations initiales plus larges au niveau national pour sensibiliser et en progressant vers des évaluations approfondies et ciblées pour prioriser les solutions et guider l'action de transformation.

L'histoire des systèmes agroalimentaires présente deux faces. Les deux sont vrais.

La première est que les systèmes agroalimentaires génèrent des bénéfices considérables pour la société, notamment parce qu'ils produisent la nourriture qui nous nourrit. Les systèmes agroalimentaires sont également le plus grand employeur au monde, fournissant des emplois et des moyens de subsistance à plus d'un milliard de personnes.1 De nombreux agriculteurs sont également des gardiens de l'environnement, fournissant des services environnementaux à la société. Grâce à des pratiques durables, telles que l'agroforesterie, les systèmes agroalimentaires génèrent également des avantages publics, notamment la conservation de la biodiversité, le stockage et la séquestration du carbone et la régulation des bassins versants. Ainsi, la valeur des systèmes agroalimentaires pour la société est probablement bien supérieure à ce qui est mesuré en produit intérieur brut (PIB). L'autre aspect est qu'en raison des échecs du marché, des politiques et des institutions, les systèmes agroalimentaires sont fragiles et non durables, contribuant au changement climatique et à la dégradation des ressources naturelles, tout en ne parvenant pas à fournir à tous une alimentation saine. Notre existence reposant sur une seule planète et des systèmes agroalimentaires fragiles, nous devons agir avec prudence.

Les systèmes agroalimentaires évoluent depuis les débuts de l'agriculture, il y a des milliers d'années.
Grâce aux changements technologiques et à l'innovation des 70 dernières années, la productivité agricole a considérablement augmenté. Parallèlement, le commerce des produits alimentaires a connu une croissance considérable, notamment au cours des trois dernières décennies. Ces facteurs ont contribué à nourrir une population qui a triplé et s'est urbanisée. Par conséquent, la part de la population employée dans l'agriculture a diminué, tandis que des emplois ont été créés dans les chaînes de valeur en amont et en aval et dans d'autres secteurs.

Machine Translated by Google

Les systèmes agroalimentaires d'aujourd'hui ont accès à une nouvelle génération de technologies automatisées susceptibles d'améliorer la productivité et la résilience et de relever les défis de la durabilité environnementale.2 Des données socioéconomiques et environnementales détaillées sont de plus en plus disponibles, donnant aux producteurs et aux entreprises agroalimentaires, ainsi qu'aux décideurs politiques, l'opportunité de prendre des décisions fondées sur des données concernant la production, les chaînes d'approvisionnement, le commerce, la protection sociale, etc. Face aux défis croissants auxquels les systèmes agroalimentaires sont confrontés, les moyens croissants de collecte de données et d'informations offrent une opportunité sans précédent de combler stratégiquement les lacunes en matière de connaissances afin que les décideurs soient mieux préparés à transformer les systèmes agroalimentaires vers une durabilité économique, sociale et environnementale.

Comment prendre des décisions qui amplifieront les avantages des systèmes agroalimentaires tout en relevant les principaux défis qui entravent leur transformation ?
Comment les gouvernements savent-ils quels programmes parrainer et quelles parties prenantes soutenir ?
Comment les producteurs agricoles peuvent-ils garantir que les ressources naturelles dont ils dépendent se renouvelleront pour les saisons suivantes ? Comment les détaillants peuvent-ils promouvoir des aliments nutritifs ? Comment inciter les consommateurs à utiliser leur pouvoir d'achat pour soutenir une alimentation saine et durable ? Et ces décisions affecteront-elles les coûts de production et, à terme, les prix des denrées alimentaires ?

Au quotidien, nous n'avons pas toutes les réponses, mais les citoyens, les entreprises et les gouvernements prennent néanmoins des décisions. À cela s'ajoutent des conséquences – bonnes et mauvaises – qui ne sont pas toujours visibles. Cette édition de La Situation de l'alimentation et de l'agriculture vise à lancer un processus visant à analyser la complexité et les interdépendances des systèmes agroalimentaires et la façon dont ils affectent l'environnement, la société, la santé et l'économie à travers une véritable comptabilité analytique (TCA). Cela révélera leurs impacts cachés et éclairera les actions qui contribuent à leur transformation vers l'efficacité, l'inclusion, la résilience et la durabilité. n

DÉBALLER LES IMPACTS ET DÉPENDANCES DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Les systèmes agroalimentaires sont dynamiques, depuis leur composition en couches jusqu'à leurs interactions avec les ressources qui soutiennent la nature et la société. Ils sont également influencés par les décisions politiques, commerciales et des consommateurs. La figure 1 illustre un cadre conceptuel décrivant le fonctionnement interne des systèmes agroalimentaires, leurs effets sur les ressources (et vice versa) et les leviers disponibles pour les transformer. Le cadre aide à décomposer les nombreux impacts et interdépendances des systèmes agroalimentaires, ainsi que les opportunités offertes aux décideurs de les orienter pour le mieux.

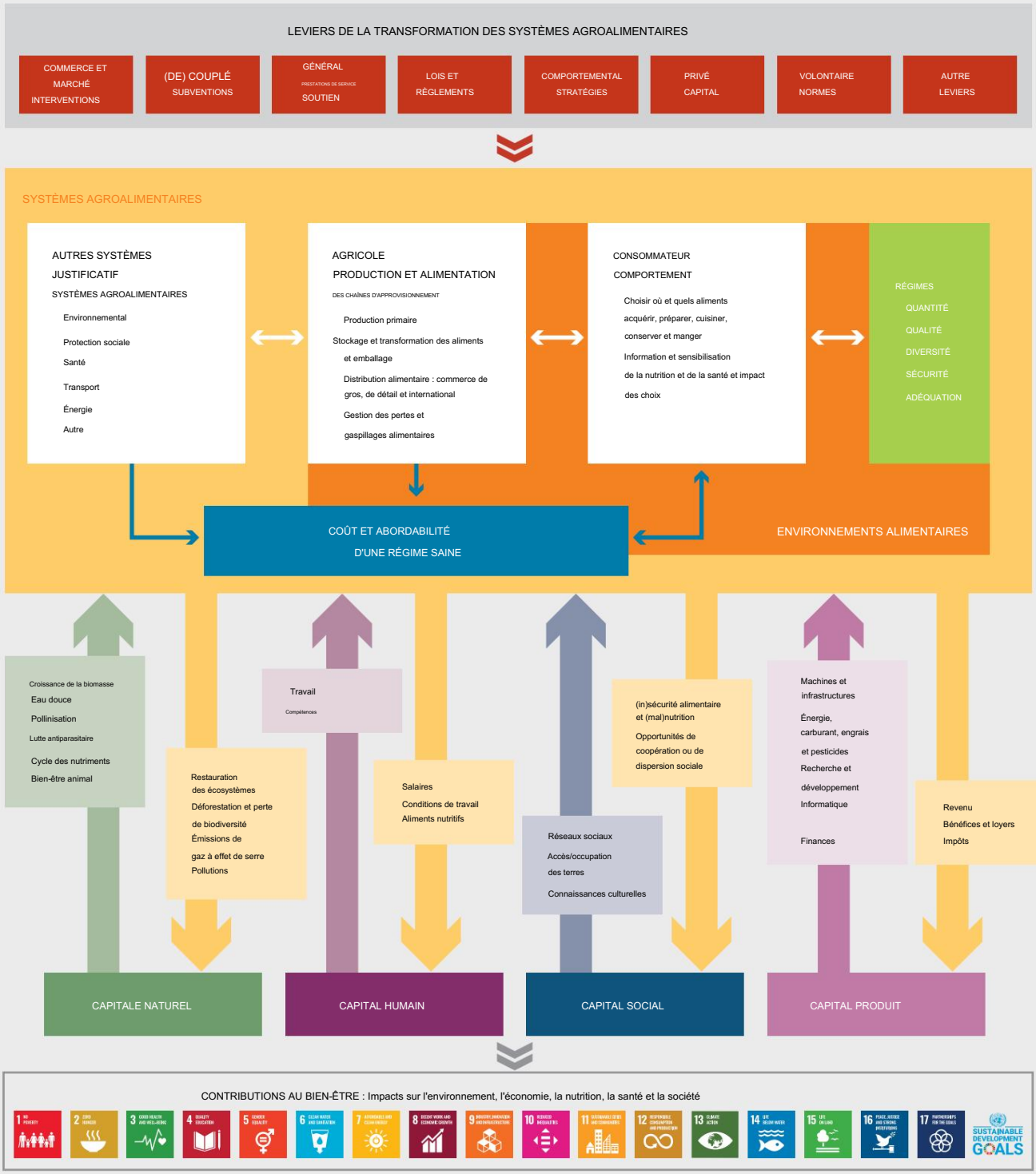
Le rectangle jaune de la figure 1 représente les systèmes agroalimentaires, montrant comment ils comprennent la production agricole et les chaînes d'approvisionnement alimentaire, le comportement des consommateurs, les régimes alimentaires et les interconnexions avec d'autres systèmes, tels que les systèmes environnementaux et de santé. La production agricole comprend la production végétale et animale, l'aquaculture, la pêche et la foresterie. Au-delà des chaînes d'approvisionnement alimentaire, les comportements et les régimes alimentaires des consommateurs sont des environnements alimentaires, qui font référence aux conditions physiques, économiques, socioculturelles et politiques qui façonnent l'accès, l'abordabilité, la sécurité et les préférences alimentaires.3–5 Les flèches qui entrent et sortent des systèmes agroalimentaires démontrent comment leurs activités dépendent – et affectent – les capitaux naturels, humains, sociaux et produits. Ceux-ci constituent le fondement du bien-être humain, de la réussite économique et de la durabilité environnementale et sont défin

capital naturel : le stock de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables qui se combinent pour générer un flux de bénéfices pour les populations ;
capital humain : les connaissances, aptitudes, compétences et attributs incarnés chez les individus qui contribuent à l'amélioration des performances et du bien-être ;
capital social : les réseaux, ainsi que les normes, valeurs et compréhensions partagées, qui facilitent la coopération au sein et entre les groupes ; et
Capital produit : les biens fabriqués par l'homme et les actifs financiers qui sont utilisés pour produire des biens et des services consommés par la société. »

Machine Translated by Google

FIGURE 1 COMMENT LES ÉVALUATIONS DES FLUX DE CAPITAUX PEUVENT INFORMER LES LEVIERS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

TRANSFORMATION



SOURCES : Adapté de la FAO, du FIDA, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc0639fr ; TEEB. 2018. TEEB pour l'agriculture et l'alimentation : fondements scientifiques et économiques. Genève, Suisse, ONU Environnement. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2018/11/Foundations_Report_Final_October.pdf

Machine Translated by Google

Les activités des systèmes agroalimentaires provoquent des changements (impacts) dans les capitaux à travers des flux entrants et sortants. Les grandes flèches représentent ces impacts et dépendances, avec des couleurs correspondant au capital respectif. Les flux de capitaux des systèmes agroalimentaires peuvent s'apparenter à des relations symbiotiques dans de nombreux contextes. Par exemple, le capital naturel contribue à la croissance de la biomasse et à l'eau douce aux systèmes agroalimentaires (la flèche verte pointant vers « systèmes agroalimentaires »).
En retour, les systèmes agroalimentaires peuvent avoir un impact négatif sur le capital naturel avec des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la pollution (la flèche jaune pointant vers le « capital naturel »). En revanche, si l'agriculture régénérative est utilisée, les pratiques de production peuvent contribuer à la restauration des écosystèmes.
Le capital humain envoie de la main d'œuvre et des compétences, et les systèmes agroalimentaires rapportent des salaires et des conditions de travail décentes. Le capital social peut contribuer aux systèmes agroalimentaires par le biais des connaissances culturelles et façonner les habitudes d'accès aux ressources telles que la terre, tandis que les systèmes agroalimentaires produisent en retour la sécurité alimentaire et la nutrition (ou l'insécurité alimentaire et la malnutrition), en fonction de leur efficacité, de leur résilience et de leur caractère inclusif. Le capital produit contribue, entre autres, à la recherche et au développement, et les systèmes agroalimentaires génèrent en retour des revenus, des bénéfices, des loyers et des impôts.
Si ces flux semblent intuitifs, peu de mesures ont été prises pour les mesurer et gérer leurs impacts, à l'exception du capital produit.

En haut de la figure, les rectangles rouges présentent les outils, ou leviers, disponibles pour influencer les acteurs, les activités et les impacts des systèmes agroalimentaires. Ces leviers ne sont pas nouveaux et sont actuellement utilisés par les décideurs, y compris les gouvernements et autres parties prenantes, qui déterminent ou influencent quoi, quand, où et comment ils s'engagent.

Les paragraphes suivants décrivent les principales catégories de leviers, qui peuvent être assez nombreuses et diverses. Toutefois, cette section ne vise pas à être exhaustive et d'autres leviers potentiels peuvent exister.

De nombreux leviers, mais pas tous, sont adoptés et administrés par les gouvernements et les autorités locales pour influencer les acteurs des systèmes agroalimentaires et les orienter vers des objectifs considérés comme importants par les décideurs politiques. Ils comprennent les interventions commerciales et de marché, les subventions, les lois et réglementations, le soutien aux services généraux et les politiques comportementales.7

Les gouvernements génèrent des incitations ou des dissuasions en matière de prix par le biais d'interventions commerciales et de marché. Il s'agit généralement de mesures aux frontières (telles que des droits de douane ou des quotas d'importation, des interdictions ou des subventions à l'exportation) et/ou de réglementations des prix du marché (telles que des politiques de fixation des prix intérieurs). Ces interventions créent un écart entre les prix nationaux et internationaux des produits ciblés et/ou contribuent à freiner la demande d'aliments ciblés.

Les subventions accordées aux producteurs ou aux consommateurs individuels peuvent viser à corriger des problèmes tels que la disponibilité limitée du crédit ou à induire un comportement considéré comme souhaitable par les décideurs politiques. Dans le cas des producteurs, ceux-ci peuvent être « couplés » (c'est-à-dire lié au niveau de production ou à l'utilisation d'intrants ou d'autres facteurs de production) ou « découplé » (c'est-à-dire non lié aux décisions de production). Lorsqu'elles sont associées, les subventions peuvent grandement influencer quels produits sont produits et commercialisés, quels intrants sont utilisés et comment.

Quant aux consommateurs, ces mesures peuvent prendre la forme de subventions alimentaires, de transferts en espèces, de transferts alimentaires en nature ou de programmes d'alimentation scolaire afin d'améliorer l'accès à la nourriture.7

Ces politiques publiques sont édictées et façonnées par des lois et des réglementations. Ces cadres obligatoires servent à fixer des normes et des objectifs qui affectent directement les décisions des acteurs agroalimentaires. Par exemple, lorsque les gouvernements restreignent les importations de certains produits en imposant des barrières non tarifaires ou lorsqu'ils interdisent l'utilisation d'un intrant agricole spécifique qui s'est avéré nocif pour la santé humaine ou l'environnement.

Pour améliorer la performance des systèmes agroalimentaires, les gouvernements fournissent un soutien en matière de services généraux. Le soutien spécifique dépend du contexte, mais peut inclure des investissements dans la recherche et le développement agricoles, y compris des systèmes de suivi et la production de données pertinentes ; services de transfert de connaissances (tels que formation, assistance technique et autres services de vulgarisation) ; inspection et contrôle en matière de sécurité des produits agricoles, de parasites et de maladies pour garantir que les produits alimentaires sont conformes aux réglementations et aux normes de sécurité des produits ; développement et entretien des infrastructures; le stockage public, y compris le maintien et la gestion des réserves par le biais d'interventions d'achat sur le marché ; et la nourriture et

Machine Translated by Google

services de commercialisation et de promotion agricoles.7 De tels investissements créent un environnement propice à la transformation des systèmes agroalimentaires.

Les gouvernements et d'autres parties prenantes peuvent utiliser des politiques fondées sur les connaissances issues d'études de sociologie comportementale et de psychologie pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de certains comportements, comme la consommation d'aliments transformés malsains.8 Ces connaissances sont appelées dans ce rapport politiques comportementales et diffèrent des politiques comportementales . d'autres politiques, telles que les impôts et les subventions, dans la mesure où elles ne réduisent pas la liberté de choix des individus et ne leur imposent pas de coûts importants pour induire un changement de comportement. Au lieu de cela, ils opèrent en modifiant les contextes ou les environnements dans lesquels les décisions sont prises. Dans le contexte d'une consommation alimentaire dominée par des aliments transformés malsains, par exemple, les politiques comportementales peuvent se concentrer sur l'établissement ou la promotion d'un environnement propice à la fourniture et à la consommation d'aliments nutritifs (voir Glossaire). Ils peuvent fournir des indications aux gouvernements sur la réglementation de l'environnement alimentaire afin d'atteindre certains objectifs, tels que la promotion d'une alimentation saine et respectueuse de l'environnement. Par exemple, les politiques comportementales peuvent tenter d'inciter les consommateurs à faire de meilleurs choix alimentaires, en plaçant par exemple des options alimentaires nutritives à proximité des cafétérias scolaires afin de les rendre plus faciles à atteindre.9 Elles peuvent également réglementer les comportements des entreprises alimentaires (telles que les supermarchés) pour mieux promouvoir une alimentation saine.

Certains leviers peuvent également être administrés par des acteurs agroalimentaires privés et de la société civile, ainsi que par des bailleurs de fonds et des organisations internationales. Par exemple, les capitaux privés provenant des entreprises, des institutions financières et même des consommateurs constituent l'un des leviers les plus importants des systèmes agroalimentaires, s'élevant à 9 000 milliards de dollars par an.10 Différentes études ont conclu que le capital privé joue un rôle efficace dans l'amélioration de la production agricole. techniques et technologies.11 Un autre levier réside dans les normes volontaires, qui sont des règles, lignes directrices ou caractéristiques non obligatoires concernant un produit ou un processus élaborées par des acteurs du secteur privé, des représentants de la société civile ou des agences du secteur public. Les normes volontaires sont un moyen pour les producteurs, les transformateurs et les détaillants de partager informations auprès des consommateurs, leur permettant d'influencer les processus, méthodes et pratiques de production dans leurs choix de consommation.12 Bien que les capitaux privés et les normes volontaires ne soient pas promulgués par les décideurs politiques, les gouvernements jouent néanmoins un rôle important dans la définition de leur fonctionnement et de leur impact en fournissant un environnement favorable et une surveillance.

Enfin, la figure 1 montre à quel point l'intégration d'une évaluation holistique des systèmes agroalimentaires dans le processus de prise de décision est essentielle pour atteindre bon nombre, sinon la totalité, des objectifs de développement durable (ODD). La section du bas, intitulée « Contributions au bien-être », relie les impacts des systèmes agroalimentaires au Programme de développement durable à l'horizon 2030, un plan d'action pour les personnes, la planète et la prospérité. L'impact que cela peut avoir sur l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim zéro) et l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) est particulièrement pertinent en raison de la pertinence des systèmes agroalimentaires pour la productivité agricole, les moyens de subsistance ruraux, santé, sécurité alimentaire et nutrition. La transition vers des systèmes agroalimentaires durables découlant d'une meilleure prise de décision implique également des progrès sur l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre et abordable), l'ODD 12 (Production et consommation responsables) et les ODD 13, 14 et 15 sur Action climatique, vie sous l'eau et vie sur terre. Cette transition s'appuiera sur de nouvelles technologies qui peuvent servir de catalyseur pour progresser vers l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure). En évaluant la manière dont le capital humain est formé et traité, il peut également améliorer l'accès des travailleurs à l'éducation (ODD 4), réduire les inégalités entre les sexes (ODD 5) et contribuer au travail décent et à la croissance économique (ODD 8).

Des leviers peuvent orienter les systèmes dans la bonne direction, mais une meilleure comptabilité des systèmes agroalimentaires est nécessaire

Lorsque les décideurs ne disposent pas d'une évaluation complète des stocks et des flux de capitaux, le déficit de connaissances qui en résulte peut entraver les progrès vers des systèmes agroalimentaires plus durables et plus résilients. Par exemple, on estime qu'en moyenne, les gouvernements ont dépensé près de 630 milliards de dollars par an entre 2013 et 2018 en soutien alimentaire et agricole, dont 70 pour cent ciblaient les producteurs individuels par le biais d'incitations tarifaires et de subventions.

Machine Translated by Google

Toutefois, une proportion importante de ce soutien fausse les prix du marché et n'est pas durable.7

L'encadré 1 donne un aperçu de l'état du soutien public à l'alimentation et à l'agriculture et de son impact sur les systèmes agroalimentaires.

Avec davantage d'informations sur les impacts et les dépendances des systèmes agroalimentaires vis-à-vis des capitales, les décideurs politiques seront mieux à même d'utiliser le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture comme outil de transformation pour orienter les systèmes agroalimentaires vers la durabilité, la résilience et l'inclusion. Le même principe s'applique aux autres parties prenantes, notamment les producteurs agricoles et les entreprises, dont les leviers peuvent provoquer un changement plus important à l'échelle du système s'ils disposent de davantage d'informations sur leurs impacts. Par conséquent, une première étape importante pour les parties prenantes, notamment les gouvernements, les entreprises, les agriculteurs et les citoyens, consiste à rassembler les informations disponibles sur les flux de capitaux et leurs impacts.

Les données généralement disponibles et couramment incluses dans les évaluations économiques concernent le capital produit et, dans une certaine mesure, le capital humain (par exemple, le travail et les salaires). Ces flux de capitaux et leurs impacts sont négociés et observés via les mécanismes de marché et sont donc facilement mesurés et quantifiés. En revanche, les flux et impacts liés au capital naturel, social et (en partie) humain ne le sont pas, de sorte que leur inclusion dans les évaluations économiques est largement partielle et non systématique. Par exemple, même si les revenus et les impôts sont pris en compte dans le PIB, la répartition de ces résultats selon le sexe et les classes sociales (et les conséquences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, c'est-à-dire sur le capital social) sont moins visibles. De même, alors que les intrants marchands se reflètent directement dans les coûts de production privés des producteurs, les intrants des services écosystémiques (par exemple, la pollinisation) ne le sont pas, bien qu'ils soient fondamentaux pour la productivité agricole. Ne pas prendre en compte ces services pourrait entraver la capacité des écosystèmes à les fournir à l'avenir, une mesure importante de la durabilité.14

Cependant, la quantification des flux de capitaux et de leurs impacts peut être compliquée par le manque de données ou par le caractère qualitatif des flux. Ceci est visible sur la figure 2, qui fournit une représentation schématique des quatre capitales et une sélection de leurs flux selon une gamme de facilité de quantification, de très élevée à très faible. Par exemple, quantifier l'impact des systèmes agroalimentaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition est possible, mais nécessite de grandes quantités de données et des capacités importantes. Pour d'autres flux de capital social, tels que les réseaux sociaux et les connaissances culturelles, cela est encore plus difficile, voire impossible. Les flux de capital naturel sont généralement plus faciles à quantifier que les flux de capital social, mais dans certains cas, cela peut encore s'avérer très difficile (par exemple, pollinisation et perte d'habitat). En réalité, la facilité de quantification de chaque flux de capitaux dépendra des ressources et des capacités, allant, entre autres choses, de la mobilisation des ressources et du développement de méthodes d'évaluation à la conception d'enquêtes et à la collecte et à l'analyse de données. Les progrès technologiques et les approches d'évaluation élargissent de plus en plus les options disponibles et réduisent les ressources nécessaires pour stocker, communiquer, valider et traiter l'information.15

Et même lorsque des flux importants ne sont pas quantifiés, ils peuvent néanmoins être considérés de manière qualitative.

Les décisions basées exclusivement sur les flux observés sur les marchés ont tendance à conduire à une allocation sous-optimale des ressources, également connue sous le nom de « défaillance du marché ». Reconnaissant que les marchés ne peuvent pas résoudre les problèmes d'inégalité et de justice sociale, ou de durabilité environnementale, les gouvernements et autres parties prenantes établissent des politiques et créent des institutions pour y répondre. Cependant, lorsqu'ils n'y parviennent pas ou n'ont pas la capacité d'intervenir, une forme d'« échec institutionnel » ou d'« échec politique » peut également survenir. La section suivante examine ces échecs plus en détail et reconnaît qu'une approche d'évaluation des systèmes agroalimentaires de manière globale et transparente est nécessaire pour y remédier. Une telle approche est présentée plus loin dans le chapitre. n

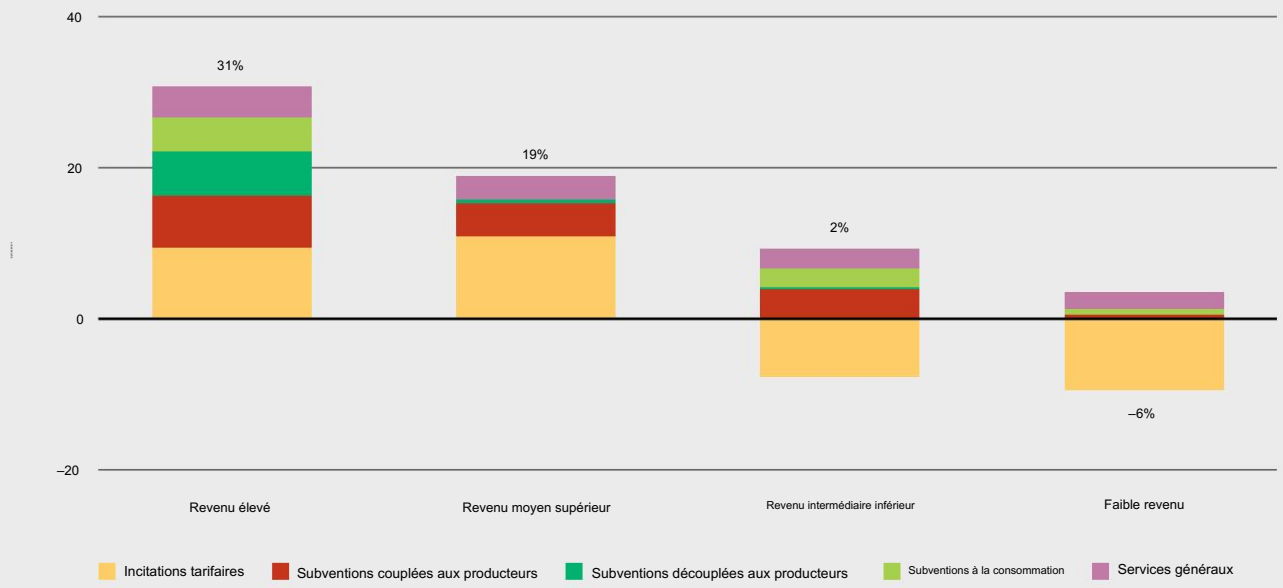
Machine Translated by Google

Les gouvernements soutiennent les objectifs multiformes des systèmes agroalimentaires dans les domaines économique, social et sanitaire en façonnant les choix de production et de consommation, ainsi qu'en affectant la dynamique de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les environnements alimentaires. Cependant, les faits montrent que la plupart des aides utilisées ont de fortes distorsions et peuvent conduire à des résultats indésirables, tels que des conséquences environnementales négatives ou des problèmes de santé.7

La figure montre comment l'alimentation et l'agriculture soutiennent car la part de la valeur de la production est divisée par groupe de revenus et type de soutien (moyenne 2013-2018).
En termes absolus, les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire supérieur ont représenté l'essentiel du soutien, soit en moyenne 313 milliards USD et 311 milliards USD respectivement, contre 11 milliards USD dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et -6 milliards USD. dans les pays à faible revenu (la valeur négative signifie que le groupe est globalement pénalisé). En termes de part de la valeur de la production, les incitations par les prix et les subventions aux producteurs constituaient la forme de soutien la plus importante dans les pays à revenu élevé (22 pour cent) et dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (16 pour cent). Dans les deux groupes de revenus, mais surtout dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, la majorité des subventions étaient liées à la production, à l'utilisation d'intrants ou à d'autres facteurs de production (en d'autres termes, elles étaient couplées). Ce fort recours à des subventions couplées peut potentiellement fausser les prix et décourager la production d'aliments nutritifs qui ne bénéficient pas du même niveau de soutien. De même, les preuves montrent que dans ces pays, les produits ayant la plus grande empreinte carbone, comme le bœuf, le lait et le riz, figuraient parmi ceux qui étaient le plus soutenus par des incitations tarifaires.7

Dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, et en particulier dans les pays à faible revenu, les politiques protègent généralement les consommateurs plutôt que les producteurs. Les agriculteurs sont confrontés à des mesures dissuasives qui maintiennent les prix intérieurs à un niveau bas, pénalisant implicitement le secteur agricole, comme le montrent les valeurs négatives associées aux incitations par les prix dans la figure. Les pays à faible revenu accordent rarement des subventions fiscales aux producteurs (ils ne représentent que 0,6 pour cent de la valeur totale de la production), tandis que dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, certains agriculteurs reçoivent un soutien sous forme de subventions aux intrants. Les dépenses en services généraux ne représentent qu'une petite part du soutien total à l'alimentation et à l'agriculture, malgré leur potentiel à stimuler la productivité à long terme et à faire baisser les prix des denrées alimentaires, notamment des aliments nutritifs.7 Malgré ces défis, des données provenant de 13 pays d'Afrique subsaharienne en 2004 –2018 indique que, à la suite de réformes récentes, certains programmes de subventions aux intrants ont été réduits, augmentant ainsi la marge budgétaire pour allouer davantage de fonds aux services généraux et aux biens publics, qui génèrent des impacts plus durables et plus larges.13 Les programmes de soutien aux consommateurs ont également le potentiel accroître la consommation d'aliments nutritifs, surtout lorsqu'ils ciblent les plus vulnérables. La même étude sur l'Afrique subsaharienne a montré que, suite aux réformes récentes, les subventions aux consommateurs sous forme de transferts en espèces, de transferts en nature et de programmes de repas scolaires ont également augmenté.

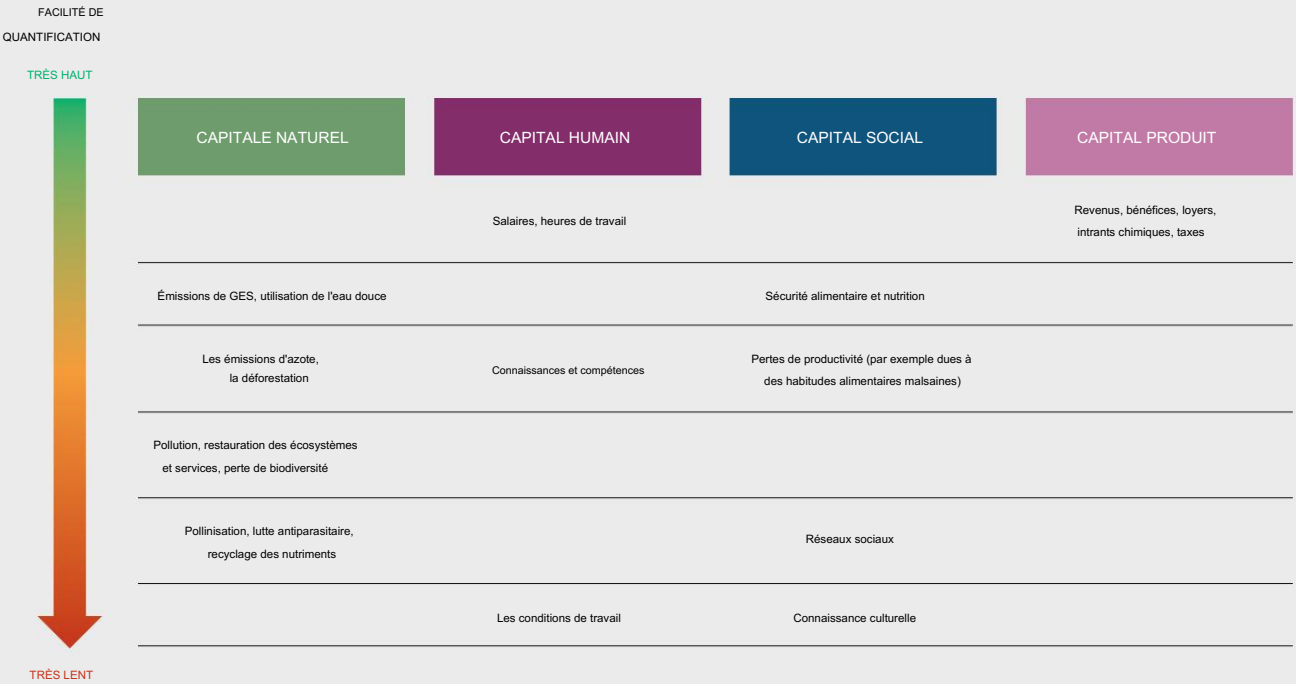
CHIFFRE LE SOUTIEN À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE EN PART DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION, PAR GROUPE DE REVENU
ET TYPE DE SOUTIEN, MOYENNE 2013-2018



SOURCE : Adapté de la FAO, du FIDA, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc0639fr

Machine Translated by Google

FIGURE 2 FACILITÉ DE QUANTIFICATION DE FLUX DE CAPITAUX SÉLECTIONNÉS LE LONG D'UN SPECTRE



SOURCE : Élaboration propre des auteurs.

MARCHÉ, INSTITUTIONNEL ET LES ÉCHECS POLITIQUES SOUTENIR LE NON DURABILITÉ DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Comme le montre la figure 1, les activités des systèmes agroalimentaires provoquent des changements dans les capitaux à travers des entrées et des sorties. Certains de ces changements ont certainement été positifs, comme la fourniture d'une sécurité alimentaire, d'une nutrition et de moyens de subsistance à un grand nombre. Cependant, les impacts négatifs sont devenus un problème de plus en plus important, provoqué dans la plupart des cas par des marchés, des institutions et des politiques qui ne sont pas à la hauteur de l'idéal – en d'autres termes, des défaillances des marchés, des institutions et des politiques (voir Glossaire). Ces échecs génèrent des pertes pour la société qui ne se reflètent pas dans le prix de marché d'un produit ou d'un service, ou qui ne sont pas inclus dans le PIB – appelés dans ce rapport coûts cachés.

Ces échecs entravent le bon fonctionnement des systèmes agroalimentaires et, s'ils ne sont pas résolus, peuvent entraver la transition vers des systèmes agroalimentaires durables, résilients et inclusifs.

Les marchés sont censés faciliter l'allocation efficace des ressources, mais il existe de nombreux cas de défaillance du marché où ils n'y parviennent pas. [16]

Ce sont des occasions manquées d'améliorer la vie des gens sans avoir d'impact négatif sur les autres. Prenons le cas de la pollution de l'eau causée par les pesticides et les engrais : leur utilisation peut être évitée ou réduite grâce à de bonnes pratiques, mais les agriculteurs pollueurs ne sont peut-être pas conscients que les techniques actuelles conduisent à la pollution de l'eau ou ne savent pas quelles alternatives utiliser. La présence d'informations aussi imparfaites empêche les agriculteurs de prendre une décision optimale d'un point de vue social.

Machine Translated by Google

Un autre facteur de ce comportement polluant est le fait qu'éviter la pollution peut entraîner un coût privé qu'ils préfèrent externaliser pour éviter de réduire leurs profits.17 Ce choix réduit la quantité d'eau potable, avec des conséquences négatives sur la santé humaine et l'environnement. . En outre, la pollution de l'eau affecte les droits humains des personnes, notamment leurs droits à une alimentation adéquate, à l'eau et à l'assainissement. L'encadré 2 examine différents types de défaillances du marché, en donnant des exemples de la manière dont elles affectent le fonctionnement des systèmes agroalimentaires.

L'échec des institutions et des politiques peut également entraîner des coûts cachés des systèmes agroalimentaires. Ces échecs sont liés et peuvent se chevaucher selon le contexte. Les échecs institutionnels font référence au moment où les institutions – gouvernements, marchés, propriété privée et gestion communale24 – ne parviennent pas à fournir le cadre nécessaire au développement, tandis que les échecs politiques font référence au moment où une politique, même si elle réussit dans certains aspects minimes, ne parvient pas fondamentalement à atteindre les objectifs fixés. objectifs que les promoteurs se sont fixés pour atteindre.25

Les défaillances institutionnelles, par exemple, entravent la fourniture de biens publics. Par exemple, pour que la sécurité alimentaire soit garantie, il faut des institutions et des autorités qui fixent des normes et les appliquent. Un manque de transparence et de responsabilité dans de telles entités – une sorte d'échec institutionnel – réduit le temps de réponse suite à la découverte d'aliments contaminés, ce qui rend le rappel de produits alimentaires dangereux lent et difficile.26

De même, la corruption – l'abus du pouvoir confié à des fins privées27 – crée divers degrés d'inefficacité dans l'utilisation des ressources et d'injustice dans la répartition des bénéfices. Par exemple, la prévalence de la corruption dans les institutions chargées de l'attribution des titres fonciers crée un coût informel élevé pour ceux qui tentent d'enregistrer ou de transférer des terres, rendant les services d'administration foncière inaccessibles à ceux qui ne peuvent pas se permettre les coûts illégaux.28, 29

Les droits de propriété inexistants ou mal définis constituent un autre type important d'échec institutionnel, car ils découragent les investissements et peuvent conduire à une utilisation non durable des ressources. Par exemple, les agriculteurs peuvent être peu incités à investir dans des techniques de préservation des sols si les terres qu'ils exploitent ne leur appartiennent pas ou si elles peuvent leur être retirées à tout moment.17 De même, les ressources en libre accès peut conduire à l'épuisement des ressources en raison de droits de propriété inexistants. Les poissons en sont un bon exemple : ils peuvent être durables et reconstitués tant que le rythme auquel ils sont récoltés est inférieur au rythme auquel ils se reproduisent.
Sans contrôles, chaque navire de pêche est incité à prélever autant de poisson que possible dans l'océan, souvent à un rythme plus rapide que celui que le poisson peut naturellement reconstituer.17 Des politiques et des arrangements institutionnels sont toutefois nécessaires pour garantir une mise en œuvre adéquate. Si les quotas ne reflètent pas le bon taux de reconstitution ou si les institutions n'ont pas la capacité de les mettre en œuvre, un échec institutionnel et politique s'ensuivra.

Un comportement de parasitisme peut également provoquer un échec institutionnel, par exemple lorsque des agriculteurs individuels qui ne sont pas membres d'une coopérative bénéficient des efforts de cette coopérative pour améliorer leur position sur le marché, mais sans contribuer aux efforts de la coopérative.

Les échecs institutionnels peuvent également être dus à une gouvernance dispersée, dans laquelle le niveau infranational dispose d'un certain degré d'autorité politique distincte et peut réduire le degré de cohérence de la mise en œuvre des politiques, ainsi que leur efficacité, conduisant à l'échec des politiques.30, 31 Par exemple, la gestion foncière et la gouvernance des ressources naturelles est souvent fragmentée et contestée par différents acteurs, institutions et cadres juridiques aux niveaux local, national et mondial. Cela peut entraîner des conflits, de l'insécurité, la dépossession et la dégradation des terres et des ressources naturelles, avec des impacts négatifs disproportionnés sur les plus vulnérables.

Les conflits entre bureaucraties sont un autre facteur d'échec institutionnel, qui se produit lorsqu'une partie du gouvernement sape les efforts d'une autre partie pour économiser les ressources24, 32 , créant ainsi une méfiance entre les institutions, avec des implications négatives sur leur capacité à atteindre leurs objectifs en temps opportun. .

D'autres facteurs peuvent entraîner des échecs politiques, notamment des attentes trop optimistes de la part des décideurs politiques. Cela se produit lorsque les décideurs politiques sous-estiment le temps, les coûts et les risques impliqués dans la réalisation de certains objectifs et/ou surestiment les avantages de politiques spécifiques.30, 33 Ces politiques mal informées peuvent ne pas être fondées sur une évaluation scientifique solide. Un exemple est lorsque les décideurs politiques »

Machine Translated by Google

Les externalités – les effets des transactions sur des tiers – sont une forme de défaillance du marché qui peut avoir un impact négatif sur la santé humaine et/ou environnementale.
Par exemple, la pollution de l'eau causée par les pesticides et les engrais peut être évitée ou réduite en limitant et en optimisant le type, la quantité et le calendrier des applications.18 Une telle optimisation peut toutefois avoir un coût pour les producteurs, qui peuvent choisir le profit plutôt que la qualité de l'eau.17 réduit la quantité d'eau potable, avec des conséquences négatives pour la société et l'environnement, générant des coûts cachés qui ne se reflètent pas dans le prix des biens ou des services produits.19 Par conséquent, les externalités négatives – notamment la pollution de l'air et de l'eau, la pollution des sols l'érosion, la résistance aux antimicrobiens et les émissions de gaz à effet de serre – ne sont pas pris en compte dans le PIB.

Les externalités peuvent également être positives lorsque certaines des pratiques, telles que l'agriculture régénérative ou l'agroforesterie, présentent des avantages publics, tels qu'un environnement propre et la biodiversité. Ces avantages sont toutefois susceptibles d'être internalisés dans d'autres activités économiques.
Par exemple, un environnement propre peut stimuler le tourisme, tandis que la biodiversité peut favoriser une plus grande productivité des cultures. Par conséquent, contrairement aux coûts cachés résultant des externalités négatives, les effets des externalités positives sont susceptibles de se refléter, au moins en partie, dans le PIB d'un pays.
Par conséquent, la lutte contre les externalités positives sera probablement davantage une question de répartition, dans la mesure où ceux qui les produisent n'en récolteront peut-être pas les bénéfices.

Une information imparfaite est une autre forme de défaillance du marché et peut conduire à des niveaux d'investissement sous-optimaux dans les aliments nutritifs. Cela peut également faciliter la fraude ou d'autres formes de fausses déclarations.20 Cela peut amener les consommateurs à consommer sans le savoir des ingrédients nocifs pour leur santé ou pour l'environnement.
Une mauvaise information peut également conduire à des comportements polluants de la part d'agriculteurs qui ignorent que certaines techniques polluent l'eau, par exemple, ou qui ne connaissent pas les techniques alternatives permettant d'éviter la pollution.

Les biens d'inaptitude, tels que les aliments hautement transformés de valeur nutritionnelle minime, sont liées à des externalités et à une mauvaise information. Ces défaillances du marché ont des impacts négatifs sur les consommateurs, mais ces impacts peuvent être inconnus en raison d'une information imparfaite.
Parfois, les consommateurs ignorent les impacts négatifs dus à la satisfaction qu'ils tirent de leur consommation.21
Ils sont largement présents dans les régimes alimentaires malsains (tels que ceux qui manquent de diversité, sont riches en graisses et en sucres et ont une faible valeur nutritionnelle) et peuvent affecter la santé humaine en raison de leur lien bien établi avec l'obésité, la malnutrition et les maladies non transmissibles. Par conséquent, ils créent des coûts cachés à long terme, principalement sous la forme de pertes de productivité du travail, et peuvent générer des externalités si le système de santé est soutenu par les contribuables, faisant peser un fardeau direct sur la société en tant que entier. Les gouvernements peuvent décourager la consommation de biens déméritants de la même manière qu'ils s'attaquent aux externalités, par exemple par le biais de campagnes de sensibilisation ou de taxes. Cependant, il y a généralement moins d'accord sur les mesures réglementaires ou fiscales visant à limiter la consommation de biens d'inaptitude que sur les externalités classiques.19

Le pouvoir de marché – la capacité relative d'un acteur à manipuler le prix d'un produit ou d'un intrant22 – est associé à la concentration du marché et peut également entraîner des pertes pour la société. Un exemple est celui où les intrants agricoles sont fournis par une ou quelques entreprises seulement, ce qui leur permet de fixer les prix des intrants au-dessus de leurs coûts marginaux. Un autre exemple est celui où de nombreux agriculteurs doivent vendre leurs productions par l'intermédiaire d'un nombre très limité de commerçants, par exemple sur les marchés de gros, où les grossistes peuvent fixer le prix de la production en dessous du bénéfice marginal.
Dans les deux cas, le pouvoir de marché désavantage économiquement les producteurs agricoles et peut contribuer à leur marginalisation économique, les poussant ainsi dans la pauvreté. En outre, le bien-être social est réduit, car les producteurs agricoles sont contraints de fonctionner à un niveau de production sous-optimal, ce qui affecte dans ce cas la disponibilité alimentaire, une dimension importante de la sécurité alimentaire dans toute société.

L'absence de marchés, ou l'échec du marché provoqué par l'absence totale d'un produit ou d'un service, peut également entraîner des pertes sociales, en particulier pour les groupes vulnérables, augmentant ainsi leur marginalisation. Par exemple, dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les marchés de l'assurance et du crédit font souvent défaut ou ne fonctionnent pas pour les petits producteurs. Cela affecte leurs décisions d'investissement et les oblige à fonctionner à un niveau sous-optimal, avec des conséquences négatives directes sur leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Cela a également des implications plus larges pour la société en termes de production inférieure à l'optimum.
De plus, ils n'ont pas la possibilité de financer l'adoption de technologies qui améliorent la durabilité environnementale.

Les biens publics sont des biens et des services souhaités et appréciés par la société, mais que les marchés ne parviennent pas à fournir. Le gouvernement doit donc intervenir avec un soutien ou une réglementation. Les biens publics présentent généralement un degré élevé (au moins) de non-rivalité et de non-exclusivité, ce qui laisse peu ou pas d'incitation aux acteurs privés à les fournir. Des exemples frappants dans le contexte des systèmes agroalimentaires sont la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments. Bien que l'alimentation elle-même soit un bien privé, assurer la sécurité alimentaire et la nutrition (la disponibilité continue, l'accessibilité et le prix abordable d'aliments nutritifs) est un bien public, car sa garantie nécessite le soutien du public. Il en va de même pour la sécurité alimentaire, qui nécessite qu'une autorité publique fixe des normes et les applique.23 L'eau propre, l'air pur et la biodiversité sont d'autres exemples de biens publics, car une fourniture adéquate nécessite le soutien et la réglementation du public.

Machine Translated by Google

» agir en partant du principe que l'aquaculture peut continuer à croître au rythme actuel, voire plus rapidement, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter du maintien des stocks de poissons sauvages, puisque la demande mondiale de poisson peut être satisfaite grâce à la pisciculture.34

Les aléas des cycles politiques peuvent également entraîner certains échecs politiques. Les décideurs politiques peuvent ne pas être tenus responsables des résultats politiques, car ils ont « soit évolué, soit quitté le pays ».30 Cependant, le développement de systèmes agroalimentaires durables et résilients nécessite des investissements qui prennent du temps avant que leur impact ne se fasse sentir sur le terrain, par exemple dans le secteur agricole. la recherche, les services intégrés dans la chaîne de valeur et les technologies de production intelligentes et vertes. Les aléas des cycles politiques peuvent conduire à ce que ces investissements soient à des niveaux inférieurs aux niveaux optimaux et davantage alignés sur les objectifs à court terme.13

Un type central d'échec politique dans ce rapport – en particulier dans le chapitre 2 – est l'échec distributionnel. Il fait référence à une situation dans laquelle les politiques publiques ne parviennent pas à garantir à toute la population un niveau minimum de revenu décent capable de protéger contre différentes formes de privation, telles que la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, malgré la disponibilité des ressources pour y parvenir. Par exemple, de nombreux travailleurs des systèmes agroalimentaires sont pauvres malgré l'abondance des profits en aval des chaînes d'approvisionnement alimentaire. De plus, environ 735 millions de personnes souffrent de sous-alimentation malgré la disponibilité de calories suffisantes dans les systèmes agroalimentaires mondiaux.35

En résumé, les échecs du marché, des institutions et des politiques sont liés et peuvent se chevaucher selon le contexte. Il est essentiel que les coûts cachés des systèmes agroalimentaires – dont beaucoup sont dus à des défaillances du marché, des institutions et des politiques – soient analysés, évalués et valorisés au moyen d'une comptabilité rigoureuse, et que ces informations soient utilisées pour les réduire ou les éviter tout en maximisant les bénéfices.36 La prise en compte des données probantes doit donc être intégrée au processus décisionnel des gouvernements, des entreprises et des consommateurs, afin que ces coûts pour la société puissent être gérés et atténués. Le principal défi sera d'intégrer ce jumelage aux activités et transactions quotidiennes dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires. n

OBSTACLES À L'INTÉGRATION DU IMPACTS CACHÉS DE LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS PRISE DE DÉCISION

Compte tenu du large éventail d'effets associés aux activités économiques des systèmes agroalimentaires (voir Figure 1) et des nombreuses parties prenantes concernées, intégrer tous les coûts et avantages cachés dans les processus décisionnels n'est pas une tâche facile. Premièrement, il y a un manque de volonté politique et la résistance au changement. Les décideurs sont confrontés à des objectifs contradictoires, et la résolution des coûts cachés des systèmes agroalimentaires peut nécessiter des changements importants dans les pratiques actuelles de production et de consommation, ce qui peut se heurter à la résistance des gouvernements, des entreprises, des producteurs et des consommateurs, qui peuvent préférer le statu quo par crainte d'une hausse des prix. les coûts de transition ou les changements d'habitudes, de culture ou de traditions. Les décideurs politiques peuvent également avoir tout intérêt à maintenir le statu quo.

Une autre raison de la résistance au changement est le fait que des compromis peuvent survenir. Par exemple, l'utilisation de produits agrochimiques pour augmenter la production peut réduire la pauvreté, mais également conduire à une dégradation écologique au fil du temps.37 Cela rend les décisions politiques encore plus compliquées. On s'inquiète également des impacts distributifs de la transition vers de nouveaux modèles de production et de consommation. La crainte que les groupes marginalisés et les plus pauvres soient touchés de manière disproportionnée pourrait rendre de tels changements impopulaires parmi les décideurs politiques qui souhaitent donner la priorité à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.38 Ces groupes supportent déjà le plus grand fardeau du changement climatique et de la perte de biodiversité,39, 40 des problèmes de santé41 et de rareté des ressources.42, 43. Par conséquent, la transformation des systèmes agroalimentaires pour faire face aux principaux stress environnementaux et aux problèmes de santé peut impliquer des compromis avec des améliorations de l'égalité sociale.

Le manque de volonté politique et la résistance au changement peuvent également être dus à un manque de données et d'informations suffisantes. Comme le montrent les figures 1 et 2, les flux et les impacts sont nombreux et nombre d'entre eux sont difficiles à quantifier, tandis que d'autres sont difficiles à quantifier.

Machine Translated by Google

de nature qualitative. Il y a donc le problème de la disponibilité et de la qualité des données . Un problème connexe est celui de la sous-déclaration, comme celui de la main-d'œuvre exploitée tout au long de la chaîne de valeur (par exemple, les individus incarcérés et sans papiers), ce qui fait que les estimations du sous-paiement et du travail des enfants sont particulièrement faibles. 44 Même s'il existe une volonté de s'attaquer à ces problèmes, la collecte de telles données nécessite des ressources, des compétences et des capacités qui ne sont souvent pas disponibles.

Un défi associé consiste à quantifier les coûts du changement de politique, en d'autres termes, à estimer les coûts de réduction pour les comparer aux avantages de la réduction des coûts cachés.45 Généralement, le changement de politique est justifié lorsque les coûts de réduction sont inférieurs aux avantages du changement, il est donc important de connaître le coût de la réduction pour aider à orienter l'orientation politique, car cela peut être utilisé pour déterminer qui supportera les coûts. Cela soulève la question de l'évaluation des coûts de manière pratique, afin que les décideurs très occupés – en particulier les décideurs politiques – puissent dépasser leur vision à court terme et les adopter à grande échelle. Toutefois, l'estimation des coûts de réduction peut s'avérer un exercice coûteux, dans la mesure où ces estimations comportent généralement un degré élevé d'incertitude, notamment en ce qui concerne les impacts distributifs (qui paiera les coûts et qui récoltera les bénéfices, directement ou indirectement).
Par conséquent, une telle analyse n'est souvent pas effectuée en premier lieu, ou si elle l'est, elle n'a pas beaucoup de poids dans la prise de décision, car il est difficile de prendre une décision solide basée sur des données présentant un degré élevé d'incertitude.

Un autre défi dans la prise en compte des coûts et avantages cachés des systèmes agroalimentaires est la portée, qui concerne les limites géographiques, temporelles et des produits. Les systèmes agroalimentaires englobent des réseaux complexes de fournisseurs, de transformateurs et de distributeurs, ce qui rend difficile la traçabilité de l'origine des impacts tout au long du processus et, par conséquent, de ceux qui en sont responsables.
Les coûts générés peuvent également concerner de multiples ressources (naturelles, humaines, sociales et produites), qui, à leur tour, présentent des interdépendances critiques entre elles. Cela pose le défi de savoir quels indicateurs utiliser pour évaluer les coûts et avantages cachés. De nombreux flux et impacts, tels que la perte de biodiversité et les réseaux sociaux, sont difficiles à quantifier (Figure 2), et donc difficile à intégrer dans l'évaluation et la prise de décision. L'impact d'un grand nombre de ces coûts cachés dépendra également du contexte socioéconomique, spatial et temporel.
Par exemple, l'impact des systèmes agroalimentaires sur l'eau douce dépendra du niveau de pénurie d'eau ou de la source d'eau.

Relever ces défis nécessitera le recours aux avancées récentes en matière de technologie et d'approches d'évaluation, qui ont élargi les options et réduit les ressources nécessaires pour stocker, communiquer, valider et traiter l'information.15 Il est important d'investir dans la collecte de données pour réduire le degré d'incertitude. et améliorer la robustesse. Les rapports sur les incertitudes peuvent s'avérer utiles en termes de domaines dans lesquels davantage d'informations et de données sont nécessaires pour étayer les résultats et les rendre plus fiables pour la prise de décision. Il y aura peu de progrès dans la transformation des systèmes agroalimentaires si les méthodes visant à améliorer les coûts de réduction languissent. L'investissement de ressources dans la divulgation d'informations pertinentes devrait également être une priorité.46 n

Tirer parti du vrai COMPTABILITÉ COÛTANTE : A ÉVALUATION EN DEUX PHASES

Il sera essentiel d'évaluer la performance des systèmes agroalimentaires – ainsi que les principaux risques et défis auxquels ils sont confrontés – pour orienter le changement structurel vers des systèmes agroalimentaires qui fournissent à tous une alimentation saine et abordable, tout en respectant la durabilité environnementale.45
Pour une telle évaluation, la collaboration entre les acteurs politiques, économiques et les acteurs sociaux, y compris la communauté des chercheurs, sont nécessaires.47 Le défi consiste à co-évaluer les systèmes agroalimentaires actuels pour repenser collectivement leur avenir, identifier les compromis et synergies possibles, concevoir des options alternatives et orienter les systèmes sur une voie durable, compte tenu de la obstacles mentionnés ci-dessu

Les progrès récents dans les cadres d'évaluation et de comptabilité créent une opportunité sans précédent pour des évaluations aussi complètes à travers le Approche TCA, qui est :

Machine Translated by Google

> une approche holistique et systémique pour mesurer et évaluer les coûts et les avantages environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques générés par les systèmes agroalimentaires afin de faciliter de meilleures décisions par les décideurs politiques, les entreprises, les agriculteurs, les investisseurs et les consommateurs.48

La définition de l'ATC est large et diverses méthodes peuvent être adoptéesb, en fonction des ressources, des données, des capacités et des systèmes de reporting d'un pays. La véritable comptabilité analytique n'est pas un concept nouveau. Il s'agit plutôt d'une approche évoluée et améliorée qui va au-delà des échanges marchands pour mesurer et valoriser tous les flux entrants et sortants des systèmes agroalimentaires, y compris ceux qui ne sont pas capturés par les transactions marchandes (Figure 2). La valorisation peut être soit qualitative, soit quantitative, y compris monétaire. Les quatre dimensions couvertes – environnementale, sociale, sanitaire et économique – se reflètent dans les quatre capitaux : naturel, humain, social et produit.

Bien que l'approche TCA soit ambitieuse, dans la mesure où couvrir tous les coûts et avantages cachés des systèmes agroalimentaires est un exercice extrêmement gourmand en ressources et en données, l'objectif est que les décideurs politiques et autres parties prenantes évitent de prendre des décisions sans une évaluation complète.

À cet égard, le principe de « matérialité » sera essentiel (voir Glossaire). Généralement définie comme une « mesure de l'importance d'un élément d'information lors de la prise de décision49 », la matérialité permet de concentrer la portée des évaluations TCA sur les impacts et les flux susceptibles de modifier un processus décisionnel.37 Une application clé L'une des principales raisons du principe de matérialité réside dans le choix des indicateurs, car il s'agit d'un exercice souvent limité par le temps, les ressources et les données disponibles, et qui devrait donc se limiter aux indicateurs qui sont importants pour le processus décisionnel.50

Compte tenu des difficultés liées à la collecte des données nécessaires et à la quantification de tous les flux à travers les quatre capitales (Figure 1 et Figure 2), les données et informations déjà disponibles sont prioritaires pour une première compréhension des systèmes agroalimentaires. De telles analyses initiales peuvent être utilisées pour initier un dialogue avec les parties prenantes concernées sur les problèmes les plus importants des systèmes agroalimentaires et les lacunes de données les plus urgentes qui doivent être comblées pour mieux orienter les interventions. Le principe de matérialité devrait ensuite être utilisé pour déterminer les impacts les plus importants et les plus significatifs pour lesquels les données ne sont pas disponibles, afin de pouvoir les collecter. Cela peut réduire considérablement la quantité de données indisponibles qui doivent être collectées. Le principe de matérialité est particulièrement pertinent pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, où les données et les capacités globales font défaut et où les décideurs politiques doivent prendre des décisions face à des objectifs contradictoires.

Grâce à son vaste cadre de comptabilité du capital, TCA s'appuie sur l'ensemble des travaux de mesure existants reflétés dans les normes statistiques internationales établies. En ce qui concerne le capital produit et naturel et les flux associés, ces normes comprennent : (i) le Système de comptabilité nationale (SCN) et la balance des paiements pour la mesure des actifs produits et des flux de production, de revenu et de consommation associés, et (ii) le Système de comptabilité économique et environnementale (SEEA) pour la mesure des flux environnementaux (par exemple, l'eau, l'énergie et les émissions) et des actifs environnementaux (par exemple, la terre, le sol, le bois et le poisson). Ce dernier comprend également des extensions en termes de comptabilité expérimentale des écosystèmes pour mesurer les actifs écosystémiques, les services écosystémiques et la biodiversité, et le SEEA récemment publié pour l'agriculture, la foresterie et la pêche (SEEA AFF) pour mesurer les actifs et les flux environnementaux dans le contexte de l'activité agricole (voir Encadré 3).

Lancer un processus en deux phases d'évaluations TCA

Dans ce contexte, ce rapport propose une évaluation en deux phases utilisant l'ACT pour fournir aux décideurs une compréhension globale des systèmes agroalimentaires actuels et futurs et des domaines d'intervention pour améliorer »

b La définition du TCA est basée sur celle élaborée par un consortium d'organisations, comprenant l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui héberge The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB), et le Capitals Coalition.48 Des définitions alternatives peuvent être trouvées dans la littérature (voir de Adelhart Toorop et al. [2023] pour un aperçu)37.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 3 LA COMPTABILITÉ RÉELLE S'APPUIE SUR LE TRAVAIL DU SYSTÈME DE COMPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE-ÉCONOMIQUE POUR L'AGRICULTURE, LA FORESTERIE ET LA PÊCHE

Le Système de comptabilité économique et environnementale pour l'agriculture, la foresterie et la pêche (SCEE-AFF) est particulièrement pertinent pour ce rapport, car les principales activités qu'il analyse dépendent directement et ont un impact sur l'environnement et ses ressources. Il a été développé en coordination avec le Bureau des statistiques des Nations Unies Division, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Office statistique de l'Union européenne (EUROSTAT), la Banque mondiale et d'autres partenaires, et a été approuvé par le Comité d'experts des Nations Unies sur la comptabilité économique et environnementale en 2016. Le SCEE AFF se concentre sur l'intégration des données nécessaires pour décrire comment les informations biophysiques et de gestion pertinentes pour la production agricole, forestière et halieutique (AFF) peuvent être intégrées dans des cadres statistiques internationalement reconnus.

Sa couverture comprend des données monétaires et biophysiques dans dix domaines de données principaux (voir le tableau). Les dix domaines ont été sélectionnés sur la base des Produits AFF selon la norme internationale Classification industrielle de toutes les activités économiques (CITI), les actifs environnementaux directement pertinents pour l'AFF activités, et les principaux flux physiques associés aux activités AFF – eau, énergie, émissions de gaz à effet de serre, engrais, flux de nutriments et pesticides – ainsi que les données liées à l'activité de production et d'investissement des activités AFF au sein du Système de Comptabilité Nationale (SCN) .

Le système de comptabilité économique et environnementale (SEEA) et la comptabilité analytique réelle (TCA) ont un esprit assez similaire, dans le sens où elles aspirent à fournir un cadre interne cohérent pour prendre en compte les flux qui ne sont pas explicites dans les flux monétaires tels qu'ils sont actuellement déclarés dans le SCN. Cependant, il existe une différence majeure entre le SCEE et le TCA, comme indiqué dans ce rapport : le TCA englobe un large éventail de résultats et d'impacts environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques. La garantie de ces résultats est directement liée au stock de toutes les formes de capital – naturel, humain, social et produit. SEEA se concentre davantage sur le capital produit et naturel.

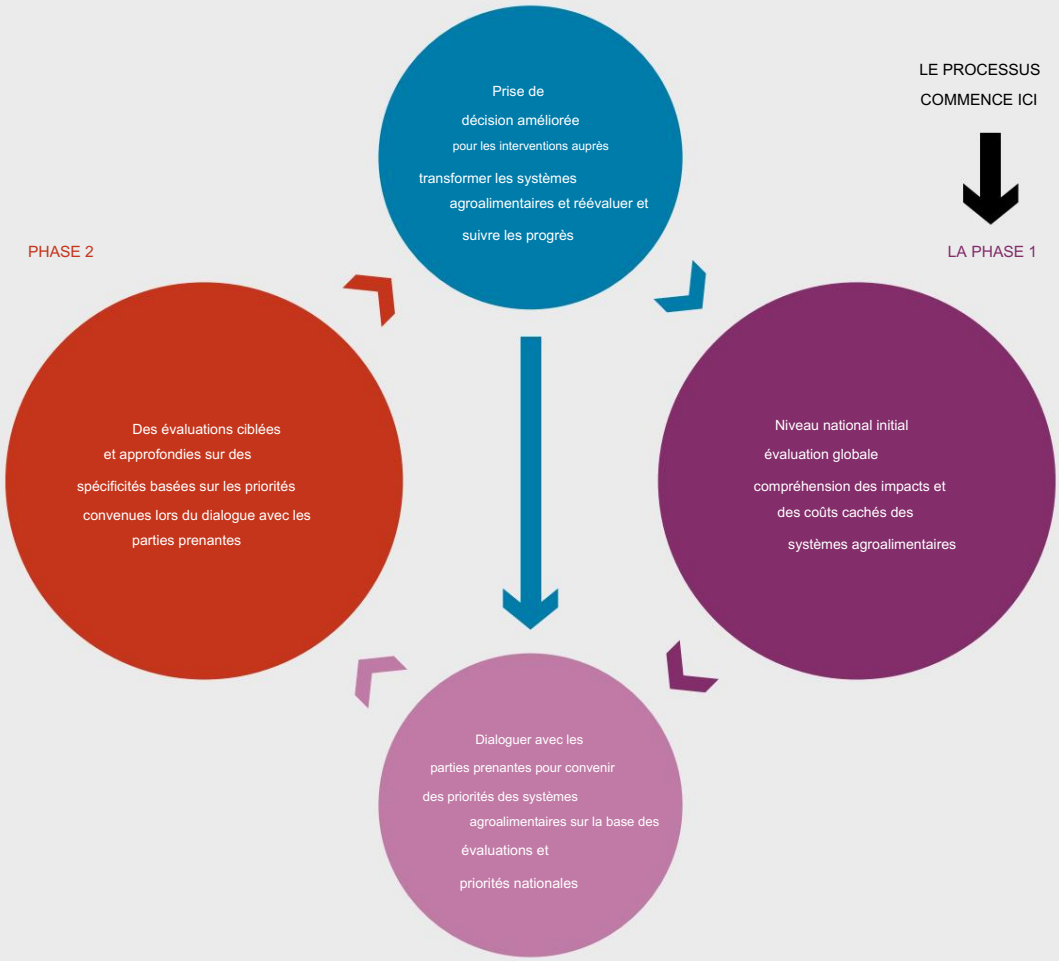
TABLEAU SEEA AFF : DOMAINES DE DONNÉES, PÉRIMÈTRE DES ACTIVITÉS CONSIDÉRÉES ET COMPTES DE BASE

	Domaines de données	Portée par catégorie CITI (le cas échéant)	Comptes de base
1	Produits agricoles et actifs environnementaux associés (CITI 01)	011 Culture de cultures non pérennes 012 Culture de cultures pérennes 013 Multiplication des plantes 014 Productions animales 015 Agriculture mixte (cultures et animaux) 016 Activités de soutien à l'agriculture et aux activités post-récolte 017 Chasse, piégeage et activités connexes	Compte de flux physique pour les cultures Compte de flux physique des produits de l'élevage Compte d'actif pour le bétail Compte d'actif pour les plantations
2	Produits forestiers et actifs environnementaux associés (CITI 02)	021 Sylviculture et autres activités forestières (foresterie) 022 Journalisation 023 Produits forestiers non ligneux 024 Services de soutien à la foresterie	Compte de flux physique pour les produits forestiers Compte d'actifs pour la foresterie Compte d'actif pour les ressources en bois
3	Produits de la pêche et actifs environnementaux associés (CITI 03)	031 Pêche 032 Aquaculture	Compte de flux physique pour les poissons et produits aquatiques Compte d'actif pour les poissons et autres ressources aquatiques
4	Eau ressources		Compte d'actifs pour les ressources en eau Compte de flux physique pour le captage d'eau Compte de flux physique pour la distribution et l'utilisation de l'eau
5	Énergie		Compte de flux physique pour la consommation d'énergie
6	Émissions atmosphériques		Le flux physique tient compte des émissions atmosphériques
7	Engrais, flux de nutriments et pesticides		Compte de flux physique pour les engrais Compte de flux physique pour les pesticides
8	Atterrir		Compte d'actifs pour l'utilisation des terres Compte d'actifs pour l'occupation du sol
9	Ressources du sol		Compte d'actif pour les ressources en sols
dix	Autres données économiques		Tableau de la masse monétaire et des emplois pour les produits AFF Compte de production et de revenus étendu pour les activités AFF

NOTES : CITI = Classification internationale type, par industrie, de toutes les activités économiques ; AFF = agriculture, foresterie et pêche.
SOURCE : FAO et ONU. 2020. Système de comptabilité économique et environnementale pour l'agriculture, la foresterie et la pêche (SEEA AFF). Rome. https://doi.org/10.4060/ca7735fr

Machine Translated by Google

FIGURE 3 PROCESSUS D'ÉVALUATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES EN DEUX PHASES



SOURCE : Élaboration propre des auteurs.

» leur pérennité. Le processus d'évaluation est schématisé dans la figure 3. La représentation cyclique du processus vise à souligner sa nature continue, dans laquelle une meilleure prise de décision peut être considérée comme l'objectif final, mais aussi comme le début d'un nouveau cycle de suivi et d'évaluation pour garantir des résultats positifs continus. Le processus peut être décrit comme suit :

La première phase consiste à entreprendre des évaluations initiales au niveau national qui quantifient et analysent autant que possible les coûts cachés de systèmes agroalimentaires dans les différentes capitales en utilisant des données facilement disponibles. Le rôle principal de la première phase est de sensibiliser à l'ampleur des défis et elle peut être utilisée comme point de départ pour décomposer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires nationaux afin d'alimenter les discussions et les dialogues avec les parties prenantes d'un pays donné. Cette phase permet de relier les coûts cachés aux priorités nationales les plus urgentes, telles que la réduction de la faim ou la préservation des ressources naturelles rares. Il sert également à identifier les catégories de coûts cachés qui peuvent être importants, mais qui ne sont pas encore quantifiés, et prend en compte les données nécessaires pour combler ces lacun

Machine Translated by Google

Le chapitre 2 de ce rapport présente les résultats qui servent de contribution à la première phase. Il fournit une première évaluation au niveau national qui quantifie autant que possible les coûts cachés des systèmes agroalimentaires nationaux, de manière cohérente et comparable, pour 154 pays. Les résultats présentés au chapitre 2 dépendent des hypothèses formulées et des données intégrées dans l'évaluation et ne doivent pas être considérés comme une évaluation définitive, mais plutôt comme un point de départ pour stimuler le débat et le dialogue.
Ces résultats nous aident à avoir une vue d'ensemble des coûts cachés, ainsi que de leur structure et de leurs dimensions.
Avec la contribution des parties prenantes et des experts nationaux, la quantification et l'analyse préliminaires initiales peuvent être améliorées sur la base d'informations spécifiques au pays. Cela éclaire la planification de l'analyse personnalisée plus approfondie de la deuxième phase.

La deuxième phase est consacrée à des évaluations approfondies ciblant des composantes, des chaînes de valeur ou des secteurs spécifiques des systèmes agroalimentaires pour guider les actions politiques et les investissements transformationnels dans un pays spécifique. La sélection des secteurs cibles peut s'inspirer des résultats de la première phase, mais peut également être guidée par les priorités du pays lors de consultations avec les parties prenantes concernées. Les parties prenantes impliquées peuvent varier d'un contexte à l'autre, mais il s'agit généralement de décideurs politiques et d'institutions de recherche et de comptabilité (en particulier celles ayant une bonne connaissance des principaux défis des systèmes agroalimentaires du pays), ainsi que des représentants d'acteurs clés des systèmes agroalimentaires, tels que les producteurs agricoles. , transformateurs et distributeurs.

Les chapitres 3 et 4 fournissent des orientations plus détaillées sur cette phase, expliquant comment mener des évaluations ciblées qui guideraient les actions nécessaires pour réduire les coûts cachés et améliorer les résultats des systèmes agroalimentaires. Cette deuxième phase n'est pas qu'un simple exercice comptable, car elle nécessite l'implication continue des parties prenantes concernées, depuis l'étape initiale de définition des principaux défis, jusqu'à la mise en œuvre de tout plan ou projet de transformation. Ceci est essentiel pour collecter les données requises, valider les hypothèses et les résultats, et tenir compte de l'impact distributif de toute action conséquente afin de garantir le caractère inclusif du processus de transformation.

Par conséquent, des consultations sur les priorités et la séquence des interventions et leurs coûts (c'est-à-dire les coûts de réduction), ainsi que la personne qui les supportera, sont fondamentaux pour cette phase. En fonction de la granularité des données disponibles, le niveau de détail de l'analyse variera, l'analyse qualitative jouant un rôle plus important pour prendre en compte les expériences et variables importantes pour lesquelles les données quantitatives sont pauvres, indisponibles ou non quantifiables.

En résumé, la première phase du processus d'évaluation proposé dans ce rapport repose sur des estimations obtenues à l'aide d'une méthodologie transparente et bien établie basée sur des données en libre accès au niveau national, disponibles via des institutions telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Les coûts cachés estimés sont exprimés en termes monétaires, c'est-à-dire qu'ils sont comparables selon les différents flux de capitaux, impacts et pays. Ils peuvent fournir des résultats comparables dans toutes les catégories d'impact au sein et entre les pays. Ces données peuvent ensuite être agrégées aux niveaux de revenu mondial, régional et national pour obtenir l'ampleur globale du problème à différentes échelles.

Ces premières évaluations nationales sont cependant incomplètes et souffrent d'incertitudes dues à la rareté des données sur des aspects qui peuvent être importants dans certains contextes. Ainsi, les résultats fournis au chapitre 2 sont préliminaires et doivent être considérés comme des travaux en cours. Les résultats visent à sensibiliser aux coûts cachés des systèmes agroalimentaires.
Cependant, pour aller plus loin et être utilisées comme contribution à l'orientation des priorités au niveau national, les estimations doivent être évaluées par des experts nationaux, afin de réduire l'incertitude dans les estimations et d'inclure les aspects matériels non couverts dans les estimations initiales des coûts cachés. présenté au chapitre 2.

Connaître les coûts cachés n'est que l'un des éléments nécessaires pour prioriser les ressources, les investissements et les actions politiques visant à transformer les systèmes agroalimentaires. Pour guider les actions de transformation, il faut savoir dans quelle mesure les coûts cachés sont évitables ou quel pourrait être le coût de leur évitement. Le coût du changement de politique (c'est-à-dire le coût de la réduction) nécessite un type différent d'analyse basé sur des informations et des données locales et devrait donc être au cœur de la deuxième phase de l'évaluation.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 4 L'ÉCONOMIE DES ÉCOSYSTÈMES ET DE LA BIODIVERSITÉ (TEEB) : TEEBAgriFood EN BREF

Lancé en 2018, le cadre d'évaluation TEEBAgriFood a été conçu pour comprendre les impacts des systèmes agroalimentaires et leurs interdépendances avec l'environnement, la société et la santé humaine.14 Il a été conçu avec la contribution de plus de 100 chercheurs, en vue d'inclure l'ensemble des des coûts, des impacts et des dépendances dans les chaînes de valeur agroalimentaires.

Les applications du cadre peuvent varier en fonction des coûts et des avantages couverts, de la manière dont ceux-ci sont évalués (par exemple monétaires ou non monétaires) et dans quel but.19

Dans un contexte d'évolution vers un reporting multi-capital parmi les entreprises et les institutions financières, le Lignes directrices opérationnelles TEEBAgriFood pour les entreprises51 soutenir ces organisations dans la mise en œuvre du cadre d'évaluation TEEBAgriFood, afin qu'elles puissent comprendre et agir en fonction de leurs impacts et dépendances dans les quatre capitales. Il s'agit d'une étape importante dans l'intégration du capital naturel, social et humain dans la prise de décision dans des chaînes de valeur et des zones géographiques diversifiées.

Grâce à des approches d'évaluation et, dans certains cas, de reporting, les entreprises et les institutions financières sont mieux à même de comprendre et de gérer leurs impacts et leurs dépendances.

La règle générale pour la prise de décision dans de tels contextes est que les changements de politique ou les investissements sont justifiés lorsque les coûts associés sont inférieurs aux avantages attendus de la réduction des dommages de la situation actuelle. Toutefois, les coûts et les avantages peuvent être difficiles à exprimer en termes monétaires dans le cas des dimensions environnementales et sociales. La monétisation de ces dimensions peut faciliter l'analyse coûts-avantages ; cependant, il a ses limites et n'est peut-être pas l'outil approprié pour évaluer les coûts et les avantages et prendre des décisions.

À cet égard, le cadre d'évaluation TEEBAgriFood est largement reconnu comme la méthode la plus complète d'application de l'ACT dans le secteur agroalimentaire, et il est utilisé comme référence globale pour l'évaluation en deux phases proposée dans ce rapport. Voir l'encadré 4 pour un bref aperçu du cadre.

Principes directeurs du processus d'évaluation en deux phases

La figure 4 détaille les différents éléments du processus en deux phases pour une transformation éclairée des systèmes agroalimentaires. En partant du besoin fondamental d'améliorer la durabilité économique, sociale et environnementale des systèmes agroalimentaires (colonne rouge), répondre à ce besoin nécessite des évaluations (colonne verte) pour aider les décideurs politiques à prioriser les actions (colonne orange) qui transformeront l'agroalimentaire.

systèmes. L'évaluation consiste d'abord à mesurer la performance des systèmes agroalimentaires au niveau national, généralement à l'aide d'indicateurs dont les données sont disponibles pour un large éventail de pays. Cela permettra aux décideurs d'identifier les résultats souhaitables les plus importants (par exemple, une diminution de l'obésité) et de quantifier les avantages de leur réalisation. La deuxième phase du processus consiste à mener des évaluations plus ciblées au niveau sectoriel ou infranational. L'évaluation identifie les différentes actions de transformation nécessaires, en comparant les coûts et les avantages de chacune afin d'allouer des ressources aux plus réalisables et les plus rentables.

Un suivi attentif des actions sera nécessaire (colonne bleue), à l'aide d'indicateurs reflétant les dimensions environnementale, sociale, sanitaire et économique. De cette façon, les décideurs peuvent évaluer l'impact distributif et les implications en matière d'équité, par exemple qui bénéficiera et qui supportera les coûts du changement. L'engagement avec les parties prenantes concernées pour garantir l'alignement des intérêts, la coordination des actions et la responsabilité des résultats sera essentiel. Enfin, les actions doivent être ajustées pour assurer leur adéquation la plus proche possible avec le besoin essentiel initial. n

Machine Translated by Google

FIGURE 4 PROCESSUS DE TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES INFORMÉS

SOURCE : Élaboration propre des auteurs.

DÉFINIR LA PORTÉE DU RAPPORT

Ce chapitre a souligné l'importance d'évaluer les impacts des systèmes agroalimentaires pour générer des données factuelles et déclencher des processus visant à transformer les systèmes agroalimentaires et à les rendre (économiquement, socialement et écologiquement) durables, et à garantir la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. Une attention particulière doit être accordée à la fourniture et à la sauvegarde de moyens de subsistance et de revenus décents pour tous. Sur le plan environnemental, cela souligne la nécessité de transformer la manière dont nous produisons, transformons, stockons, distribuons, consommons et éliminons les aliments. À cette fin, le chapitre présente un cadre conceptuel qui clarifie la manière dont les systèmes agroalimentaires impactent et dépendent des capitaux naturels, humains, sociaux et produits, et comment et quels leviers politiques peuvent être utilisés pour mieux les influencer.

Il reconnaît que l'on aspire à pouvoir évaluer tous les coûts et avantages cachés, car il s'agit d'un exercice incroyablement gourmand en ressources et en données.
Au lieu de cela, un processus en deux phases qui passe progressivement d'évaluations préliminaires des systèmes agroalimentaires au niveau national vers des évaluations plus ciblées est plus réaliste et plus conseillé. Cela est particulièrement vrai pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les données et les capacités globales font défaut et où les décideurs politiques doivent prendre des décisions au milieu d'objectifs contradictoires.

Dans ce contexte, le chapitre reconnaît l'ACT comme une approche appropriée pour évaluer les impacts des systèmes agroalimentaires. Cependant, pour parvenir à une transformation des systèmes agroalimentaires, la comptabilité n'est qu'une partie du processus. Le processus de transformation implique en outre le réalignement et/ou le déploiement de leviers – tels que des incitations tarifaires, des réglementations et des normes volontaires – qui influencent le fonctionnement interne des systèmes agroalimentaires. Les décisions devraient

Machine Translated by Google

impliquer les parties prenantes concernées pour garantir l'alignement des intérêts, la coordination des actions et la responsabilité.

Le reste du rapport est organisé comme suit : Le chapitre 2 fournit des estimations au niveau national des coûts cachés des systèmes agroalimentaires pour 154 pays comme contribution à la première phase du processus d'évaluation en deux phases. Les résultats sont préliminaires et constituent donc un point de départ pour sensibiliser et initier un dialogue avec les décideurs politiques nationaux. Compte tenu des coûts cachés importants identifiés au chapitre 2, le chapitre 3 fournit des conseils sur la manière de progresser vers des évaluations plus ciblées, orientées vers l'action et prenant en compte les informations spécifiques au pays fournies par les parties prenantes et les experts (c'est-à-dire la deuxième phase du processus d'évaluation).). Le chapitre 4 se concentre sur la manière d'étendre l'utilisation de l'ATC et sur la manière dont les décideurs politiques et autres parties prenantes peuvent tirer parti des résultats du TCA pour utiliser différents leviers de transformation et conduire le changement vers des systèmes agroalimentaires plus durables.

Avec ce rapport, la FAO ouvre la voie à ce que les évaluations des systèmes agroalimentaires soient partie intégrante du processus décisionnel, avec un effet positif sur la durabilité. Il sensibilisera à leur rôle central dans la transformation des systèmes agroalimentaires et mobilisera des ressources pour intensifier leur application.

L'édition 2024 de La situation de l'alimentation et de l'agriculture s'appuiera sur cela et visera à catalyser l'action et la transformation des systèmes agroalimentaires en fournissant des exemples concrets d'évaluations ciblées, montrant comment celles-ci affectent le changement des systèmes agroalimentaires. Il fournira notamment un aperçu de la façon dont la TCA peut être un outil complémentaire utile pour soutenir la prise de décision dans une gamme de chaînes de valeur et de pays, même dans des contextes de données et de ressources limitées. n

Machine Translated by Google

UKRAINE
Moissonneuse-batteuse au travail dans un champ de blé près du village de Krasne.
©FAO/Anatolii Stepanov

Machine Translated by Google

CHAPITRE 2
DÉCOUVRIR LE COÛTS CACHÉS DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DU NATIONAL AU ÉCHELLE GLOBALE

MESSAGES CLÉ

– Une nouvelle analyse comptable des coûts réels de 154 pays fournit des estimations préliminaires des « coûts cachés quantifiés » des systèmes agroalimentaires.
Les qualifier de « quantifiés » reconnaît le manque de données dans de nombreux pays qui empêche l'estimation de tous les coûts cachés, tels que ceux associés à l'exposition aux pesticides et à la dégradation des terres.

– L'analyse révèle que les coûts cachés quantifiés mondiaux (environnementaux, sociaux et sanitaires) des systèmes agroalimentaires s'élevaient à environ 12,7 billions de dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2020, ce qui équivaut à près de 10 pour cent du PIB mondial en termes de PPA.

Même en tenant compte de l'incertitude, les coûts cachés quantifiés à l'échelle mondiale ont 95 pour cent de chances d'atteindre 10 000 milliards de dollars PPA en 2020 ou plus, ce qui souligne la nécessité indéniablement urgente de prendre en compte ces coûts dans la prise de décision visant à transformer les systèmes agroalimentaires.

– À l'échelle mondiale, 73 pour cent des coûts cachés quantifiés en 2020 étaient associés à des habitudes alimentaires qui conduisaient à l'obésité et aux maladies non transmissibles (MNT), entraînant des pertes de productivité du travail.

– Les coûts environnementaux cachés quantifiés de l'agriculture, qui représentent plus de 20 pour cent des coûts cachés quantifiés, équivalent à près d'un tiers de la valeur ajoutée agricole.

è Sur le plan social, on estime que les revenus des personnes moyennement pauvres travaillant dans les systèmes agroalimentaires doivent augmenter en moyenne de 57 pour cent dans les pays à faible revenu et de 27 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, pour garantir qu'ils soient au-dessus du seuil de pauvreté modérée, réduisant ainsi l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation.

– Le constat que les habitudes alimentaires malsaines sont le principal contributeur aux coûts cachés mondiaux ne devrait pas détourner l'attention des coûts cachés environnementaux et sociaux. Il souligne plutôt l'importance de réorienter le soutien vers la transformation des systèmes agroalimentaires afin de fournir à tous une alimentation saine et durable sur le plan environnemental.

è Les coûts cachés quantifiés représentent un fardeau plus lourd par rapport au revenu national dans les pays à faible revenu, où ils sont équivalents, en moyenne, à 27 pour cent du PIB (en grande partie à cause de la pauvreté et de la sous-alimentation), contre 11 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire. pays à revenu élevé et 8 pour cent dans les pays à revenu élevé. La lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation reste une priorité dans les pays à faible revenu.

è Ces résultats préliminaires suggèrent qu'il existe des variations considérables d'un pays à l'autre dans l'importance relative des coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires, soulignant la nécessité de produire des estimations nationales des coûts cachés et de les améliorer avec des informations spécifiques au pays, afin qu'elles puissent être un contribution utile aux processus de décision et d'élaboration des politiques.

Comme mentionné au chapitre 1, la non-durabilité des systèmes agroalimentaires repose sur des coûts cachés derrière les étiquettes de prix et non pris en compte par les acteurs des systèmes agroalimentaires. Ces coûts cachés – notamment la pollution de l'eau, la perte de biodiversité et les maladies non transmissibles – sont dus à des externalités négatives et à d'autres défaillances du marché (ou à leurs retombées), ainsi qu'à des défaillances politiques et institutionnelles. La clé de la transition des systèmes agroalimentaires vers la durabilité est de mesurer et d'évaluer ces coûts cachés dans les dimensions environnementale, sociale et sanitaire.

Machine Translated by Google

En revanche, les coûts économiques liés au capital produit sont généralement inclus dans les évaluations économiques et sont donc déjà visibles. La comptabilisation des coûts cachés nécessite une approche globale qui capture la complexité et l'interdépendance des acteurs, des activités et des impacts des systèmes agroalimentaires.
Le chapitre 1 présente la véritable comptabilité analytique (TCA) comme approche appropriée pour identifier ces coûts cachés. Cependant, une telle approche est souvent entravée par des lacunes dans les données, des limites méthodologiques et des obstacles institutionnels. De plus, il n'existe pas suffisamment de mesures et d'indicateurs communs pour permettre la comparaison et l'agrégation à différentes dimensions et échelles géographiques (locale, nationale, régionale et mondiale).

Pour relever ces défis, le chapitre 1 propose un processus en deux phases pour analyser et quantifier les coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans les différentes capitales (voir Figure 3). Ce chapitre sert de point de départ à la première phase de ce processus en deux phases en effectuant une quantification préliminaire au niveau national des coûts cachés des systèmes agroalimentaires pour 154 pays. Il utilise divers ensembles de données au niveau national, notamment la base de données institutionnelle de la FAO pour des données statistiques substantielles (FAOSTAT), les indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, la base de données sur la charge mondiale de morbidité et la base de données sur l'évaluation des services écosystémiques.c

La quantification implique de combiner la modélisation d'impact avec des estimations monétaires pour valoriser (monétiser) les coûts cachés. Cela permet aux résultats d'être agrégés et comparés à différentes dimensions et échelles géographiques et d'être utilisés comme base de dialogue avec les décideurs. Dans cet exercice, les coûts et les avantages cachés sont pris en compte autant que possible. Par souci de simplicité, le terme « coûts cachés » fait référence aux coûts cachés nets dans une dimension donnée, les avantages cachés étant exprimés sous forme de coûts cachés négatifs . Un exemple de coût caché négatif dans la dimension du changement climatique serait la conversion par un agriculteur de pâturages ou de terres cultivées en terres forestières : même si cela réduit les émissions de GES, l'agriculteur ne reçoit aucune compensation pour cela.

Il est important de noter que, malgré leur importance pour susciter le dialogue national, les estimations présentées dans ce chapitre ne sont qu'une première étape pour faciliter le processus en deux phases. Ces estimations préliminaires des coûts cachés des systèmes agroalimentaires nationaux ne sont qu'un point de départ possible pour la première phase, qui vise à comprendre l'ensemble du fonctionnement des systèmes agroalimentaires et les défis auxquels ils sont confrontés. Une telle compréhension est conseillée avant de passer à la deuxième phase, consacrée à une analyse nationale (et infranationale) plus approfondie. Selon le contexte, les évaluations de la phase deux peuvent être menées sans quantification initiale des coûts cachés dans toutes les capitales au niveau national. Cette quantification crée cependant une opportunité sans précédent d'aider les décideurs du monde entier à identifier les grands défis (cachés) auxquels leurs systèmes sont confrontés et à lancer un processus visant à construire une vision commune pour la transformation des systèmes agroalimentaires.

Malgré l'intérêt de la monétisation pour révéler l'ampleur relative des coûts cachés dans les différents résultats des systèmes agroalimentaires et pour exprimer les avantages (limite supérieure des) de l'amélioration de ces mêmes résultats – par exemple, la réduction de la faim, de la malnutrition, de l'obésité, du gaspillage alimentaire et des émissions de GES . et perte de biodiversité – l'évaluation monétaire pose également de multiples défis et limites. Premièrement, certains aspects du bien-être humain ou du capital naturel sont intangibles, inestimables ou irremplaçables, de sorte qu'il est impossible ou indésirable de leur attribuer une valeur monétaire. Les exemples incluent l'identité culturelle, les loisirs et les relations sociales. En outre, valoriser la perte d'une vie humaine soulève un dilemme moral. Ce qui semble plus défendable est de valoriser la perte de productivité et de revenu résultant d'une maladie ou d'une diminution de l'espérance de vie, valorisant ainsi la « composante économique » – et la seule composante économique – des résultats en matière de santé, par exemple.3

En ce qui concerne la valeur intangible de l'alimentation, telle que l'identité culturelle associée aux systèmes agroalimentaires, le rapport reconnaît que ces avantages sont importants, même s'ils ne sont pas monétisés. La valeur des systèmes agroalimentaires pour la société est probablement

c Voir l'annexe 1 et Lord (2023)1 pour une description complète.

d Il s'agit d'une limite supérieure car le coût marginal de la réduction des coûts cachés augmentera à mesure que la situation s'améliore. Par exemple, le coût de la réduction des pertes alimentaires augmente à mesure que moins de nourriture est perdue tout au long de la chaîne de valeur, ce qui rend très difficile (voire impossible) l'éradication complète des pertes alimentaires.2

Machine Translated by Google

bien au-delà de sa valeur ajoutée au PIB. Cependant, l'accent est mis ici sur la manière de transformer les systèmes agroalimentaires afin qu'ils apportent encore plus de valeur à la société. Le défi réside donc dans la manière de transformer les systèmes agroalimentaires de manière à atténuer les coûts cachés et à accroître les bénéfices qui peuvent être quantifiés.

La prise en compte des impacts cachés de ces systèmes constitue une première étape cruciale.

Dans ce contexte, ce chapitre fournit une première estimation des coûts cachés (environnementaux, sociaux et sanitaires) des systèmes agroalimentaires nationaux pour 154 pays. Il clarifie en outre la manière dont les estimations présentées ici constituent une amélioration par rapport aux études existantes, tout en reconnaissant que les estimations actuelles sont encore préliminaires et partielles, dans la mesure où elles ne rendent pas compte de tous les impacts et interdépendances des systèmes agroalimentaires. Ils fournissent plutôt une image indicative et illustrative de l'ampleur et de la répartition des coûts cachés aux niveaux mondial, national et des revenus et constituent donc un point de départ potentiel pour un dialogue avec les décideurs concernés. Par souci de transparence, les coûts cachés estimés ici sont appelés « coûts cachés quantifiés » pour reconnaître les limites des données impliquées. n

UN AMÉLIORÉ MÉTHODOLOGIE POUR ESTIMATION DU CACHÉ COÛTS DE L'AGROALIMENTAIRE SYSTÈMES

Les coûts cachés des systèmes agroalimentaires affectent le bien-être des générations actuelles et futures et sont souvent supportés par ceux qui ne bénéficient pas des activités économiques responsables de ces coûts. En adoptant une approche TCA, il est possible de rendre visibles ces coûts cachés et d'accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires pour le mieux.

Des études antérieures ont tenté d'estimer les coûts cachés au niveau mondial, en utilisant les valeurs de la littérature existante. Cependant, en combinant les estimations de différentes études avec des hypothèses et des méthodologies sous-jacentes très différentes – allant d'hypothèses de trajectoires futures différentes à des taux d'actualisation différents, des valeurs de services écosystémiques, des coûts des maladies et des mesures du bien-être – se fait au détriment de la rigueur et de la cohérence économiques et ne fournit que des estimations au niveau mondial, empêchant ainsi une comparaison des économies nationales.

La situation de l'alimentation et de l'agriculture de cette année propose une méthodologie améliorée pour évaluer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires, basée sur un modèle développé par Steven Lord de l'Institut du changement environnemental de l'Université d'Oxford pour la Commission d'économie des systèmes alimentaires (FSEC).e. Le modèle a été associé à FAOSTAT et à [1] d'autres organismes mondiaux . sources qui contiennent des données pour plusieurs pays et périodes sur, par exemple, les émissions de GES et d'azote, l'utilisation des terres, le fardeau des maladies liées aux habitudes alimentaires et la pauvreté.

Le modèle estime ainsi les coûts cachés annuels des systèmes agroalimentaires nationaux dans diverses dimensions pour un total de 154 pays.

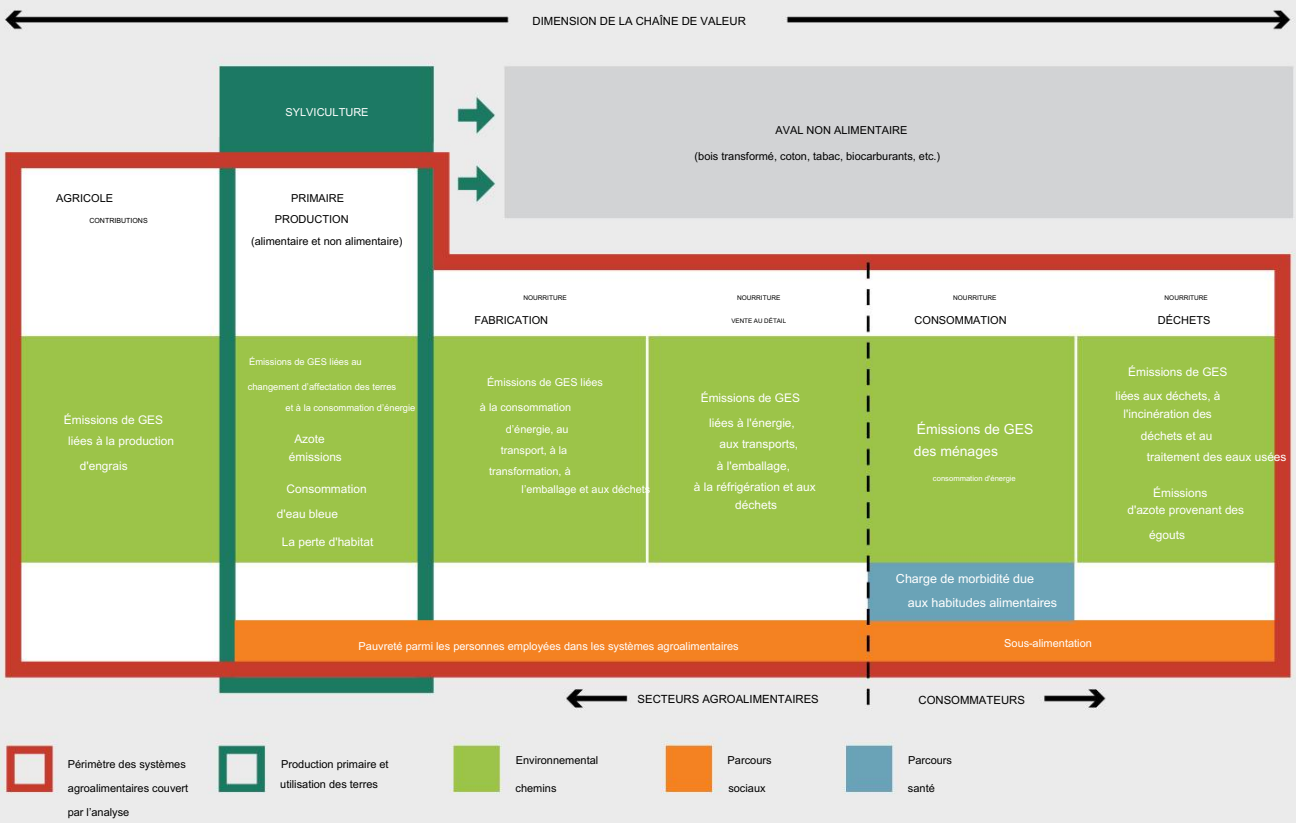
Les estimations des différentes catégories de coûts cachés sont basées sur un ensemble commun de taux de croissance nationaux, de coûts liés à la charge de morbidité, de conditions économiques et démographiques futures et de valeurs des services écosystémiques ; cela améliore la cohérence et la capacité d'effectuer une analyse de sensibilité des coûts à différents taux d'actualisation et coûts de la maladie. Les coûts cachés sont présentés comme une mesure monétaire des pertes attribuables à des baisses de productivité ou à des dommages environnementaux comparables au PIB PPA, basé sur les transactions de marché. La modélisation étant effectuée au niveau national, elle permet l'agrégation des résultats aux niveaux mondial, régional et des revenus.

Cependant, évaluer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires implique de faire plusieurs hypothèses et choix qui peuvent affecter les résultats et leur interprétation. Avant d'analyser l'ampleur du problème, il est nécessaire de définir les principales hypothèses à retenir pour évaluer les coûts cachés et garantir la comparabilité entre les catégories de coûts et les pays. Ceci est fait dans la section suivante, suivie d'une discussion sur la façon dont les estimations présentées dans ce rapport diffèrent -

[1] Le FSEC est une commission universitaire indépendante créée pour fournir aux décideurs politiques et économiques des outils et des données probantes leur permettant de modifier les systèmes alimentaires et d'utilisation des terres.4

Machine Translated by Google

FIGURE 5 PORTÉE DE L'ANALYSE : ÉTAPES ET VOIES DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR LESQUELLES MANIFESTE DES COÛTS CACHÉS



REMARQUES : GES = gaz à effet de serre. Pour plus d'informations sur la portée de l'analyse, les sources de données et l'évaluation, voir l'annexe 1.
SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

et développez les efforts antérieurs visant à estimer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires.

Définir la portée de l'analyse

La première hypothèse concerne les éléments des systèmes agroalimentaires et leurs impacts inclus dans l'analyse et la manière dont les différents acteurs économiques entrent en jeu, soit en imposant des coûts à la société, soit en les supportant. La figure 5 illustre la portée des systèmes agroalimentaires couverts par l'analyse, ainsi que les coûts cachés pris en compte. La définition des systèmes agroalimentaires suit celle de la FAO (2021)5 (voir Glossaire), à l'exception de l'inclusion ici de l'approvisionnement en intrants (non alimentaires).

chaînes, comme les engrais. Ces derniers sont inclus dans la mesure où ils produisent des externalités environnementales.

La portée de l'étude est définie sur la figure par la bordure rouge pleine. Au-delà des chaînes d'approvisionnement en intrants agricoles, cela inclut également les étapes de production alimentaire primaire, de fabrication, de vente au détail, de consommation et de déchets. Les chaînes d'approvisionnement non alimentaires en aval de la production primaire (boîte grise) sont exclues de la définition des systèmes agroalimentaires utilisée ici et, donc, de l'analyse. La transformation des produits forestiers et non alimentaires est comptabilisée dans d'autres secteurs de l'économie, comme l'indique la flèche verte.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 5 ARRÊTER LA DÉGRADATION DES FORÊTS EST CRUCIALE POUR RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES OBJECTIFS, MAIS IL EST DIFFICILE À QUANTIFIER

La dégradation des forêts réduit la fourniture de biens et services forestiers, les valeurs de la biodiversité, la productivité et la santé. Cela peut également avoir un impact négatif sur d'autres utilisations des terres (par exemple, en provoquant une perte de la qualité de l'eau en aval et en affectant la recharge des eaux souterraines) et être à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Par conséquent, mettre un terme à la dégradation des forêts est un élément crucial pour inverser les facteurs du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la dégradation des terres, de la désertification et des menaces pour la santé humaine.6

Une étude récente a estimé qu'entre 2003 et 2019, la dégradation était responsable de 44 pour cent des pertes de carbone forestier en Amazonie brésilienne, contre 56 pour cent dus à la déforestation.7

Les activités humaines, notamment l'exploitation forestière, les incendies, l'exploitation minière et l'extraction pétrolière – dont beaucoup se déroulent illégalement – sont des facteurs de plus en plus importants de dégradation des forêts et, par conséquent, d'émissions dans la région. Ces problèmes sont aggravés par les perturbations naturelles et les impacts indirects de la déforestation. Une autre étude a examiné les facteurs de dégradation des forêts dans les pays en développement et a identifié l'extraction de bois et l'exploitation forestière comme les principaux facteurs de dégradation.

en Asie et en Amérique latine, responsable de plus de 70 pour cent de l'ensemble de la dégradation des forêts. En Afrique, en revanche, la collecte de bois de feu et la production de charbon de bois sont les principales sources de dégradation, alors qu'elles ont une importance faible à modérée en Asie et en Amérique latine.8

Il est donc important de prévenir la dégradation des forêts pour réduire les émissions de GES et préserver les biens vitaux et les services écosystémiques. Malgré son importance, elle est toutefois sous-évaluée dans les évaluations économiques, en partie parce qu'une définition largement appliquée de la dégradation des forêts n'est pas disponible et que les données sont rares.6 Davantage de données sont nécessaires pour évaluer pleinement les coûts et les avantages des politiques et actions de restauration.
L'évaluation des ressources forestières mondiales constitue une première étape vers cet objectif, les pays étant invités à indiquer la définition de la dégradation forestière qu'ils utilisent pour évaluer l'étendue et la gravité de la dégradation forestière.9
L'intégration de cet exercice comptable et la publication des estimations seront la prochaine étape pour garantir que la dégradation des forêts soit incluse dans les futures analyses complètes de comptabilité analytique réelle, comme celle réalisée pour ce rapport.

La foresterie (case vert foncé) est également un secteur de production primaire au sein des systèmes agroalimentaires, qui fournit à la fois des produits forestiers ligneux et non ligneux. Cependant, cela sort du cadre de l'analyse, car les estimations des coûts cachés associés aux activités économiques liées à la foresterie, telles que l'exploitation forestière ou la récolte de produits non ligneux, n'étaient pas disponibles.
Bien qu'il s'agisse d'une limitation, elle n'est pas majeure, car dans la plupart des cas, les changements dans le capital naturel associés aux forêts sont associés au changement d'affectation des terres, qui est inclus dans l'analyse.
Par conséquent, dans l'analyse, la déforestation – c'est-à-dire la conversion de la forêt à d'autres utilisations des terres6, comme les pâturages – est considérée comme un coût caché et le boisement comme un avantage caché. La transition entre les forêts non aménagées et aménagées n'est pas prise en compte, car celles-ci ne sont pas identifiées séparément dans les données satellitaires sur l'utilisation des terres. Cela implique par exemple que la forêt

la dégradation – c'est-à-dire la réduction à long terme de l'offre globale de bénéfices issus des forêts – associée aux activités humaines n'est pas prise en compte, même si elle est probablement en augmentation et constitue une source importante d'émissions (voir encadré 5) .

Cela étant dit, l'analyse couvre les coûts liés aux émissions de GES, aux émissions d'azote, à l'utilisation de l'eau bleue, aux transitions d'affectation des terres et à la pauvreté, ainsi qu'aux pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires et à la sous-alimentation. En raison du manque de données, l'exposition aux pesticides et la dégradation des terres ne sont pas prises en compte. Il est important de noter que les coûts cachés diffèrent des coûts de réduction ; ces derniers font référence aux coûts engagés pour éviter ou réduire les coûts cachés, tandis que les coûts cachés estiment les coûts de l'inaction. Même si des coûts cachés et des coûts de réduction sont nécessaires pour une prise de décision éclairée visant à transformer les systèmes agroalimentaires, en raison de la difficulté d'envisager des actions de réduction pou

Machine Translated by Google

grand nombre de pays et en leur chiffrant de manière comparable et cohérente, seuls les premiers sont partiellement inclus dans cette analyse.

Les coûts cachés quantifiés présentés dans ce rapport sont générés par les activités des systèmes agroalimentaires à travers trois voies principales, identifiées à l'aide de différentes couleurs dans la figure 5 :

- Environnemental (catégorie verte) – en raison (i) des GES émis tout au long de la chaîne de valeur alimentaire provenant de la production d'aliments et d'engrais et de la consommation d'énergie, qui contribuent au changement climatique et, par conséquent, aux pertes agricoles ; (ii) les émissions d'azote au niveau de la production primaire et des égouts ; (iii) l'utilisation de l'eau bleue, provoquant une pénurie d'eau et, par conséquent, des pertes agricoles et des pertes de productivité du travail dues à la sous-alimentation qui en résulte ; et (iv) le changement d'affectation des terres au niveau des exploitations agricoles, entraînant la dégradation et la destruction des écosystèmes et, par conséquent, la perte de services environnementaux.
- Social (encadré orange) – associé à (i) des échecs de distribution de l'approvisionnement alimentaire disponible, entraînant une sous-alimentation dans les populations nationales (telle que définie par la FAO et al. [2022]),10 conduisant à des pertes de productivité du travail selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. (OMS) ;11 et (ii) une pauvreté modérée parmi les travailleurs du secteur agroalimentaire en raison des échecs de distribution dans les systèmes agroalimentaires. Rappelant le chapitre 1, un échec distributif décrit une situation dans laquelle les politiques publiques ne parviennent pas à garantir un niveau minimum de revenu décent malgré la disponibilité des ressources pour le faire. Il peut être interprété comme le montant que la société paierait pour éliminer les dommages économiques de la pauvreté, en supposant qu'un tel paiement soit rentable jusqu'au seuil international de pauvreté modérée.
- Santé (case bleue) – résultat d'une alimentation malsaine, généralement pauvre en fruits, légumes, noix, céréales complètes, calcium et graisses protectrices, et riche en sodium, boissons sucrées, graisses saturées et viande transformée.f Les régimes alimentaires sont associés à l'obésité et aux maladies non transmissibles, entraînant des pertes de productivité et un impact négatif sur l'économie.1

La consommation d'une alimentation malsaine peut être due à un accès économique et/ou physique limité à une variété d'aliments nutritifs. Par exemple, des estimations de 2019 révèlent qu'une alimentation saine était hors de portée pour environ 3 milliards de personnes et que jusqu'à 1 milliard de personnes risquent de perdre l'accès à une alimentation saine en cas de choc sur les revenus réels.12, 13 La consommation peut également être influencée . par diverses considérations individuelles (par exemple, préférences, connaissances, motivations), sociales (par exemple, traditions, normes et pressions sociales) et commerciales (par exemple, promotion alimentaire, placement et publicité, facteurs culturels).10

Il est important de distinguer les trajectoires des impacts. Un parcours capture les facteurs déterminants d'un impact et peut donc fournir des points d'entrée pour des actions visant à remédier audit impact. Par exemple, un coût caché peut être généré par une voie environnementale, mais ses conséquences négatives se manifestent au-delà de l'environnement.
La pollution de l'eau en est un bon exemple : elle a un impact négatif sur l'environnement en raison de la perte de services écosystémiques, mais également sur la santé en raison du fardeau de morbidité dû à la consommation d'eau polluée. Ces deux impacts négatifs sont toutefois considérés comme des coûts environnementaux cachés car tous deux sont générés par un processus environnemental et le point d'entrée pour y remédier reste donc dans le domaine environnemental.g

Pour cette raison, les habitudes alimentaires malsaines et la sous-alimentation sont considérées respectivement comme des coûts sanitaires et sociaux cachés, bien qu'ils soient tous deux liés à l'alimentation et à la consommation alimentaire. Aux fins de cette analyse, les habitudes alimentaires malsaines indiquent une combinaison d'aliments associés à une augmentation de l'obésité et des maladies non transmissibles.14 Les régimes alimentaires qui ne répondent pas à l'apport calorique minimum et entraînent une malnutrition énergétique et protéique sont plutôt capturés par les coûts cachés de la sous-alimentation.h Les deux entraînent des pertes de productivité affectant les économies nationales, mais les facteurs déterminants diffèrent considérablement. La sous-alimentation est due à des facteurs extrêmes

f Aux fins de ce rapport, l'accent est mis sur cet ensemble spécifique de régimes alimentaires malsains. Plus largement, les régimes malsains sont définis comme des régimes qui ne respectent pas un ou plusieurs des principes d'une alimentation saine (voir Glossaire).

g Pour cette raison, les coûts cachés mentionnés ici sont classés en coûts cachés environnementaux, sociaux ou sanitaires, par opposition aux coûts cachés. coûts environnementaux, sociaux ou sanitaires.

h L'estimation des coûts cachés de la sous-alimentation est probablement sous-estimée, car elle laisse de côté les problèmes liés à une teneur insuffisante en micronutriments.

Machine Translated by Google

privation, limitant l'accès même à un régime alimentaire de base suffisant en énergie en raison de défaillances de distribution. Les coûts cachés générés par des habitudes alimentaires malsaines, en revanche, sont dus à la consommation de trop de calories – ou de calories dans de mauvaises proportions – un comportement motivé par une combinaison de facteurs économiques, sociaux, culturels et individuels. C'est pour cette raison que les coûts cachés liés à des habitudes alimentaires malsaines sont liés à la dimension sanitaire, tandis que ceux liés à la sous-alimentation relèvent de la dimension sociale, au même titre que la pauvreté, qui est également le résultat d'un échec de distribution. Par exemple, une analyse récente de 136 pays montre qu'il est possible de lutter contre la sous-alimentation grâce à des politiques de répartition des revenus, dans la mesure où le coût d'un régime alimentaire suffisamment énergétique est bien inférieur au revenu disponible moyen par habitant pour l'alimentation dans presque tous les pays.13 Cependant, s'attaquer les habitudes alimentaires malsaines nécessitent une série d'actions transformatrices dans les systèmes agroalimentaires.

Il est également important de noter que les coûts directs, tels que les coûts de traitement, qu'ils soient causés par des habitudes alimentaires malsaines ou par la sous-alimentation, sont exclus. Il s'agit généralement d'échanges économiques visibles au sein de l'économie et ne sont donc pas considérés comme un coût caché.

En résumé, les activités des systèmes agroalimentaires entraînent des coûts cachés qui pèsent sur les économies nationales et qui peuvent être comparés au PIB. Ces coûts cachés sont évalués en pertes agricoles, pertes de productivité et pertes de services écosystémiques selon trois voies différentes. Les coûts cachés tout au long de la chaîne de valeur alimentaire font référence à la fois aux échecs d'attribution physique et de distribution financière. Le premier est illustré par l'endroit où les impacts environnementaux se produisent (Figure 5, en vert) tout au long d'une chaîne de valeur, tandis que le second est le manque à gagner jusqu'au seuil de pauvreté modérée pour les travailleurs de l'agroalimentaire, malgré des bénéfices substantiels en aval pour les grossistes, les transformateurs et les entreprises. détaillants de produits alimentaires. Dans le même ordre d'idées, l'échec de la distribution conduit à une carence calorique chez les personnes sous-alimentées, malgré d'importants excédents de calories disponibles à l'échelle mondiale (Figure 5, en orange). Comme indiqué précédemment, certaines parties importantes de ces coûts cachés ne sont pas prises en compte dans l'analyse en raison de contraintes de données. Cela a des implications sur l'interprétation des résultats, comme présenté et discuté plus loin dans le chapitre.

Il convient de souligner que les coûts cachés quantifiés ici ne représentent qu'une partie de l'histoire, de sorte que les coûts cachés globaux auront tendance à être sous-estimés. Par exemple, les coûts cachés générés par la consommation alimentaire sont uniquement reflétés par des habitudes alimentaires malsaines. En d'autres termes, l'analyse couvre uniquement la charge de morbidité résultant d'une alimentation malsaine. Les coûts cachés générés, par exemple, par les maladies zoonotiques ou par la consommation d'aliments dangereux (aliments contenant des dangers microbiologiques, chimiques ou physiques provoquant des maladies, voire la mort) ne sont pas couverts en raison de l'absence d'un ensemble de chiffres harmonisés à l'échelle mondiale avec les données nationales. Toutefois, ces coûts peuvent être importants. Une étude récente suggère qu'il pourrait y avoir jusqu'à 95,2 milliards de dollars de pertes de productivité dues à des aliments insalubres dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ce chiffre est probablement sous-estimé car il n'inclut pas les pertes provoquées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire dues à des risques liés à la sécurité alimentaire, lorsqu'ils sont découverts.15

Les coûts sociaux cachés, ou les coûts supportés par le capital social, sont également susceptibles d'être sous-estimés dans ce rapport – comme l'expriment l'écart de revenus des personnes modérément pauvres ainsi que les pertes de productivité résultant du fardeau des maladies causées par la sous-alimentation. Par exemple, les coûts cachés générés par les malformations congénitales, la mortalité infantile, l'insuffisance pondérale à la naissance et la morbidité due aux maladies infectieuses dues à la dénutrition ne sont pas couverts – bien qu'ils représentent une perte évidente pour la société – car ils sont difficiles à intégrer dans un cadre économique axé sur les flux économiques. . Ces coûts cachés non quantifiés peuvent être substantiels, en particulier dans les pays à faible revenu et dans certains pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, mais ils ne se manifestent dans les flux économiques qu'une fois que les enfants ont grandi. L'encadré 6 décrit certaines de ces hypothèses importantes, telles que celles sur les mesures du bien-être, l'actualisation et d'autres aspects de l'analyse de ce rapport. Pour une description plus complète du modèle, des sources de données et des hypothèses retenues dans cette analyse, voir l'annexe 1.

Dans l'ensemble, les travaux préparés pour ce rapport doivent être considérés comme faisant partie d'un processus plus large, dans lequel les estimations présentées doivent être considérées comme préliminaires et servir principalement à

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 6 QUE SE TROUVENT LES CHIFFRES DE CE RAPPORT ?

L'estimation des coûts cachés mondiaux et nationaux des systèmes agroalimentaires nécessite des hypothèses claires, notamment en ce qui concerne les scénarios ; l'actualisation pour tenir compte des générations futures ; mesurer le bien-être en termes monétaires pour une année de référence afin de garantir la comparabilité et l'agrégation ; données; et les facteurs de valorisation.

L'actualisation permet de tenir compte des coûts cachés que supporteront les générations futures. Le modèle utilisé pour estimer les coûts cachés dans ce rapport – connu sous le nom de modèle SPIQ-FS16 – suppose un parcours socio-économique de statu quo (également connu sous le nom de SSP2 – deuxième parcours socio-économique partagé).17 Pour comparer différents coûts cachés, les données sont convertis en une mesure monétaire commune de la perte de bien-être sociétal due aux pertes de productivité. Les valeurs monétaires sont mesurées en PIB sur la base des PPA pour l'année 2020, permettant la comparabilité et l'agrégation des résultats entre les catégories de coûts et les économies. Cela améliore la capacité d'examiner les compromis entre les catégories de coûts, telles que les coûts environnementaux et sanitaires.

Une autre hypothèse centrale concerne les facteurs d'évaluation à utiliser, tels que la manière de monétiser les impacts des activités des systèmes agroalimentaires. La différence entre les prix du marché et les prix fictifs est importante. Les prix du marché sont basés sur des activités et des échanges économiques visibles, tandis que les prix fictifs reflètent le changement de valeur d'une activité économique associée à une unité supplémentaire d'une ressource. Dans ce rapport, les prix fictifs sont utilisés pour évaluer marginalement les coûts cachés, tels que la pollution de l'eau, les émissions d'azote, l'obésité et la malnutrition. Ceux-ci sont ensuite comparés au PIB national.

Différentes études formuleront différentes hypothèses sur la manière d'évaluer une dimension telle que le préjudice social, qui est lié à la personne qui en supporte le coût. Ici, les coûts sociaux cachés sont exprimés comme une combinaison de l'impact sur la productivité des journées de travail perdues associées avec la sous-alimentation et les transferts financiers qui seraient nécessaires pour éviter une pauvreté modérée aux personnes travaillant dans le secteur agroalimentaire. La raison en est qu'il s'agit de quantités liées aux flux économiques mesurés par le PIB. Une alternative utilisée par la Food and Land Use Coalition (FOLU) (2019)18 consiste à mesurer l'impact de la dénutrition, représenté par une perte d'années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY) à l'échelle mondiale, liée au retard de croissance de l'enfant et à le multiplier par la moyenne mondiale. PIB par habitant, qui est une manière indirecte d'imputer les pertes de productivité.

La limite la plus importante de cette analyse réside dans le fait que les données peuvent être incomplètes ou incertaines pour certains pays, régions et types de coûts. Cela est particulièrement vrai pour les évaluations des services écosystémiques et le coût de l'azote, qui impliquent une grande incertitude, ainsi que pour les conséquences économiques de la réduction des débits environnementaux, pour lesquelles le manque de données mondiales limite l'estimation des coûts de l'utilisation de l'eau bleue. Dans certains cas, la modélisation de problèmes tels que l'érosion des sols et la résistance aux antimicrobien n'est pas disponible, ce qui rend l'analyse moins complète des coûts considérés.

En fin de compte, les hypothèses utilisées dans les véritables analyses de comptabilité analytique, telles que celles sur le bien-être, les taux d'actualisation et l'année de référence, ainsi que l'utilisation de différentes sources de données, entraîneront invariablement une variation fondamentale dans les estimations des coûts cachés de systèmes agroalimentaires. Pourtant, le modèle utilisé pour ce rapport repose sur des hypothèses communes concernant les taux de croissance nationaux, les coûts de la charge de morbidité, les conditions économiques et démographiques futures et les valeurs des services écosystémiques, permettant une meilleure cohérence et une capacité à effectuer des analyses de sensibilité à différents taux d'actualisation et les coûts de la maladie. De plus, les données de coûts historiques utilisées dans le modèle permettent d'exprimer l'incertitude inhérente aux coûts cachés sous forme de distributions de probabilité et de refléter la gamme de valeurs et de résultats possibles.

contribuer à la première phase de l'évaluation en deux phases proposée. Même s'ils sont préliminaires et incomplets, ils devraient contribuer à susciter un dialogue avec les décideurs sur l'ampleur des coûts cachés des systèmes agroalimentaires et leur lien avec les priorités des pays.

Comparaison des estimations les plus récentes avec des études antérieures sur les coûts cachés des systèmes agroalimentaires

Il y a eu diverses tentatives pour estimer les coûts cachés associés aux systèmes agroalimentaires mondiaux. Une étude de 2019 de la Banque mondiale mentionnée précédemment a estimé les coûts cachés de

Machine Translated by Google

maladies d'origine alimentaire (dues à des aliments dangereux) dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et ont estimé que celles-ci s'élèvent à 95,2 milliards USD.15 Une autre étude importante de Springmann (2020)19, élaborée comme document de référence pour la FAO et al. (2020)14, ont estimé les coûts cachés liés à la santé et au climat d'ici 2030 et 2050. L'étude a utilisé les habitudes alimentaires comme une lentille et a examiné quatre habitudes alimentaires saines alternatives pour mesurer dans quelle mesure les coûts cachés seraient réduits par rapport aux habitudes alimentaires actuelles. motifs. Toutefois, aucune des deux études ne couvre toutes les dimensions des coûts cachés (environnementaux, sociaux et sanitaires). Springmann (2020), par exemple, bien qu'il couvre 157 pays, a exclu la dimension sociale, ainsi que d'importants coûts cachés en matière d'environnement et de santé.

À ce jour, seules deux autres études ont tenté d'estimer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires mondiaux de manière plus complète et font donc l'objet de cette section : FOLU (2019)18 et Hendriks et al . (2023).20 Le tableau 1 compare les deux études pertinentes avec la méthodologie utilisée pour ce rapport. Il détaille les différentes catégories de coûts et la manière dont ils ont été estimés, rend compte du total des coûts cachés quantifiés obtenus et indique si une mesure du bien-être et une projection future ont été spécifiées. En mettant en évidence les coûts cachés quantifiés dans les études, le tableau permet également d'assurer la transparence quant aux coûts exclus des analyses.

Bien qu'une comparaison entre les trois études ne soit pas tout à fait simple, le tableau 1 illustre en quoi les trois études diffèrent en termes de portée, de méthodes, d'hypothèses et, en fin de compte, de résultats. En ne regardant que l'estimation finale du total des coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires, il pourrait sembler que ce rapport et FOLU (2019) ont adopté une méthodologie similaire, compte tenu de leurs résultats similaires d'environ 12 000 milliards de dollars, alors qu'en réalité, il y a d'importants différences.

Pour commencer, ce rapport reconnaît le grand niveau d'incertitude dans ses estimations – c'est-à-dire la variation possible des coûts cachés estimés – et fournit une fourchette pour cette incertitude, ce que ne fait pas FOLU (2019). Plus précisément, il modélise l'incertitude concernant les coûts externes environnementaux, la pauvreté et les pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires et à la sous-alimentation. FOLU (2019) est l'évaluation la plus complète des trois termes de dimensions couvertes. Toutefois, cette large couverture se fait au détriment de la rigueur économique : l'étude repose sur la combinaison d'estimations provenant de différentes études avec des hypothèses et des méthodologies sous-jacentes très différentes. Il s'appuie également sur des moyennes mondiales de coûts présentant des variations régionales significatives ou des effets marginaux. Il inclut en outre environ 2 000 milliards de dollars d'estimations de dommages non marginaux pour les pollinisateurs et la RAM, qui ne conviennent pas à l'analyse contrefactuelle (scénario) nécessaire à la prise de décision ultérieure (abordée au chapitre 3).i Enfin, le FOLU attribue tous les coûts de l'obésité . et une évaluation substantielle de l'écart de pauvreté rurale dans les systèmes agroalimentaires sans tenir compte de la manière dont ceux-ci sont affectés par des facteurs extérieurs, tels que le statut socio-économique et les facteurs métaboliques dans les taux d'obésité actuels, ou le rôle d'autres secteurs de l'économie dans l'impact sur la pauvreté. En revanche, ce rapport attribue seulement la moitié des coûts de l'obésité aux systèmes agroalimentaires, utilise un seuil de pauvreté plus bas et attribue les écarts de pauvreté qui sont supportés par les personnes employées dans le secteur agroalimentaire (pas né

Hendricks et coll. (2023) font état de l'estimation la plus élevée des coûts cachés – environ 19 000 milliards USD – et d'une gamme d'incertitudes encore plus large. L'étude est plus ciblée que l'étude FOLU, mais ses estimations restent au niveau mondial et ne prennent pas en compte les coûts cachés importants, tels que ceux associés à la pauvreté et à la sous-alimentation. La monétisation des coûts cachés environnementaux est basée sur des facteurs d'évaluation des coûts de restauration et de compensation présentés dans Galgani et al. (2021),21 tandis que la perte de vies humaines et la perte de santé sont évaluées respectivement à l'aide d'une seule valeur médiane et moyenne mondiale. Contrairement à son homologue, l'étude prend également en compte la mortalité, ce qui explique en outre la valorisation plus élevée des coûts de santé par rapport à ceux estimés pour ce rapport. En effet, ce rapport ne prend en compte que les pertes de productivité associées au manque de travail et aux soins informels et les ajuste au PIB PPA.j

i Par exemple, dans FOLU, la valeur des pollinisateurs est fournie par la valeur de toutes les cultures qui dépendent des pollinisateurs. Cela ne permet pas d'estimer l'intérêt d'éviter, par exemple, une diminution de 10 % du nombre de pollinisateurs, ce qui intéresserait les décideurs politiques.

j L'avantage d'estimer les pertes de productivité par rapport au PIB PPA – par opposition aux évaluations de la volonté de payer pour la santé dans les deux autres études – est qu'elles peuvent être directement comparées au PIB potentiel actuel et futur et, par conséquent, avec d'autres investissements potentiels. Ils peuvent également être comparés à d'autres impacts chiffrés en termes de PIB (comme les émissions de GES).

Machine Translated by Google

TABLEAU 1 COMPARAISON DES ÉTUDES EXISTANTES SUR LES COÛTS CACHÉS MONDIAUX DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Dimension Coût ou avantage caché	FOU (2019)	Hendriks et coll. (2023)	Seigneur (2023) pour L'État de Alimentation et agriculture
ENVIRONNEMENTAL			
Émissions de GES	Émissions mondiales des systèmes alimentaires (y compris la déforestation) multipliées par le coût moyen mondial de réduction (100 USD/tonne de CO2e)	Contribution au changement climatique	Dommages économiques du changement climatique en supposant un avenir optimal réduction
Pollution atmosphérique (NH3 et NOx) – impact sur la santé	Comprend la pollution de l'air basée sur la perte de vie productive due à la pollution globale par les particules et à l'ozone (en supposant que les émissions d'azote liées aux aliments ont la même part que les émissions de GES alimentaires) et la perte de DALY due aux combustibles de cuisson d'origine agricole	Mortalité et invalidité (de NH3 seulement)	Pertes de productivité dans le pays d'émission dues à la charge de morbidité due à la formation de particules provenant des émissions d'azote à la ferme
Pollution atmosphérique (NH3 et NOx) – impact environnemental		–	Pertes de services agricoles et écosystémiques dues au déséquilibre des nutriments et à l'acidification due aux dépôts terrestres et aquatiques affectant la biodiversité ; utilise les données ESVD
Pollution de l'eau (nitrates) – impact sur la santé	–	–	Pertes de productivité dans le pays d'émission dues à la charge de morbidité due à l'absorption humaine de nitrate (du ruissellement des engrais et des égouts humains)
Pollution de l'eau (nitrates) – impact environnemental	Contamination de l'eau et coûts de la biodiversité dus à l'eutrophisation causée par le ruissellement des engrais	Perte de biodiversité	Pertes de services écosystémiques fluviaux et côtiers dues à l'acidification, à l'eutrophisation et à la perte de biodiversité (due au ruissellement des engrais et aux égouts humains) ; utilise les données ESVD
Pollution de l'eau par le phosphore	–	Perte de biodiversité	–
Exposition aux pesticides	Perte de vie productive mesurée par DALY causées par l'application de pesticides ; valorisé à la moyenne mondiale PIB par habitant	–	–
Pénurie d'eau bleue	25 pour cent du total annuel des prélèvements d'eau douce dans le monde ne sont pas durables et sont évalués au coût annuel moyen mondial de rareté de l'eau (1,15 USD par m3)	Épuisement d'une eau rare	Pertes agricoles et pertes de productivité dues à la charge de morbidité due à la malnutrition protéino-énergétique actuelle et future en VAN, dues à l'eau privée d'une utilisation économique
L'utilisation des terres	Moyenne mondiale de la valeur économique (par hectare) des services écosystémiques multipliée par l'ampleur du changement d'affectation des terres ; utilise les données ESVD	Biodiversité, services écosystémiques : coût de restauration ou coûts de compensation en fonction de la réversibilité des dommages	VAN des services écosystémiques rendus présents et futurs perdus à cause de la perte d'habitat ou du retour d'habitat (par exemple, terres agricoles abandonnées) ; utilise les données ESVD
Dégradation du sol	Superficie mondiale totale de terres dégradées multipliée par la perte de valeur de production sur la base des estimations mondiales de la perte de rendement	–	–
Résistance aux antimicrobiens (RAM)	Perte annuelle totale du PIB mondial imputable à la RAM (VAN 2010-2050)	–	–
Surexploitation des ressources biologiques ressources	Comprend le coût économique annuel total de la surpêche au-delà du rendement maximum durable mondial et la perte économique due à la réduction du rendement moyen mondial due à la perte de pollinisateurs.	–	–

Machine Translated by Google

TABLEAU (suite)

Dimension Coût ou avantage caché	FOU (2019)	Hendriks et coll. (2023)	Seigneur (2023) pour L'État de l'alimentation et de l'agriculture
SOCIALE			
Pauvreté	Coût en termes de PPA du déficit de revenu mondial inférieur au seuil de pauvreté de 5,55 dollars PPA de 2011 dans les zones rurales ; le nombre de pauvres dans le monde multiplié par le déficit de revenu moyen mondial	–	Coût en termes de PPA du déficit de revenu national en dessous du seuil de pauvreté de 3,65 dollars PPA de 2017 pour les pauvres employés dans les systèmes agroalimentaires ; indice de pauvreté national multiplié par le déficit de revenu moyen
Sous-alimentation	Pertes de productivité associées à la dénutrition (y compris les carences en micronutriments) ; représenté par les DALY mondiales liées au retard de croissance des enfants multipliées par le PIB moyen mondial par habitant	–	Pertes de productivité dues à la charge de morbidité due à la malnutrition protéino-énergétique (jours de travail perdus pour cause de maladie ou de soins informels) ; calculé à partir du PoU national
Pertes et gaspillage de nourriture	Économies réalisées en n'achetant pas de nourriture gaspillée calculée par la part mondiale des pertes et du gaspillage alimentaires multipliée par la valeur de la production agricole mondiale	–	–
Fuite d'engrais	Économies réalisées en n'achetant pas d'engrais trop appliqué ; fuite estimée d'engrais multipliée par leur prix moyen mondial	–	–
SANTÉ (à travers les habitudes alimentaires)			
Contribution aux maladies cardiovasculaires, au diabète sucré (type 2) et aux cancers	Pertes de productivité dues au fardeau de la maladie dû à un IMC élevé ; DALY évaluées au PIB moyen mondial par habitant	Mortalité frais médicaux, soins informels, journées de travail perdues	Pertes de productivité dues à une alimentation malsaine conduisant à l'obésité (DALY évaluées au PIB national par habitant) et aux MNT (jours de travail perdus pour cause de maladie ou de soins informels évalués à PIB par travailleur)
Estimation globale totale des coûts cachés	12 000 milliards de dollars	19 000 milliards de dollars (entre 7 200 milliards et 51 800 milliards USD)	Valeur attendue 12,7 billions de dollars PPA (95 pour cent de chances d'être ≥ 10,8 billions de dollars PPA et 5 pour cent de chances d'être ≥ 16 billions de dollars PPA)
Mesure du bien-être	Non spécifié	Non spécifié	Pertes économiques globales du PIB PPA en dollars PPA de 2020
Avenir	Suppose le scénario GIEC-SSP2	Non spécifié	Suppose le scénario GIEC-SSP2
Couverture	Mondial (valeur unique)	Global (valeur unique)	Mondial, régional et national (valeurs pour 154 pays)

REMARQUES : RAM = résistance aux antimicrobiens ; IMC = indice de masse corporelle ; CO2e = équivalent CO2 ; DALY = année de vie corrigée de l'incapacité ; ESVD = Base de données sur la valorisation des services écosystémiques ; PIB = produit intérieur brut ; GES = gaz à effet de serre ; GIEC = Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ; MNT = maladie non transmissible ; NH3 = ammoniac ; NOx = oxydes d'azote ; NPV = valeur actuelle nette ; PoU = prévalence de la sous-alimentation ; PPA = parité de pouvoir d'achat ; SSP2 = deuxième parcours socio-économique partagé.

SOURCES : Adapté de Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO ; FOLU (Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres). 2019. Mieux croître : dix transitions critiques pour transformer l'alimentation et l'utilisation des terres. Annexe B : Annexe technique. Londres. https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-TechnicalAnnex.pdf ; Hendriks, S., de Groot Ruiz, A., Acosta, MH, Baumers, H., Galgani, P., Mason-D'Croz, D., Godde, C. et al. 2023. Le véritable coût de la nourriture : une évaluation préliminaire. Dans : J. von Braun, K. Afsana, LO Fresco & MHA Hassan, éd. Science et innovations pour la transformation des systèmes alimentaires, pp. 581-601. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-15703-5_32

Machine Translated by Google

» La méthodologie utilisée dans ce rapport constitue une amélioration par rapport aux deux autres études sur divers autres aspects. L'un des avantages les plus importants est le fait qu'il fournit une mesure monétaire commune qui peut être comparée au PIB PPA et, par conséquent, aux transactions de marché.
Un autre avantage clé est l'utilisation d'un taux d'actualisation qui suppose la poursuite du « statu quo » dans un avenir globalement équivalent à la deuxième voie socio-économique partagée (SSP2)17.
comme moyen de prendre en compte les coûts cachés affectant les générations futures. Il fournit également des estimations plus récentes, et au niveau national plutôt que mondial, tout en étant transparent sur l'incertitude des coûts cachés estimés. Il utilise une approche du dommage marginal pour évaluer les pertes de productivité et les dommages environnementaux, en ajustant les variations nationales des prix et des revenus.

En ce qui concerne les consommateurs, l'analyse entreprise pour ce rapport en tient compte à travers les pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires qui contribuent à l'obésité et aux CDN. Les coûts directs, tels que les coûts de traitement, sont exclus : soit ils constituent des échanges économiques visibles au sein de l'économie et ne sont donc pas considérés comme des coûts cachés, soit les estimations de l'inefficacité en termes de PIB associées à ces coûts directs ne sont pas disponibles. D'autres impacts, tels que les émissions de GES et d'azote, génèrent également des pertes de productivité dues respectivement au changement climatique et à l'exposition humaine à la pollution atmosphérique. L'analyse exclut cependant les pertes économiques des consommateurs dues aux aliments gaspillés, ainsi que les pertes économiques des producteurs dues à la surutilisation de l'azote.k

En bref, les trois études offrent des perspectives différentes sur les coûts cachés des systèmes agroalimentaires. Chacune a ses forces et ses faiblesses et aucune ne saisit toutes les nuances et incertitudes impliquées dans l'estimation des coûts cachés ; de plus, aucun d'entre eux ne représente tous les coûts cachés. Cependant, ils soutiennent tous l'hypothèse que l'ampleur des coûts cachés est considérable par rapport à la valeur des produits alimentaires négociés sur les marchés. Il s'agit d'une conclusion importante qui peut être utilisée pour sensibiliser aux dommages associés à nos systèmes agroalimentaires à l'échelle mondiale ; cependant, il ne parvient pas à fournir des orientations sur les mesures à prendre aux niveaux régional, national et infranational.

À cet égard, ce rapport constitue une amélioration, dans la mesure où il évalue les coûts cachés des systèmes agroalimentaires au niveau national en utilisant des coûts cachés marginaux cohérents en termes de mesures économiques utilisées, d'utilisation d'un taux d'actualisation social commun et de séparation. des coûts cachés liés aux coûts de réduction. Ensuite, ce chapitre décrit plus en détail la portée des résultats présentés ici et quelles sont les limites supposées des systèmes agroalimentaires. n

COÛTS CACHÉS DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES AU NIVEAU MONDIAL

Ce rapport estime la valeur attendue des coûts cachés mondiaux des systèmes agroalimentaires en 2020 – liés aux émissions de GES et d'azote, à l'utilisation de l'eau, au changement d'affectation des terres, aux habitudes alimentaires malsaines, à la sous-alimentation et à la pauvreté – à 12 700 milliards de dollars PPA pour 2020 . Cette valeur représente près de 10 % du PIB mondial PPA en 2020. Par jour, ces coûts sont équivalents à 35 milliards de dollars PPA de 2020. Comme le montrent également les analyses précédentesl, ces résultats soulignent les conséquences alarmantes sur l'environnement, la société et la santé que nos systèmes agroalimentaires imposent à la société et appellent à une transformation urgente vers la durabilité dans toutes les dimensions.

Une caractéristique intéressante de l'analyse TCA qui sous-tend les résultats présentés ici est qu'elle permet des intervalles de confiance qui reflètent l'incertitude des coûts cachés des systèmes agroalimentaires. Ces estimations utilisent des distributions de probabilité pour tenir compte de la grande incertitude dans les calculs de coûts ; cette incertitude ne résulte pas seulement d'un manque de données sur divers coûts cachés (tels que l'impact sur l'écosystème

k Ces pertes économiques ne constituent pas des coûts cachés, dans la mesure où les consommateurs et les producteurs ont déjà payé respectivement pour la nourriture et les engrais, et il est sans importance qu'ils prennent ensuite des décisions potentiellement sous-optimales. Ces pertes, une fois évitées, peuvent être considérées comme des avantages de la transition vers un système agroalimentaire alternatif. Par exemple, dans le cas des consommateurs, ils peuvent profiter de nouveaux biens et services achetés grâce aux revenus économisés en évitant le gaspillage alimentaire. Dans une analyse coûts-avantages, cela serait considéré comme un avantage de la transformation des systèmes agroalimentaires, au même titre que ses coûts.

l Voir, par exemple, les études référencées dans la section précédente.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 7 INCERTITUDE DANS LES ESTIMATIONS MONDIALES DES COÛTS CACHÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Faire la lumière sur l'incertitude et la reconnaître est une étape clé de la prise de décision, car elle permet d'identifier des stratégies appropriées qui fonctionnent bien dans un large éventail de conditions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui et potentiellement à l'avenir. L'évaluation des impacts cachés des systèmes agroalimentaires implique un grand degré d'incertitude, comme le montre clairement dans ce rapport la grande diversité des estimations : les coûts cachés varient entre 10 000 et 16 000 milliards de dollars PPA de 2020, ou potentiellement plus, avec 12 700 milliards de dollars PPA de 2020. le résultat attendu.

L'examen de chaque catégorie de coûts nous permet de dissiper l'incertitude et de comprendre pour quels impacts des systèmes agroalimentaires les contraintes de données sont les plus sévères. La figure illustre la contribution de chaque catégorie de coûts au total des coûts cachés quantifiés, ainsi que l'incertitude inhérente en tant que distribution de probabilité. La distribution de probabilité supérieure combine tous les coûts cachés quantifiés.

Les coûts associés aux émissions d'azote et aux habitudes alimentaires malsaines ont les valeurs attendues les plus élevées, suivis par les coûts des émissions de gaz à effet de serre (GES) et du changement d'affectation des terres. Cependant, l'azote coûte ont la plus grande incertitude, comme l'illustre la longue queue orange. Cela est dû au manque de connaissances concernant la valeur des services écosystémiques, à l'absence de données spatialement explicites sur les dommages causés à la productivité des écosystèmes par la charge d'azote et à l'incertitude croissante tout au long de la cascade d'azote.

Dans l'ensemble, le transfert des valeurs marginales des services écosystémiques à l'aide de statistiques au niveau national, malgré l'utilisation de la plus vaste sélection d'études disponibles, entraîne une grande incertitude dans l'extrapolation des valeurs aux services écosystémiques dans d'autres pays.22 En conséquence, la valeur attendue des valeurs cachées Les coûts des émissions d'azote sont plus élevés que les coûts attendus associés aux émissions de GES, même si, en réalité, les effets économiques sont probablement de la même ampleur, car les deux distributions de probabilité sont assez similaires, à l'exception de la longue queue de l'azote.

La gamme d'estimations est également robuste à l'incertitude inhérente aux coûts cachés provenant des interactions entre les coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires (pour une analyse de sensibilité, voir Lord [2023])1.

services), mais aussi de données incomplètes provenant de certains pays et régions. Par conséquent, les estimations peuvent être présentées sous forme de fourchettes plutôt que d'estimations ponctuelles pour refléter cette incertitude. En tenant compte de cette incertitude, on estime que les coûts cachés mondiaux ont 95 % de chances d'être de 10 800 milliards de dollars PPA de 2020 ou plus, et 5 % de chances d'être de 16 000 milliards de dollars PPA de 2020 ou plus (voir l'encadré 7 pour plus de détails) . .1

Pourtant, même la limite inférieure de 10 800 milliards de dollars PPA pour 2020 révèle l'urgence indéniable de la transformation des systèmes agroalimentaires pour minimiser le défi de taille auquel sont confrontés la planète et sa population. En d'autres termes, l'incertitude ne devrait pas servir de prétexte pour reporter l'action.

La figure 6 ventile les coûts cachés quantifiés associés aux systèmes agroalimentaires par catégorie de coûts (à gauche) et sous-catégorie (à droite). Sur le total de 12 700 milliards de dollars PPA de 2020 en coûts cachés quantifiés en 2020, plus de 9 000 milliards de dollars PPA 2020 (soit 73 %) étaient dus aux coûts liés à la santé.

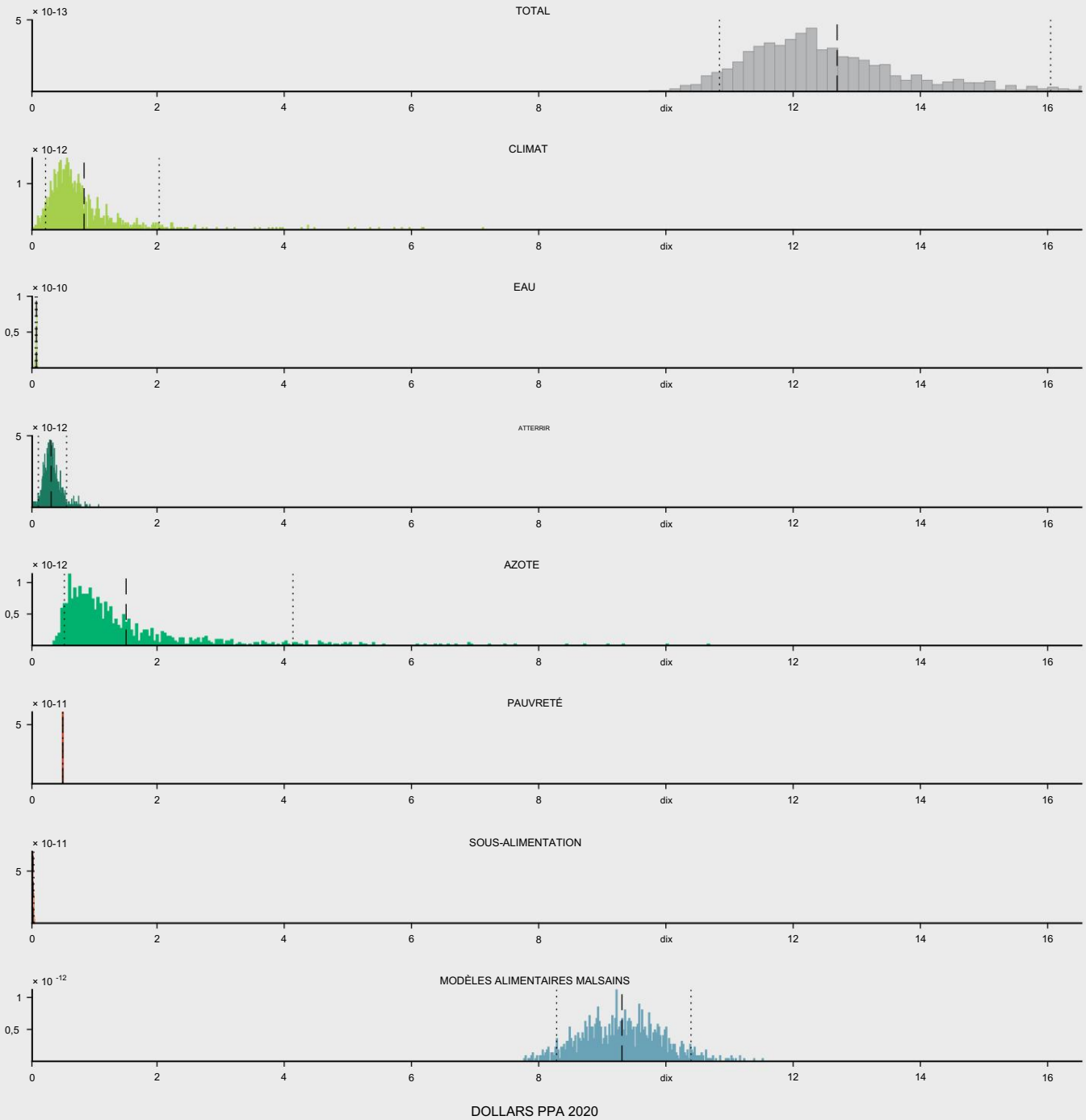
des pertes de productivité induites par les habitudes alimentaires. Les coûts environnementaux, qui sont probablement sous-estimés, ont une valeur attendue de près de 2 900 milliards de dollars PPA en 2020, ce qui correspond à environ 20 % du total des coûts cachés quantifiés causés par les systèmes agroalimentaires. Parmi celles-ci, plus de la moitié concernaient les émissions d'azote (principalement provenant du ruissellement vers les eaux de surface et des émissions d'ammoniac dans l'air), en partie à cause du degré élevé d'incertitude (voir encadré 7). Viennent ensuite les contributions des émissions de GES au changement climatique (30 pour cent), aux coûts du changement d'affectation des terres (14 pour cent) et à l'utilisation de l'eau (4 pour cent). Les coûts sociaux cachés associés à la pauvreté et à la sous-alimentation étaient plus faibles, ne représentant que 4 pour cent du total des coûts cachés quantifiés, principalement dus à une pauvreté modérée dans le secteur agroalimentaire.

La découverte selon laquelle les habitudes alimentaires malsaines conduisant à l'obésité et aux CDN sont le principal contributeur aux coûts cachés mondiaux peut en surprendre beaucoup, en particulier compte tenu de la situation actuelle.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 7 (suite)

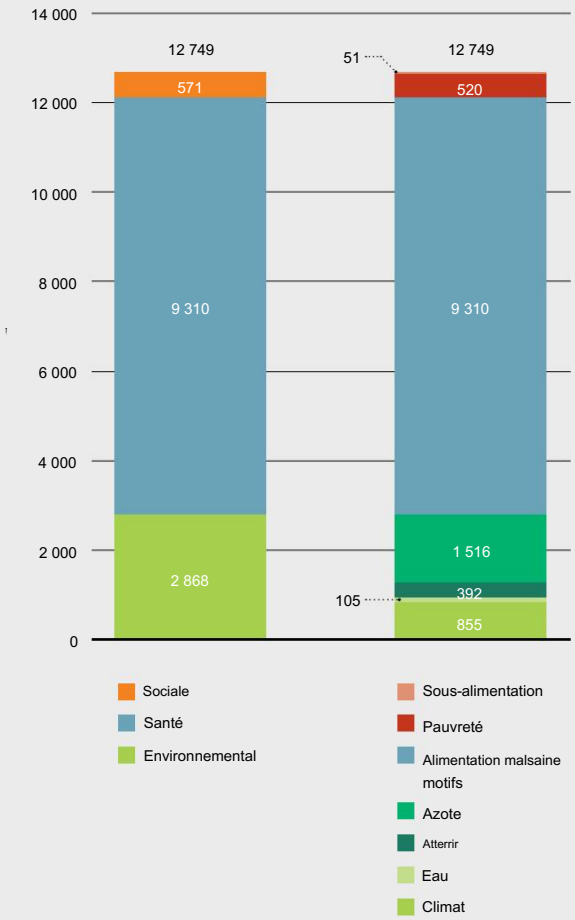
FIGURER LES COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS MONDIAUX DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, AVEC INCERTITUDE, PAR CATÉGORIE DE COÛT, 2020



REMARQUE : Les valeurs exclues sont représentées par la ligne pointillée noire.
SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

FIGURE 6 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR CATÉGORIE DE COÛT (À GAUCHE) ET SOUS-CATÉGORIE (À DROITE), 2020



REMARQUE : Toutes les valeurs sont des valeurs attendues.

SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

» accent historique sur l'impact des systèmes agroalimentaires sur l'environnement naturel. Cette constatation ne doit cependant pas détourner l'attention des conséquences environnementales de l'agriculture et de la production alimentaire. Il souligne plutôt l'importance de réorienter le soutien public actuel en faveur de l'alimentation, de l'agriculture et des environnements alimentaires actuels vers la production d'aliments nutritifs et diversifiés qui contribuent à une alimentation saine et, en parallèle, donner aux consommateurs les moyens de choisir ces régimes alimentaires en complétant les politiques des systèmes agroalimentaires.10

L'urgence de promouvoir ces régimes alimentaires est en outre justifiée par les impacts positifs qu'ils auront non seulement sur la santé des consommateurs, mais également sur l'environnement. Des données antérieures ont montré que l'adoption de habitudes alimentaires plus saines et plus durables réduit les coûts liés au changement climatique jusqu'à 76 pour cent.19 En outre, si les coûts sanitaires et environnementaux étaient inclus dans le coût des régimes alimentaires, des habitudes alimentaires plus saines et plus durables ont des coûts de gros inférieurs, en moyenne, à ceux des régimes alimentaires actuels. En d'autres termes, une comptabilité analytique plus complète augmente le coût des habitudes alimentaires actuelles (malsaines), mais rend également les habitudes alimentaires plus saines et plus durables relativement plus abord

LES COÛTS CACHÉS DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DIFFÉRER PAR GROUPE DE REVENU

L'agrégation des coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires au niveau mondial cache des variations significatives entre les niveaux de revenu des pays qui sont les principaux décideurs dans la réduction de ces coûts. En réalité, l'importance relative des coûts cachés dans différentes catégories – environnementales, sociales et sanitaires – variera en fonction d'un certain nombre de facteurs, tels que le niveau de revenu moyen, la géographie et le niveau d'urbanisation. Parmi ceux-ci, le niveau de revenu moyen d'un pays est particulièrement instructif, car il est corrélé à la manière dont les systèmes agroalimentaires sont organisés, au rôle de ces systèmes dans l'économie globale et au niveau d'urbanisation.

Comprendre ces variations est une première étape vers l'identification des domaines d'intervention qui doivent être prioritaires dans chaque pays.

La figure 7 ventile le total des coûts cachés quantifiés par catégorie principale et groupe de revenu du pays. Les coûts cachés diffèrent non seulement par leur ampleur, mais aussi par leur composition en fonction du niveau de revenu. La majorité des coûts cachés sont générés dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (5 000 milliards de dollars PPA en 2020, soit 39 % du total des coûts cachés quantifiés) et dans les pays à revenu élevé (4 600 milliards de dollars en 2020).

Machine Translated by Google

dollars PPP, soit 36 pour cent des coûts totaux). Les pays à revenu intermédiaire inférieur représentent 22 pour cent, tandis que les pays à faible revenu représentent 3 pour cent. Dans tous les groupes de pays, à l'exception des pays à faible revenu, les pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires qui conduisent aux MNT sont le principal contributeur aux dommages aux systèmes agroalimentaires, suivies par les coûts environnementaux. Dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, les coûts sociaux cachés liés à la pauvreté et à la sous-alimentation sont relativement plus importants, représentant en moyenne 12 pour cent de tous les coûts cachés quantifiés. Sans surprise, ces coûts sociaux cachés constituent le principal problème dans les pays à faible revenu (plus de 50 pour cent de tous les coûts cachés quantifiés).

Présenter les coûts cachés en termes monétaires totaux donne une idée générale de l'ampleur du problème ; cependant, ces groupes de pays varient considérablement en termes de taille économique et de développement. Il est donc utile d'ancrer les estimations monétaires sur l'ampleur des transactions qui ont lieu dans l'économie, exprimée en part du PIB PPA dans le graphique 8. Cela donne une idée du fardeau que ces coûts cachés font peser sur les économies nationales et fournit une indication quant à la priorité à accorder aux ressources internationales pour faire face à ces coûts. À l'échelle mondiale, les coûts cachés quantifiés équivalent, en moyenne, à près de 10 % du PIB de 2020 en termes de PPA. Toutefois, cette part est bien plus élevée dans les pays à faible revenu, avec une moyenne de 27 pour cent. Cela montre que l'amélioration des systèmes agroalimentaires dans les pays à faible revenu contribuera à réduire ces coûts cachés, en particulier ceux liés à la pauvreté et à la sous-alimentation, qui équivaut à eux seuls à 14 pour cent du PIB. Le ratio des coûts cachés par rapport au PIB est en moyenne de 11 % dans les pays à revenu intermédiaire (ou 12 % et 11 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur, respectivement). Toutefois, les coûts sociaux cachés ne revêtent une importance notable que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans les pays à revenu élevé, le ratio de tous les coûts cachés quantifiés n'est en moyenne que de 8 pour cent, dont la majorité provient de habitudes alimentaires malsaines.

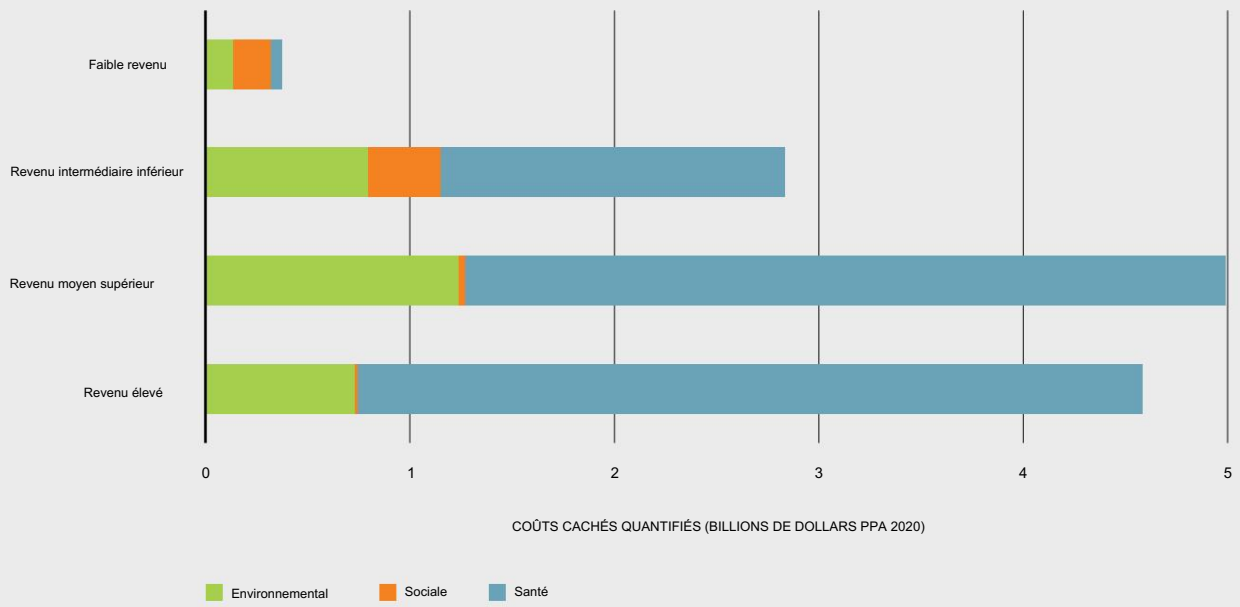
Les groupes de revenus des pays peuvent également différer considérablement en termes de taille de population. Il est donc utile de comparer les coûts cachés avec la taille de la population. Les coûts cachés par habitant sont indiqués à droite des barres dans la figure 8 peut ainsi être interprétée comme le montant des coûts cachés générés par un individu moyen. Des différences importantes apparaissent entre les catégories de revenus – notamment le fait que les coûts cachés augmentent à mesure que les pays se développent. Par conséquent, les populations des pays à revenu élevé génèrent les coûts indirects les plus élevés, avec une moyenne de 3 800 dollars PPA 2020 par personne, suivies par les pays à revenu intermédiaire supérieur, où chaque personne génère en moyenne 2 000 dollars PPA 2020 par personne. frais. Ce chiffre est sensiblement plus faible dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (environ 850 dollars PPA de 2020) et encore plus bas dans les pays à faible revenu (575 dollars PPA de 2020). La principale raison pour laquelle une personne moyenne dans un pays à revenu élevé génère presque le double des coûts d'une personne dans un pays à revenu intermédiaire supérieur est que les pertes de productivité dues à des habitudes alimentaires malsaines sont également le double, en raison d'une productivité du travail par habitant plus élevée. En d'autres termes, un nombre donné de journées de travail perdues dans les pays à revenu élevé peut créer des coûts cachés plus élevés que le même nombre de journées de travail dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. En revanche, les coûts environnementaux par habitant sont relativement similaires dans les deux catégories de revenus.

En conclusion, l'analyse présentée dans la figure 7 et la figure 8 suggère que la majorité des coûts cachés quantifiés sont générés dans les pays à revenu élevé et intermédiaire supérieur. Si ces coûts sont répartis uniformément au sein de la population, il devient clair qu'un individu moyen génère des coûts cachés plus élevés à mesure que son niveau de revenu augmente. Il convient toutefois d'être prudent, car cela peut s'expliquer en partie par une productivité du travail plus élevée à mesure que le niveau de revenu du pays augmente. Par conséquent, cette tendance ne suggère pas une charge relativement plus lourde pour les pays ayant des coûts cachés par habitant plus élevés. Cela est évident lorsqu'on examine la part des coûts cachés quantifiés dans le PIB, qui montre clairement que le fardeau le plus lourd qui pèse sur l'économie se trouve dans les pays à faible revenu.

Projeter les valeurs jusqu'en 2023 et examiner l'évolution des coûts cachés depuis 2016 peut également fournir des informations importantes, notamment sur le rôle joué par les habitudes alimentaires. L'encadré 8 détaille cette tendance et examine l'évolution des coûts cachés par catégorie et groupe de revenu du pays. D'après la boîte, ceux-ci sont estimés »

Machine Translated by Google

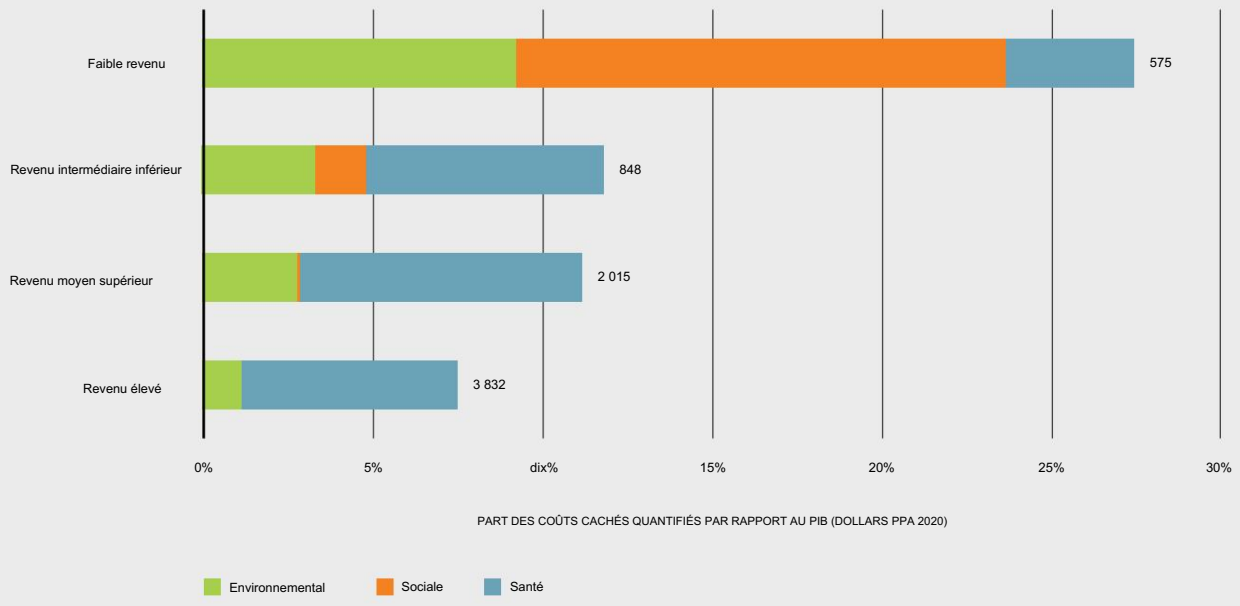
FIGURE 7 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR GROUPE DE REVENU



REMARQUE : Les coûts cachés en matière de santé sont uniquement pris en compte par les habitudes alimentaires malsaines.

SOURCE : Adapté de Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

FIGURE 8 PART DES COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR RAPPORT AU PIB PAR GROUPE DE REVENU (COÛTS CACHÉS PAR HABITANT SUR LE CÔTÉ DROIT)



REMARQUE : Les coûts cachés en matière de santé sont uniquement pris en compte par les habitudes alimentaires malsaines.

SOURCE : Adapté de Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 8 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES AU FIL DU TEMPS – UN APERÇU DES TENDANCES RÉCENTES

Les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires peuvent être projetés pour 2021-2023 en extrapolant les données de 2016-2020. La figure A illustre l'évolution des coûts cachés entre 2016 et 2023 au niveau mondial.

Dans l'ensemble, les coûts cachés quantifiés montrent une tendance à la hausse, passant d'environ 12 100 milliards de dollars PPA pour 2020 à plus de 13 000 milliards de dollars PPA pour 2020. en 2023 (Figure A, panneau de gauche). Cette tendance à la hausse est principalement due à l'augmentation des coûts cachés liés à la santé dus à des habitudes alimentaires malsaines, qui ont augmenté de 14 % entre 2016 et 2023 (Figure A, panneau de droite).

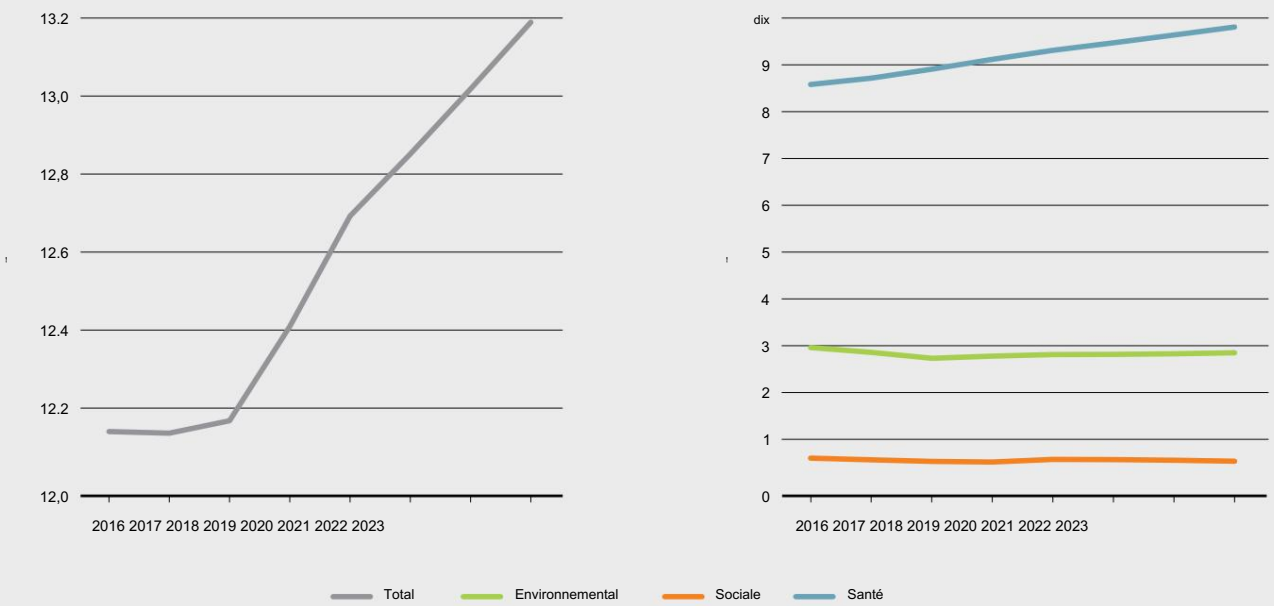
Les coûts cachés environnementaux restent plus stables, car l'augmentation des émissions d'azote et de GES est annulée par la tendance à la baisse des changements d'affectation des terres due à une diminution de la déforestation et à une augmentation de la pollution. abandon des terres agricoles. Les coûts sociaux cachés sont également restés stables, malgré une augmentation due à la pandémie de COVID-19 en 2020, alors que les coûts ont repris une tendance à la baisse à long terme après 2021.

La figure B montre cette répartition par groupe de revenu du pays. Les coûts cachés liés aux habitudes alimentaires sont la seule catégorie de coûts qui augmente pour tous les revenus. groupes. Il s'agit également de la catégorie la plus coûteuse, sauf dans les pays à faible revenu, représentant 62 % de tous les coûts cachés quantifiés dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et 75 % dans les pays à revenu intermédiaire élevé et supérieur en 2023.

Le total des coûts cachés quantifiés provenant de sources environnementales dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a dépassé celui des pays à revenu élevé en 2018, et cette différence devrait devenir encore plus prononcée en 2023, à mesure que les coûts dans ces derniers commenceront à diminuer. En revanche, les pays à revenu intermédiaire supérieur supportent près de deux fois les coûts environnementaux de la planète. pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu élevé, mais elle semble se stabiliser.

Les coûts sociaux cachés, entraînés par une pauvreté modérée et la sous-alimentation, ont connu une augmentation dans tous les groupes de revenus en 2020, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, mais ils ont probablement repris leur tendance à la baisse à partir de 2021. L'exception concerne les pays à faible revenu. , pour lesquels les coûts sociaux cachés restent le défi majeur et qui affichent une tendance assez statique en raison de la concentration de l'extrême pauvreté.

FIGURE A COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES MONDIAUX, 2016-2023 : TOTAL (À GAUCHE) ET PAR CATÉGORIE (À DROITE)



REMARQUES : Toutes les valeurs sont des valeurs attendues. Les coûts cachés en matière de santé sont uniquement reflétés par des habitudes alimentaires malsaines.

SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 8 (suite)

FIGURE B COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR GROUPE DE REVENU DE PAYS, 2016-2023 : TOTAL (EN HAUT À GAUCHE) ET PAR CATÉGORIE

REMARQUES : Toutes les valeurs sont des valeurs attendues. Les coûts cachés en matière de santé sont uniquement reflétés par des habitudes alimentaires malsaines.

SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

» ont augmenté de 9 pour cent et ont suivi une tendance à la hausse, les pertes de productivité dues à des habitudes alimentaires malsaines étant le principal responsable – on estime qu'elles ont augmenté de 14 pour cent au cours de la même période. n

PAYS DIFFERENT LECTEUR DE PROFILS DIFFÉRENTS COÛTS CACHÉS

Il peut y avoir des variations considérables au sein d'un groupe de revenus. L'examen de cette variation est nécessaire pour concevoir des interventions dans les systèmes agroalimentaires en faveur de la durabilité qui soient adaptées aux contextes spécifiques à chaque pays. Cela est vrai même pour les pays ayant des coûts cachés similaires par rapport au PIB, où les facteurs – environnementaux, sociaux ou sanitaires – des coûts cachés peuvent différer selon les pays. La figure 9 montre cette répartition des coûts cachés par sous-catégorie pour certains pays au sein de chaque catégorie de revenu, avec les barres et le total des coûts cachés quantifiés en part du PIB indiqués sur le côté droit. La variation entre les sous-catégories de coûts est particulièrement visible dans les pays à revenu intermédiaire, où, à mesure que le revenu moyen augmente, la dimension sociale des coûts cachés diminue, tandis que celle de la santé augmente, mais pas au niveau des pays à revenu élevé. Il convient toutefois de garder à l'esprit que l'importance relative des facteurs sociaux, environnementaux et alimentaires peut varier si les coûts cachés omis sont inclus – par exemple, le retard de croissance des enfants, l'exposition aux pesticides, la résistance aux antimicrobiens ou les maladies dues à des aliments dangereux – en raison du manque de bases de données mondiales signalant ces dimensions au niveau national.

Les pays à revenu intermédiaire inférieur affichent la plus grande variation dans la répartition des coûts cachés quantifiés. Par exemple, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie, les coûts sociaux cachés associés à la pauvreté et à la sous-alimentation dominent, tandis qu'au Pakistan, au Viet Nam et en particulier en Égypte, ce sont ceux liés à des habitudes alimentaires malsaines qui sont à l'origine de l'obésité et des CDN, comme on l'observe plus souvent dans les pays à revenu élevé. -les pays à revenus. Le Pakistan est également confronté à des défis majeurs liés à la pauvreté et à la sous-alimentation, tandis qu'au Viet Nam, les émissions d'azote sont plus préoccupantes.

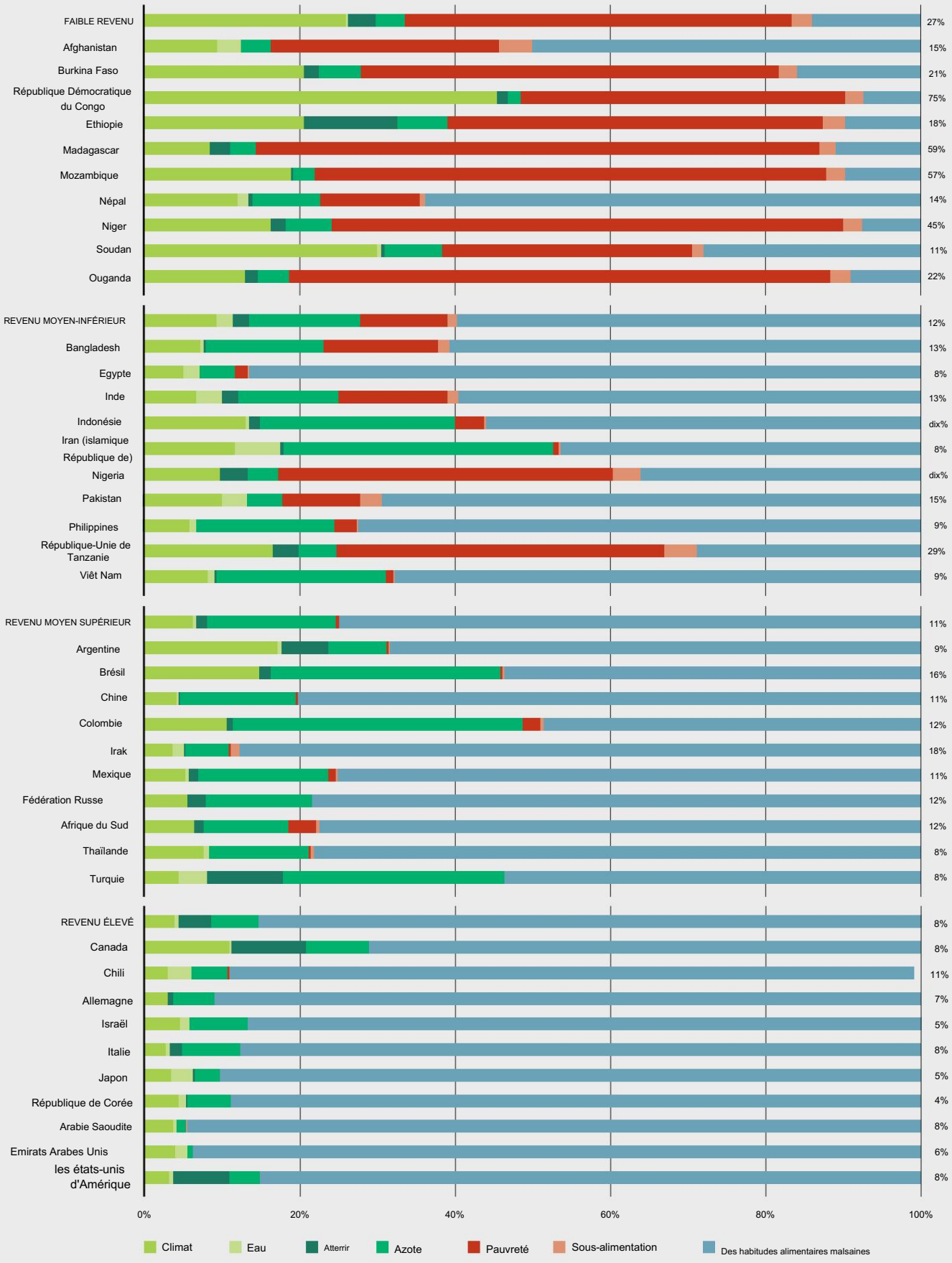
Les pays à revenu intermédiaire supérieur présentent des différences dans la répartition des coûts, malgré certaines similitudes apparentes. Par exemple, la Colombie et le Mexique affichent des coûts cachés quantifiés totaux similaires en pourcentage du PIB, mais il existe des variations dans les facteurs déterminants : alors que les facteurs liés à l'azote et à l'alimentation sont des problèmes importants en Colombie, suivis par le changement climatique, ceux associés les habitudes alimentaires sont plus dominantes au Mexique. Cela se voit dans d'autres pays à revenu intermédiaire supérieur. Le Brésil et l'Irak ont des coûts cachés totaux quantifiés relativement élevés en pourcentage du PIB, le Brésil ayant des coûts plus élevés associés à l'azote et au changement climatique – ce dernier étant dû aux émissions de GES liées à la déforestation – et l'Irak supportant des coûts cachés principalement liés à des habitudes alimentaires malsaines.

En revanche , les pays à revenu élevé ne présentent pas de grandes variations, dans la mesure où les coûts de santé entraînés par les pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires dominent dans tous les pays, suivis par différents problèmes environnementaux. Cela souligne la nécessité de promouvoir une alimentation plus saine et une gestion environnementale dans les pays à revenu élevé. Dans bon nombre de ces pays, les politiques et les investissements ciblent déjà les questions environnementales, mais l'accent est beaucoup moins mis sur les régimes alimentaires, car ceux-ci se résument souvent à des choix et préférences personnels, plus difficiles à réglementer ou à modifier.

Les pays à faible revenu présentent principalement des coûts sociaux cachés (voir Figure 7 et Figure 8) sous la forme de pauvreté et de pertes de productivité dues à la sous-alimentation. Cela est particulièrement vrai pour des pays comme Madagascar, le Niger et l'Ouganda. Cependant, d'autres coûts cachés peuvent apparaître dans ces pays, tels que les coûts liés au changement climatique en République démocratique du Congo (probablement dus à la déforestation) et les coûts liés à l'alimentation en Afghanistan et au Népal. En Éthiopie, de multiples préoccupations environnementales, telles que le changement climatique, les coûts des services écosystémiques liés aux terres et les émissions d'azote, contribuent collectivement aux coûts cachés. Dans les pays à faible revenu, la priorité pourrait être accordée aux politiques et aux investissements qui améliorent les moyens de subsistance, tout en reconnaissant qu'à mesure que ces pays se développent, les pertes de productivité dues aux changements de régime alimentaire sont susceptibles d'augmenter, comme on le voit dans les groupes de pays à revenus plus élevés. »

Machine Translated by Google

FIGURE 9 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR SOUS-CATÉGORIE POUR DES PAYS PAR NIVEAU DE REVENU (PART DES COÛTS CACHÉS DANS LE PIB [DOLLARS PPA 2020] SUR LE DU CÔTÉ DE LA MAIN DROITE)



REMARQUES : Les pays ont été sélectionnés en fonction de la taille de leur population et de leur couverture géographique. Voir l'annexe 2 pour les résultats de l'ensemble des pays.

SOURCE : Adapté de Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

» Il est également important de noter que, si les coûts cachés actuellement exclus étaient inclus dans l'analyse, la contribution relative de chaque dimension au total des coûts cachés changerait probablement selon le groupe de revenu. Par exemple, si les coûts cachés associés à la mortalité infantile et au faible poids à la naissance étaient inclus, la dimension sociale des coûts cachés deviendrait probablement plus grande, relativement parlant, en particulier dans les pays à faible revenu, où ces problèmes prédominent.23

Sans surprise, les pays où les coûts cachés nets sont les plus élevés sont les plus grands producteurs et consommateurs de produits alimentaires au monde, les États-Unis d'Amérique représentant 13 pour cent du total des coûts cachés quantifiés, l'Union européenne 14 pour cent, et le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et l'Inde. La Chine (les pays BRIC) représente 39 pour cent. À l'exception du Brésil, plus de 75 pour cent des coûts cachés sont associés aux habitudes alimentaires. Dans le cas du Brésil, près de la moitié sont associées à des sources environnementales, dont 31 pour cent proviennent des émissions de GES et 67 pour cent des émissions d'azote. Cependant, si l'on considère la part des coûts cachés quantifiés dans le PIB, les pays à faible revenu sont confrontés à des charges plus lourdes. En République démocratique du Congo, par exemple, ce ratio atteint le chiffre alarmant de 75 pour cent.

La figure 9 souligne l'importance d'adopter une approche ATC nuancée qui tienne compte des spécificités nationales lors de l'examen des coûts cachés des systèmes agroalimentaires, car ceux-ci peuvent varier considérablement dans leur composition entre et au sein des groupes de revenus. En exprimant l'ampleur des coûts cachés en termes monétaires, la TCA permet en outre de prioriser les interventions ciblées.

Cependant, comme le souligne le processus en deux phases présenté au chapitre 1, l'identification de ces priorités potentielles n'est que la toute première étape d'un processus qui mènera à l'action. L'identification des options nécessite en outre de comprendre les coûts de réduction, qui font référence aux coûts engagés pour éviter ou réduire les coûts cachés et qui sont exclus de l'analyse de ce rapport, tandis que les coûts cachés estiment les coûts de l'inaction (voir Glossaire).
Il est important de considérer ce dernier point, car une sous-catégorie spécifique peut entraîner des coûts importants pour une économie, mais la réduction de ces coûts peut être tout aussi coûteuse, voire plus coûteuse, ce qui rend difficile la réduction de leur impact négatif. Prenons le cas de l'Argentine et la Colombie. La figure 9 suggère que l'accent soit mis sur une alimentation saine dans les deux pays, suivi par les considérations liées au changement climatique en Argentine et aux émissions d'azote en Colombie. Cependant, réorienter les préférences et les choix des consommateurs vers une alimentation saine et durable peut s'avérer extrêmement difficile et potentiellement coûteux. Il est nécessaire de comprendre combien coûterait une telle intervention et dans quelle mesure elle réduirait les coûts cachés (c'est-à-dire les bénéfices de l'action).

Un autre élément important à considérer est le point d'entrée pour l'action. L'étendue des systèmes agroalimentaires présentée dans la figure 5 met en évidence les nombreux points de la chaîne de valeur alimentaire impliquant de multiples acteurs qui peuvent avoir un impact négatif sur la société. Par exemple, des GES et de l'azote peuvent être rejetés dans l'environnement lors de la production d'engrais au niveau de l'exploitation agricole, mais également en aval de la chaîne de valeur, jusqu'aux consommateurs via les déchets et les égouts. La prochaine étape dans le processus d'identification des actions ciblées consiste à déterminer les coûts cachés sur lesquels se concentrer et à les cartographier en fonction d'acteurs spécifiques des systèmes agroalimentaires.

INDICATEURS À INFORMER POINTS D'ENTRÉE DE LA POLITIQUE POUR RÉPONDRE AU COÛTS CACHÉS

Les coûts cachés décrits dans les sections précédentes peuvent être combinés avec d'autres mesures pertinentes – telles que le PIB, la valeur ajoutée agricole et l'utilisation des terres agricoles – pour développer des indicateurs qui aident à identifier les points d'entrée pour la priorisation des interventions et des investissements. Différents indicateurs peuvent être créés pour différents contextes, en fonction des problèmes rencontrés, de la taille de l'économie et de l'importance relative du secteur agroalimentaire. La première étape devrait consister à identifier où, dans un système agroalimentaire donné, les coûts cachés sont les plus importants et à cause de quelles activités. Suite à cette première étape, et en utilisant des estimations des coûts cachés et d'autres mesures nationales, ce rapport propose trois indicateurs pertinents pour les dimensions environnementales, sociales et sanitaires, ciblant des points d'entrée spécifiques : les producteurs primaires, les pauvres et les consommateurs.

Machine Translated by Google

En commençant par la dimension environnementale, les estimations suggèrent que ces coûts surviennent principalement dans la production primaire, les coûts de pré- et post-production représentant moins de 2 pour cent du total des coûts cachés quantifiés. En d'autres termes, le secteur primaire doit être considéré comme le principal point d'entrée pour opérer des changements dans les trajectoires environnementales. Il convient donc de proposer un indicateur prenant en compte l'intensité des coûts cachés directement liés à la production primaire, tous environnementaux, par unité de valeur ajoutée au PIB (en dollars PPA 2020). Cet indicateur, appelé

Le ratio d'impact des externalités agricoles (AEIR), exprime l'importance relative et donc la priorité du secteur de production primaire dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Il s'agit du rapport entre les coûts cachés d'un pays liés à la production agricole – c'est-à-dire les coûts liés aux émissions de GES et d'azote, à l'utilisation de l'eau et des terres et au changement d'affectation des terres – et la valeur ajoutée brute (VAB) nationale de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Conditions PPP. Cet indicateur exclut donc du numérateur tous les coûts cachés quantifiés en dehors de la production primaire – c'est-à-dire les intrants agricoles, la fabrication, la consommation au détail et les déchets (voir Figure 5). La foresterie étant en dehors du champ de l'analyse, elle n'est pas non plus incluse dans le numérateur, bien qu'elle soit incluse dans le dénominateur via la VAB. Par conséquent, l'AEIR devrait être une estimation prudente. À l'échelle mondiale, l'AEIR est estimé à une valeur de 0,31, ce qui signifie que chaque dollar de valeur ajoutée agricole génère 31 cents de coûts cachés. En d'autres termes, les coûts cachés de l'agriculture équivalent à près d'un tiers de la valeur ajoutée agricole en dollars PPA de 2020.

Passant à la dimension sociale, le deuxième indicateur proposé est appelé le ratio d'impact de la répartition sociale (SDIR). Cet indicateur se concentre sur les acteurs vulnérables et exprime la contribution des systèmes agroalimentaires à une pauvreté modérée, c'est-à-dire à l'échec global de la distribution des revenus et des calories nécessaires pour assurer une vie productive.

Mathématiquement, il est défini comme le rapport entre le manque à gagner total des travailleurs du secteur agroalimentaire en dessous du seuil de pauvreté modérée de 3,65 dollars PPA de 2017 par jour et le revenu total annuel des personnes modérément pauvres. Ceci exprime le

l'ampleur requise des futurs transferts potentiels de la part des gouvernements pour éviter ces pertes de productivité et compenser les déficits de revenus par rapport au revenu global des personnes modérément pauvres.
Les personnes modérément pauvres se trouvent principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur, pour lesquels les valeurs de l'indicateur sont respectivement de 0,57 et 0,27. Cela suggère que pour éviter les coûts d'un échec de distribution dans les systèmes agroalimentaires, les revenus des personnes moyennement pauvres travaillant dans les systèmes agroalimentaires doivent augmenter en moyenne de 57 pour cent dans les pays à faible revenu et de 27 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Le troisième et dernier indicateur porte sur la dimension santé et est nommé ratio d'impact des habitudes alimentaires (DPIR). Il concerne les consommateurs et rend compte de l'intensité des coûts cachés liés aux habitudes alimentaires conduisant à l'obésité et aux MNT et, par conséquent, aux pertes de productivité. Il est mesuré comme le rapport entre les pertes de productivité moyennes par personne dues à l'apport alimentaire en dollars PPA de 2020 et le PIB PPA par habitant.

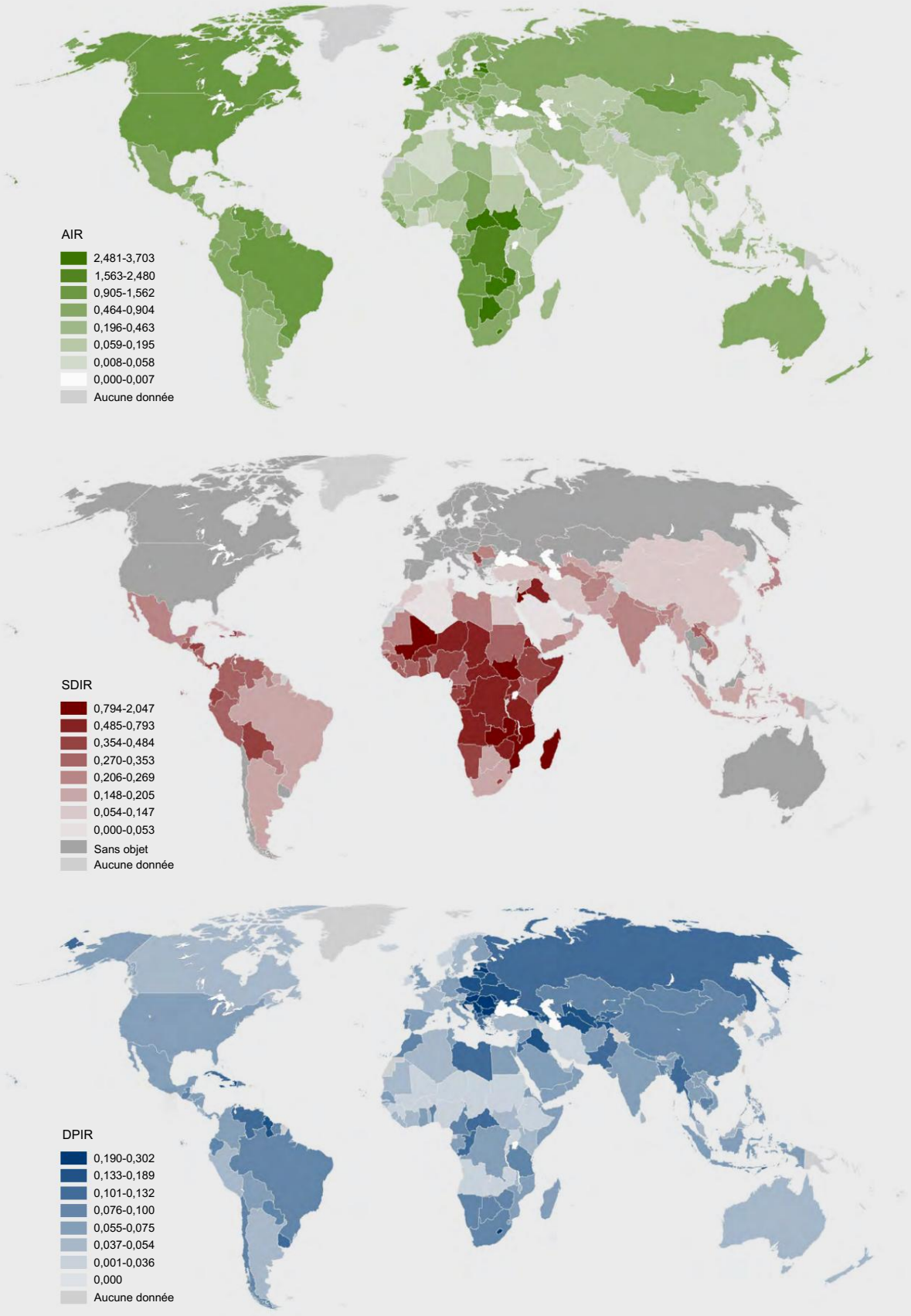
Comme auparavant, les coûts directs, tels que les coûts des soins de santé, sont exclus, car ils sont déjà intégrés dans l'économie. À l'échelle mondiale, la valeur de cet indicateur équivaut à 7 % du PIB PPA en 2020 ; les pays à faible revenu déclarent la valeur la plus faible (4 pour cent), tandis que les autres catégories de revenus déclarent 7 pour cent ou plus.

La figure 10 est une représentation spatiale globale des trois indicateurs : AEIR (en haut), SDIR (au milieu) et DPIR (en bas).

Le tableau 2 compare les trois indicateurs pour un groupe sélectionné de pays par catégorie de revenu, car il peut y avoir des variations significatives, et suggère un sentiment d'urgence allant de faible (vert) à très élevé (rouge). Cela donne une indication des domaines prioritaires dans lesquels une enquête plus approfondie est nécessaire pour examiner les options et comprendre les coûts de réduction. Par exemple, dans les pays à faible revenu comme le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, Madagascar, le Mozambique, le Niger et l'Ouganda, la priorité devrait être accordée aux échecs de distribution des systèmes agroalimentaires, même si la République démocratique du Congo montre également des coûts au niveau des exploitations agricoles liés aux émissions de GES dues à la déforestation.

Machine Translated by Google

FIGURE 19 RÉPARTITION SPATIALE DES INDICATEURS DE COÛTS CACHÉS DANS LE MONDE AGROALIMENTAIRE MONDIAL SYSTÈMES, 2020



NOTES : AEIR = ratio d'impact des externalités agricoles ; DPIR = ratio d'impact des habitudes alimentaires ; SDIR = taux d'impact de la répartition sociale. Les valeurs sont calculées en moyenne sur la période 2016-2020, et la moyenne est convertie en dollars PPA de 2020 par souci de cohérence avec le numérateur. Dans le cas de l'indicateur SDIR, la mention « sans objet » s'applique aux cas dans lesquels moins de 2 pour cent de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté modérée. Voir l'annexe 2 pour les résultats de l'ensemble des pays.
SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

TABLEAU A REPRÉSENTATION PAR FEUX DE SIGNALISATION DES TROIS INDICATEURS D'INTENSITÉ POUR SIGNALER LE POTENTIEL PRIORITÉS POUR UNE ÉVALUATION CIBLÉE

	Ratio d'impact des externalités agricoles (AIR)	Taux d'impact de la répartition sociale (SDIR)	Ratio d'impact des habitudes alimentaires (DPIR)
Faible revenu	0,36	0,57	0,04
Afghanistan	0,09	0,23	0,08
Burkina Faso	0,29	0,53	0,03
Démocratique République du Congo	2.04	0,64	0,06
Ethiopie	0,22	0,37	0,02
Madagascar	0,32	1,39	0,06
Mozambique	0,70	0,94	0,06
Népal	0,14	0,25	0,09
Niger	0,29	0,66	0,04
Soudan	0,19	0,32	0,03
Ouganda	0,17	0,64	0,02
Revenu moyen supérieur	0,35	0,15	0,09
Argentine	0,40	0,15	0,05
Brésil	1h30	0,17	0,08
Chine	0,21	0,07	0,09
Colombie	0,76	0,29	0,06
Irak	0,25	0,54	0,14
Mexique	0,54	0,21	0,07
russe Fédération	0,55	0,03	0,10
Afrique du Sud	0,56	0,18	0,09
Thaïlande	0,18	QUE	0,06
Turquie	0,45	QUE	0,04

	Ratio d'impact des externalités agricoles (AIR)	Taux d'impact de la répartition sociale (SDIR)	Ratio d'impact des habitudes alimentaires (DPIR)
Revenu intermédiaire inférieur	0,17	0,27	0,07
Bangladesh	0,15	0,25	0,09
Egypte	0,04	0,10	0,07
Inde	0,13	0,24	0,07
Indonésie	0,26	0,20	0,06
Iran (islamique République de)	0,27	0,14	0,04
Nigeria	0,06	0,43	0,03
Pakistan	0,11	0,20	0,11
Philippines	0,17	0,15	0,07
Uni République de Tanzanie	0,27	0,65	0,09
Viêt Nam	0,18	0,24	0,06
Revenu élevé	0,76	QUE	0,06
Canada	0,99	QUE	0,05
Chili	0,23	QUE	0,10
Allemagne	0,76	QUE	0,07
Israël	0,30	QUE	0,04
Italie	0,44	QUE	0,07
Japon	0,33	QUE	0,04
République de Corée	0,21	QUE	0,04
Arabie Saoudite	0,08	QUE	0,07
Arabes Unis Émirats	0,21	QUE	0,05
les états-unis d'Amérique	1.15	QUE	0,06

Priorité

Faible Moyen Haut Très haut

REMARQUES : Les pays ont été sélectionnés en fonction de leur population, de leur géographie et de la pertinence du secteur agroalimentaire, conformément à la figure 9. La priorité de l'action est mesurée comme suit : pour les indicateurs AEIR et SDIR, la priorité est faible lorsque les valeurs sont inférieures à 0,2, moyenne lorsque les valeurs sont inférieures à 0,2. entre 0,2 et 0,4, élevé lorsque les valeurs sont comprises entre 0,4 et 0,8, et très élevé lorsqu'elles dépassent 0,8. Pour l'indicateur DPIR, les valeurs sont plus petites, car elles sont relatives au PIB total. La priorité est faible lorsque les valeurs sont inférieures à 0,03, moyenne lorsque les valeurs sont comprises entre 0,03 et 0,06, élevée lorsque les valeurs sont comprises entre 0,06 et 0,09 et très élevée lorsqu'elles dépassent 0,09. Dans le cas de l'indicateur SDIR, NA signifie « sans objet » et s'applique aux cas dans lesquels moins de 2 pour cent de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté modérée. Voir l'annexe 2 pour les résultats de l'ensemble des pays.

SOURCE : Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

» Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure , comme le Nigeria et la République-Unie de Tanzanie, le manque à gagner de la population modérément pauvre constitue également une préoccupation majeure. En République-Unie de Tanzanie, l'accent devrait également être mis sur les pertes de productivité induites par l'alimentation, comme au Bangladesh et au Pakistan. La situation est tout à fait différente pour les pays à revenu intermédiaire supérieur, où la Chine, l'Irak, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud, par exemple, sont confrontés à des pertes de productivité alarmantes dues à des choix alimentaires, ainsi qu'à des défis environnementaux dus aux externalités de la production primaire.

En revanche, les pays à revenu élevé sont principalement confrontés à des externalités environnementales liées aux activités de production primaire et à des habitudes alimentaires malsaines, même s'il existe des variations substantielles. Le Canada et les États-Unis, par exemple, sont confrontés à de sérieux défis liés aux émissions d'azote et à la perte de services écosystémiques due au changement d'affectation des terres, tandis qu'au Chili, l'accent devrait probablement être mis sur la promotion d'une alimentation plus saine. Il est intéressant de noter que, malgré l'incidence élevée des CDN et de l'obésité due à des habitudes alimentaires malsaines dans les pays à revenu élevé comme les États-Unis, les valeurs de l'indicateur DPIR sont relativement faibles. En effet, certains pays à revenu intermédiaire, qui signalent des coûts cachés plus faibles associés aux habitudes alimentaires (voir Figure 9), indiquent des valeurs DPIR relativement plus élevées en raison de la valeur plus faible du PIB par habitant, le dénominateur de l'indicateur.

En résumé, ces indicateurs expriment l'intensité des coûts cachés dans les différentes dimensions et pour différents pays. Ils visent à fournir une compréhension plus nuancée des défis des systèmes agroalimentaires afin de guider les décideurs politiques dans la réalisation d'interventions et d'investissements efficaces pour atténuer leurs coûts cachés. Toutefois, en raison de la nature multisectorielle des coûts cachés, il est important de reconnaître que ceux-ci ne peuvent être réduits par la seule action sur les systèmes agroalimentaires. Cela nécessitera en outre de mobiliser et de coordonner des politiques qui vont au-delà des systèmes agroalimentaires (par exemple, les systèmes environnementaux, énergétiques, de santé et autres). n

CONCLUSIONS

La durabilité des systèmes agroalimentaires n'est pas simple à réaliser. Changer le cours des systèmes agroalimentaires nécessite d'abord une compréhension générale de l'état actuel des systèmes agroalimentaires aux niveaux mondial, régional et national. Bien qu'il ne fournisse qu'une image partielle, cet exercice de bilan constitue un point de départ crucial pour relever certains des défis les plus importants de nos systèmes.
Ce chapitre tente de faire avancer cette première phase, en présentant une quantification préliminaire au niveau national des coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires des systèmes agroalimentaires pour 154 pays. En raison du caractère préliminaire de ces résultats, une incertitude considérable persiste en ce qui concerne les estimations, de sorte que certaines catégories de coûts cachés – tels que l'exposition aux pesticides, la dégradation des terres, la RAM et la surexploitation des ressources biologiques – n'ont pas été incluses, en raison d'un manque de données mondiales. bases de données rapportant ces dimensions au niveau des pays. L'édition 2024 de La Situation de l'alimentation et de l'agriculture tentera d'améliorer cette quantification et cette analyse préliminaires initiales sur la base d'informations spécifiques au pays et des contributions des parties prenantes et des experts nationaux.

Pourtant, bien que certains coûts cachés ne soient pas inclus dans l'analyse, les estimations préliminaires des coûts cachés quantifiés au niveau mondial s'élèvent à 12 700 milliards de dollars PPA pour 2020, soit l'équivalent de près de 10 % du PIB mondial. Parmi ceux-ci, 73 pour cent étaient associés à des habitudes alimentaires malsaines qui entraînaient des pertes de productivité ; 20 pour cent avec des coûts environnementaux, principalement dus aux émissions d'azote et de GES ; et 4 pour cent avec des coûts sociaux cachés, dus à la sous-alimentation et à la pauvreté dans les systèmes agroalimentaires. Les coûts cachés quantifiés associés à une alimentation malsaine deviennent de plus en plus importants à mesure que le niveau de revenu augmente. En revanche, la lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation reste une priorité dans les pays à faible revenu.

Le constat selon lequel les habitudes alimentaires malsaines sont le principal contributeur aux coûts cachés mondiaux ne devrait cependant pas détourner l'attention des coûts cachés environnementaux et sociaux des systèmes agroalimentaires. Il souligne plutôt l'importance de réorienter le soutien public et les environnements alimentaires actuels vers la production et

Machine Translated by Google

consommation d'une alimentation saine, avec des impacts positifs sur l'environnement. Des preuves antérieures ont montré que l'adoption de habitudes alimentaires plus saines et plus durables peut réduire les coûts liés au changement climatique jusqu'à 76 pour cent.19
Pourtant, dans les pays à faible revenu, la priorité reste la réduction de la pauvreté et de la sous-alimentation.

Cependant, pour décider des politiques et des investissements les plus appropriés, des analyses coûts-avantages et des scénarios sont nécessaires en plus de connaissances supplémentaires sur les coûts de réduction des différentes stratégies (voir chapitre 3). Par exemple, les régimes alimentaires dépendent souvent de choix et de préférences personnels et peuvent être plus difficiles à réguler ou à modifier ; par conséquent, des stratégies rentables d'atténuation du changement climatique pourraient s'avérer plus attrayantes.

Ce chapitre présente en outre trois indicateurs d'intensité pour mesurer le poids relatif des coûts cachés quantifiés dans différentes dimensions et pays. Ces estimations et, en particulier, les indicateurs peuvent aider à identifier les points d'entrée pour prioriser une évaluation plus ciblée afin d'orienter les actions politiques et les investissements visant à réduire ou éliminer les coûts cachés.

Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que les coûts cachés quantifiés associés aux systèmes agroalimentaires sont substantiels pour tous les pays, même après prise en compte de l'incertitude. Ils révèlent l'ampleur de la transformation requise et identifient les risques économiques potentiels associés aux pratiques actuelles, mais ne prennent pas en compte le gain ou la perte net que les pays pourraient subir en passant à des systèmes agroalimentaires alternatifs. Ils ne mesurent pas non plus le coût de l'atténuation ou de la prévention des différents défis, et n'expriment pas non plus s'il est réalisable de le faire. Ils indiquent plutôt les contributions relatives de diverses activités ou polluants et mettent en évidence les domaines nécessitant une enquête plus approfondie dans le cadre d'une évaluation ciblée et d'une éventuelle intervention des entités publiques et privées.

Par conséquent, ces estimations peuvent également être utilisées pour éclairer les évaluations et les consultations en cours sur les systèmes agroalimentaires qui ne relèvent pas de la portée de l'ACT. De telles initiatives prennent en compte les interactions entre les secteurs et les capitales et peuvent contribuer à susciter un dialogue national et à déterminer les points d'entrée pertinents pour une action transformatrice. Cependant, ils ne révèlent pas les coûts et les avantages cachés qui entravent la performance des systèmes. Un exemple est le projet d'évaluation des systèmes alimentaires de la FAO, en partenariat avec l'Union européenne et le Centre de coopération internationale pour la recherche agricole pour le développement (CIRAD), qui a fait progresser des évaluations et des consultations à grande échelle sur les systèmes alimentaires dans plus de 50 pays comme première étape. en vue de les transformer.24 Les preuves et les connaissances proposées par la première phase de cette approche en deux phases – et rassemblées pour ce rapport – peuvent être un outil complémentaire utile pour des projets tels que l'évaluation des systèmes alimentaires, afin de mieux identifier les principaux défis auxquels sont confrontés les agroalimentaires et de définir les politiques et les investissements nécessaires.

La prochaine étape de cette approche en deux phases consiste à comparer les coûts liés à la transformation de nos systèmes actuels (appelés « coûts de réduction ») avec la réduction des coûts cachés résultant d'une telle transformation. C'est là le nœud du processus décisionnel : une transformation vers des systèmes agroalimentaires alternatifs ne sera réalisable (et souhaitable) que si le coût de ce changement est perçu comme inférieur à la valeur des coûts cachés réduits résultant de la transformation. Les processus décisionnels visant à éclairer les options de transformation pour faire face aux coûts cachés sont au centre du prochain chapitre qui mènera au quatrième et dernier chapitre, qui examine les leviers qui peuvent être activés pour effectuer le changement. n

Machine Translated by Google

SERBIE

Préparer des légumes pour un repas nutritif.

©Kristina Snowasp/ Pexels.com

Machine Translated by Google

CHAPITRE 3
ALLER VERS COÛT RÉEL CIBLÉ ÉVALUATIONS POUR LES INFORMÉS LES DÉCISIONS

MESSAGES CLÉ

– Les systèmes agroalimentaires sont complexes, ce qui rend difficile la mesure globale de leur impact. En conséquence, des évaluations ciblées axées sur les secteurs et les défis clés sont nécessaires.

– La comptabilité analytique réelle (TCA) est une approche appropriée pour mener des évaluations ciblées des systèmes agroalimentaires, par exemple des habitudes alimentaires, des investissements, des organisations et des produits. L'unité d'analyse choisie dépendra du ou des acteurs pour lesquels les résultats sont les plus pertinents.

– Toute intervention ou option de gestion des systèmes agroalimentaires peut impliquer des compromis et des synergies, notamment entre les impacts environnementaux et économiques.
Les évaluations ciblées des TCA peuvent aider à les identifier et à les gérer, aidant ainsi les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes à prendre des décisions plus responsables pour améliorer la durabilité.

– L'analyse des politiques clés est essentielle dans les évaluations ciblées de l'ACT pour aborder les compromis et maximiser les synergies. L'analyse de scénarios joue un rôle complémentaire en explorant les résultats possibles de différentes interventions futures et en décidant laquelle sera la plus efficace.

– La véritable comptabilité analytique aide non seulement les entreprises à mieux comprendre et gérer leurs impacts et leurs dépendances à l'égard des systèmes agroalimentaires, mais conduit également à des améliorations en termes de performances, de réputation et de résilience.

Comment pouvons-nous travailler à transformer les systèmes agroalimentaires si leurs impacts ne sont pas bien compris à un niveau plus granulaire ? Une première étape essentielle du processus consiste à utiliser une approche analytique et méthodologique qui prend en compte tous les acteurs et impacts. À cette fin, le chapitre 1 a proposé une approche d'évaluation en deux phases pour améliorer la compréhension des systèmes agroalimentaires actuels et futurs et guider les interventions des décideurs politiques et des parties prenantes vers la durabilité.

Le chapitre 2 a présenté un effort initial pour faire avancer la première phase du processus d'évaluation, estimant les coûts cachés des systèmes agroalimentaires nationaux pour 154 pays et suggérant quelques indicateurs pour une analyse plus approfondie. Nous espérons que ces résultats encourageront la discussion et le dialogue entre les différents secteurs et parties prenantes. Ils fournissent une ventilation utile des coûts cachés estimés des systèmes agroalimentaires afin d'identifier les défis les plus urgents, ce qui est essentiel pour comprendre les priorités globales. Toutefois, ces estimations sont incomplètes et comportent un degré élevé d'incertitude en raison des limites des données.

De plus, ils reposent sur un exercice comptable qui ne prend en compte qu'une partie des coûts cachés des systèmes agroalimentaires et ne dit rien sur les déterminants de ces coûts ni sur le coût de leur réduction. Cela nécessite une analyse plus granulaire pour saisir les spécificités locales, comprendre les facteurs de coûts cachés et le rôle des politiques actuelles dans leur génération, et estimer le coût des actions de transformation pour y remédier.

Une telle analyse granulaire est essentielle pour comparer l'efficacité et le coût des interventions potentielles pour répondre aux priorités identifiées.

Ce chapitre se concentre sur la deuxième phase du processus d'évaluation : mener des évaluations ciblées pour soutenir la prise de décision visant à améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires.
En particulier, il donne un aperçu des principes fondamentaux de la conduite de projets agroalimentaires ciblés.

Machine Translated by Google

évaluations des systèmes dans les pays utilisant la TCA. Grâce à un organigramme, il guide les décideurs politiques et autres parties prenantes intéressées sur la manière de mener de telles évaluations ciblées – depuis la collecte des données disponibles sur les impacts des systèmes agroalimentaires jusqu'à l'évaluation et l'application des mesures nécessaires pour atteindre les résultats souhaités. Reconnaissant la complexité des systèmes agroalimentaires et le fait que les politiques et autres interventions peuvent avoir des effets d'entraînement, le chapitre examine plus en détail l'importance de l'évaluation des politiques, par exemple au moyen d'une analyse de scénarios, pour comparer les options futures et gérer les compromis et les synergies.

Enfin, compte tenu de la pression croissante exercée sur les entreprises agroalimentaires pour qu'elles adoptent des pratiques plus durables et rendent compte de leurs performances dans tous les domaines (naturel, humain, social et produit), le chapitre examine le rôle des évaluations TCA dans le secteur privé (c'est-à-dire les entreprises et investissement) pour transformer les systèmes agroalimentaires. n

DÉFINIR TRANSFORMATEUR ACTIONS PAR ÉVALUATIONS CIBLÉES

En raison de la complexité des systèmes agroalimentaires, les évaluations ciblées devraient se concentrer sur les principales préoccupations liées à la durabilité des systèmes agroalimentaires et sur la manière dont les résultats systémiques peuvent être affectés à court et à long terme. À cette fin, l'organigramme illustré à la figure 11 présente comment lancer et étendre les évaluations de la phase deux. Le processus d'évaluations ciblées est organisé en quatre étapes, dont les trois premières sont abordées dans ce chapitre et la quatrième au chapitre 4.

La première étape définit les problèmes. Il est basé sur les résultats obtenus lors de la première phase, qui se concentre sur des évaluations plus larges visant à sensibiliser à l'état actuel et aux performances des systèmes agroalimentaires nationaux et à identifier les problèmes clés et les questions politiques. Les estimations nationales fournies au chapitre 2 sur les coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans leurs dimensions environnementale, sociale et sanitaire constituent un bon point de départ. Ces résultats peuvent servir de tremplin pour le dialogue avec aux décideurs politiques et aux autres parties prenantes sur l'ampleur des coûts cachés et la manière dont ils sont liés à leurs priorités.

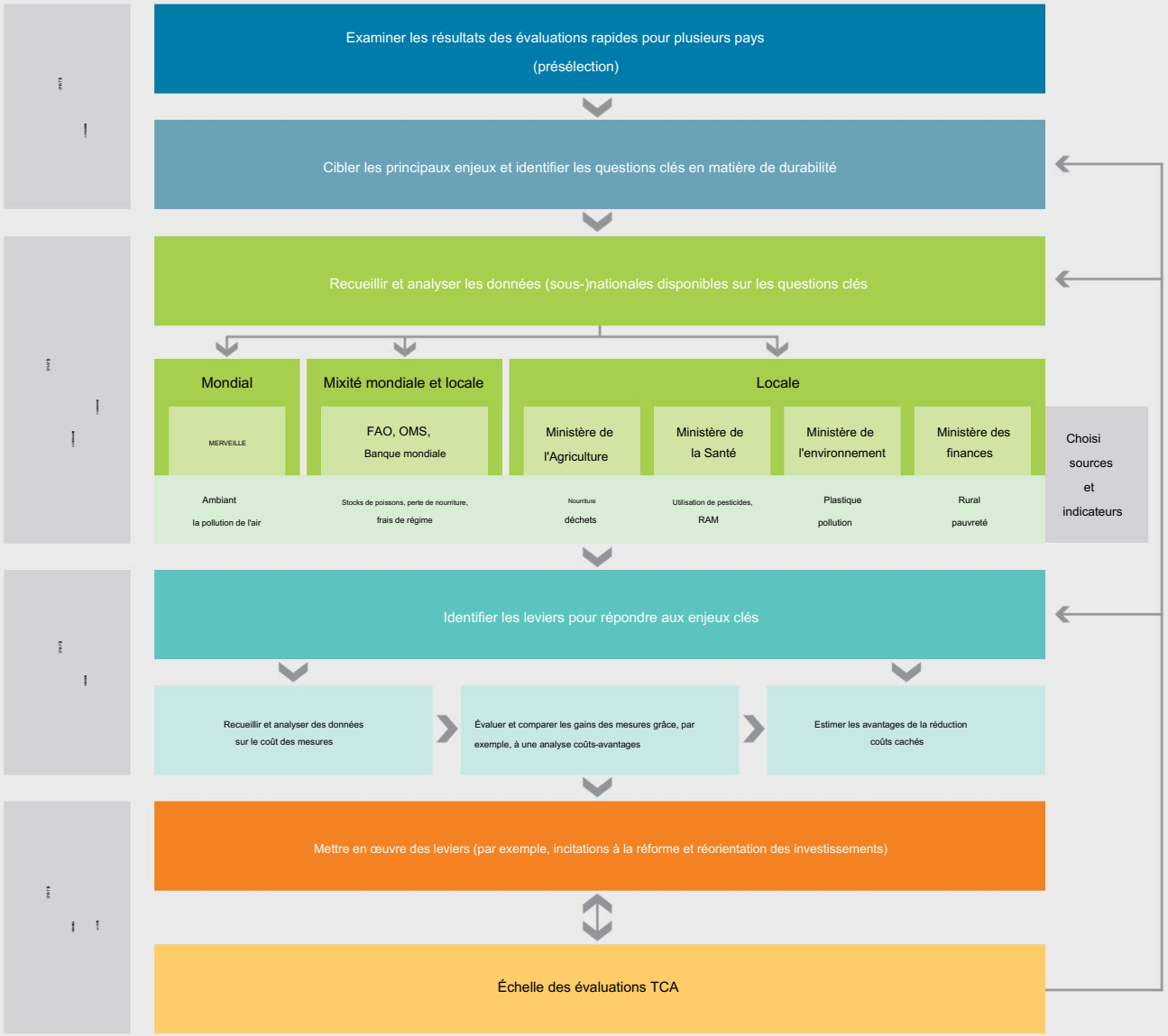
La deuxième étape vise à compléter les estimations nationales (phase un) avec des données plus précises et plus désagrégées, lorsque cela est possible, afin de réduire leur incertitude inhérente. Ces informations peuvent provenir d'institutions internationales, telles que l'Institut de mesure et d'évaluation de la santé (IHME), de la FAO, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Banque mondiale, ou d'entités locales telles que les ministères de l'agriculture, de l'environnement et de la santé.1 Les données ventilées, par exemple par sexe et par niveau de revenu, sont essentielles pour révéler les différences et les disparités qui ne sont pas entièrement reflétées dans les chiffres agrégés.2 En raison de la diversité des systèmes agroalimentaires et de leurs contextes au sein des pays, l'échelle nationale peut s'avérer imparfaite en tant qu'unité analytique pour des actions efficaces. Ainsi, en fonction des données et des ressources disponibles, les données au niveau national devraient être complétées par des analyses spatiales, qui permettront de saisir l'hétérogénéité des principaux impacts et moteurs des systèmes agroalimentaires au niveau infranational.

La troisième étape consiste à identifier les points d'entrée et les leviers potentiels pour résoudre les problèmes clés liés aux systèmes agroalimentaires, à évaluer l'efficacité des mesures et à faire un choix final quant aux mesures à utiliser. Pour que cela soit efficace, le processus doit être inclusif et permettre le dialogue et la collaboration entre toutes les parties prenantes des systèmes agroalimentaires, y compris les décideurs politiques, les entités du secteur privé et les autorités locales. Cela est essentiel pour parvenir à une compréhension commune des défis actuels et futurs des systèmes agroalimentaires. Une combinaison d'analyses coûts-avantages et coût-efficacité peut éclairer le dialogue en comparant les coûts et les avantages des diverses options politiques et d'investissement potentielles afin de parvenir à un consensus final.

La quatrième étape, qui fait l'objet du chapitre 4, implique deux processus parallèles, mais liés : (i) la mise en œuvre et la promotion de leviers pour réformer les politiques, les investissements et d'autres interventions pour répondre aux préoccupations identifiées dans les étapes précédentes ; et (ii) intensifier les évaluations ciblées de l'ACT pour permettre le suivi des réformes.

Machine Translated by Google

FIGURE 11 UN PROCESSUS EN QUATRE ÉTAPES POUR INITIER ET ÉTENDRE DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES CIBLÉS ÉVALUATIONS



REMARQUES : RAM = résistance aux antimicrobiens ; IHME = Institut de mesure et d'évaluation de la santé ; TCA = véritable comptabilité analytique ; OMS = Organisation Mondiale de la Santé.

SOURCE : Adapté de Markandya, A. 2023. Comptabilisation des coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans des contextes de données rares – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 23-12. Rome, FAO.

et l'expansion des évaluations TCA à de nouveaux domaines de préoccupation. Les flèches allant de la case du bas aux étapes précédentes de la figure 11 illustrent la nature cyclique des processus d'évaluation ciblés, selon laquelle la mise à l'échelle de l'ATC ne doit pas être considérée comme l'objectif final, mais comme le début d'un nouveau cycle de mesure et d'évaluation pour garantir une résultats positifs.

Lors du choix des leviers et des mesures les plus appropriés, il est important de révéler et d'évaluer leurs effets en cascade positifs ou négatifs potentiels, à la fois au sein d'une même dimension et dans d'autres. Par exemple, il existe des compromis considérables entre les questions environnementales, telles que les émissions de GES et la qualité de l'eau ou la conservation de la biodiversité. Des compr

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 9 LE COÛT DE L'IGNORATION DES COMPROMIS : LE CAS DE L'UTILISATION DES INSECTICIDES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

La fréquence et l'intensité croissantes des catastrophes – depuis les inondations et les sécheresses jusqu'aux invasions de ravageurs et aux incendies de forêt – mettent en péril des systèmes agroalimentaires entiers.3 En outre, les véritables coûts de ces catastrophes – y compris ceux de l'inaction ou de la (mauvaise) gestion – sont souvent cachés, les conséquences environnementales et sociales de grande envergure ne sont pas prises en compte. La véritable comptabilité analytique (TCA) permet aux parties prenantes de comparer et de sélectionner des interventions qui sont non seulement plus efficaces mais aussi plus durables.
Deux réponses distinctes à la recrudescence des criquets pèlerins de 2019 à 2021 dans la Corne de l'Afrique en sont un bon exemple, illustrant de fortes différences dans leurs impacts à la fois sur la production et sur l'environnement.

En Éthiopie et au Kenya, même si la campagne de lutte était bien intentionnée, les méthodes utilisées ont également eu des effets destructeurs sur l'environnement qui ont eu des conséquences néfastes. non reconnu.4 Plus précisément, si la pulvérisation à grande échelle d'insecticides chimiques (insecticides organophosphorés et pyréthrinoïdes à large spectre) destinés à tuer les criquets a effectivement supprimé la recrudescence, elle a également infligé des dommages collatéraux aux animaux non ciblés, notamment aux abeilles. Entre 2019 et 2021, la production de miel en Éthiopie a diminué de 78 pour cent. Compte tenu de l'impact sur les pollinisateurs sauvages, les oiseaux et autres animaux, le coût réel des opérations de contrôle pourrait se chiffrer en milliards de dollars.

Une réponse exemplaire en matière de lutte antiacridienne utilisant exclusivement des biopesticides, qui utilisent des bactéries, des champignons ou des virus naturels pour attaquer les insectes nuisibles, a eu lieu en Somalie lors de la crise acridienne5, prouvant que les effets persistants et L'utilisation généralisée d'insecticides organophosphorés ne peut plus être justifiée. Le gouvernement somalien et la FAO ont utilisé le champignon Metarhizium acridum et des régulateurs de croissance des insectes – un remède chimique plus inoffensif et ciblé avec un impact environnemental beaucoup plus léger que les pesticides traditionnels – pour lutter efficacement contre les criquets. La réponse aux biopesticides a préservé les pâturages, que les pesticides chimiques auraient rendus impropres au bétail pendant un certain temps, permettant ainsi aux éleveurs de maintenir leurs moyens de subsistance.

Ces résultats mettent en évidence la nécessité d'entreprendre une analyse TCA avant des catastrophes telles que des épidémies de ravageurs, qui non seulement entraînent des coûts financiers en termes de perte de rendement des cultures et de mesures de lutte antiparasitaire, mais causent également des dommages potentiels à la santé humaine et à l'environnement dus à l'utilisation de produits toxiques. pesticides.
L'analyse TCA devrait devenir une composante essentielle de la planification et de la préparation aux catastrophes et aux situations d'urgence et peut compléter, voire éclairer, les investissements dans la réduction des risques de catastrophe. L'analyse ex ante du TCA peut s'appuyer sur les données existantes sur les différentes manières de gérer une catastrophe. L'analyse comparerait les véritables coûts (et avantages) des méthodes de statu quo avec ceux des stratégies alternatives qui protègent la santé des communautés et des écosystèmes et empêchent une recrudescence.
Dans l'exemple d'une épidémie parasitaire attendue, cela signifie comparer les impacts de pesticides chimiques hautement toxiques avec la mise en œuvre de mesures préventives respectueuses de l'environnement et de la santé, comme l'utilisation de biopesticides.

SOURCES : Lazutkaite, E. 2023. Dévoiler les coûts cachés des catastrophes liées au climat en Afrique de l'Est. Dans : TMG. [Cité le 28 avril 2023]. https://tmg-thinktank.com/unveiling-the-hidden-costs-of-climate-rated-disasters-in-eastern-africa ; FAO. 2022. Comment la Somalie a utilisé des biopesticides pour vaincre les criquets pèlerins. Dans : FAO. [Cité le 26 mai 2023]. http://www.fao.org/fao-stories/article/en/c/1604415

exister entre les impacts environnementaux et économiques. Par exemple, subventionner les intrants chimiques peut augmenter la productivité, mais aussi causer des dommages à l'environnement.1 De tels compromis sont mis en évidence dans l'encadré 9, qui décrit les différentes réponses à la recrudescence des criquets pèlerins de 2019 à 2021 dans la Corne de l'Afrique et leurs différents impacts sur production et environnement. Aucune ATC n'a été entreprise pour faire ces choix, et les conséquences potentiellement négatives n'ont pas été reconnues. Bien que cela puisse être compris, étant donné les contraintes de temps d'une telle situation d'urgence, l'exemple souligne néanmoins la puissance de l'approche TCA dans la planification de situations d'urgence similaires, de sorte que – dans la mesure du possible – les compromis et les synergies soient identifiés à l'avance. orienter vers les interventions les plus efficaces et éviter de causer des préjudices injustifiés. n

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 10 PRINCIPES DIRECTEURS DU CADRE D'ÉVALUATION TEEBAgriFood

Le cadre d'évaluation TEEBAgriFood repose sur trois principes directeurs8 : l'universalité – le cadre est applicable pour évaluer les systèmes agroalimentaires dans n'importe quel contexte géographique, écologique ou social ; exhaustivité – couvrant toutes les composantes des systèmes agroalimentaires ; et l'inclusivité – favorable à de multiples méthodes d'analyse.

Le principe d'universalité garantit que les éléments pris en compte et évalués dans chaque évaluation sont définis et décrits de manière uniforme, méthodique et cohérente. Ceci est essentiel pour éviter le les limites des modèles d'évaluation cloisonnés, tels que ceux évaluant les systèmes agricoles uniquement sur la base de la productivité des terres ou de l'efficacité de l'utilisation de l'eau ou de l'énergie. Ces modèles négligent d'autres aspects de la durabilité ou de l'équité qui sont liés aux questions étudiées dans les évaluations cloisonnées, mais non déterminés par celles-ci.

Le principe d'exhaustivité garantit que tous les coûts et avantages cachés (pertinents), y compris les dépendances et les impacts en amont et en aval affectant différentes parties prenantes, font partie de l'évaluation.

Le principe d'inclusion reconnaît que plusieurs outils et outils d'évaluation marchands et non marchands Des méthodes, notamment quantitatives et qualitatives8, permettent d'évaluer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires. Même si de nombreux flux et stocks peuvent être mesurés en termes monétaires, cela n'est pas possible pour tous les aspects du bien-être humain. En effet, dans différents contextes, l'évaluation monétaire peut ne pas être possible ou éthiquement appropriée, et la mesure en termes qualitatifs, physiques ou non monétaires peut fournir des informations importantes.9

Ainsi, le cadre d'évaluation TEEBAgriFood permet une pluralité de perspectives de valeur et de techniques d'évaluation. Par conséquent, elle peut s'adapter aux évaluations au niveau national (telles que présentées au chapitre 2), mais élargir l'analyse avec des évaluations plus ciblées qui reconnaissent les contextes locaux au sein des pays.

REMARQUE : TEEB = L'économie des écosystèmes et de la biodiversité.

COMMENCER AVEC ÉVALUATIONS CIBLÉES

Définir la portée des évaluations ciblées

Contrairement aux estimations générales fournies au chapitre 2, les évaluations ciblées permettent d'évaluer les impacts de politiques spécifiques aux systèmes agroalimentaires ou d'opérations d'entreprises agroalimentaires. Ils peuvent également révéler les valeurs des services écosystémiques – souvent négligées par des évaluations plus larges en raison du manque de données (voir chapitre 2) – afin que celles-ci puissent être prises en compte dans les décisions, et fournir des recommandations sur la manière de passer à des pratiques plus équitables et plus équitables. systèmes agroalimentaires durables. Un tel exemple peut être trouvé en Indonésie, où une étude du TCA a convaincu le gouvernement d'inclure l'agroforesterie du cacao dans son plan quinquennal de développement 2020.6, 7

La même étude du TCA s'est appuyée sur le cadre d'évaluation TEEBAgriFood qui, comme indiqué au chapitre 1, bénéficie du plus large soutien en matière d'évaluations ciblées et a été appliqué à de nombreuses reprises dans les secteurs public et privé de divers pays.

L'encadré 10 examine les trois principes directeurs du cadre – universalité, exhaustivité et inclusivité – dans lesquels les évaluations ciblées de l'ATC devraient être ancrées.

Une partie importante de la mise en place d'une évaluation ciblée consiste à établir les limites de l'analyse afin de maintenir la portée de l'étude réalisable tout en lui permettant d'atteindre suffisamment son objectif. Cela commence par le choix de l'unité fonctionnelle d'analyse, c'est-à-dire ce qui est évalué et mesuré.10 Figure 12 illustre les différentes unités fonctionnelles – systèmes agroalimentaires, habitudes alimentaires, investissement, organisation et produit – et leur pertinence pour la transformation des systèmes agroalimentaires vers la durabilité.

Machine Translated by Google

FIGURE 12 CINQ UNITÉS FONCTIONNELLES COURANTEMENT UTILISÉES, LEUR PORTÉE ET PERTINENCE

SOURCE : Adapté de de Adelhart Toorop, R., van Veen, B., Verdonk, L. & Schmiedler, B. 2023. Applications de comptabilité analytique réelle pour les décideurs des systèmes agroalimentaires – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. FAO Agriculture Document de travail sur l'économie du développement, n° 23-11. Rome, FAO.

La portée de l'analyse est en outre définie par des limites géographiques et temporelles.
Les limites géographiques placent l'étude dans une zone géographique définie telle qu'un pays ou une sous-région. Citons par exemple une étude qui évalue différents modèles alimentaires aux États-Unis11. celui qui analyse la viande produite en Allemagne12, et une autre qui étudie la production de riz en Thaïlande.13 Les limites temporelles d'une étude TCA font référence à la période des résultats, y compris la base de référence des données utilisées et la les politiques évaluées, ainsi que le calendrier de l'analyse des scénarios.14 En substance, toute évaluation ciblée sera inévitablement un instantané partiel et incomplet de la réalité, limité par un ensemble donné de limites sur une période de temps donnée.

L'unité fonctionnelle choisie dépendra de l'orientation politique ou de la question de recherche. En général, les limites d'analyse qui intègrent le niveau supérieur des systèmes agroalimentaires et incluent divers acteurs sont les plus adaptées pour

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 11 ÉVALUATION TEEBAgriFood DE LA PRODUCTION DE RIZ DANS LE NORD-EST DE LA THAÏLANDE

Le cadre d'évaluation TEEBAgriFood a été utilisé pour identifier et mesurer les divers coûts et avantages de l'expansion de la production de riz biologique en Thaïlande. L'objectif était d'identifier les options permettant de promouvoir la durabilité à long terme de la production et de la gestion des paysages rizicoles. L'analyse a été conclue en juin 2022 et considérée comme cachée

les coûts dans les quatre capitaux : naturel (émissions de gaz à effet de serre [GES] et biodiversité), humain (effets de la pollution atmosphérique et des pesticides sur la santé, le bonheur et le bien-être), social (coopération, confiance et comportement prosocial ou volontaire) et produits (revenus et dépenses du riz conventionnel par rapport au riz biologique).

Prenant en compte les politiques et les objectifs du gouvernement, ainsi que les points de vue des parties prenantes locales – notamment les agents agricoles locaux, les agriculteurs et les banques – l'analyse a proposé quatre scénarios pour démontrer les synergies et les compromis potentiels des différentes pratiques rizicoles en Thaïlande sur la période 2019-2035. .
L'un était le scénario de référence du statu quo (BAU) (S1), tandis que les trois autres scénarios (S2, S3 et S4) supposaient l'adoption progressive de la production de riz biologique et d'autres pratiques durables.

Chaque scénario a été mesuré sur trois périodes : court (2025), moyen (2030) et long (2035).

En appliquant une analyse coûts-avantages aux résultats des quatre scénarios, l'étude a révélé que l'expansion de la superficie consacrée au riz biologique dans les domaines S2, S3 et S4 (par rapport à avec S1) a généré des bénéfices pour l'environnement (du fait de la diminution des émissions de GES) et pour la santé humaine (grâce à une exposition réduite aux pesticides et à la pollution atmosphérique). Les bénéfices nets pour la santé humaine allaient de 438 millions USD en S2 à 4 146 millions USD. en S4. Les avantages environnementaux nets étaient entre 2 millions USD en S2 et 16 millions USD en S4. Cependant, cette même expansion a entraîné une perte nette de revenus – de 29 millions de dollars au S2 à 389 millions de dollars en S4. En mettant cela en perspective, cette perte représente moins de 1 pour cent de la projection totale du scénario BAU d'un revenu net de 57 milliards de dollars.

Toutefois, on estime que les revenus perdus La baisse du rendement serait compensée si le prix du riz biologique était 3,5 pour cent plus élevé que celui du riz conventionnel. Compte tenu de ces conclusions, l'évaluation a recommandé que les subventions soient réorienté pour inciter les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles durables, notamment la culture du riz biologique. Cela était particulièrement pertinent pendant la période de transition, pendant laquelle les agriculteurs auraient besoin de plus de soutien, car les rendements du riz biologique pourraient chuter légèrement à court et moyen terme. En outre, pour stimuler la demande d'une production accrue de riz biologique, il pourrait être nécessaire de promouvoir les exportations, par exemple par des politiques et des normes de certification, telles que des politiques visant à promouvoir le regroupement des agriculteurs dans des zones distinctes certifiées biologiques pour partager les coûts.

REMARQUE : TEEB = L'économie des écosystèmes et de la biodiversité.
SOURCE : Université de Khon Kaen. 2022. Mesurer ce qui compte dans les systèmes rizicoles : TEEBAgriFood Assessment Thailand, focus sur la région du Nord-Est. Messages clés, août 2022. TEEB. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2022/09/5-TEEBAgriFood-IKI-Key-messages.pdf

l'élaboration des politiques, car elles sont plus holistiques et envisagent la possibilité d'orienter l'impact systémique.14
Le chapitre 2 s'est appuyé sur l'unité fonctionnelle la plus élevée (les systèmes agroalimentaires nationaux) pour estimer les coûts cachés de systèmes entiers pour 154 pays.
Malgré leur importance pour catalyser le changement, les analyses au niveau systémique restent agrégées et ne permettent pas beaucoup de détails.

L'activation des leviers de changement nécessite généralement une analyse à un niveau plus granulaire. Cela arrive souvent exige que le produit ou l'investissement soit les unités fonctionnelles nécessaires pour éclairer des décisions concrètes. Par exemple, l'encadré 11 évalue l'impact des changements dans la production de riz et le produit est donc choisi comme unité fonctionnelle. Cependant, l'évaluation aurait également pu être menée au niveau territorial pour compléter les résultats au niveau de l'exploitation agricole, afin de capturer l'ensemble des impacts, externalités et dépendances se produisant au-delà de l'exploitation agricole, comme l'impact sur la sécurité alimentaire.13

Machine Translated by Google

En outre, si l'objectif politique est de promouvoir une alimentation saine, il serait alors plus approprié de choisir les modèles alimentaires comme unité fonctionnelle. Le choix de l'organisation comme unité fonctionnelle peut également convenir dans certains cas. Bien qu'elle soit principalement utilisée pour le secteur privé, l'organisation en tant qu'unité fonctionnelle peut produire des informations précieuses si l'objectif politique est d'identifier les domaines dans lesquels les entreprises ont besoin de soutien, soit pour mener elles-mêmes l'ACT, soit pour réduire leurs impacts négatifs.14

Analyses de politiques et de scénarios : leurs rôles fondamentaux et complémentaires dans les évaluations ciblées de l'ACT

L'analyse de scénarios est une caractéristique essentielle de tout exercice d'ACT, quelles que soient les limites de l'analyse. Dans ce rapport, les scénarios sont définis comme des représentations d'avenirs possibles pour une ou plusieurs composantes du système étudié, basées sur des options alternatives de politique ou de gestion. Que le domaine d'application de l'ACT concerne les systèmes agroalimentaires nationaux, les habitudes alimentaires locales, un investissement public ou une chaîne de valeur, l'analyse de ces scénarios implique la comparaison des voies futures potentielles et évalue l'impact et l'efficacité des différentes politiques et options de gestion.15 L'analyse de scénarios vise à répondre aux questions suivantes : Que se passera-t-il si aucune mesure n'est prise ? Le problème va-t-il s'aggraver et à quelle vitesse ? Quel sera le coût de l'inaction ? En répondant à ces questions, l'analyse de scénarios identifie les problèmes émergents liés à l'inaction et explore des options d'action alternatives qui peuvent potentiellement conduire à de meilleurs résultats, ainsi qu'à des synergies et des compromis. Ces compromis peuvent ensuite être soigneusement pesés pour formuler des stratégies plus solides et évaluer l'efficacité des différentes actions potentielles.

L'analyse politique s'appuie sur et complète l'analyse de scénarios – pour évaluer et comparer les différentes options politiques proposées, ainsi que leur potentiel relatif pour atteindre des objectifs politiques spécifiques. En d'autres termes, l'analyse politique utilise des scénarios pour identifier, à partir des politiques présélectionnées, les options les plus susceptibles d'être économiquement viables et efficaces pour atteindre le résultat politique souhaité, compte tenu des ressources estimées nécessaires à la mise en œuvre par rapport aux ressources disponibles. Dans un contexte d'élaboration de politiques, l'analyse de scénarios est appliquée en relation avec le processus décisionnel décrit dans la figure 13.15

L'identification des problèmes (scénario d'inaction), la formulation et l'évaluation des politiques (scénarios d'action pour l'analyse des politiques) sont des étapes du processus de prise de décision qui ont lieu avant la mise en œuvre, qui est suivie par le suivi et l'évaluation.

Pour utiliser des scénarios dans l'élaboration des politiques, la première étape est l'identification du problème. Ici, les scénarios exploratoires peuvent examiner une gamme d'avenirs plausibles en fonction des tendances potentielles de facteurs tels que les facteurs climatiques, socio-économiques, biophysiques et technologiques. Ces scénarios permettent aux décideurs politiques de connaître la situation de référence (c'est-à-dire la situation actuelle) et les principaux facteurs de changement dans un scénario d'inaction (le scénario du statu quo [BAU]). Ces scénarios s'appuient sur une approche multipartite qui implique les différents acteurs en question et intègre ainsi différentes perspectives et expertises, favorisant une compréhension plus globale des systèmes agroalimentaires. L'objectif de cette étape est de cartographier les relations entre les systèmes agroalimentaires et les quatre capitaux, représentés par les flux les plus importants dans le contenu spécifique, comme les impacts des systèmes agroalimentaires sur les émissions de GES, la santé humaine et la répartition des revenus.8

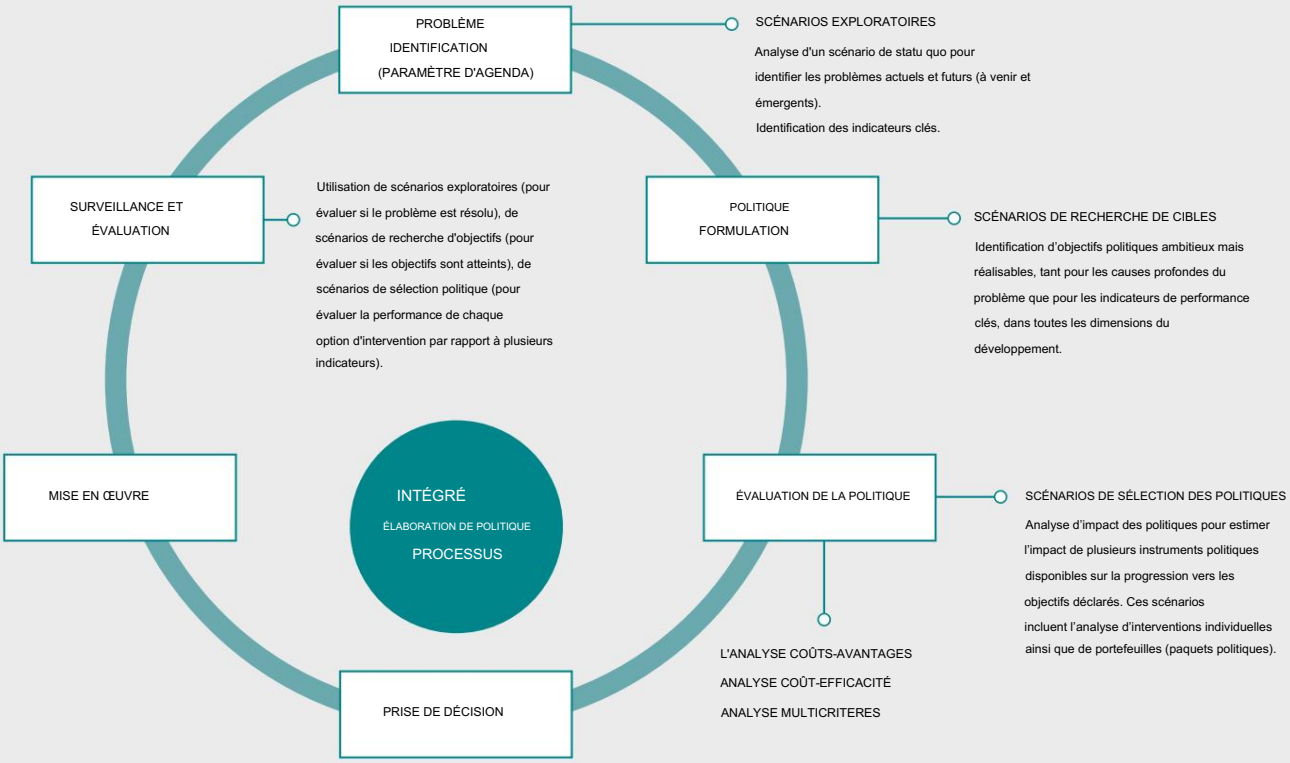
L'encadré 12 décrit une analyse de scénarios utilisée pour comparer la consommation alimentaire actuelle et future – selon le scénario BAU – et des scénarios de consommation alternatifs conçus comme étant plus sains et plus durables.

Ces scénarios exploratoires peuvent aider à recadrer le problème afin d'établir un programme politique plus efficace. Ils comportent généralement des éléments à la fois qualitatifs et quantitatifs et sont souvent associés à des approches participatives impliquant les parties prenantes locales et régionales. Par exemple, les projections de croissance démographique peuvent être utilisées pour estimer les changements attendus de la couverture terrestre lors de l'étude des tendances en matière d'expansion agricole ou d'urbanisation.

La prochaine étape du processus décisionnel est la formulation des politiques, qui est essentielle pour qu'une évaluation ciblée ait un impact. Sur la base des apports du scénario BAU lors de la phase d'identification du problème, des objectifs peuvent être fixés pour conduire le changement vers des résultats plus souhaitables, là encore. »

Machine Translated by Google

FIGURE 13 LE RÔLE DES SCÉNARIOS DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES



SOURCE : Élaboration propre des auteurs basée sur Bassi, A. 2023. Un guide pour appliquer TEEBAgriFood à l'évaluation des politiques. Genève, Suisse, Unité d'économie de la nature, PNUE.

ENCADRÉ 12 ANALYSE DE SCÉNARIOS POUR DÉCOUVRIR LES COÛTS CACHÉS POUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT DIFFÉRENTS RÉGIMES

Une analyse de Springmann (2020)16 comme document de référence pour la FAO et al. (2020)17 ont estimé les coûts cachés des habitudes alimentaires liés à la santé et au climat d'ici 2030. Ils ont comparé le maintien des habitudes alimentaires actuelles (voir Figure 12) avec quatre scénarios de consommation alternatifs qui avaient été conçus comme plus sains et plus durables (flexitarisme). , pescatarien, végétarien et végétalien). L'objectif était de mesurer dans quelle mesure ces coûts pouvaient être réduits et, ainsi, d'éclairer la politique alimentaire afin d'encourager les changements alimentaires vers des régimes alimentaires sains et plus durables sur le plan environnemental.

Les résultats ont montré que si les modes de consommation alimentaire actuels se poursuivaient, les problèmes de santé liés à l'alimentation les coûts liés aux maladies non transmissibles et à leur mortalité dépasseraient probablement 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2030. En revanche, le passage à une alimentation saine entraînerait une réduction estimée jusqu'à 97 pour cent des coûts de santé directs et indirects, générant d'importantes économies qui pourraient être investis pour réduire le coût des aliments nutritifs. Quant aux coûts liés au climat, les émissions de gaz à effet de serre associées aux habitudes alimentaires actuelles devraient dépasser 1 700 milliards de dollars par an d'ici 2030. Toutefois, l'adoption de régimes alimentaires alternatifs réduirait ce coût d'environ 41 à 74 pour cent en 2030, selon les estimations. sur le scénario.

Machine Translated by Google

» sur la base d'objectifs nationaux. Recherche de cible des scénarios peuvent ensuite être utilisés pour examiner et formuler des objectifs politiques, en fonction de leur viabilité et de leur efficacité.

Ces politiques identifiées sont ensuite présélectionnées au cours de la phase d'évaluation des politiques, à l'aide de scénarios de sélection des politiques qui évaluent comment un instrument politique (ou un ensemble d'instruments, tels que des incitations, des mandats, des investissements directs ou une sensibilisation) peut modifier l'avenir.18 permet de mieux comprendre et prévoir les résultats de la mise en œuvre d'une politique spécifique, en explorant les liens et les interdépendances au sein et entre les systèmes ciblés par la politique. Les critères qui pourraient être pris en compte pour la sélection d'instruments de politique spécifiques comprennent : (i) la mesure dans laquelle l'atteinte de l'objectif déclaré est économiquement viable et si de nouvelles données d'évaluation pourraient soutenir l'adoption d'une nouvelle politique ; (ii) l'économie politique – qui est favorable au changement, qui y est opposé et quelle est l'influence de chaque groupe ; et (iii) qui pourrait gagner et qui pourrait perdre du changement, et si la nouvelle politique offrirait des options de moyens de subsistance aux communautés ou aux secteurs de la société qui ont peu d'alternatives. Les considérations peuvent être éclairées par l'utilisation de méthodes qualitatives et quantitatives, y compris des modèles de simulation, ainsi que par des ateliers de consultation des parties prenantes et des experts.

L'encadré 13 donne un exemple indonésien de la manière dont les scénarios de sélection des politiques peuvent être utilisés dans un contexte politique réel (voir l'encadré 11 pour un autre exemple en Thaïlande).

Enfin, les scénarios d'examen des politiques doivent être classés afin qu'ils puissent éclairer les décisions. Le classement peut être éclairé par une analyse coûts-avantages ou une analyse coût-efficacité, couplée à une analyse multicritère. Alors qu'une analyse coûts-avantages compare les avantages et les coûts de différentes interventions et détermine leur viabilité économique et financière, une approche coût-efficacité compare les coûts pour atteindre un objectif donné lors de l'utilisation de différentes options d'intervention, comme le coût par tonne d'émissions évitées. grâce à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et à la réduction de la déforestation. Ces manières de classer les résultats sont particulièrement pertinentes lorsqu'on examine différentes options pour réduire les coûts cachés du secteur agroalimentaire. systèmes, car le coût de la transformation (c'est-à-dire le coût de la réduction), bien qu'il soit nécessaire à une prise de décision efficace, n'est pas toujours visible.

Dans certains cas, certains coûts cachés ne peuvent pas être évalués en termes monétaires, mais sont importants pour une décision politique – en d'autres termes, significatifs dans un contexte décisionnel donné (voir le glossaire pour une définition de « matérialité »). Pour ceux-ci, une analyse coût-efficacité et une analyse multicritère (qui couple des indicateurs qualitatifs et quantitatifs) peuvent être utilisées pour déterminer dans quelle mesure une option d'intervention génère une valeur sociétale et mérite d'être mise en œuvre. En fin de compte, les analyses TCA devraient prendre en compte tous les indicateurs importants, y compris les impacts monétisables et non monétisables. L'objectif est de prendre en compte tous les coûts et avantages de tout investissement ou changement de politique proposé dans un avenir prévisible, afin de pouvoir évaluer dans quelle mesure les avantages dépassent les coûts.

Sur la base des résultats de l'analyse des scénarios, des décisions politiques sont prises et mises en œuvre, comme l'illustre la figure 13. Cela devrait être suivi d'un suivi et d'une évaluation pour évaluer les efforts passés pour atteindre les objectifs politiques à toutes les étapes du cycle politique et du contexte décisionnel. .
Ces évaluations s'appuient également sur des scénarios exploratoires, de recherche d'objectifs et de sélection de politiques pour évaluer : (i) si le problème identifié a été résolu ; (ii) si les objectifs fixés ont été atteints ; et (iii) les performances de chaque intervention par rapport à des indicateurs spécifiques. n

ÉVALUATIONS CIBLÉES POUR LE DURABLE ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES ET INVESTISSEMENTS

Jusqu'à présent, ce chapitre a fourni des conseils sur la manière de lancer une évaluation ciblée de l'ACT et a discuté de sa pertinence dans la définition de politiques qui transforment les systèmes agroalimentaires vers la durabilité. En effet, les interventions politiques peuvent corriger en partie les défaillances existantes du marché, mais il est peu probable que les politiques à elles seules résolvent tous les problèmes. Les systèmes agroalimentaires sont largement façonnés par les efforts

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 13 UTILISER L'ANALYSE DE SCÉNARIOS DANS UN CONTEXTE POLITIQUE RÉEL : UN EXEMPLE PROVENANT DE L'INDONÉSIE

Dans l'analyse de scénarios pour la transformation des systèmes agroalimentaires, une question politique clé est la suivante : comment améliorer la durabilité sectorielle ? Telle était la question en Indonésie, où le cacao est une culture importante, contribuant aux revenus d'exportation et à la création d'emplois, mais où les pratiques actuelles de monoculture menacent sa durabilité.19, 20 Utilisation de l'analyse de scénarios dans une étude TEEBAgriFood de la régence de Luwu Nord, Sulawesi Sud. axé sur les impacts et les dépendances de la production de cacao, y compris les activités de transformation, de distribution et de consommation et leurs relations avec les écosystèmes.7 Il a comparé les impacts sociaux et environnementaux de la production de cacao en monoculture et des systèmes de production agroforestière de cacao pour développer des politiques agricoles et d'utilisation des terres qui renforcer sa résilience et sa viabilité économique.

Plus précisément, l'étude a déterminé la valeur économique totale (VET) de la production de cacao dans le cadre de pratiques de monoculture et d'agroforesterie. Il a en outre évalué les conséquences de scénarios d'expansion de l'agroforesterie cacaoyère. Pour atteindre cet objectif, un ensemble de modèles de simulation dynamiques a été appliqué pour évaluer la TEV de zones particulières entre 2021 et 2050.

L'évaluation compare les coûts et avantages potentiels d'un scénario de statu quo (monoculture) avec un scénario d'agroforesterie simple et un scénario d'agroforesterie complexe (CAF). Pour la mise en œuvre du CAF Dans ce scénario, deux interventions politiques sont envisagées et testées dans des scénarios d'évaluation des politiques : (i) fournir des plants pour le système agroforestier ainsi que des services de vulgarisation ciblés et une formation sur les bonnes pratiques agricoles ; et (ii) promouvoir la certification et l'éco-étiquetage. Ces scénarios de production de cacao ont été générés à l'aide d'une suite complète de modèles environnementaux, biophysiques, statistiques et socio-économiques.

Les résultats de cet exercice montrent que le cacao L'agroforesterie offre une valeur économique totale plus élevée que la monoculture et la culture intercalaire du cacao.
Les avantages proviennent de diverses sources, notamment des taux plus faibles d'érosion et de lessivage des éléments nutritifs, et des taux plus élevés de stockage du carbone dans les systèmes agroforestiers hypothétiques, conduisant à des avantages à la fois sociaux et privés (moins d'émissions de gaz à effet de serre et une productivité des cultures plus élevée). En outre, les agriculteurs amélioreraient leurs revenus privés en mesurant tous les produits agroforestiers possibles et pourraient renforcer leur résilience grâce à la diversification des revenus.

Malgré ces avantages, l'adoption de l'agroforesterie du cacao reste encore très limitée. Si l'étude identifie le besoin de renforcement des capacités en matière de bonnes pratiques agricoles comme une priorité majeure, elle souligne également la nécessité de créer des incitations pour produire des systèmes agroforestiers de première qualité.

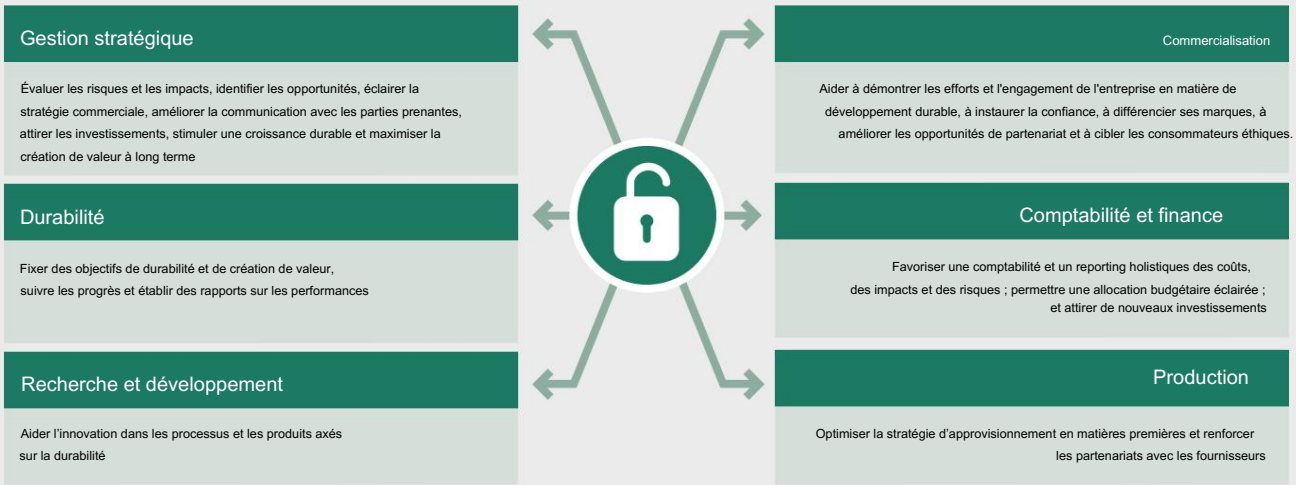
du secteur privé, qui pourrait assumer une partie de la responsabilité de minimiser les défaillances du marché. Cette section complète donc les précédentes en présentant et en discutant de la pertinence de l'approche TCA et des diverses initiatives connexes pour les entreprises et les investissements agroalimentaires.

Face à la pression croissante des consommateurs et des gouvernements, les entreprises agroalimentaires adoptent de plus en plus de pratiques durables et rendent compte de leurs performances environnementales, sociales et de gouvernance. Néanmoins, de nombreuses entreprises privées peuvent avoir tout intérêt à maintenir le statu quo, c'est pourquoi les gouvernements peuvent imposer des lois et des réglementations affectant le secteur privé. De telles réglementations pourrait limiter la manière dont les entreprises privées produisent, transforment et commercialisent leurs produits. Des évaluations ciblées du TCA peuvent donc aider les entreprises à contrôler les coûts cachés qu'elles imposent à la société.

Cependant, les entreprises agroalimentaires pourraient voir l'intérêt des évaluations ciblées du TCA pour leurs propres intérêts commerciaux. Plus précisément, les scénarios BAU identifient les risques actuels et futurs pour la viabilité des entreprises en révélant les coûts cachés qui peuvent leur être imposés. Cela permet aux entreprises de repenser leurs modèles commerciaux opérationnels et stratégiques et de modifier leurs horizons de planification, passant de la maximisation des profits à court terme à des stratégies de durabilité à long terme, qui constituent la base d'entreprises prêtes pour l'avenir.

Machine Translated by Google

FIGURE 14 EXEMPLES DE LA COMMENT LA COMPTABILITÉ RÉELLE PEUT INFORMER LA PRISE DE DÉCISION DANS DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS D'UNE ENTREPRISE AGROALIMENTAIRE



SOURCE : Riemer, O., Mairaj Shah, TM & Müller, A. 2023. Le rôle de la véritable comptabilité analytique dans l'orientation des entreprises et des investissements agroalimentaires vers la durabilité – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole , n° 23-13. Rome, FAO.

Comment TCA peut soutenir des modèles commerciaux et des investissements durables dans le secteur agroalimentaire

Les évaluations ciblées jouent un rôle crucial en fournissant un cadre permettant aux entreprises d'évaluer et de gérer leurs impacts et leurs dépendances de manière plus complète et plus précise. Que l'unité fonctionnelle de l'évaluation soit un produit, une organisation ou un investissement, les évaluations ciblées de TCA peuvent éclairer la prise de décision dans différents départements d'une entreprise agroalimentaire (voir Figure 14). Par exemple, certaines entreprises de transformation alimentaire soucieuses de l'environnement utilisent la TCA pour évaluer les performances de leurs fournisseurs sur divers critères de durabilité, tels que les techniques agricoles, la gestion des pesticides et la justice sociale. En tant que tel, le TCA peut conduire à une série de mesures permettant aux acteurs du secteur agroalimentaire de prendre des décisions éclairées qui soutiennent la transformation des systèmes agroalimentaires, apportant des bénéfices à la fois aux entreprises et à leurs investissements, ainsi qu'au public.

Une véritable comptabilité analytique peut être intégrée dans les stratégies quotidiennes de prise de décision et de gestion. Il peut aider les entreprises agroalimentaires à surveiller et à débloquer des opportunités à différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement, à réaliser des projets durables. production, attirer les investissements privés et bénéficier des incitations gouvernementales. Lorsqu'elle est adoptée par une politique et soutenue par des lois et des réglementations (voir chapitre 4), la TCA redéfinit les indicateurs de performance clés et modifie les résultats financiers de la réussite de l'entreprise en incluant les capitaux humains, sociaux et naturels. En bref, il redéfinit le concept d'« entreprise prospère ». Lorsqu'elle est adoptée par les entreprises et les investissements, la TCA peut permettre des divulgations qui améliorent leur réputation, soutenant ainsi leurs stratégies marketing.

Le concept de « matérialité » a été introduit au chapitre 1 dans le contexte de l'intégration dans les évaluations TCA uniquement des indicateurs qui étaient significatifs pour la prise de décision. Un concept connexe est celui de « double matérialité », qui fait référence à (i) la façon dont une entreprise est affectée par les problèmes de durabilité, tels que les risques liés à la conduite habituelle des activités, et (ii) la façon dont ses activités ont un impact sur la société et l'environnement.21
Dans le cas des entreprises agroalimentaires, la double matérialité permet d'identifier les risques matériels, ainsi que les opportunités autres que celles explicitement financières, afin qu'elles puissent développer des stratégies résilientes qui attirent les investissements.21 À cet égard, la TCA peut contribuer à changer les mentalités et à inciter le secteur privé à comprendre l'importance de considérer les impacts et les interdépendances

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 14 INCITATION À LA PRODUCTION DE CAFÉ INTELLIGENTE POUR LE CLIMAT EN COLOMBIE

Solidaridad est une organisation internationale de la société civile, basée au Royaume des Pays-Bas, qui promeut l'agriculture intelligente face au climat (AIC) en tant que modèle précieux pour la production de café. En se concentrant sur la Colombie, Solidaridad a commandé une véritable analyse de comptabilité analytique (TCA) en utilisant le cadre True Price* pour mieux comprendre les implications de l'investissement et de l'adoption de pratiques CSA dans la production de café. L'étude est basée sur les données primaires d'un groupe de 60 petits exploitants agricoles de l'État de Cauca, qui utilisent un ensemble de 16 techniques CSA.

L'étude TCA a évalué la valeur environnementale et sociale de la CSA dans la production de café par rapport aux pratiques conventionnelles. Les résultats ont montré que l'adoption des pratiques CSA dans la production de café est financièrement viable – comme en témoignent un retour sur investissement positif, une rentabilité accrue et une plus grande rentabilité. Il existe également des avantages sociaux et environnementaux substantiels, dus en grande partie au fait que le café respectueux du climat utilise beaucoup moins d'engrais. Cela réduit encore les risques liés au changement climatique, augmente la résilience à la rouille du café et améliore la qualité du café. En rendant ces informations transparentes, les entreprises peuvent mobiliser des investissements ayant un impact plus élevé et un risque moindre. Pour les investisseurs cherchant à avoir un impact sur les questions environnementales, ces résultats suggèrent également que le passage à l'agriculture CSA est particulièrement pertinent. Cependant, comme le passage à l'AIC nécessite des investissements importants, tant au départ que dans les premières années, les agriculteurs doivent bénéficier d'un soutien, par exemple sous la forme de prêts ou de paiements pour services environnementaux.

REMARQUE : * Le cadre True Price vise à intégrer les coûts environnementaux et sociaux cachés des produits agroalimentaires dans les prix auxquels ils sont vendus.
SOURCE : Brounen, J., de Groot Ruiz, A., Isaza, C., van Keeken, R., Varoucha, E. & García, R. 2019. Le véritable prix du café intelligent face au climat. Quantifier l'impact potentiel de l'agriculture intelligente face au climat pour le café colombien. https://www.solidaridadnetwork.org/wp-content/uploads/migrated-files/publications/TP%20CSA%20Café%20COL.pdf

des quatre capitaux essentiels au succès des affaires et des investissements.

Les institutions financières telles que les banques et les compagnies d'assurance peuvent également utiliser la TCA pour déterminer les conditions de crédit et d'assurance sur la base de meilleures évaluations des risques, améliorant ainsi les conditions de crédit et d'assurance pour les entreprises durables. Une évaluation complète des coûts et des avantages du TCA peut également aider les entreprises à mobiliser des ressources financières pour la transition vers la durabilité, ouvrant ainsi des opportunités de nouveaux investissements et de développement à plus grande échelle. L'encadré 14 décrit une étude du TCA sur la production de café intelligente face au climat en Colombie dans le cadre d'un effort visant à inciter les producteurs de café à adopter des pratiques durables, à attirer des investissements et à contrôler les risques.

En outre, le TCA peut également aider les entreprises à répondre à la demande croissante de transparence de la chaîne d'approvisionnement de la part des consommateurs, qui sont de plus en plus conscients des différents aspects de la production, notamment les conditions de travail et les impacts environnementaux. Selon une enquête menée par la Food Industry Association (FMI) en 2022, 65 % des personnes interrogées étaient prêtes à passer de leurs marques préférées à celles-ci. qui étaient plus transparentes sur les conditions de la chaîne d'approvisionnement et à adopter des valeurs telles que le commerce équitable et le bien-être animal.22 À cet égard, la TCA peut également aider les entreprises à se qualifier pour des certifications volontaires (telles que Fairtrade) et des incitations gouvernementales.

Aperçu des applications des évaluations ciblées dans le secteur privé

Face à l'urgence croissante de quantifier les coûts cachés supportés par les entreprises, notamment ceux des produits agroalimentaires, plusieurs initiatives ont fait les premiers pas. Celles-ci ciblent la TCA au sein du secteur privé des entreprises agroalimentaires et des institutions financières et peuvent aider à combler les lacunes en matière de données et contribuer au renforcement des capacités, deux obstacles fondamentaux à l'intensification de la TCA, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et faible. En plus des lignes directrices opérationnelles pour les entreprises de TEEBAgriFood discutées au chapitre 1, qui adaptent le cadre d'évaluation de TEEBAgriFood aux besoins de transformation des entreprises agroalimentaires, il existe d'autres efforts qui guident les entreprises dans l'évaluation de leurs impacts, comme décrit dans l'encadré 15. Dans l'ensemble, les ressources existantes couvrent un terrain considérable lorsqu'il s'agit

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 15 INITIATIVES DE COMPTABILITÉ RÉELLE DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé prend des mesures importantes vers la mise en œuvre d'une véritable comptabilité analytique (TCA) dans le secteur agroalimentaire. Plusieurs initiatives – en plus de la publication des directives opérationnelles TEEBAgriFood for Business23 – ont été lancées pour fournir des méthodologies TCA concrètes et pratiques, normaliser la comptabilité du capital naturel et créer des déclarations d'impact pour les entreprises. Par exemple, la True Cost Initiative a produit le True Cost Accounting AgriFood Handbook, qui décrit une méthodologie TCA qui a été testée sur 20 chaînes d'approvisionnement dans 14 pays sur 5 continents.24 Le projet Transparent a publié un rapport pour éclairer le processus de normalisation de la comptabilité du capital naturel. dans les évaluations environnementales des entreprises25, tandis que l'Impact Institute a développé sa méthodologie intégrée d'évaluation des profits et des pertes visant à créer des déclarations d'impact pour les entreprises.26

Au niveau de la production primaire, le Global Farm Metric a lancé la première édition d'un framework qui définit la durabilité à l'exploitation agricole et mesure les impacts sur l'ensemble de l'exploitation agricole.27 D'autres initiatives font progresser la TCA dans le domaine de la véritable tarification, comme la True Price Foundation, qui vise à intégrer les coûts environnementaux et sociaux des produits agroalimentaires dans les prix de vente, et qui a publié un projet de principes pour une véritable tarification en 2020.28

Plusieurs réseaux axés sur la communication conjointe ont également été formés pour accroître la visibilité et la sensibilisation du TCA. Les exemples incluent Business for Nature et We Value Nature – tous deux issus de la Capitals Coalition – en plus de l'accélérateur TCA et de la True Value of Food Initiative. Ces réseaux jouent un rôle essentiel en sensibilisant aux coûts cachés des systèmes agroalimentaires, en éclairant les politiques des secteurs privé et public, en appelant les gouvernements à agir, en partageant des informations et des données, en proposant des formations, en organisant des événements et en formant des partenariats pour accélérer la mise à l'échelle du TCA.

aux applications métiers de TCA. Il existe cependant encore des domaines dans lesquels des développements supplémentaires sont nécessaires pour réaliser pleinement le potentiel de l'ATC dans le secteur privé. Il s'agit notamment des cadres et normes, des méthodes, de la gouvernance et de la stratégie d'entreprise, ainsi que des lignes directrices en matière de reporting.21

Par conséquent, seul un petit nombre d'entreprises agroalimentaires analysent les résultats et les effets de leurs actions, et encore moins leur attribuent une valeur (voir l'encadré 16 pour des exemples). Notamment, les entreprises commencent souvent leur parcours d'impact et de valorisation en évaluant leurs impacts et leurs risques sur le capital naturel, en particulier les émissions de GES.
Cela est probablement dû au fait que les ressources, notamment les services et les outils, sont largement disponibles et que les consommateurs sont largement conscients de l'urgence de la crise climatique. À cet égard, les principales comparaisons faites par les entreprises agroalimentaires dans leurs évaluations TCA ont porté sur l'agriculture biologique ou biodynamique et l'agriculture conventionnelle.

Bien que ces initiatives démontrent un engagement croissant du secteur privé en faveur de la mise en œuvre de la TCA dans le secteur agroalimentaire, il reste encore beaucoup de travail à faire pour concrétiser pleinement son potentiel. Par exemple, en l'absence d'une méthodologie standardisée pour la TCA, il existe un risque que les efforts véritables ne soient pas reconnus de manière appropriée, tandis que les demi-tentatives d'utilisation abusive des chiffres sont davantage reconnues. Les demi-tentatives font référence à des entreprises qui ne consacrent qu'une petite partie de leur budget et de leurs ressources à des activités durables, mais les présentent comme un indicateur de leur caractère durable. Cela renforce la nécessité de formaliser et d'intégrer davantage l'ATC dans le secteur privé. n

CONCLUSIONS

Ce chapitre va au-delà des estimations plus larges au niveau national présentées dans le chapitre 2 et se concentre sur la réalisation d'évaluations ciblées pour soutenir la prise de décision visant à améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires à court et à long terme.
Il présente des orientations conceptuelles sur la manière de mener une TCA à travers le cadre d'évaluation TEEBAgriFood pour évaluer les impacts des politiques et des entreprises agroalimentaires. Ainsi, il aide à formuler des recommandations pour modifier les activités des systèmes agroalimentaires, qu'elles soient au sein des entreprises ou du gouvernement, afin que les systèmes agroalimentaires se transforment vers la durabilité.

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 16 COMMENT LES ENTREPRISES UTILISENT LA COMPTABILITÉ RÉELLE – PREUVES PROVENANT DE TROIS ENTREPRISES

Les exemples suivants décrivent diverses manières dont les entreprises utilisent une véritable comptabilité analytique. Ce qui relie les différents efforts, c'est leur motivation et les objectifs d'accroître la transparence et de réduire les impacts négatifs sur la société et l'environnement.

Eosta est une entreprise agroalimentaire axée sur la distribution de fruits et légumes frais biologiques issus du commerce équitable. Elle suit les différents avantages et coûts que l'activité implique pour les quatre capitales grâce à son propre système comptable, appelé Nature & More. Les clients peuvent visiter le site Web et en apprendre davantage sur la qualité de certains produits, et accéder à des informations générales sur les producteurs et leur engagement écologique et social, y compris des mesures telles que la conservation de l'eau et des sols et la réduction des émissions de CO2 .

En 2017, Eosta a évalué neuf fruits et légumes et a conclu que, sur la base des coûts réels, les produits conventionnels non biologiques sont plus chers que les produits biologiques. Grâce à son système comptable, Eosta a économisé plus de 100 000 tonnes de terre et 2 milliards de litres d'eau et réduit les émissions de CO2 de plus de 10 000 tonnes.

Olam International est une entreprise agroalimentaire qui fournit des ingrédients alimentaires, des aliments pour animaux et des fibres à plus de 20 000 clients dans le monde, avec des opérations dans plus de 60 pays, incluant l'agriculture, la transformation et la distribution, ainsi qu'un réseau d'approvisionnement de 5 millions d'agriculteurs. L'entreprise a développé un outil de comptabilité multicapital – l'Olam Integrated Impact Statement – qui permet à Olam de divulguer son impact sur plusieurs capitaux et de mesurer et valoriser ses flux multicapital annuels et ses stocks multicapital accumulés.

En monétisant, en consolidant et en signalant les coûts cachés parallèlement aux chiffres financiers conventionnels, Olam peut rendre compte de ces coûts, mieux comprendre les risques futurs et les gérer rapidement.

PENNY, une chaîne allemande populaire de supermarchés discount, a commencé à calculer les « vrais prix » d'un ensemble de produits – notamment des fruits, des légumes et des aliments d'origine animale – et à les afficher aux côtés de leurs prix de marché en 2020. Elle a constaté, en moyenne, un écart de 62 pour cent entre les coûts réels des aliments produits de manière conventionnelle et leurs prix de détail. Dans le cas des aliments biologiques, l'écart est de 35 pour cent. Toutefois, la découverte des coûts réels n'implique pas nécessairement une hausse des prix des denrées alimentaires. Par exemple, si les causes profondes des coûts cachés sont traitées de manière rentable en amont de la chaîne de valeur, les dépenses alimentaires des familles n'auront pas besoin d'augmenter.

SOURCE : Riemer, O., Mairaj Shah, TM & Müller, A. 2023. Le rôle de la véritable comptabilité analytique dans l'orientation des entreprises et des investissements agroalimentaires vers durabilité – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 23-13. Rome, FAO.

En particulier, le chapitre souligne comment les évaluations ciblées doivent être sélectionnées en fonction des priorités des décideurs politiques dans des contextes spécifiques.
Il montre la puissance et la flexibilité du TCA dans son application à différents domaines, depuis l'ensemble d'un système agroalimentaire jusqu'à un seul produit.
Quelle que soit la portée de l'analyse, l'ACT peut être utilisée pour comparer différents choix politiques et de gestion.
Les analyses de scénarios et de politiques alimentent la TCA, examinant une gamme d'avenirs plausibles, y compris les résultats et l'efficacité de diverses options politiques ou de gestion. En fonction des données utilisées dans l'analyse du scénario, des méthodes telles que le coût–
L'analyse des avantages, l'analyse coût-efficacité et l'analyse multicritère peuvent être utilisées pour regrouper les résultats et proposer des réformes pouvant affecter les incitations, les réglementations, les normes et les investissements.

Pour compléter le rôle du TCA dans une meilleure information des décideurs politiques, le chapitre examine également son rôle dans l'orientation des entreprises agroalimentaires durables et investissements. Plus précisément, il montre comment la TCA peut aider les entreprises et les investissements privés à devenir durables et plus résilients en améliorant la gestion stratégique et opérationnelle, conduisant ainsi à une meilleure transparence de la chaîne d'approvisionnement. Le chapitre cite les initiatives et applications de la TCA dans le secteur pour illustrer comment la TCA peut aider les entreprises à surveiller et à débloquer des opportunités qui peuvent contribuer à améliorer leur durabilité.

En conclusion, le chapitre fournit des orientations conceptuelles aux décideurs politiques et aux entreprises agroalimentaires pour entreprendre des évaluations ciblées.
S'appuyant sur les progrès significatifs déjà réalisés grâce aux ressources existantes, le chapitre 4 présente comment les décideurs politiques, les universités et les organismes de normalisation jouent des rôles complémentaires dans l'intensification de l'adoption de l'ACT pour les politiques agroalimentaires et les analyses commerciales.
L'objectif est de mieux éclairer les décisions, afin que des mesures puissent être prises pour remédier aux principaux coûts systémiques cachés. n

Machine Translated by Google

CHINE

Femme Bai faisant ses courses

pour de la nourriture.

©Rod Waddington/ CC BY-SA 4.0 ACTE

Machine Translated by Google

CHAPITRE 4
INTÉGRATION COÛT RÉEL COMPTABILITÉ À SOUTENEZ LE TRANSFORMATION DE
SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

MESSAGES CLÉ

– Les gouvernements disposent d'un large éventail de leviers pour opérer la transformation des systèmes agroalimentaires. Lorsqu'ils sont basés sur des évaluations ciblées de comptabilité analytique réelle (TCA), ces leviers peuvent être utilisés pour améliorer la durabilité économique, sociale et environnementale des systèmes agroalimentaires.

– Les subventions sont l'un des moyens les plus importants par lesquels les gouvernements soutiennent l'alimentation et l'agriculture. La réaffectation de ces subventions a le potentiel d'améliorer la durabilité environnementale et la santé humaine sans réduire le bien-être économique.

è Des capitaux privés investis dans le secteur alimentaire et agricole, à hauteur de 9 000 milliards de dollars par an, soit 14 fois le soutien public mondial, jouent un rôle important dans l'élaboration de la durabilité du secteur en affectant la manière dont les aliments sont produits, transformés et distribués. Cela influence également le choix du consommateur.

è L'intensification de l'adoption du TCA peut faciliter la mise en œuvre correcte des leviers. Pour que cela se produise à grande échelle, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, il faut surmonter les obstacles liés à la rareté des données, à la mauvaise qualité des données et au manque de capacités.

– Les gouvernements sont les piliers de la création d'un environnement propice à l'intensification de l'ACT, aux côtés des organismes de recherche et des organismes de normalisation. Les cabinets comptables, les cabinets de conseil aux entreprises et les institutions financières peuvent davantage conseiller et soutenir les entreprises dans leur transition vers le développement durable.

Le premier chapitre de ce rapport proposait une approche en deux phases pour saisir la complexité et l'interdépendance des acteurs des systèmes agroalimentaires, en commençant par des évaluations plus larges au niveau national impliquant des niveaux élevés d'incertitude, suivies par des évaluations infranationales ciblées pour prioriser les solutions. Le chapitre 2 a contribué à la première phase de ce processus en évaluant les coûts cachés des systèmes agroalimentaires au niveau national pour 154 pays comme point de départ du dialogue avec les décideurs politiques et autres parties prenantes. Le chapitre 3 s'est concentré sur la manière de lancer la deuxième phase en menant des évaluations ciblées pour mieux éclairer et soutenir la prise de décision en vue de mettre en œuvre les changements nécessaires pour améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires à court et à long terme. En plus de fournir des orientations aux décideurs politiques, le chapitre 3 a également discuté de la pertinence de l'ACT pour le secteur privé (entreprises et investisseurs) en termes d'opportunités qu'elle peut présenter au bénéfice à la fois des entreprises privées et du public en général.

Rappelant la figure 11 du chapitre 3, qui présente un cadre en quatre étapes pour guider les décideurs dans la réalisation d'évaluations ciblées et le choix des interventions les plus appropriées, ce quatrième et dernier chapitre se concentre sur la dernière étape de ce cadre – pour présenter plus en détail les rôle des différents leviers et comment ils peuvent être utilisés stratégiquement pour propulser les systèmes agroalimentaires vers la durabilité. Ce chapitre aborde également les exigences d'un environnement propice au développement de la TCA. Il se termine par des considérations importantes pour le choix des politiques, notamment la manière de gérer plusieurs objectifs politiques et les implications qui en résultent sur les prix alimentaires de la réduction des coûts cachés des systèmes agroalime

Machine Translated by Google

VRAIE COMPTABILITÉ COUTIÈRE PEUT INFORMER L'UTILISATION DE LEVIERS POUR TRANSFORMER SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES POUR LE MEILLEUR

Après avoir mené les évaluations ciblées de la phase deux, les décideurs politiques et les parties prenantes auront une meilleure compréhension des défis et opportunités actuels et futurs des systèmes agroalimentaires. Les analyses de scénarios et de politiques font partie intégrante de ces évaluations TCA, qui évaluent l'impact et l'efficacité des différentes politiques et options de gestion. Ceci est essentiel pour identifier les synergies et les compromis et, ainsi, identifier les points d'entrée les plus appropriés pour améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires, y compris la viabilité socio-économique, la rentabilité et la performance environnementale potentielle des différents leviers. L'objectif global est d'aider les décideurs à activer le bon ensemble de leviers qui contribueront à rendre les systèmes agroalimentaires plus durables sur les plans économique, social et environnemental.

Les leviers existants dans les systèmes agroalimentaires, tels que les subventions agroalimentaires, pourraient être réorientés ou réformés, tandis que les stratégies prometteuses et émergentes en faveur d'entreprises et d'investissements durables devraient être intensifiées. Le choix du levier dépendra des résultats de l'ACT – et, en particulier, des analyses de scénarios et des politiques décrites au chapitre 3 qui l'alimentent – ainsi que des besoins, priorités et ressources disponibles spécifiques au contexte. Dans ce contexte, cette section fournit des orientations générales sur l'utilisation potentielle de leviers pour transformer les systèmes agroalimentaires pour le mieux, en fonction du contexte et des résultats des analyses TCA.

Développant la figure 1, qui présente d'importants domaines de levier pour influencer les actions des décideurs, la figure 15 illustre les leviers spécifiques qui peuvent être déployés pour stimuler un changement dans les systèmes agroalimentaires. Comme le montre la figure, les leviers peuvent affecter l'offre (production et intermédiaires), la demande (consommation alimentaire) et les biens publics soutenant les systèmes agroalimentaires (généraux).

services).m Aucun levier n'est nouveau ; l'innovation réside dans la manière dont ils sont utilisés. Les évaluations ciblées des ATC, décrites au chapitre 3 et qui feront l'objet de l'édition 2024 de ce rapport, permettent une compréhension plus complète de leurs effets directs et en cascade, permettant aux décideurs de les utiliser plus efficacement pour transformer les systèmes agroalimentaires vers la durabilité. .

Si les gouvernements disposent de la boîte à outils la plus vaste et la plus influente (indiquée par les points jaunes), d'autres acteurs – instituts de recherche, organisations de la société civile, entreprises et institutions financières – jouent également un rôle important dans l'élaboration des performances des systèmes agroalimentaires. Les organisations de recherche et de la société civile sont regroupées (points verts) en raison de leurs rôles similaires et complémentaires sur certains leviers, tout comme les entreprises et les institutions financières (points rouges).

Il est important de noter que certains leviers peuvent être influencés par plusieurs acteurs. Par exemple, les politiques gouvernementales peuvent tous les affecter directement ou indirectement par le biais de programmes d'incitation, de lois et de réglementations. Toutefois, plusieurs parties prenantes peuvent jouer un rôle, comme l'illustrent les points colorés dans la figure 15. D'autres acteurs, tels que les donateurs et les organisations internationales, peuvent jouer un rôle important en influençant la manière dont les leviers sont activés, bien qu'indirectement et très probablement par le biais de organismes nationaux. Par exemple, des organisations non gouvernementales et de la société civile ont activement soutenu la réalisation progressive du droit à l'alimentation pour la sécurité alimentaire nationale et ont participé à la promotion de législations et de programmes alimentaires nationaux dans de nombreux pays.1

Ces leviers peuvent affecter les systèmes agroalimentaires de multiples façons, dont certaines sont résumées dans la colonne de droite (« voies de transformation potentielles »). Les sections suivantes examinent chacun des leviers et fournissent des exemples ou des études de cas de leur application pour illustrer leur rôle potentiel dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Par souci de simplicité, la discussion est organisée en fonction

m Les leviers ayant un impact sur une chaîne d'approvisionnement alimentaire spécifique peuvent également avoir un impact sur les parties prenantes à d'autres étapes de la chaîne d'approvisionnement. Ce chiffre n'est qu'une tentative d'identifier l'étape la plus susceptible d'être touchée, mais il reconnaît la complexité et les interdépendances des systèmes agroalimentaires.

Machine Translated by Google

FIGURE 15 LEVIERS DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

SOURCE : Élaboration propre des auteurs.

sur quelle composante des systèmes agroalimentaires (chaînes d'approvisionnement, consommation alimentaire ou services généraux) est directement ciblée par le levier, en reconnaissant que ces derniers peuvent avoir des effets d'entraînement qui affectent indirectement d'autres composantes, avec des impacts en cascade sur l'ensemble des systèmes agroalimentaires.

Leviers qui affectent les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires

Les gouvernements utilisent différents leviers pour soutenir l'agriculture et l'approvisionnement alimentaire, comme l'illustre la figure 15. Bon nombre de ces politiques induisent un changement de comportement parmi les acteurs des systèmes agroalimentaires et la population en vue de modifier les résultats des systèmes agroalimentaires.2

Machine Translated by Google

Les interventions commerciales et de marché, telles que les taxes à l'importation et les interdictions d'exportation, sont des moyens permettant aux gouvernements d'aider les agriculteurs à bénéficier de meilleurs prix ou de rendre les aliments plus abordables pour les populations. Ces politiques affectent la quantité de nourriture échangée, produite et consommée. Les pays à revenu faible ou intermédiaire ont souvent recours à certaines de ces mesures pour protéger le secteur agricole contre la concurrence des importations ou pour influencer les prix intérieurs afin de garantir un approvisionnement adéquat et un accès à la nourriture pour les consommateurs. Cependant, ces mesures politiques ont souvent des effets de distorsion et peuvent conduire à une allocation sous-optimale des ressources nationales entre les différents produits alimentaires. Par exemple, les droits de douane ciblant des produits ou des matières premières spécifiques peuvent faire augmenter leurs prix intérieurs, avec un effet négatif sur les consommateurs. Ils peuvent également décourager la production d'autres aliments qui auraient été plus rentables sans les droits de douane.2

Les subventions fiscales aux producteurs constituent un autre outil important pour influencer la production agricole. Ils sont des transferts budgétaires du gouvernement (ou, plus précisément, du contribuable) aux producteurs agricoles individuels pour atteindre des objectifs spécifiques, tels que stimuler la production et la productivité agricoles ou soutenir les revenus agricoles en réduisant les coûts de production. Ils peuvent également viser à sauvegarder l'environnement par le biais de paiements pour les services écosystémiques, comme dans le cas des programmes de reforestation au Costa Rica3 et au Guatemala.4

Les subventions fiscales et les interventions commerciales et de marché sont des types de soutien direct aux producteurs qui peuvent avoir des implications importantes sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Selon l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, ces deux types de soutien représentent la part du lion des 630 milliards de dollars de soutien public moyen alloués chaque année à l'alimentation et à l'agriculture dans le monde. Non seulement une grande partie de ce soutien fausse les marchés, mais il ne profite pas à de nombreux agriculteurs, nuit à l'environnement et ne favorise pas la production d'aliments nutritifs.
Les programmes de soutien ciblent actuellement les aliments de base, dont la disponibilité et l'accessibilité ont augmenté, car ils sont essentiels pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Cependant, cela a détourné la production des aliments nutritifs, comme les fruits, les légumes et les légumineuses, qui restent plus chers.2 En outre, comme de nombreuses subventions aux intrants ne sont soumises à aucune contrainte, elles conduisent à une la surutilisation des produits agrochimiques et des ressources naturelles, et favorisent la monoculture, avec des conséquences négatives sur l'environnement et la durabilité des systèmes agroalimentaires.5, 6 Un exemple de mise fin à de telles pratiques est l'Accord de 2022 de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche, qui interdit les subventions néfastes – un facteur clé de l'épuisement généralisé des réserves halieutiques mondiales.7

Les lois et réglementations peuvent être utilisées par les gouvernements pour influencer la production agricole et les chaînes d'approvisionnement alimentaire, en fixant des normes et des objectifs qui affectent à la fois les producteurs et les intermédiaires. Les lois et réglementations sont principalement conçues pour protéger les ressources naturelles et la santé humaine des dommages qui pourraient résulter d'externalités associées, par exemple, à la production et à la transformation.
Les exemples couramment cités à cet égard sont les réglementations sur l'utilisation des ressources naturelles, l'application d'intrants et d'engrais, la manipulation sûre des aliments, ainsi que l'étiquetage et la commercialisation des aliments. Un exemple est le règlement de l'Union européenne sur les produits sans déforestation, qui interdit aux entreprises de commercialiser des produits sur le marché de l'UE à moins qu'ils ne soient produits sans déforestation et légalement, et rend illégale l'exportation de tels produits hors du bloc.8 Un autre exemple est celui des dix interdiction de pêche d'un an sur les eaux du fleuve Yangtze, récemment introduite par le ministère chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales en vue de conserver les ressources aquatiques vivantes.9 En Amérique latine et dans les Caraïbes, divers pays ont promulgué des lois ou des réglementations sur l'étiquetage nutritionnel des emballages.10 Par exemple, l'Équateur dispose d'un système de feux de signalisation, tandis que l'État plurinational de Bolivie a approuvé le même système, mais ne l'a pas encore mis en œuvre. De tels systèmes peuvent réduire efficacement l'intention d'acheter des produits contenant trop de calories, de sucres, de sodium et de graisses saturées, aider les consommateurs à faire des choix plus sains et contribuer à la reformulation des produits alimentaires. Au Chili, par exemple, les avertissements nutritionnels comportant des octogones noirs ont réduit les achats de céréales et de boissons sucrées de 25 pour cent et 9 pour cent, respectivement.10

Toutefois, les lois et réglementations peuvent avoir des répercussions involontaires dans d'autres domaines. Il est donc important que les gouvernements soient conscients des effets d'entraînement de leurs lois, réglementations et politiques, en particulier lorsque

Machine Translated by Google

mettre en œuvre un programme de transformation et compenser ceux-ci par des mesures complémentaires. Par exemple, l'interdiction de pêche susmentionnée en Chine pourrait entraîner une réduction de l'offre de produits de la pêche et risquer une augmentation des prix. Cependant, le gouvernement chinois estime qu'une amélioration et une expansion de l'aquaculture continentale et de la pêche fondée sur l'élevage – soutenues par d'autres incitations – pourraient répondre à l'augmentation de la demande d'aliments aquatiques résultant de la réduction des captures des pêcheries de capture intérieures.9

Cela soulève la question de la nécessité d'une synergie entre les politiques gouvernementales, les incitations, les lois et les réglementations pour atteindre les objectifs nationaux. Lorsqu'ils s'attaquent aux coûts cachés, les décideurs politiques devront peser les compromis avec d'autres objectifs, tels que l'amélioration des moyens de subsistance, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les lois et réglementations peuvent jouer un rôle important dans la limitation des coûts cachés en fixant des objectifs et des limites, par exemple en matière d'utilisation d'intrants chimiques. Toutefois, cela pourrait ne pas être efficace si aucune condition ou contrainte n'est imposée au système de soutien public aux intrants agricoles. Le système de soutien doit donc être aligné sur les limites fixées par la réglementation. Dans certaines situations, par exemple dans les pays à faible revenu et les pays touchés par des crises prolongées, les gouvernements peuvent ne pas avoir la capacité d'évaluer ces compromis ou la détermination de prendre en compte les externalités environnementales s'ils sont confrontés à des taux élevés de faim et à des conditions extrêmes. pauvreté. Même si des efforts de renforcement des capacités sont certainement nécessaires dans ces contextes pour prendre en compte les compromis dans le processus décisionnel, investir dans le développement à long terme pour augmenter les revenus, sortir les gens de la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition resterait un objectif très élevé. priorité. Renforcer le dialogue sur les liens entre l'humanitaire, le développement et la paix peut constituer un point d'entrée efficace dans les pays touchés par des crises prolongées.

Les résultats présentés au chapitre 2 indiquent que les systèmes agroalimentaires des différents pays ont des coûts cachés variables qui peuvent refléter leur incapacité à garantir la durabilité environnementale et une alimentation saine pour tous, ou à en répartir les bénéfices. Leur ampleur et leur composition changent, mais de manière générale, le système de soutien actuel est considéré comme étant source de distorsions et responsable.

pour de nombreuses externalités environnementales et autres coûts cachés. Il est donc urgent de réformer le système de manière à maximiser les synergies et à minimiser les compromis entre les principaux objectifs nationaux. Selon l'importance relative des coûts cachés dans un contexte donné, les réformes peuvent mettre davantage l'accent sur une dimension spécifique. Par exemple, sur la base des résultats pour les pays à faible revenu présentés au chapitre 2, la réduction de la pauvreté et de la faim restera la priorité absolue. Dans d'autres contextes, comme dans les pays à revenu élevé, les externalités environnementales telles que les émissions de GES peuvent être plus préoccupantes, de sorte qu'une attention particulière peut être accordée à la séquestration du carbone.11 Cependant, cette importance ne devrait pas avoir pour conséquence d'entraîner d'autres coûts cachés et leurs liens entre eux. Etre ignoré.

Une réorientation complète ou même partielle du soutien public accordé à l'alimentation et à l'agriculture, si elle est soigneusement conçue et ciblée, a le potentiel à la fois de réduire les coûts cachés et d'accroître l'accès aux aliments qui constituent une alimentation saine – c'est-à-dire d'atteindre deux objectifs plutôt plutôt que d'échanger les uns contre les autres.2 Une étude récente à l'échelle mondiale a révélé que plusieurs scénarios de réutilisation pourraient conduire à une réduction des GES et à une amélioration de la santé de la population sans pour autant décliner le bien-être économique.

Il s'agit notamment de réaffecter jusqu'à la moitié des subventions fiscales aux producteurs pour soutenir la production d'aliments présentant des caractéristiques bénéfiques pour la santé et l'environnement, notamment les fruits, les légumes et les légumineuses, et de combiner cela avec une répartition plus équitable des subventions à l'échelle mondiale.12 La leçon de cette étude est que les scénarios de réorientation ont le potentiel de dévoiler des compromis et d'identifier des options pour les surmonter. Pour guider des réformes politiques concrètes, de tels scénarios de réorientation devraient faire partie intégrante des évaluations ciblées de l'ACT (voir chapitre 3) afin d'identifier les voies de réforme politique qui maximisent les avantages globaux avec des coûts de réduction minimum.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple, une analyse de scénarios a montré que la réorientation des subventions fiscales vers les producteurs pour soutenir une alimentation saine et le transfert des subventions fiscales des producteurs vers les consommateurs pourraient accroître l'accessibilité financière d'une alimentation saine.2 Toutefois, l'analyse reconnaît que davantage de recherches sont nécessaires sur les compromis potentiels qui peuvent exister en termes d'économie, d'environnement.

Machine Translated by Google

et les impacts comportementaux liés à la consommation.10 L'examen d'exemples nationaux de réforme et de réaffectation du soutien agricole peut illustrer davantage ses avantages potentiels. Le Viet Nam, par exemple, a pris des mesures importantes pour réorienter le soutien agricole vers des formes d'assistance ayant moins de distorsions et pour promouvoir des programmes de crédit qui accordent davantage d'attention à la durabilité et à la résilience.13, 14 Au cours de la dernière décennie , le pays a réduit la protection aux frontières et les prix. soutient et promeut des subventions qui ne sont pas liées à la production d'une culture spécifique et qui tiennent davantage compte de la durabilité des systèmes agroalimentaires.
De même, en République de Corée, les politiques de soutien des prix ont été moins mises en avant au profit du soutien aux revenus et des subventions axées sur l'agriculture verte.13 Dans le même temps , dans les pays à faible revenu, que l'on trouve principalement en Afrique subsaharienne. et là où l'accessibilité financière des produits alimentaires constitue une préoccupation majeure, les gouvernements adoptent des politiques qui tendent à faire baisser les prix à la production. Les ressources publiques destinées à fournir des subventions fiscales sont également limitées et ne peuvent donc pas compenser les prix dissuasifs générés par les politiques commerciales et de marché. Malgré ces défis, des données récentes indiquent qu'à la suite de réformes récentes, certains programmes de subventions aux intrants ont été réduits, augmentant ainsi la marge de manœuvre budgétaire pour allouer davantage de fonds aux services généraux et aux biens publics, qui génèrent des impacts plus durables et plus larges (voir encadré 1) . .15

Les capitaux publics et privés constituent un autre levier clé des systèmes agroalimentaires. À l'échelle mondiale, les capitaux privés investis dans les systèmes agroalimentaires s'élèvent à 9 000 milliards de dollars par an.16 Cela représente environ 14 fois le soutien public au secteur alimentaire et agricole, et cela affecte la manière dont les aliments sont produits, transformés et distribués, en plus des influencer le choix du consommateur. Les entreprises agroalimentaires et les investisseurs sont également d'importants bailleurs de fonds dans la recherche sur le développement durable, comme l'amélioration des techniques et technologies agricoles, car ils sont à l'avant-garde des menaces qui pèsent sur la chaîne d'approvisionnement et ont tout intérêt à développer des initiatives créatives pour améliorer la gestion des risques et la résilience globale (voir Encadré 17 pour un exemple d'efforts commerciaux visant à remédier aux pénuries d'approvisionnement en cacao et aux risques pour la production au Ghana).

Les politiques, lois et réglementations gouvernementales peuvent influencer la manière et le lieu où les capitaux privés sont investis, et la manière dont ils interagissent est essentielle pour la conception de stratégies de développement à long terme. Lorsque la politique est conçue pour soutenir des filières de production durables, elle peut encourager les co-bénéfices de l'agro-industrie durable.

Le capital public recèle également un potentiel important pour améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires. L'assurance, par exemple, peut aider les acteurs des systèmes agroalimentaires à produire et à investir davantage dans la durabilité. Ceci est particulièrement important pour les petits producteurs, qui peuvent se retrouver pris dans un cercle vicieux de chocs, d'endettement et de pauvreté. Réduire les frictions dans d'autres composantes des systèmes financiers, telles que les institutions de crédit et d'épargne, est également essentiel pour faciliter les investissements vers des systèmes agroalimentaires durables. Les partenariats public-privé peuvent servir de mécanismes de mise en œuvre sur cette voie.

En coordonnant les investissements publics et privés, les gouvernements ont également un rôle à jouer pour faciliter l'accès au crédit, ce qui peut donner la priorité aux chaînes d'approvisionnement alimentaire durables (voir l' encadré 18 pour un exemple du Chiapas, Mexique). En effet, de nombreux investisseurs s'orientent déjà vers la durabilité, même sans promotion directe de la part des gouvernements.
Les investisseurs reconnaissent de plus en plus que ces externalités peuvent avoir un impact significatif sur les performances financières et la viabilité à long terme des entreprises.17 Par exemple, une entreprise qui pollue l'environnement peut être confrontée à des amendes réglementaires, à une atteinte à sa réputation et à une augmentation des coûts de conformité, autant de conséquences qui en découlent. peut avoir un impact sur sa performance financière. À l'inverse, une entreprise qui investit dans des pratiques durables peut bénéficier d'une fidélité accrue de sa clientèle, d'une réduction des risques réglementaires et de économies de coûts à long terme.

Des leviers qui affectent la consommation alimentaire

Plusieurs leviers peuvent influencer directement les choix des consommateurs et façonner la demande alimentaire. Ils vont de ceux directement mandatés par les gouvernements, tels que les impôts et les subventions fiscales, à ceux influencés par d'autres acteurs, tels que les entreprises et les organisations de la société civile (voir Figure 15).

Les subventions fiscales aux consommateurs s'apparentent à celles qui ciblent les producteurs dans la mesure où il s'agit de transferts budgétaires supportés par le contribuable. Ils visent à faciliter le droit à une alimentation adéquate en réduisant le coût de la nourriture (par exemple, la nourriture »

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 17 MOBILISER LE CAPITAL PRIVÉ POUR RÉPONDRE AUX MENACES SUR LA PRODUCTION DE CACAO AU GHANA

Le Ghana est le deuxième pays producteur de cacao au monde. Pourtant, les inquiétudes concernant la pénurie de cacao et les menaces pesant sur la production ont incité Mondelēz International – une multinationale américaine de confiserie alimentaire – à financer le programme Cocoa Life. Le programme vise à garantir un approvisionnement en cacao plus durable en : (i) améliorant les moyens de subsistance des producteurs de cacao ; (ii) assurer la protection contre le travail des enfants ; et (iii) mettre fin à la déforestation associée aux fermes Cocoa Life à l'échelle mondiale. Mondelēz tire parti de son investissement pour attirer des partenaires de cofinancement et de mise en œuvre.

Chaque partenaire fournit un soutien institutionnel en nature en reliant ses programmes associés à Cocoa Life et en tirant parti du financement de Mondelēz.

Mondelēz a identifié un ensemble d'incitations accroître l'offre de cacao tout en améliorant sa durabilité environnementale, sociale et économique.

Les mesures incitatives comprennent : une formation sur le cacao durable pratiques, gestion des ressources naturelles, culture financière et techniques de séchage ; fourniture de variétés améliorées de cacao et de plants d'ombrage ; promotion des organisations communautaires et paysannes; création de programmes d'autonomisation des femmes et des jeunes; diversification des revenus; conformité des certifications ; et l'accès au financement.

D'ici fin 2021, 75 pour cent des volumes de cacao Les marques de chocolat de Mondelēz International provenaient de Cocoa Life. La même année, le programme a touché plus de 200 000 producteurs de cacao dans plus de 2 500 communautés et a dispensé une formation et un encadrement sur les bonnes pratiques agricoles.

Près de 34 000 jeunes agriculteurs ont reçu une formation complémentaire sur les entreprises liées au cacao. En termes d'impact environnemental, Cocoa Life a également contribué à protéger les forêts en cartographiant la plupart de ses fermes (78 %) pour surveiller la déforestation, les résultats montrant une déforestation quasi nulle sur ou à proximité des fermes Cocoa Life.

SOURCES : Cacao Life. et Cocoa Life – Pourquoi Cocoa Life ? Dans : Cocoa Life. [Cité le 3 mai 2023]. https://www.cocoalife.org ; La vie du cacao. sd Cocoa Life – Construire un avenir prometteur pour les communautés productrices de cacao. Dans : Cocoa Life. [Cité le 3 mai 2023]. https://www.cocoalife.org/the-program/approach ; Mondelez International. 2021. Snacking Made Right – Rapport ESG 2021. Deerfield, États-Unis. https://www.mondelezinternational.com/Snacking-Made-Right/Reporting-and-Divulgation/Reporting-Archive

ENCADRÉ 18 OBTENIR LE FINANCEMENT POUR LA PRODUCTION DURABLE ET LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ DANS CHIAPAS, MEXIQUE

Le Proyecto Corredor Biológico Mesoamericano – México [Projet de corridor biologique mésoaméricain – Mexique] est un projet 2002-2018 coordonné par la Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité (CONABIO) et visant à promouvoir la production agricole durable et la conservation de la biodiversité au Chiapas, au Mexique. . Le projet mobilise des investissements publics et privés pour aider à renforcer la capacité des agriculteurs à adopter des pratiques de production et d'agroforesterie durables et, par conséquent, à restaurer écosystèmes dégradés, stopper la déforestation et conserver la biodiversité.

Grâce à ce projet, CONABIO a aidé les agriculteurs à surmonter les obstacles au respect des lois sur la conservation des forêts, par exemple en leur donnant accès à des programmes publics pour des pratiques plus durables et intégrées (telles que le milpa, l'agroforesterie). et sylvopastorales). En adoptant des pratiques durables et en réduisant la déforestation, les agriculteurs sont devenus éligibles pour demander un accès au crédit et obtenir des variétés de semences améliorées et des engrais organiques.

SOURCE : Biodiversité mexicaine. 2023. Projet de corridor biologique mésoaméricain – Mexique. [Cité le 5 novembre 2023]. https://www.biodiversidad.gob.mx/region/cbmm

Machine Translated by Google

subventions), en augmentant les revenus des consommateurs (par exemple, transferts en espèces) ou en fournissant un accès direct à la nourriture (par exemple, transferts alimentaires en nature et programmes d'alimentation scolaire). Toutefois, les subventions à la consommation ne représentent actuellement qu'une très petite part du soutien public à l'alimentation et à l'agriculture, malgré leur potentiel à promouvoir une alimentation saine. Des évaluations ciblées du TCA peuvent éclairer la conception appropriée d'un tel soutien afin que ces subventions améliorent l'accessibilité à des aliments nutritifs et respectueux de l'environnement.2

Les taxes sur les aliments qui constituent des régimes alimentaires malsains et non durables complètent les subventions qui encouragent la consommation d'options plus saines et plus durables. Les habitudes alimentaires sont façonnées par une combinaison de facteurs d'offre et de demande. Ils sont principalement influencés par les préférences des consommateurs, telles que le goût, la valeur nutritionnelle et la commodité. Toutefois, le coût relatif des différents produits alimentaires peut jouer un rôle décisif, étant donné les contraintes de revenus qui déterminent la sensibilité des consommateurs aux prix. Par exemple, les graisses et les sucres fournissent actuellement de l'énergie alimentaire à un coût très faible, alimentant ainsi l'épidémie naissante d'obésité.
Cela signifie que le prix des produits alimentaires est un facteur fondamental des habitudes alimentaires malsaines actuelles.
Les évaluations ciblées du TCA peuvent éclairer la conception de systèmes de taxation visant à modifier les prix relatifs des aliments en faveur d'options plus nutritives et durables.18

Le pouvoir d'achat des consommateurs joue un rôle clé. Dans certains contextes – principalement dans les pays à revenu élevé, où les gens consacrent une part relativement faible de leurs revenus à l'alimentation – les consommateurs utilisent de plus en plus leur pouvoir d'achat pour soutenir les entreprises qui incarnent leurs valeurs. Pour que cela devienne plus efficace et à plus grande échelle, il est nécessaire de rendre compte de manière plus transparente des impacts des entreprises sur le capital naturel, humain et social. Ici, le soutien des gouvernements en termes de rapports obligatoires sur la durabilité et l'impact peut jouer un rôle en permettant aux consommateurs de prendre des décisions éclairées. Par exemple, une enquête de l'Organisation européenne des consommateurs (BEUC) a révélé que plus de la moitié des consommateurs de l'UE sont influencés par les préoccupations environnementales et que deux tiers d'entre eux sont prêts à modifier leurs habitudes alimentaires en conséquence.

Cependant, l'enquête a également révélé que le manque d'informations et la difficulté d'identifier des options alimentaires durables, ainsi que leurs limites la disponibilité et les prix élevés étaient perçus comme des obstacles empêchant les consommateurs de prendre les bonnes décisions.19

La commercialisation et la promotion des aliments et des produits agricoles peuvent également jouer un rôle dans la promotion d'aliments sains et durables. Ils peuvent modifier le comportement des gens de manière significative sans interdire aucune option ni modifier les incitations économiques.
Le marketing et la promotion sont largement utilisés par les entreprises agroalimentaires pour influencer les choix des consommateurs et orienter les acheteurs vers leurs produits.

L'étiquetage et la certification jouent un rôle essentiel à cet égard. Les étiquettes et/ou certifications placées sur le devant des emballages faisant référence à des normes, mettant par exemple en évidence des caractéristiques de durabilité, peuvent influencer le comportement d'achat des consommateurs.20
Cependant, l'efficacité des certifications de normes volontaires est mitigée et dépend de leur application et de la capacité à faire respecter les exigences de durabilité (voir l'encadré 19 pour le cas des normes volontaires de durabilité dans le secteur de l'huile de palme). D'autres exemples sont les coopératives agricoles et les organisations de producteurs, qui peuvent augmenter les revenus des producteurs en répondant à la demande de produits spécialisés, tels que le café cultivé dans le cadre d'accords de conservation (encadré 20).

Les organisations politiques, de recherche et de la société civile peuvent jouer un rôle important en activant les leviers du marketing et de la promotion, ainsi que ceux de l'étiquetage et de la certification, au profit des consommateurs. Cela peut se produire si les réglementations qui sous-tendent ces leviers sont soutenues par des politiques publiques comportementales21, qui sont des interventions conçues sur les principes de la recherche comportementale et visant à influencer le comportement des individus en utilisant des nudges et en corrigeant les biais cognitifs.22 Un exemple de la façon dont de telles politiques peuvent induire La transformation dans la bonne direction consiste à mandater le secteur privé, qui utilise largement ces leviers, pour fournir des informations précises et fiables aux consommateurs afin qu'ils puissent faire des choix alimentaires sains et durables.

Des leviers qui affectent les services généraux

Le bas de la figure 15 illustre le rôle des services généraux dans la transformation des systèmes agroalimentaires. La fourniture de ces services a un impact sur le fonctionnement des entreprises agroalimentaires

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 19 PRODUCTION D'HUILE DE PALME EN INDONÉSIE ET EN MALAISIE – LE RÔLE DU VOLONTAIRE NORMES DE DURABILITÉ

Le fruit du palmier à huile est une culture clé utilisée à diverses fins, notamment pour la consommation humaine directe, comme biocarburant et comme ingrédient dans les aliments transformés, les cosmétiques, les produits pharmaceutiques et autres produits industriels.23 Dans le même temps, la production d'huile de palme est associée avec de nombreux coûts environnementaux cachés, notamment la déforestation, le changement climatique, la perte de biodiversité, la pollution de l'air et de l'eau et l'érosion des sols.24–27 Elle a également été associée à divers coûts socio-économiques cachés, tels que les conflits liés au régime foncier et aux problèmes humains et de main-d'œuvre. violations des droits.25, 28, 29

L'Indonésie et la Malaisie sont les deux plus grands pays producteurs d'huile de palme, produisant respectivement environ 45 et 19 millions de tonnes d'huile de palme en 2020.30 Par conséquent, ils encourent également les coûts cachés les plus élevés, les coûts environnementaux associés s'élevant respectivement à environ 25 milliards de dollars et 10 milliards de dollars, selon une étude de 2016.26 La plupart des coûts proviennent du changement d'affectation des terres à travers les émissions de gaz à effet de serre et la variation des émissions de carbone. suivie par la pollution de l'air, des terres et de l'eau due à l'épandage d'engrais et aux effluents des usines.31 En outre, en Indonésie, des conflits surviennent souvent, par exemple, en raison de la manière dont les sociétés productrices d'huile de palme obtiennent le contrôle des terres sans le consentement de la communauté et violent les licences.32

L'un des principaux leviers utilisés pour relever ces défis est l'adoption de normes volontaires de durabilité33 – notamment la Table ronde sur l'huile de palme durable, la Rainforest Alliance, l'huile de palme biologique, l'huile de palme durable d'Indonésie et l'huile de palme durable de Malaisie. Cependant, l'efficacité des normes est mitigée et dépend de leur application et de la capacité à faire respecter les exigences en matière de durabilité.33

De plus, les petits exploitants agricoles sont souvent exclus des programmes de certification, en raison du coût élevé par rapport à la prime reçue par les entreprises en aval pour l' huile de palme certifiée durable.34–36 Il est donc essentiel d'améliorer la conception et la mise en œuvre de ces normes. Les options consistent à considérer le paysage (par opposition à l'exploitation agricole) comme unité certifiée et à aider les petits exploitants agricoles à postuler aux programmes de certification, par exemple en leur donnant accès au crédit, à un soutien technique et en sécurisant leurs terres.37

Les alternatives incluent l'utilisation des recettes fiscales provenant des terres liées à l'huile de palme pour soutenir l'adoption de pratiques plus durables dans les principales régions productrices.38 Ici, l'outil de bilan carbone ex-ante de la FAO (EX-ACT) est souvent utilisé pour identifier les interventions, améliorer le potentiel d'atténuation des émissions de carbone des interventions liées à la culture du palmier à huile et, ainsi, accroître leur durabilité.39

ENCADRÉ 20 COMMENT LES ACCORDS DE CONSERVATION FREINENT LA DÉFORESTATION EN AMAZONE PÉRUVIENNE TOUT EN AMÉLIORANT LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES AGRICULTEURS

La réserve forestière de l'Alto Mayo, en Amazonie péruvienne, abrite une biodiversité unique et approvisionne en eau la ville de Moyobamba. Cependant, la production de café dans la région a entraîné la déforestation et des conditions de travail précaires. Pour résoudre ce problème, Conservation International a lancé le projet REDD+ (Réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, plus la gestion durable des forêts, et la conservation et l'amélioration des stocks de carbone forestier) en 2007. Le projet impliquait de conclure des accords de conservation avec les communautés locales basées sur en fonction de leurs besoins et en fournissant les incitations nécessaires à la transition vers des pratiques plus durables. Les producteurs de café de la région se sont engagés à ne pas couper d'arbres en échange de soutien pour améliorer leur production agricole et leurs revenus. En conséquence, les communautés ont adopté des pratiques plus durables, telles que l'utilisation d'arbres fruitiers indigènes, la culture d'orchidées et d'autres activités respectueuses de la forêt. Le projet a également donné accès à des marchés spécialisés, augmentant ainsi les revenus et réduisant la déforestation. Le projet a également généré des crédits carbone grâce au reboisement et évité la déforestation. Aujourd'hui, le programme s'étend au-delà de la zone initiale du projet et inclut les agriculteurs migrants et les peuples autochtones.

Les agriculteurs, considérés comme des « partenaires de conservation », ont ouvert leur propre coopérative de café et continuent d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'offrir de nouvelles opportunités à leurs familles.

SOURCES : Conservation Internationale. sd Protéger les forêts et le climat dans l'Alto Mayo. Dans : Conservation International. [Cité le 3 mai 2023]. https://www.conservation.org/stories/protecting-forests-and-climate-in-alto-mayo ; Association des cafés de spécialité. 2021. Rencontrez le projet REDD+ Alto Mayo Landscape Peru, lauréat du prix de durabilité 2021 du meilleur projet. Dans : Association du café de spécialité. [Cité le 19 juillet 2023]. https://sca.coffee/sca-news/communauté/rencontrez-le-alto-mayo-landscape-peru-redd-project-2021-sustainability-award-winner-pour-le-meilleur-projet

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 21 IMPACT DE LA BRUCELLOSE SUR L'ÉLEVAGE, LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT – ANALYSE DE SCÉNARIO DANS L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION

Évaluation environnementale mondiale de l'élevage de la FAO

Le modèle (GLEAM) a simulé la prévalence de la brucellose, une maladie zoonotique contagieuse des ruminants, et son impact sur la production animale, les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la santé publique.59

En examinant la région africaine de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD),* où la brucellose est endémique, GLEAM a constaté qu'en moyenne, environ 11 pour cent des bovins, 7 pour cent des chèvres et 14 pour cent des humains étaient touchés par la maladie. Le modèle a également révélé qu'en l'absence de brucellose, la production de viande et de lait augmenterait respectivement de 7,9 pour cent et 3,3 pour cent. Malgré la hausse de production, les émissions de GES ne semblent avoir augmenté que de 0,2 pour cent. Les coûts de santé publique associés à la maladie – s'élevant à près de 1,8 million d'années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY) – seraient totalement éliminés.**

Monétiser les quantités d'émissions de GES permettrait d'évaluer le coût réel de la brucellose pour les systèmes d'élevage, l'environnement et la santé humaine, ainsi que le retour sur investissement des interventions d'atténuation de la maladie, telles qu'une campagne de vaccination contre la brucellose. Néanmoins, ces estimations suggèrent déjà qu'une telle campagne devrait générer des bénéfices positifs pour la société et l'environnement.

REMARQUES : * La région de l'IGAD comprend huit pays d'Afrique de l'Est : Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda.
** Les coûts de santé publique sont exprimés en DALY et supposent 0,3 DALY par cas de brucellose.60

» plus largement et, lorsqu'ils sont fournis par les gouvernements, ils entrent dans la catégorie du soutien aux services généraux et répondent principalement aux défaillances du marché telles que celles provoquées par les biens publics, une information imparfaite ou des marchés manquants. Avec ce type de soutien, les gouvernements visent à corriger les défaillances du marché et à réduire les coûts de transaction. Ils peuvent accroître la productivité, contribuer à la sécurité alimentaire et à la disponibilité alimentaire, et faire baisser les prix des denrées alimentaires, y compris des aliments nutritifs.2

Les dépenses d'infrastructure, par exemple, maintiennent l'efficacité des opérations commerciales et peuvent réduire les coûts de transport et les pertes alimentaires tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire, contribuant ainsi à une plus grande disponibilité alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (voir encadré 21).

La recherche et le développement (R&D) ont en outre été reconnus comme un levier important pour la transformation des systèmes agroalimentaires.40 Bien que la R&D agricole publique soit associée à des rendements économiques élevés, elle se caractérise également par des horizons temporels longs et des décalages temporels.41 Cependant, un fort retour sur investissement L'investissement constitue un argument solide en faveur d'un investissement dans la R&D agricole afin de développer les innovations et les technologies susceptibles de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition et d'atténuer les menaces qui pèsent sur les approvisionnements alimentaires mondiaux et les moyens de subsistance des agriculteurs.42

Les services de transfert de connaissances – par exemple la formation, l'assistance technique et d'autres services de vulgarisation – constituent un autre levier connexe et souvent soutenu par le public. La diffusion efficace des connaissances est essentielle pour permettre l'adoption de pratiques de durabilité parmi les producteurs. De même, les politiques qui font progresser les plateformes numériques et les données ouvertes peuvent diffuser davantage les ressources de connaissances.

Les services d'inspection en matière de sécurité des produits agricoles, de parasites et de maladies veillent à ce que les produits alimentaires soient conformes à la réglementation et aux normes de sécurité des produits. La fourniture publique de tels services d'inspection aide les consommateurs et les entreprises sur la brucellose).

Comme le montre la figure 15, les services généraux ne doivent pas nécessairement être fournis uniquement par les gouvernements. Les entreprises, les instituts de recherche et les organisations de la société civile peuvent tous jouer un rôle important. De nombreux services d'infrastructure qui soutiennent l'alimentation et l'agriculture sont gérés par le secteur privé, mais leur présence et leur expansion peuvent être essentielles au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire, comme dans le cas des infrastructures d'entreposage frigorifique.

Machine Translated by Google

Les organisations de la société civile peuvent également compléter les actions gouvernementales dans divers domaines, notamment la protection des consommateurs et le partage de connaissances et d'informations. S'ils ne sont pas directement impliqués dans les services d'inspection visant à garantir la sécurité alimentaire et la conformité des produits à la réglementation, ils peuvent participer plus généralement à la surveillance contre d'éventuelles fraudes alimentaires pour protéger les consommateurs. Ces derniers temps, ils jouent un rôle croissant dans la sensibilisation des consommateurs aux questions liées à la durabilité environnementale et à l'exploitation économique (comme le travail des enfants).

En conclusion de cette section, la question de la création de synergies entre les différents leviers et la manière dont ils sont mis en œuvre reste une priorité pour atteindre les résultats souhaités. Comme indiqué dans L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, la réaffectation du soutien public au secteur alimentaire et agricole ne suffira pas. Les décideurs politiques doivent éviter les compromis potentiels qui pourraient surgir.
Par exemple, les agriculteurs ne sont peut-être pas en mesure d'augmenter la production d'aliments nutritifs et durables en raison de contraintes de ressources qui les empêchent d'accéder à des technologies qui améliorent la durabilité environnementale.
De plus, la réaffectation, si elle n'est pas bien conçue, peut avoir des conséquences inattendues sur les plus vulnérables, en particulier les petits producteurs, les femmes et les enfants.2 Une approche TCA fournit un cadre complet pour réfléchir à ces compromis et à d'autres et relier les secteurs agroalimentaires systèmes vers d'autres systèmes – environnementaux, de santé, de transport et d'énergie –.
Ensuite, des évaluations ciblées de l'ACT peuvent donner des indications sur la manière de les surmonter en dévoilant les résultats des politiques, non seulement en termes d'efficacité, mais aussi d'équité, de nutrition, de santé et de qualité environnementale. n

CRÉER UN SYSTÈME PERMETTANT ENVIRONNEMENT À L'ÉCHELLE VRAIE COMPTABILITÉ COUTIÈRE POUR LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES TRANSFORMATION

Pour faciliter la mise en œuvre correcte des bons leviers, la TCA devrait être encouragée pour l'élaboration des politiques, les processus de production et la gestion des affaires. Comme expliqué plus haut dans le rapport, l'ACT peut faciliter une compréhension globale des impacts et des dépendances et permettre une meilleure prise de décision pour la transition vers des systèmes agroalimentaires durables et résilients. Ce n'est pas le cas actuellement, malgré des progrès perceptibles. Un certain nombre d'acteurs, notamment des gouvernements, des universités, des entreprises, des institutions financières et des agences intergouvernementales et internationales, expérimentent des méthodes et des cadres innovants pour découvrir les coûts cachés des systèmes agroalimentaires afin d'orienter les actions vers la durabilité. Ces efforts ont suscité un changement positif dans les systèmes agroalimentaires, y compris dans les entreprises, mais des développements supplémentaires sont encore nécessaires dans de nombreux domaines pour réaliser pleinement le potentiel du TCA. Alors, quelles mesures faut-il prendre pour intégrer la TCA dans la pris
Et quel est le rôle potentiel des différents acteurs dans le soutien à la création d'un environnement propice à l'utilisation du TCA ?

Plus important encore, l'intensification de l'adoption de l'ACT ne peut être réalisée par un seul groupe d'acteurs ; elle nécessite des contributions complémentaires des différents acteurs qui influencent le fonctionnement des entreprises agroalimentaires. Les gouvernements, avec leurs politiques, leurs fonds, leurs investissements, leurs lois et réglementations, jouent un rôle central dans la création d'un environnement propice à l'intensification de l'ACT pour transformer les systèmes agroalimentaires.
Les institutions de recherche et le monde universitaire jouent également un rôle central, car les différents outils et indicateurs utilisés dans ces études doivent être correctement étayés par des méthodologies rigoureuses et des bases de données précises éclairées par la recherche.
À cette fin, les organismes de recherche peuvent jouer un rôle fondamental dans l'intégration de l'ATC à travers divers canaux, notamment le développement de : (i) des indicateurs (interdisciplinaires), notamment sociaux et humains, et leurs

Machine Translated by Google

facteurs de valorisation respectifs ; (ii) des mécanismes comptables et des formats de reporting reflétant les principes du TCA ; et (iii) des études de cas qui informent les entreprises sur les pratiques durables (voir l'encadré 14, dans lequel une étude du TCA révèle la valeur d'une production de café intelligente face au climat en Colombie).17

Les organismes de recherche et les organismes de normalisation jouent également un rôle clé dans l'avancement des méthodologies et l'établissement de normes pour les données à collecter et à utiliser dans les évaluations TCA. Ceci est essentiel pour garantir la transparence des véritables coûts et avantages des systèmes agroalimentaires. Les applications des études TCA seront largement facilitées par les cabinets comptables et les cabinets de conseil aux entreprises, qui conseillent et soutiennent les producteurs agroalimentaires, les entreprises et autres parties prenantes concernées dans leur transition vers le développement durable.
Les institutions financières et les agences de notation de crédit pourraient jouer un rôle déterminant si elles favorisent une production, des entreprises et des investissements durables. En fin de compte, ce sont les producteurs et les entreprises – et les alliances qu'ils créent – qui réaliseront le changement et mettront en œuvre de nouvelles normes, en particulier des normes volontaires.

La nécessité de faire progresser la méthodologie et les données du TCA

Toute étude TCA nécessite généralement une quantité substantielle de données pour évaluer les coûts et les avantages concernés.
L'objectif évident est que les données soient adaptées à leur objectif, tant en termes de qualité que de détails nécessaires pour informer correctement les décideurs.
Jusqu'à présent, la collecte de données liées à l'alimentation et à l'agriculture concerne les flux et impacts visibles, qui sont principalement liés au capital produit et à certains éléments du capital humain (voir Figure 1). Les données sur d'autres aspects du capital humain, comme les conditions de travail, font généralement défaut.
Ce qui est plus difficile est de trouver des données sur le capital social, comme les réseaux sociaux et les connaissances culturelles.
Les défis liés à la recherche de données à utiliser dans les études TCA incluent également la manière de quantifier facilement certaines variables, comme expliqué dans la figure 2.

Le manque de données de ce type à faible coût est potentiellement le principal obstacle à l'intensification de l'ATC.43 Ceci est particulièrement pressant dans les pays à revenu intermédiaire et faible, où les données secondaires sont rares et la collecte de données primaires est coûteuse en raison de ressources limitées.
Compte tenu du goulot d'étranglement lié à la rareté des données, l'intensification de la TCA sera éclairée par le questions suivantes : Comment réduire l'intensité des ressources nécessaires à la collecte de données ? Comment les estimations des données manquantes peuvent-elles être utilisées dans TCA ? Des données de qualité « insuffisante » peuvent-elles être incluses dans l'ACT et, à terme, éclairer la prise de décision politique ?

Les données peuvent être obtenues à partir de trois sources44, 45 :
(i) les données primaires collectées spécifiquement pour l'étude TCA, telles que les enquêtes, les mesures physiques et les expériences sur le terrain ; (ii) des données secondaires initialement collectées et publiées dans un autre but ou une étude différente, mais se rapprochant des informations requises46 ; et (iii) des données estimées à l'aide de modèles basés sur des données primaires et secondaires provenant de différents contextes.

Il va sans dire que la collecte, la recherche et l'analyse de données financées par le secteur public sont nécessaires pour combler les lacunes en matière de données. Il ne fait aucun doute que les limitations liées à la rareté et à la mauvaise qualité des données posent un problème extrêmement urgent, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les lacunes dans les données ou les données de mauvaise qualité sont susceptibles d'entraîner une grande incertitude dans les hypothèses requises pour réaliser une étude TCA. Ce compromis doit être abordé de deux manières générales.

Stratégiquement, à long terme, les données nécessaires aux études TCA devraient être incluses dans les recensements et enquêtes systématiques menés par les agences statistiques publiques. Pour que cela se produise, il faut développer et tester un outil facile à utiliser, qui pourra ensuite être utilisé pour établir une procédure comptable standard capable de générer des données sur les coûts et les bénéfices cachés des systèmes agroalimentaires, c'est-à-dire sur leur impacts sur le capital social, humain et environnemental (voir chapitre 1).

Tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une tâche difficile, exigeant du temps et des ressources, elle peut s'avérer considérablement rentable à long terme en réduisant les ressources financières et humaines nécessaires pour collecter des données et effectuer de véritables calculs de coûts à un stade ultérieur.

Les gouvernements peuvent faciliter le processus en développant des mécanismes de reporting et en les rendant obligatoires. Citons par exemple la taxonomie de l'UE, qui crée un système de classification commun pour les activités économiques durables47.
et la directive européenne sur les rapports sur le développement durable des entreprises, qui oblige les grandes entreprises et les sociétés cotées à publier des rapports réguliers sur les aspects sociaux.

Machine Translated by Google

et environnementaux auxquels ils sont confrontés et sur la manière dont leurs activités impactent les personnes, y compris les droits de l'homme, et l'environnement.48

Cependant, en raison du besoin urgent de s'attaquer au problème des coûts cachés, les décideurs ne devraient pas attendre, mais plutôt utiliser ce qui est disponible, à condition que leurs limites soient bien comprises.
À court et moyen terme, ils devraient tirer parti de toutes les données secondaires et estimées disponibles. Les techniques de modélisation et l'analyse de sensibilité peuvent ensuite être utilisées pour identifier les points de données qui ont produit des résultats qui s'écartent considérablement de la moyenne et qui doivent être ciblés pour la collecte de données primaires. La priorisation des données probantes peut également être facilitée par une variété d'outils différents, tels que les Evidence Gap Maps, qui représentent visuellement la quantité et la qualité des données probantes disponibles, par exemple sur les interventions politiques possibles et leurs résultats.
Ces cartes permettent de voir d'un seul coup d'œil les interventions pour lesquelles il existe des preuves solides et celles qui n'ont pas été étudiées du tout ou seulement partiellement.49

Ici, des répertoires de données partagés pour les données secondaires et des outils de collecte standardisés pour les données primaires peuvent réduire considérablement les ressources nécessaires pour réaliser une étude TCA.46 En France, par exemple, les efforts du secteur public ont conduit à la création d'Agribalyse – une base de données harmonisée sur la vie. des évaluations du cycle de vie de 2 500 produits alimentaires – qui, à leur tour, ont été utilisées pour développer des systèmes d'étiquetage d'impact environnemental.49 Ces initiatives devraient être un effort collectif de la communauté TCA, car elles permettent de combler les lacunes en matière de données à un coût réduit, ce qui est essentiel pour étendre les études TCA.

Il est important de souligner que les différents outils et indicateurs utilisés dans les études TCA doivent être étayés par des recherches rigoureusement menées et des bases de données précises.8 De nombreuses recherches doivent être menées sur l'ATC pour réduire les écarts actuellement importants en matière de disponibilité des données. Les outils et modèles récents développés par la FAO illustrent le rôle de la recherche pour faciliter l'intégration de l'ACT dans les systèmes agroalimentaires. Par exemple, l'outil de bilan carbone ex-ante de la FAO (EX-ACT) et ses outils complémentaires – l'outil d'évaluation et de calcul intégré de la biodiversité (B-INTACT) et l'outil de bilan de carbone ex-ante pour la valeur. Chaînes (EX-ACT VC) – permettent une estimation et un suivi cohérents des résultats des interventions agricoles sur les émissions de GES et la biodiversité.50 Les outils peuvent être utilisés individuellement ou ensemble pour se concentrer sur des éléments spécifiques des projets et des politiques, ou pour développer une vue d'ensemble holistique. de leurs impacts environnementaux. Un autre exemple est le Modèle mondial d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM), qui est basé sur l'évaluation du cycle de vie (ACV) et peut être utilisé pour évaluer des scénarios alternatifs vers une production animale plus durable.

GLEAM peut être utilisé pour générer des scénarios sur les impacts potentiels des chocs biologiques (liés à la maladie) sur la production animale et les émissions de GES associées (Encadré 21), ou pour mener une analyse comparative de différents systèmes de production en termes d'indicateurs de productivité et de durabilité (Encadré 22).).

Ces outils sont précieux pour rendre compte des différents impacts et pour évaluer des scénarios qui peuvent alimenter l'analyse politique dans le contexte de l'ACT (voir chapitre 3). Ils contribuent également à combler les lacunes en matière de données qui entravent actuellement l'intégration de l'ATC et à rendre les conclusions et données scientifiques disponibles, accessibles et compréhensibles pour les décideurs politiques et les autres parties prenantes.

L'analyse du cycle de vie, qui met en lumière l'impact environnemental de certaines chaînes de valeur ou de certains produits, peut être un apport précieux à l'ACT et devrait être utilisée pour étendre les études d'ACT.51 Par exemple, les ACV ont été utilisées pour comparer les coûts environnementaux des production alimentaire d'origine animale pour le bétail, l'aquaculture et la pêche de capture, constatant que les méthodes de production ayant le plus faible impact étaient la pêcherie de petits pélagiques et l'aquaculture de mollusques, tandis que les méthodes de production ayant le plus grand impact étaient la production de viande bovine et l'aquaculture du poisson-chat.52 Il convient toutefois de faire preuve de prudence . , avec la méthodologie actuelle d'ACV et les études qui tendent à favoriser les systèmes agricoles intensifs à intrants élevés et à déformer les systèmes agroécologiques moins intensifs, tels que l'agriculture biologique.53
En outre, toute lacune dans les données probantes affectant l'ACV dans les systèmes agroalimentaires peut se répercuter sur les estimations de l'ACV.54 Néanmoins, l'ACV peut être utilisée comme point de départ pour l'analyse de l'ACV, les impacts généralement rapportés en unités physiques étant convertis en termes monétaires (comme dans le cas des émissions de GES). L'encadré 22 décrit deux »

Machine Translated by Google

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE LIÉES À LA PRODUCTION D'ŒUFS ET DE LAIT – PREUVES DE DEUX ÉVALUATIONS DU CYCLE DE VIE

Le Modèle mondial d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM) de la FAO utilise des évaluations du cycle de vie pour quantifier les émissions de GES générées tout au long des chaînes d'approvisionnement de l'élevage. Deux exemples sont donnés pour illustrer la variabilité des émissions selon les différents systèmes de production animale et régions.

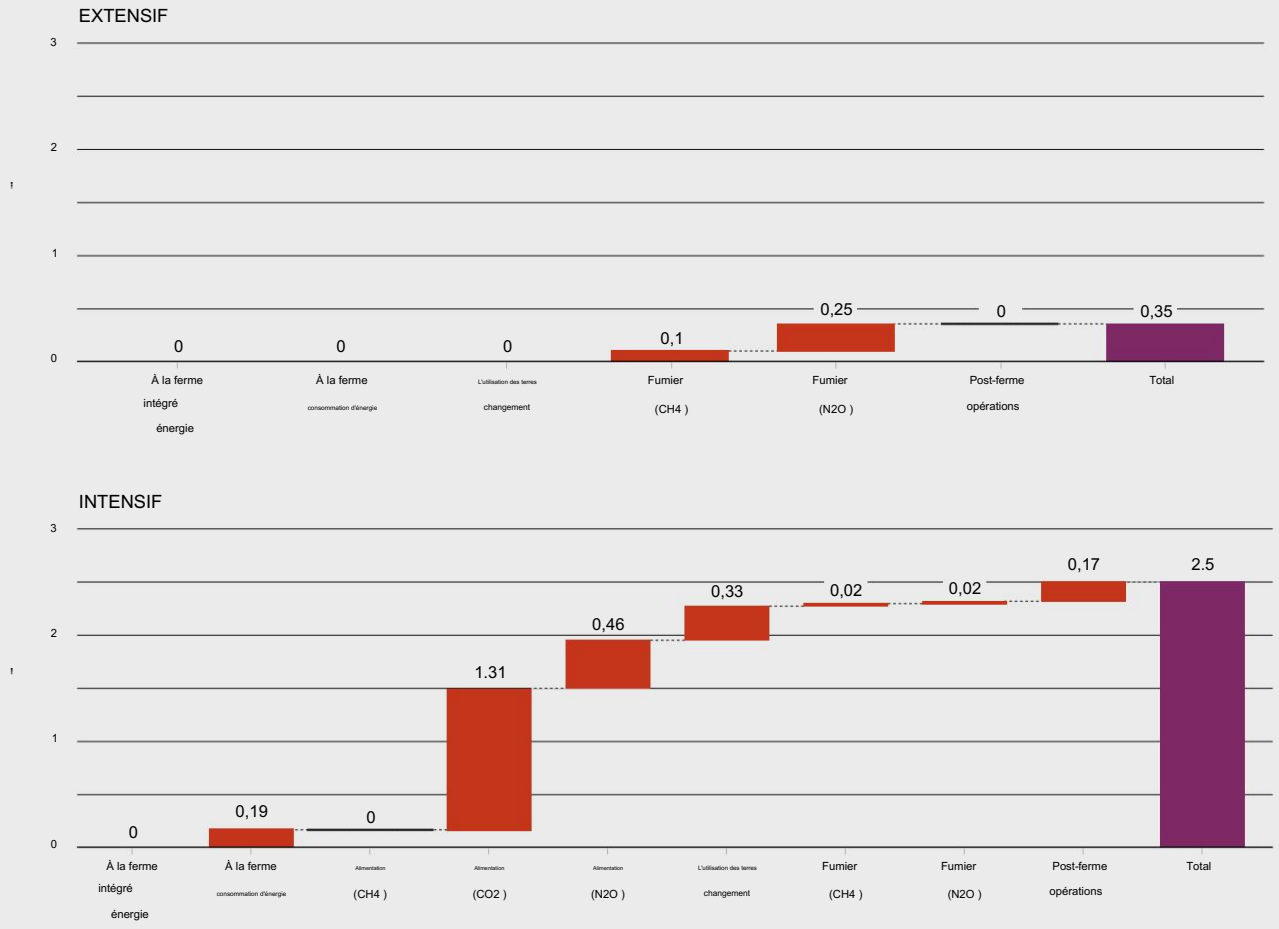
Exemple 1. Production intensive ou extensive d'œufs en Asie du Sud-Est

Les intensités d'émission par œuf dans un système extensif sont bien inférieures à celles d'un système industriel/intensif.* Ceci est en partie dû au fait que les aliments utilisés dans le système de basse-cour/extensif sont produits localement et sont principalement constitués de résidus de récolte et de déchets alimentaires. Les émissions liées à ces résidus étaient déjà affectées à leur destination principale (alimentation production), ne sont donc pas pris en compte. De plus, aucune émission ne provient de la consommation d'énergie dans les opérations sur place ou après l'exploitation agricole.

En revanche, les systèmes industriels/intensifs génèrent émissions de GES liées à l'énergie provenant des activités d'emballage et de transformation. De plus, ces systèmes importent souvent des aliments cultivés dans des zones défrichées à cet effet et qui émettent des GES issus des processus de conversion de l'utilisation des terres (par exemple, la déforestation pour la culture du soja). La figure A quantifie les émissions de GES (en CO2 équivalent) par kilogramme d'œufs le long des chaînes de valeur étendues (supérieures) et intensives (inférieures) en Asie du Sud-Est. Comme prévu, les émissions totales par kilogramme d'œufs sont bien inférieures dans le système extensif.

Les émissions liées au fumier sont cependant nettement plus élevées en raison du type de race et d'aliment utilisé.

FIGUREZ LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE LE LONG DE L'ŒUF EXTENSIF (EN HAUT) ET INTENSIF (EN BAS) CHAÎNES DE VALEUR DE PRODUCTION EN ASIE DU SUD-EST



REMARQUES : * Dans GLEAM, les systèmes extensifs ou de basse-cour sont caractérisés par des animaux vivant librement avec un faible pourcentage d'aliments commerciaux provenant de sources locales, un logement simple et l'utilisation de produits sur les marchés locaux. À l'échelle mondiale, moins de 8 pour cent de tous les œufs sont produits dans des systèmes de basse-cour.

SOURCE : FAO. 2023. GLEAM 3.0 Évaluation des émissions de gaz à effet de serre et du potentiel d'atténuation. Dans : Modèle mondial d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM). [Cité le 28 avril 2023]. https://www.fao.org/gleam/dashboard/en

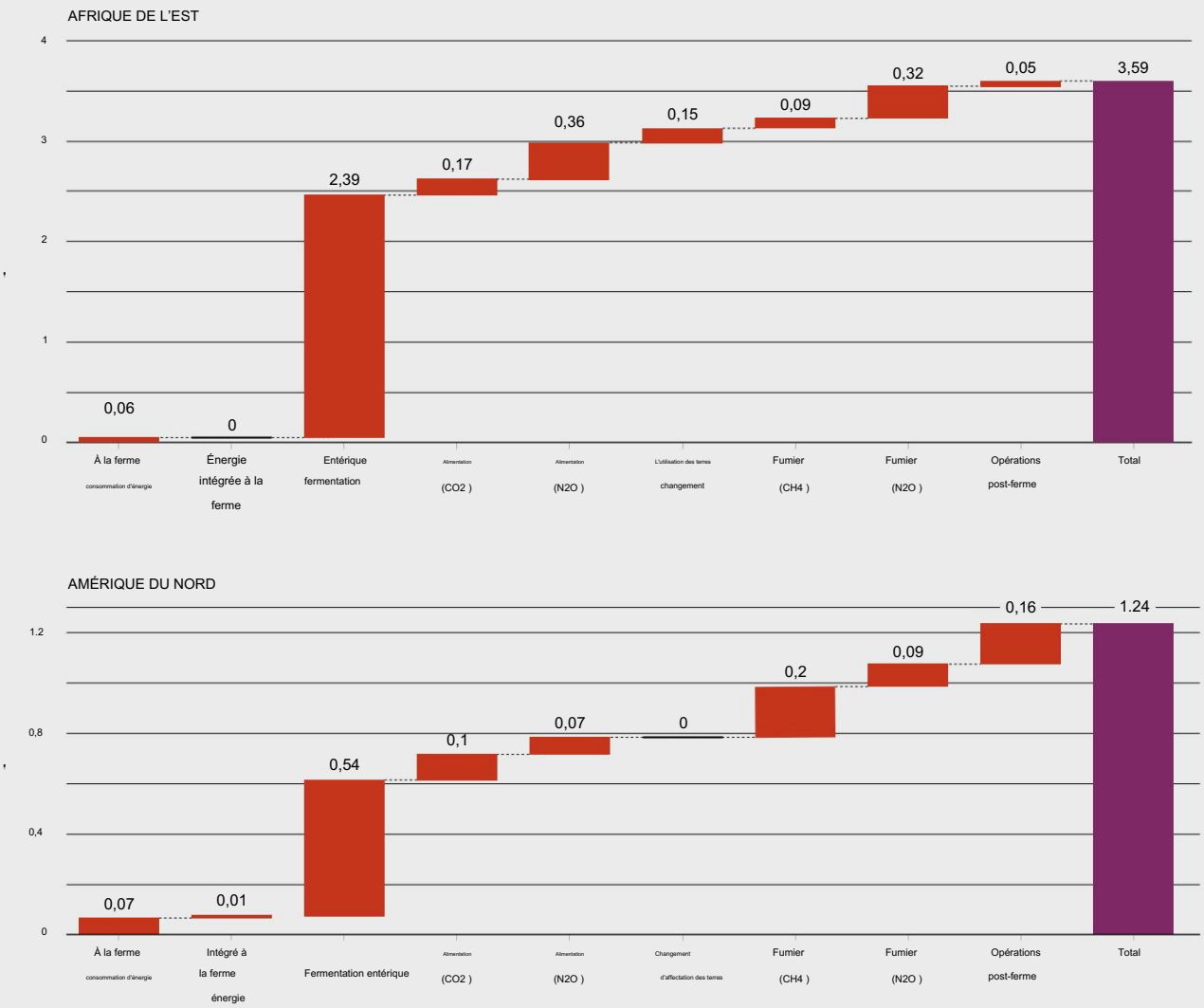
Machine Translated by Google

Exemple 2. Émissions de GES liées au lait en Afrique de l'Est et en Amérique du Nord L'intensité des émissions de GES diffère également selon les régions du monde. En Afrique de l'Est, par exemple, la plupart des émissions par unité de lait sont liées à la fermentation entérique, tandis qu'en Amérique du Nord, les émissions sont également associées aux activités post-exploitation et à la consommation d'énergie. Cependant, comme les émissions associées à la fermentation entérique sont plus faibles dans ce dernier pays – en raison d'un rendement par animal plus élevé et de différentes races, intrants alimentaires et pratiques de gestion – les émissions totales par unité de lait sont plus faibles en Amérique du Nord.

Cela peut être vu dans la figure B, qui décompose la chaîne de valeur du lait en Afrique de l'Est (en haut) et en Amérique du Nord (en bas) et quantifie les émissions de GES (en équivalent CO2) associées à chaque étape.

Les décideurs souhaitant monétiser les émissions de GES d'une activité économique (par exemple la production d'œufs ou de lait) peuvent le faire en multipliant les émissions par un coût social des émissions de GES, qui peut varier selon le contexte. Cependant, s'intéresser uniquement aux émissions est trompeur, car cela ignore d'importants compromis et coûts dans d'autres dimensions, tels que les coûts liés à l'utilisation des terres, à la déforestation ou à la production et à l'utilisation d'engrais et de pesticides.

FIGURE B ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE LIÉES AU LAIT EN AFRIQUE DE L'EST (EN HAUT) ET DANS LE NORD AMÉRIQUE (EN BAS)



SOURCE : FAO. 2023. GLEAM 3.0 Évaluation des émissions de gaz à effet de serre et du potentiel d'atténuation. Dans : Modèle mondial d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM). [Cité le 28 avril 2023]. https://www.fao.org/gleam/dashboard/en

Machine Translated by Google

- Analyses ACV utilisées pour comparer différents systèmes de production d'œufs et de lait en termes d'émissions de GES. Toutefois, les deux analyses se concentrent sur les émissions et ne tiennent pas compte des autres impacts environnementaux de l'élevage, et ne peuvent donc fournir qu'une représentation partielle de l'impact environnemental des systèmes de production animale. Ainsi, l'analyse fournit des éléments clés pour une analyse complète du TCA, mais doit être complétée par d'autres impacts majeurs, notamment la déforestation, la perte de biodiversité, les fuites d'azote, les changements de terres, l'utilisation de l'eau et la pollution.

Lorsque les données nécessaires à de telles analyses systémiques de l'ACT font défaut, les décideurs politiques et les parties prenantes devraient donc commencer par les données actuellement disponibles. À cet égard, l'outil GLEAM de la FAO constitue déjà une étape importante, car il fournit aux principales parties prenantes des informations détaillées et fondées sur des données probantes sur les impacts du secteur de l'élevage sur la santé et l'environnement (voir encadré 21 et encadré 22). Les résultats du modèle peuvent alimenter des analyses de points chauds qui peuvent fournir des alternatives à la quantification complète lorsque celle-ci ne peut être réalisée en raison du manque de données. Dans une analyse de points chauds, l'importance relative des différents indicateurs est explicitée sans les quantifier complètement. Il peut être utilisé lorsque les données sont rares, mais aussi dans d'autres contextes où la quantification n'est pas possible, par exemple s'il n'existe pas de méthodes pour évaluer, mesurer ou valoriser certaines variables, telles que les dépendances et les impacts liés à certains aspects du capital social. .

Les évaluations ciblées des TCA dans des contextes où les données sont rares devraient également tirer parti des outils existants dans le domaine de la durabilité. Par exemple, le cadre de la chaîne de valeur alimentaire durable de la FAO, bien qu'il ne soit pas classé comme cadre TCA, est très aligné conceptuellement sur l'approche TCA. Il a été utilisé pour analyser les chaînes de valeur alimentaires selon les trois dimensions de la durabilité : économique, sociale et environnementale.55 Un exemple marquant de son utilisation dans la transformation des systèmes agroalimentaires vient du projet FISH4ACP (2020-2024) financé par l'UE, qui fournit une analyse rigoureuse. approche standardisée pour l'analyse et le développement de la chaîne de valeur dans les sous-secteurs de la pêche de capture et de l'aquaculture.

Cette méthodologie a été testée sur le terrain dans 12 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.56 La méthodologie FISH4ACP commence par une analyse fonctionnelle de la structure de la chaîne de valeur et dynamique, en considérant tous les éléments, acteurs et parties prenantes pertinents. Ensuite, une évaluation de la durabilité est menée pour évaluer les impacts économiques, sociaux et environnementaux de la chaîne de valeur et pour identifier les points chauds critiques en matière de durabilité. Un plan de développement de la chaîne de valeur est ensuite élaboré pour aborder les points chauds identifiés57. y compris des aspects tels que le renforcement des capacités, l'autonomisation des femmes, la gestion responsable des stocks de poisson, le respect de la législation sur la pêche et l'amélioration des conditions de travail.58

Le rôle complémentaire des services de normalisation et de comptabilité et la nécessité de renforcer les capacités

Les gouvernements, les instituts de recherche et autres agences impliquées dans l'établissement de normes pour les études TCA jouent un rôle important dans l'intégration de la TCA à travers une combinaison d'exigences et d'incitations. Les gouvernements peuvent faciliter l'intégration de la TCA dans les mécanismes de reporting sur la durabilité et l'impact existants et à venir, comme mentionné dans la section précédente. La récente approbation du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal par 196 pays constitue une étape positive vers le renforcement des obligations de reporting sur les défis de durabilité résultant des activités commerciales. Par exemple, l'Objectif 15 engage les gouvernements à exiger de toutes les grandes entreprises et institutions financières qu'elles évaluent et divulguent leurs risques, impacts et dépendances à l'égard de la biodiversité, tandis que l'Objectif 18 promet une réforme globale des subventions nuisibles à l'environnement.61

Toutefois, ces mécanismes et directives doivent être soutenus par des normes et des indicateurs appropriés pour être mis en œuvre avec succès. Les normes internationalement reconnues, telles que celles de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), permettent par exemple aux entreprises de communiquer de manière transparente aux parties prenantes externes les allégations qu'elles font concernant leurs opérations.62 Des exemples de telles normes pourraient être la façon dont le changement climatique affecte l'environnement . valeur de l'entreprise et comment les activités de l'entreprise contribuent au changement climatique.63

Un autre développement positif concerne les normes de reporting sur le développement durable des entreprises élaborées par le Groupe de travail sur les questions liées au climat.

Machine Translated by Google

Divulgations financières (TCFD). La TCFD a développé des recommandations à l'intention des entreprises sur la divulgation des risques et opportunités liés au climat, qui ont été largement adoptées par les entreprises et les investisseurs, avec plus de 1 700 organisations les ayant approuvées en 2021.17 De même, la Taskforce on Nature-rated Financial Disclosures, un nouvelle initiative mondiale, élabore des recommandations, qui sont attendues d'ici septembre 2023.64 Bien qu'il ne s'agisse pas d'une norme, le groupe de travail fournira un cadre mondial conçu pour éclairer les normes sur la gestion et la divulgation des risques liés à la nature.

Par conséquent, même si les normalisateurs jouent un rôle clé dans l'élaboration d'une normalisation pour divers aspects de l'ATC, la mesure dans laquelle ces normes sont mises en œuvre par les acteurs des systèmes agroalimentaires (principalement les producteurs et les entreprises) dépendra de nombreux facteurs, notamment de la capacité des acteurs à mettre en œuvre eux. Le renforcement des capacités est certainement nécessaire à cet égard, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et faible. Le processus peut être facilité par les gouvernements, qui peuvent décider d'adopter les normes comme obligatoires, et pourrait jouer un rôle essentiel en permettant aux programmes de renforcement des capacités dans une période de transition.

Le rôle des services comptables est complémentaire à l'établissement de normes. Les cabinets comptables et les cabinets de conseil aux entreprises ont pour fonction de développer des outils d'évaluation et des règles comptables pour le TCA. En travaillant en étroite collaboration avec les producteurs agroalimentaires, les entreprises et d'autres parties prenantes, les cabinets comptables et les cabinets de conseil aux entreprises peuvent identifier les obstacles pertinents à l'application du TCA et aider les parties prenantes à les surmonter. Ici encore, des programmes de renforcement des capacités et de transfert de connaissances sont nécessaires pour adapter les services comptables et les conseils aux entreprises aux normes du TCA.

Les institutions financières peuvent faciliter ce processus grâce à des politiques de prêt qui favorisent de plus en plus les entreprises agroalimentaires durables dans le but de les intégrer. Dans ce contexte, la manière dont les agences de notation catégorisent les entreprises en fonction de leur solvabilité doit également être adaptée aux nouvelles réalités ; les coûts, les avantages, les risques et les actifs d'un point de vue non financier doivent être inclus dans toute évaluation. Un exemple de la façon dont cela pourrait fonctionner dans la pratique est le Fonds Agri3 pour soutenir l'agriculture et les forêts durables. conservation.65 Le fonds vise à mobiliser jusqu'à 1 milliard de dollars de financements publics et privés en « fournissant des outils d'amélioration du crédit et une assistance technique pour permettre une transition vers des pratiques plus durables dans les chaînes de valeur agricoles et éviter la déforestation ».66 Cependant, la possibilité de la mise à l'échelle d'initiatives similaires nécessite la disponibilité d'outils et de données étayés par des recherches solides pour évaluer les performances des bénéficiaires potentiels. n

CONSIDÉRATIONS QUAND CHOISIR DES POLITIQUES

Les résultats et les discussions de ce rapport, tels que présentés aux chapitres 2 et 3, soulignent comment les systèmes agroalimentaires doivent être transformés pour devenir durables. Les résultats présentés au chapitre 2 montrent comment les systèmes agroalimentaires ont des coûts cachés importants qui diffèrent selon le contexte. En s'efforçant de les réduire, des compromis apparaîtront.
Les systèmes agroalimentaires doivent devenir écologiquement durables, mais ils doivent également garantir la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, fournir des moyens de subsistance aux agriculteurs et aux autres acteurs de la chaîne de valeur alimentaire et promouvoir une transformation rurale inclusive.67 Les décideurs politiques doivent être capables de gérer les compromis qui émergent de ce triple défi et de comprendre comment les actions dans un domaine peuvent affecter les résultats dans un autre.

Le chapitre 3 décrit la nécessité de mener des évaluations ciblées et la manière dont ces évaluations doivent être scientifiquement rigoureuses et sociopolitiquement inclusives. Il a souligné que les décideurs politiques devraient éviter de se concentrer sur une seule dimension et adopter une approche holistique de l'élaboration des politiques qui prenne en compte les interdépendances des dimensions économique, sociale et environnementale de la durabilité.
Ceci est essentiel pour capturer les synergies potentielles, afin de minimiser les compromis. Par exemple, une politique visant à promouvoir des régimes alimentaires plus sains en modifiant le niveau et la composition de la demande alimentaire pourrait entraîner une baisse ou une augmentation des émissions de GES, en fonction des produits alimentaires inclus dans les régimes alimentaires sains proposés. Pour garantir une alimentation saine tout en respectant l'environnement, les politiques devraient cibler les régimes alimentaires en tenant compte de considérations de durabilité. De tels objectifs auront des implications sur les mesures politiques nécessaires pour aborder les compromis et atteindre les objectifs de durabilité en matière de sécurité alimentaire et de développem

Machine Translated by Google

ALLEMAGNE
Marché aux
fruits. ©Thomas Ulrich/Pixabay

Machine Translated by Google

» la nutrition, ainsi que l'environnement.67 De même, une politique visant à réduire le stress sur les ressources pourrait entraîner une baisse des rendements, ce qui pourrait augmenter les prix des denrées alimentaires et nuire aux plus vulnérables.2 Dans ce cas, les politiques devraient explorer toutes les options disponibles pour éviter un tel scénario. . Les innovations et les technologies peuvent avoir un rôle à jouer dans la réduction de la pression sur les ressources naturelles sans pour autant diminuer les rendements, mais dans d'autres cas, la nécessité de politiques de protection sociale pour atténuer d'éventuelles pertes de revenus à court terme pourrait être inévitable.

Lors de la prise de décisions concernant les systèmes agroalimentaires, il est également important de reconnaître l'interdépendance des humains, des animaux et de l'environnement. Ne pas le faire pourrait avoir des conséquences désastreuses, comme l'a récemment démontré la pandémie de COVID-19. Pour cela, l'approche One Health – promue par la FAO, le PNUE, l'OMS et l'Organisation mondiale de la santé animale (WOAH) – appelle à une approche holistique et systémique qui reconnaît l'interconnexion entre la santé des humains, des animaux, des plantes et la santé des animaux. environnement.68 L'approche mobilise de multiples secteurs, disciplines et communautés à différents niveaux de la société pour promouvoir un avenir durable et sain par la collaboration, la communication, la coordination et le renforcement des capacités. S'il est soutenu par des cadres réglementaires appropriés, One Health peut négocier des compromis et identifier des solutions gagnant-gagnant.

Dans ce contexte, cette section explore comment choisir entre les politiques et équilibrer les multiples objectifs politiques, de sorte que les leviers de transformation déployés fonctionnent les uns avec les autres plutôt que contre les autres.

La réduction des coûts cachés va-t-elle faire monter le prix des denrées alimentaires ?

Une question fréquemment posée est de savoir si la réduction des coûts cachés des systèmes agroalimentaires entraînera une hausse des prix des denrées alimentaires. La réponse est que ce n'est pas obligatoire, mais cela dépendra des coûts cachés à résoudre et des instruments utilisés.
Une question plus globale pourrait être de savoir si les gens se sentiront mieux si ces coûts cachés sont résolus. Pour répondre à cette question, il est utile de considérer les différentes catégories de coûts cachés étudiées : les coûts sociaux cachés associés aux échecs de distribution, qui aboutissent à la pauvreté. et la sous-alimentation ; les coûts environnementaux cachés dus aux dommages liés aux externalités ; et les coûts cachés en matière de santé dus aux habitudes alimentaires qui conduisent à l'obésité et aux MNT. La manière dont chacune de ces catégories est abordée a des implications distinctes sur les revenus et les prix alimentaires.

Par exemple, s'attaquer aux coûts sociaux cachés liés à l'échec de la distribution pourrait améliorer la productivité dans le secteur alimentaire et agricole.
La réduction de la pauvreté et de la sous-alimentation permettrait à une partie de la population de devenir plus productive, ce qui pourrait conduire à un approvisionnement alimentaire plus important. Cette augmentation de la productivité pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix des denrées alimentaires, bénéficiant largement aux consommateurs. Toutefois, ce sont les contribuables qui assumeraient le coût de telles interventions. Il est donc important de concevoir des programmes de protection sociale et des investissements efficaces pour atteindre les segments de la population qui ont le plus besoin de soutien.

En ce qui concerne les coûts cachés pour l'environnement, beaucoup dépendra des mesures adoptées et de la personne qui en supportera le coût. Il existe deux principes pour remédier à ces externalités : le principe du pollueur-payeur, selon lequel les coûts liés à l'obtention des résultats souhaités sont supportés en premier lieu par ceux qui sont responsables de leur création69 ; et le principe du bénéficiaire-payeur, selon lequel les coûts sont couverts par les bénéficiaires – généralement le public, mais aussi des groupes spécifiques particulièrement touchés par des activités dans lesquelles ils ne sont pas impliqués.

Selon le principe du pollueur-payeur, les pollueurs doivent payer les coûts qu'ils imposent à des tiers, par exemple au moyen de réglementations stipulant des pratiques agricoles moins nocives pour l'environnement, de taxes ou de la création de marchés pour le droit de polluer ou d'accéder à des ressources telles que comme la pêche. Des exemples d'applications de ce principe comprennent les prélèvements et taxes sur les pesticides et les engrais dans certains pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; le développement des licences de pêche en Namibie, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie ; taxes sur les rejets organiques en Colombie ; et les redevances pour les eaux usées en Chine et en Malaisie.70

L'introduction de telles mesures augmente normalement les coûts de production et, par conséquent, les prix des denrées alimentaires. Toutefois, si ces mesures s'accompagnent d'actions de soutien aux agriculteurs

Machine Translated by Google

en réduisant leurs coûts de production, par exemple en leur donnant des conseils sur de meilleures pratiques de gestion, les augmentations des prix alimentaires peuvent être évitées. La question du soutien aux agriculteurs est cruciale, car de nombreux coûts environnementaux cachés peuvent être dus à des pratiques agricoles non durables, même si les avantages économiques privés de ces pratiques sont répartis tout au long de la chaîne de valeur, jusqu'aux consommateurs. Par conséquent, le principe du pollueur-payeur, s'il n'est pas complété par des conseils sur la manière de limiter les coûts lorsque l'externalité se produit, sera soit absorbé plus en aval de la chaîne de valeur, soit répercuté sur les consommateurs sous la forme d'une hausse des prix des denrées alimentaires.

L'alternative consiste à appliquer le principe du bénéficiaire-payeur, qui fait peser sur les bénéficiaires la charge de couvrir les coûts réels des activités des systèmes agroalimentaires. Dans de tels cas, les politiques ne devraient pas entraîner une augmentation du prix des denrées alimentaires.
Un exemple est le paiement pour services environnementaux (PSE), dans lequel le bénéficiaire paie les parties dont les activités peuvent nuire à l'environnement pour qu'elles modifient leur comportement.

Des exemples de programmes de PSE pertinents pour les systèmes agroalimentaires sont ceux liés à la protection des bassins versants, à la conservation de la biodiversité, à la séquestration du carbone et aux services paysagers. De même, les gouvernements peuvent soutenir et même subventionner l'adoption de pratiques plus propres et moins polluantes sans nécessairement les lier aux services environnementaux fournis. Par exemple, dans les pays de l'OCDE où les systèmes de PSE sont largement utilisés, les agriculteurs bénéficient de réductions d'impôts pour leurs investissements dans la réduction de la pollution et de subventions pour leurs investissements dans des dispositifs permettant d'économiser l'eau.71

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ces mécanismes sont moins largement appliqués. Lorsqu'ils choisissent un instrument politique pour réduire les coûts cachés, les gouvernements doivent analyser soigneusement les implications distributives. Ils doivent également tenir compte du fait que les programmes fondés sur les subventions pèsent sur des ressources budgétaires déjà rares et que des objectifs concurrents pourraient conduire à des compromis entre, par exemple, les dimensions sociales et environnementales. Le choix entre les instruments politiques dépendra des implications en matière d'équité, qui, à leur tour, dépendent de l'identité des bénéficiaires. La priorité devrait être accordée aux situations dans lesquelles des synergies existent. Par exemple, si une politique visant à réduire la pression sur les ressources augmente également la productivité agricole, la hausse des prix alimentaires peut être évitée.67, 72

Un ensemble de politiques impliquant un mélange du principe du pollueur-payeur et du principe du bénéficiaire-payeur est la réaffectation des subventions agricoles. Le transfert des subventions agricoles peu performantes vers la protection et la restauration des terres agricoles dégradées peut mieux soutenir les communautés locales et aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de climat, de biodiversité et de développement rural. Il est toutefois difficile de savoir dans quelle mesure les coûts de telles politiques pèsent sur les pollueurs actuels (qui perdent leurs subventions) ou sur les bénéficiaires. Pourtant, la réaffectation peut être conçue de telle manière qu'elle n'entraîne pas de pertes pour les petits exploitants agricoles ;73

par exemple, lorsque les objectifs sont guidés par les besoins locaux74, il faut tenir compte de la façon dont les incitations sont perçues et garantir la participation des parties concernées.

La réorientation du soutien public actuel à l'alimentation et à l'agriculture, si elle est soigneusement conçue et ciblée, a également le potentiel d'accroître la disponibilité et l'accessibilité des régimes alimentaires sains, en particulier ceux qui sont respectueux de l'environnement. Cela peut constituer une voie efficace pour lutter contre les coûts cachés associés à des habitudes alimentaires malsaines, que ce rapport a révélé comme étant importants. Par exemple, les graisses et les sucres fournissent actuellement de l'énergie alimentaire à des prix de marché très bas, en partie grâce aux subventions à la consommation dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, alimentant ainsi l'épidémie naissante d'obésité.2

Les évaluations ciblées du TCA peuvent éclairer la conception de systèmes de taxation et de réutilisation visant à modifier les prix relatifs des aliments en faveur d'options plus nutritives et durables. Lorsque les recettes fiscales sont affectées à la promotion d'une alimentation saine et durable, les budgets alimentaires des ménages peuvent rester inchangés. De plus, à long terme, il y aura une amélioration de la santé publique conduisant à une augmentation de la productivité qui pourrait se traduire par une augmentation des revenus des ménages. Dans ce cas, même si une alimentation plus saine peut s'avérer plus coûteuse, l'augmentation des revenus pourrait contribuer à compenser cette dépense supplémentaire. Cependant, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre le coût de la transition vers une alimentation saine et durable, ainsi que ses effets distributifs.

Machine Translated by Google

Tirer parti d'une véritable comptabilité analytique pour gérer plusieurs objectifs politiques

Lorsqu'il existe plusieurs objectifs politiques, ce qui est généralement le cas, un compromis peut s'avérer nécessaire. Toutefois, l'ampleur du compromis peut être minimisée s'il existe au moins autant d'instruments politiques que d'objectifs. C'est ce qu'on appelle parfois la règle de Tinbergen.75

Il est donc souhaitable de disposer d'un ensemble de politiques permettant d'atteindre différents objectifs. Ainsi, par exemple, si un pays cherche à restaurer les stocks de poisson, mais également à lutter contre la pauvreté rurale, une seule mesure d'interdiction générale des captures pourrait entraîner une augmentation de la pauvreté dans les communautés de pêcheurs artisanaux. L'introduction d'une deuxième mesure, telle qu'une aide au revenu ou des opportunités d'emploi alternatives (ou une exemption pour les pêcheurs artisanaux), permettrait d'atteindre ces deux objectifs.

Lorsque l'activation des leviers peut conduire à des compromis qui affectent négativement certaines parties prenantes, des politiques de protection sociale peuvent s'avérer nécessaires, notamment pour atténuer les pertes de revenus à court terme ou les effets négatifs sur les moyens de subsistance.2 À cet égard, la TCA – et, en particulier , l'analyse de scénarios (voir chapitre 3) – offre un moyen de saisir les interdépendances et d'évaluer les compromis. L'étude TEEBAgriFood sur le riz en Thaïlande (encadré 11) en est un bon exemple. Dans cette étude, une analyse de scénario a été réalisée pour démontrer les synergies et les compromis potentiels de l'extension des pratiques de production de riz biologique en Thaïlande. Les résultats ont montré que les pratiques du riz biologique généraient des externalités positives grâce à des améliorations sanitaires et environnementales, même si les rendements étaient légèrement inférieurs. Pour compenser la perte de revenus, l'étude a montré que le prix du riz biologique devrait être au moins 3,5 pour cent plus élevé que celui du riz conventionnel – et peut-être même beaucoup plus élevé – car une certaine incertitude existe quant à l'ampleur de la réduction du rendement lors de la conversion au riz biologique. . Pour inciter les agriculteurs à adopter des pratiques biologiques, les subventions doivent également être réorientées, sous réserve de l'adoption de pratiques agricoles durables.76

En outre, il doit y avoir une cohérence entre les réponses politiques. Ici, le TCA peut également jouer un rôle. Par exemple, les politiques peuvent être mises à profit pour promouvoir des initiatives qui soutiennent et entretiennent l'infrastructure écologique sur laquelle repose l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux en dépendent, comme dans le cas de l'Ouganda (encadré 23). Toutefois, ces efforts ne doivent pas être isolés alors que le soutien aux initiatives non durables se poursuit, voire augmente. En Ouganda, les subventions aux engrais chimiques ont augmenté, tandis que le gouvernement investissait simultanément dans la restauration des bassins versants, des forêts et des terres.

Un autre domaine à améliorer concerne les systèmes d'alerte et d'action précoces, qui sont des mécanismes importants pour atténuer les impacts des catastrophes. Il est toutefois difficile d'évaluer le coût réel des interventions en cas de catastrophe, en raison du manque de données fiables dans les pays touchés. Pourtant, les évaluations de l'impact des données sur les situations d'urgence (DIEM-Impact) de la FAO fournissent une compréhension granulaire et rapide de l'impact sur l'agriculture et les moyens de subsistance agricoles, ainsi qu'une estimation des dommages et des pertes subis par le secteur agricole.77 S'appuyant sur l'étude sur le criquet pèlerin de 2019-2021 recrudescence des émissions dans la Corne de l'Afrique, qui menace la sécurité alimentaire déjà fragile de la région, encadré 9 souligne la nécessité pour la TCA de faire partie de la planification et de la préparation aux catastrophes et aux urgences. Cela peut aider à explorer les différentes options disponibles et leurs impacts potentiels dans toutes les dimensions (environnementale, sociale, sanitaire et économique) avant qu'une menace ne survienne. Cela peut améliorer la préparation aux menaces en orientant les investissements dans la réduction des risques de catastrophe vers des solutions plus durables capables de prévenir les pertes économiques sans nuire à l'environnement et à la santé. n

CONCLUSIONS

Cette édition de La situation de l'alimentation et de l'agriculture souligne la nécessité pour les décideurs – des gouvernements aux entreprises, en passant par les investisseurs et les consommateurs – de rendre compte systématiquement des coûts et des avantages cachés des systèmes agroalimentaires afin d'orienter le changement structurel vers des systèmes qui fournissent à tous une alimentation saine et abordable tout en respectant les limites environnementales. Le rapport reconnaît la comptabilité analytique réelle (TCA) comme une méthodologie appropriée pour évaluer ces impacts. Il propose une approche TCA en deux phases pour saisir la complexité et l'interdépendance des acteurs des systèmes agroalimentaires : en commençant par des évaluations plus larges, au niveau national, impliquant des niveaux élevés de »

Machine Translated by Google

ENCADRÉ 23 ÉTABLIR LE FINANCEMENT PUBLIC VERS UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES – LE CAS DE L'OUGANDA

L'agriculture et les moyens de subsistance en Ouganda dépendent largement des ressources naturelles – des pâturages aux terres cultivées, en passant par les forêts et l'eau. Cependant, la croissance démographique, l'agriculture et l'utilisation de l'énergie issue de la biomasse ont de plus en plus dégradé ces atouts cruciaux. Le secteur agricole est à la fois un moteur et une victime de la dégradation des ressources naturelles. Alors que le secteur est responsable de 85 pour cent de la dégradation des terres au cours des dernières décennies, la dégradation de l'environnement a généré d'importantes pertes de productivité dans l'agriculture.78

En réponse, le pays s'est engagé à travers différentes initiatives à pérenniser ces ressources naturelles et augmente les dépenses publiques pour la gestion durable des forêts, des terres et de l'environnement (FLE).15

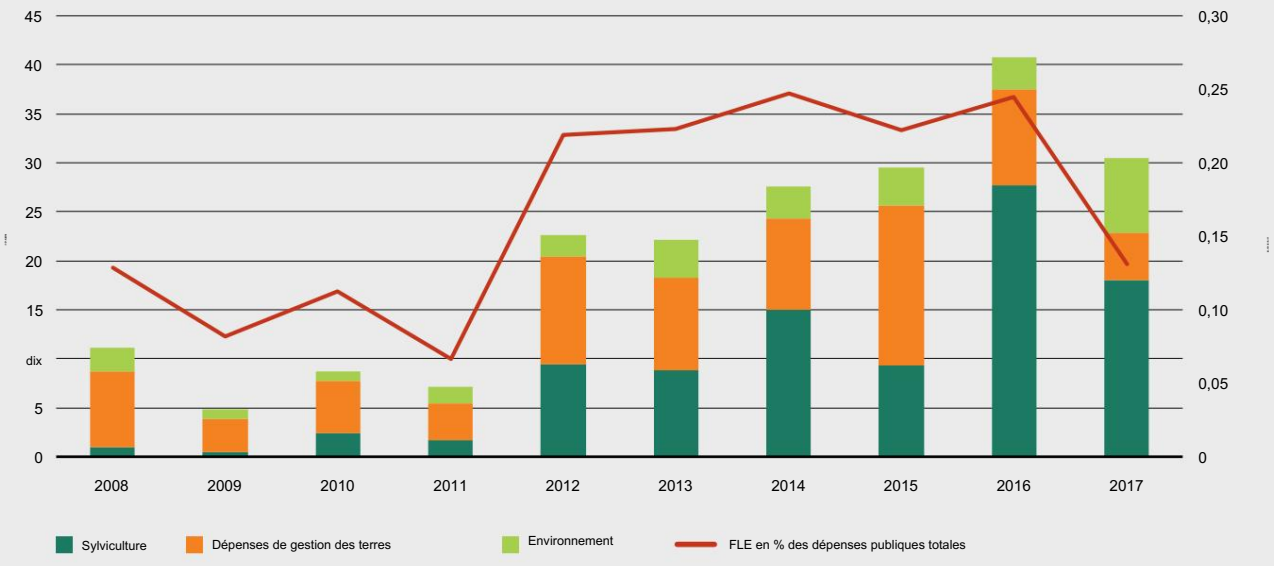
Les dépenses totales ougandaises en FLE ont triplé entre 2008 et 2017 (voir la figure). La plus forte augmentation concerne les dépenses forestières, provenant principalement des fonds destinés à l'Autorité forestière nationale, qui gère les réserves forestières centrales, y compris les forêts naturelles et les plantations commerciales.78 Cette augmentation des dépenses pourrait avoir contribué à la baisse du taux de déforestation du pays depuis 2017, qui , après avoir augmenté de 28 400 hectares (ha) en 2006 à 117 000 ha en 2017, a progressivement diminué jusqu'à 49 000 ha en 2021.79 Les efforts de restauration connaissent également des progrès tangibles, avec une profonde évaluation du potentiel de restauration du pays réalisée en 2016, identifiant plus de 8 millions d'hectares de terres à restaurer, en se concentrant principalement sur l'agroforesterie.80

Cependant, malgré les efforts visant à améliorer la durabilité, les dépenses ougandaises consacrées aux subventions aux intrants agricoles ont plus que doublé, atteignant un sommet à 24 pour cent des dépenses agricoles totales en 2016.81 Cela était en partie dû à l'objectif du pays d'encourager la production d'aliments de base et l'exportation de produits tels que le café, le coton, le thé et le cacao, qui, outre la canne à sucre et le tabac, ont été associés à des taux de déforestation plus élevés.82

Réaliser pleinement le développement et le climat de l'Ouganda objectifs, une cohérence politique accrue est nécessaire à la fois au sein des secteurs et entre eux. Des efforts sont en cours pour accroître la traçabilité et la certification des exportations ougandaises afin d'éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement,83 et des projets sont de plus en plus conçus pour renforcer les synergies entre l'agriculture, les forêts et les ressources naturelles, comme le projet d'amélioration des revenus agricoles et de conservation des forêts.

Le projet a été mis en œuvre par le ministère de l'Eau et de l'Environnement et vise à améliorer les moyens de subsistance grâce à l'irrigation, à l'agro-industrie et à la gestion durable des ressources naturelles.

CHIFFRE DÉPENSES PUBLIQUES POUR LA FORESTERIE, LES TERRES ET L'ENVIRONNEMENT EN OUGANDA, 2008-2017



REMARQUE : Les dépenses forestières, foncières et environnementales (FLE) considérées ici sont celles directement liées au secteur alimentaire et agricole au sens large, y compris les dépenses de divers ministères et entités publiques au-delà de l'agriculture.

SOURCE : Adapté de la FAO. 2021. Ouganda. Dans : Suivi et analyse des politiques alimentaires et agricoles SPAAA. [Cité le 27 juillet 2023]. https://www.fao.org/in-action/mafap/data/en

Machine Translated by Google

» l'incertitude, puis suivies d'évaluations ciblées qui tiennent compte des spécificités du contexte afin de mieux prioriser les solutions.

Ce dernier chapitre aborde les différents leviers de transformation qui influencent le fonctionnement interne des systèmes agroalimentaires et la manière dont ils peuvent être utilisés stratégiquement pour propulser les systèmes vers la durabilité. Les leviers peuvent cibler les activités des producteurs agricoles, des entreprises agroalimentaires et des consommateurs par le biais d'interventions du côté de l'offre ou de la demande, ou soutenir les systèmes agroalimentaires par la fourniture de services généraux. Aucun levier n'est nouveau, mais l'innovation réside dans la manière dont ils sont utilisés. Si les gouvernements disposent de la boîte à outils la plus vaste et la plus influente, d'autres acteurs, à savoir les instituts de recherche, les organisations de la société civile, les entreprises et les institutions financières, jouent également un rôle important dans l'élaboration des performances des systèmes agroalimentaires.

Compte tenu du rôle que jouent les évaluations des systèmes agroalimentaires pour éclairer les décisions, l'ACT doit devenir partie intégrante du processus décisionnel. Ce chapitre reconnaît la complexité de cet exercice et suggère que l'ACT devienne la norme pour analyser les politiques agroalimentaires, mesurer leurs impacts et les réformer pour opérer la transformation requise vers la durabilité. Il s'agit certainement d'un défi complexe qui nécessite une collaboration entre différents acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux, notamment les gouvernements, les organisations internationales, les entités du secteur privé et les associations d'agriculteurs.

Le chapitre se termine par des considérations importantes pour le choix des politiques, notamment la nécessité de répondre à de multiples objectifs politiques et le fait que la résolution des coûts cachés des systèmes agroalimentaires ne nécessite pas nécessairement une augmentation du prix des denrées alimentaires. En fin de compte, l'intégration de l'évaluation des systèmes agroalimentaires est essentielle à la vision de la FAO de transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables pour une meilleure production, une meilleure nutrition, une meilleure un environnement et une vie meilleure, sans laisser personne de côté. L'objectif est d'utiliser ce rapport comme point de départ pour créer une dynamique et inspirer tous à entreprendre des actions significatives pour intensifier la TCA afin d'éclairer la transformation des systèmes agroalimentaires vers la durabilité.

La nécessité de solutions et de stratégies innovantes pour transformer les systèmes agroalimentaires a également été reconnue dans le cadre de processus mondiaux tels que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) en septembre 2021 et le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires + 2 Moment d'inventaire (UNFSS+2) en juillet. 2023. Dans ce contexte, la FAO investit dans la TCA en tant qu'approche d'aide à la prise de décision. Ce faisant, pour la première fois, la prochaine édition de La situation de l'alimentation et de l'agriculture (2024) sera consacrée au même thème : évaluer les impacts des systèmes agroalimentaires – tant positifs que négatifs – pour découvrir le véritable coût de l'alimentation. et éclairer la prise de décision pour la transformation des systèmes agroalimentaires. L'édition 2024 s'appuiera sur l'édition 2023 et visera à catalyser l'action et la transformation en fournissant des exemples concrets de la manière dont les évaluations des impacts des systèmes agroalimentaires peuvent influencer le changement. En particulier, il fournira un aperçu de la manière dont la TCA peut être étendue à une gamme de chaînes de valeur et de pays, même dans des contextes de données et de ressources limitées.

En consacrant deux éditions consécutives à ce sujet, la FAO ouvre la voie pour que les évaluations des systèmes agroalimentaires deviennent un élément essentiel de la prise de décision. Il vise à mobiliser des ressources pour intensifier ces évaluations et créer une dynamique et un engagement parmi les Membres et toutes les parties prenantes qui façonnent l'élaboration des politiques futures.

L'objectif est de fournir aux décideurs une approche systématique pour évaluer l'état actuel de leurs systèmes agroalimentaires, identifier les solutions les plus réalisables et les plus rentables, allouer des ressources pour la mise en œuvre de ces solutions, évaluer leur impact au fil du temps et apporter les ajustements nécessaires. n

Machine Translated by Google

DANS LE SWAT
Préparation des boîtes de sauce chili pour l'expédition.
©FAO/Giulio Napolitano

Machine Translated by Google

ANNEXES

ANNEXE 1

Description, données et méthodologie des estimations du chapitre 2 90

ANNEXE 2

Tableaux statistiques 95

Machine Translated by Google

ANNEXE 1

DESCRIPTION, DONNÉES ET METHODOLOGIE DES ESTIMATIONS AU CHAPITRE 2

L'ENVIRONNEMENT, LE SOCIAL ET COÛTS CACHÉS DE LA SANTÉ

SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Méthodologie

Steven Lord, de l'Institut du changement environnemental de l'Université d'Oxford, a développé un modèle pour la Commission économique des systèmes alimentaires (FSEC) afin d'évaluer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans trois dimensions : environnementale, sociale et sanitaire.1 Le modèle a été associé à la base de données institutionnelles de la FAO pour Données statistiques substantielles (FAOSTAT) et autres sources mondiales disposant de données pour plusieurs pays et périodes sur les impacts des systèmes agroalimentaires, y compris les émissions de GES et d'azote, l'utilisation des terres, la charge de morbidité due aux habitudes alimentaires et l'incidence de la pauvreté modérée. et la sous-alimentation.

Le modèle fournit des estimations préliminaires des coûts cachés annuels quantifiés en matière environnementale, sociale et sanitaire des systèmes agroalimentaires nationaux pour 154 pays en 2016-2023. Les qualifier de « quantifiés » reconnaît le manque de données dans de nombreux pays qui empêche l'estimation de tous les coûts cachés, tels que ceux associés à l'exposition aux pesticides et à la dégradation des terres.

Étant donné que les coûts cachés se situent au niveau national et sont présentés sous forme de mesure monétaire, ils peuvent être regroupés aux niveaux mondial, régional et du revenu et comparés à des indicateurs macroéconomiques tels que le PIB.

Les coûts cachés annuels des systèmes agroalimentaires sont obtenus en multipliant les quantités d'impact (par exemple, les émissions de GES) par leurs coûts cachés marginaux respectifs au niveau national.

Les coûts cachés sont mesurés en dollars à parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2020, qui représentent le montant d'un panier de biens et de services de base qu'un seul dollar américain, une fois échangé en monnaie locale, aurait acheté dans un pays donné en 2020. en d'autres termes, la PPA élimine les différences de niveau de prix entre les pays et égalise le pouvoir d'achat des monnaies.

Les biens et services représentent le bien-être à travers leur consommation. Par conséquent, les coûts cachés mesurés représentent la réduction du bien-être (pertes de bien-être) due à une baisse du pouvoir d'achat. Un avantage des coûts cachés mesurés en tant que pertes du PIB en PPA est leur comparabilité avec les comptes nationaux et d'autres mesures des dépenses nationales. Ils permettent également de regrouper les résultats, à la fois dans les catégories de coûts (par exemple, entre les coûts environnementaux et les coûts sanitaires) et dans les pays. Un inconvénient de la mesure des coûts cachés sous forme de pertes de PIB en PPA est l'incapacité de mesurer l'évolution des inégalités de revenus. Un autre inconvénient est l'hypothèse d'une substitution parfaite entre les pertes de flux de revenus du capital naturel, humain et produit. Enfin, il est important de noter que les coûts cachés diffèrent des coûts de réduction (voir Glossaire), qui sont exclus de l'analyse en raison d'un manque de données et de facteurs d'évaluation.

Pour tenir compte des coûts cachés supportés par les générations futures, le modèle utilise en outre comme référence une trajectoire socio-économique partagée « intermédiaire » (voie du GIEC SSP2) et suppose un taux d'actualisation social de Ramsey avec une préférence temporelle de 0 et utilité marginale attendue constante de la consommation de 1,5.2 Pour une description détaillée de la façon dont les coûts cachés sont réconciliés dans le cadre fourni par SSP2, voir Lord (2023).1

Machine Translated by Google

Portée de l'analyse

La figure 5 du chapitre 2 illustre la portée des systèmes agroalimentaires couverts par l'analyse, ainsi que les coûts cachés pris en compte. En un mot, l'analyse couvre les coûts liés aux émissions de GES, aux émissions d'azote, à l'utilisation de l'eau bleue, aux transitions d'affectation des terres et à la pauvreté, ainsi qu'aux pertes de productivité dues aux habitudes alimentaires et à la sous-alimentation. En raison du manque de données, l'exposition aux pesticides et la dégradation des terres ne sont pas prises en compte. La foresterie sort également du champ de l'analyse, car les estimations des coûts cachés associés aux activités économiques liées à la foresterie (par exemple, l'exploitation forestière) n'étaient pas disponibles.

Plus précisément, et comme l'indique la figure 5, l'analyse inclut les coûts cachés liés aux éléments suivants :

je. Environnement – coûts externes (voir chapitre 1) des externalités liées aux GES émis tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, dus à la production d'aliments et d'engrais et à la consommation d'énergie ; émissions d'azote (volatilisé et ruissellement) au niveau de la production primaire et des égouts ; et l'utilisation de l'eau et le changement d'affectation des terres au niveau des exploitations agricoles.

ii. Social – en raison des pertes de productivité dues à la sous-alimentation (telle que définie par la FAO [2022]3) ou de la contribution des systèmes agroalimentaires à modérer la pauvreté.
On suppose que les coûts cachés liés aux préjudices sociaux sont dus à l'incapacité des politiques et des institutions à résoudre les problèmes de pauvreté et d'insécurité alimentaire. La logique est la suivante : premièrement, suffisamment de calories sont disponibles dans le monde pour atteindre l'objectif « faim zéro », de sorte que la prévalence de la sous-alimentation indique l'incapacité des systèmes agroalimentaires à distribuer l'offre disponible ; Deuxièmement, la pauvreté parmi les travailleurs des systèmes agroalimentaires est également une indication de l'échec des systèmes agroalimentaires étant donné les profits substantiels réalisés en aval par les grossistes, les transformateurs et les détaillants de produits alimentaires.

iii. Santé – suite à une alimentation malsaine des modèles qui entraînent un fardeau d'obésité et de maladies non transmissibles et, par conséquent, des pertes de productivité. Plus précisément, les régimes alimentaires malsains, pauvres en fruits, légumes, noix, grains entiers, calcium et graisses protectrices, et riches en sodium, boissons sucrées, graisses saturées et viande transformée, ont été associés à une morbidité et une mortalité évitables dues à des néoplasmes, des maladies cardiovasculaires et à de nombreux types de maladies. -2 diabète.4 Un large éventail de

Les échecs du marché, des institutions et des politiques (voir chapitre 1) sont à l'origine de ces modèles alimentaires en rendant les aliments à haute densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale plus disponibles, moins chers et plus pratiques.

Lord (2023)1 discute de la distinction, au niveau national, entre la production de coûts cachés (cost production), la prise en charge de coûts cachés qui peuvent avoir été produits par cette nation ou une autre nation (cost support) et les acteurs recevant gratuitement des coûts. bénéficie de la prise en charge des coûts par d'autres acteurs (bénéfice reçu).

DONNÉES SUR LES QUANTITÉS D'IMPACT SOURCES ET COUVERTURE

Les quantités d'impact font référence aux sous-produits des activités des systèmes agroalimentaires, tels que les émissions de GES, qui entraînent des coûts cachés. Des données sur les quantités d'impact ont été obtenues sur la période 2014-2020 pour 154 pays. Les données manquantes ont été interpolées à l'aide de moyennes mobiles ou de taux de variation régionaux. Les données pour 2021-2023 – y compris le PIB et d'autres indicateurs macroéconomiques – ont ensuite été extrapolées à l'aide de méthodes statistiques spécifiques ou de projections fournies par la FAO et la Banque mondiale. Les sections suivantes présentent les sources de données et la couverture pour les trois catégories de coûts cachés (environnementaux, sociaux et sanitaires).

Pour une description détaillée des méthodes d'interpolation et d'extrapolation ainsi que des sources de données, voir Lord (2023).1

Quantités d'impact environnemental

En commençant par les émissions de GES, les données au niveau national pour les émissions (directes et indirectes) de niveau 1 de CO2, de méthane (CH4) et d'oxyde d'azote (N2O) ont été extraites de FAOSTAT pour 2014-2020.5 Des données bleues sur l'utilisation de l'eau agricole au niveau des pays ont été collectées. tirées du Système mondial d'information sur l'eau et l'agriculture de la FAO (AQUASTAT) entre 2014 et 2020.6 Données sur la conversion de l'utilisation des terres – c'est-à-dire la conversion des forêts et des prairies non gérées (une large catégorie comprenant les arbustes, les prairies et les parcours non gérés) en terres cultivées et en pâturages, et des terres cultivées et des pâturages aux forêts et aux prairies non gérées – de 2014 à 2019 ont été obtenues à partir de l'ensemble de données HIstoric Land Dynamics Assessment+ (HILDA+).7 Les émissions d'azote provenant de l'ammoniac volatilisé (NH3) et des oxydes d'azote (NOx) dans l'air provenant des terres agricoles

Machine Translated by Google

ANNEXE 1

la production et la consommation d'énergie en 2015 ont été obtenues à partir de l'ensemble de données v5.0 de la Commission européenne sur les émissions pour la recherche sur l'atmosphère mondiale (EDGAR).8–10 Les quantités d'azote ruisselant vers les eaux de surface et lessivées vers les eaux profondes ont été calculées à partir du modèle intégré pour évaluer Environnement – Ensembles de données spatiales du modèle global sur les éléments nutritifs (IMAGE-GNM).11, 12

Quantités d'impact social

Les données au niveau national sur la prévalence de la sous-alimentation et le nombre de personnes sous-alimentées pour les années 2014 à 2020 ont été obtenues de FAOSTAT.13 Les données sur les écarts de pauvreté et le nombre de personnes en situation de pauvreté modérée au seuil de pauvreté de 3,65 par jour en dollars PPA de 2017 ont été obtenu de la Banque mondiale.14

La part des travailleurs des systèmes agroalimentaires dans l'emploi total est utilisée comme indicateur de la part des travailleurs des systèmes agroalimentaires en situation de pauvreté modérée.15 Pour la plupart des pays présentant des niveaux élevés de pauvreté modérée, cette approximation est probablement une sous-estimation, dans la mesure où la plupart des travailleurs des systèmes agroalimentaires travaillent dans le secteur agricole, où la prévalence de la pauvreté est plus élevée.16

Quantités d'impact sur la santé

Pour les habitudes alimentaires, le fardeau de la morbidité et de la mortalité évitables sur le capital humain est mesuré par les DALY perdues pour chaque pays entre 2014 et 2019.17 Les DALY estiment également un IMC élevé pour chaque pays au cours de la même période.17 Des facteurs de médiation sont utilisés pour éviter la double attribution des DALY. à la fois à un IMC élevé et à des facteurs alimentaires.18, 19

Cette interdépendance signifie que les DALY représentent une quantité d'impact par pays et par an et que la charge de morbidité due à l'obésité et aux MNT imputables à des habitudes alimentaires malsaines ne sont pas traitées comme deux quantités distinctes. Une autre complication consiste à attribuer la charge de morbidité aux activités des acteurs des systèmes agroalimentaires, la pauvreté et la génétique pouvant être des cofacteurs de l'obésité et de la prévalence des MNT. Dans cette étude, 75 pour cent des DALY sont attribuées à l'échec des activités des systèmes agroalimentaires. Ce niveau d'attribution varie dans l'analyse de l'incertitude.20

Lord (2023) discute plus en détail des limites des données et des méthodes de calcul des coûts. Il présente la ventilation des coûts cachés de production et de production au niveau national, non inclus dans ce rapport.1

DONNÉES SUR LES COÛTS MARGINAL CACHÉS
SOURCES ET MÉTHODES

Les coûts marginaux cachés sont calculés en dollars PPA de 2020 à l'aide du modèle de coût marginal des dommages SPIQ-FS version 0 développé pour le FSEC,n et reçoivent des estimations d'incertitude sous la forme de distributions de probabilité paramétrées.22–26 Les dommages causés aux économies futures sont estimés sur la base de projections futures du statu quo (SSP2).2 La pauvreté est l'exception, car elle a été évaluée directement à partir des données de la Banque mondiale; il n'a pas été modélisé avec incertitude.

Comme pour les quantités d'impact, les sections suivantes décrivent les sources de données et la méthode permettant d'évaluer les coûts marginaux cachés dans les trois dimensions.

Coûts marginaux environnementaux

Pour les émissions de GES, SPIQ-FS rééchantillonne les simulations du coût social des GES en 2020 par l'Interagency Working Group on Social Cost of Greenhouse Gases (IWG-SCGHG) en 2020.28, 29 simulations IWG-SCGHG sont fournies pour trois taux d'actualisation (2,5 pour cent, 3 pour cent et 5 pour cent) et cinq scénarios socio-économiques.

En utilisant les projections de croissance du PIB national pour le SSP2 jusqu'en 21002, les taux mondiaux correspondent à un taux d'actualisation de 3 pour cent. Compte tenu de ce taux d'actualisation, les coûts sociaux du carbone dans les cinq scénarios ont été échantillonnés uniformément pour des estimations supplémentaires de l'incertitude de l'avenir économique dans le cadre du SSP2. Les coûts sociaux sont présentés séparément pour le CO2, le CH4 et le N2O. Les coûts d'une émission de GES dans un pays sont supportés à l'échelle mondiale par les changements climatiques. Pour attribuer le coût d'une émission au pays qui a provoqué l'émission, on suppose que les acteurs économiques de ce pays sont tenus de payer un montant par émission égal au coût social du GES respectif. En principe, ces fonds serviraient à compenser les personnes qui supportent les coûts des émissions à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Pour évaluer l'utilisation de l'eau bleue à des fins agricoles, les taux d'actualisation du SSP2 ont été utilisés pour tenir compte des impacts de la future pénurie d'eau. Les coûts cachés marginaux sont cependant

n Pour un aperçu des modèles de coûts SPIQ-FS, voir Lord (2022).21 Une documentation plus générale sur SPIQ-FS est disponible à l'adresse : https://foodsivi.org/what-we-do/projects/spiq-food -système-v0 o Les coûts sociaux représentent des coûts marginaux cachés dans le cadre d'une future trajectoire de réduction économique optimale, reflétant l'internalisation croissante des coûts des émissions de GES sur les marchés des émissions ou sur la fiscalité de l'État.27

Machine Translated by Google

sous-estimé en raison du manque de données sur les coûts de la perte de flux environnementaux. Le coût des changements d'affectation des terres en termes de services écosystémiques perdus, conservés ou restitués par hectare et par an est dérivé de la base de données sur l'évaluation des services écosystémiques.30, 31 Dans la mesure du possible, les services de séquestration du carbone ont été exclus de l'évaluation pour éviter une double comptabilisation avec le coût des GES. Les taux d'actualisation au niveau national dans le cadre du SSP2 ont été utilisés pour actualiser les services écosystémiques perdus dus à la déforestation de 2020 à 2100 afin d'obtenir des valeurs cumulées par hectare de changement d'affectation des terres. Pour les terres restituées à leur habitat naturel, 14 années de services écosystémiques acquis ont été utilisées pour obtenir la valeur cumulée par hectare de changement d'affectation des terres. Cela variait dans l'analyse de l'incertitude. Le calcul du coût des émissions d'azote repose sur SPIQ-FS pour la volatilisation du NH3 (ammoniac) et des NOx (oxydes d'azote) dans l'air et le ruissellement de l'azote réactif dans les eaux de surface et le lessivage des sols, principalement du NO3- (nitrate) soluble.

Coûts marginaux sociaux

La modélisation des coûts SPIQ comprend un modèle du nombre de personnes sous-alimentées et des DALY dues à la malnutrition protéino-énergétique , basé sur les données de l'OMS. Les pertes de productivité dues à la malnutrition protéino-énergétique sont chiffrées à l'aide des données historiques sur la productivité du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT).32 En ce qui concerne la pauvreté modérée, les données sur l'écart de pauvreté national quotidien de 3,65 dollars PPA de 2017 pour 2014-2020 proviennent de la Banque mondiale. ,14 et ajusté de l'inflation en termes de PPA jusqu'à la PPA de 2020. Les écarts de pauvreté ont été convertis en déficit de revenus annuels. Le coût total attribuable à la pauvreté est défini comme le bien-être équivalent au revenu requis pour éliminer la pauvreté modérée imputable aux échecs de répartition des systèmes agroalimentaires. Il est calculé en multipliant le nombre de pauvres modérés concernés par le déficit de revenu moyen en termes de PPA.

Coûts marginaux de la santé

Les pertes de productivité dues aux maladies imputables aux régimes alimentaires et à un IMC élevé sont évaluées à l'aide des données historiques sur la productivité du travail de l'OIT.32

INDICATEURS D'INTENSITÉ DU ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET SANTÉ

COÛTS CACHÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Mesurer les coûts cachés des systèmes agroalimentaires au niveau national en termes de PIB PPA permet de comparer les coûts aux indicateurs nationaux, tels que la valeur ajoutée brute (VAB) agricole en termes de PPA. Ce rapport propose donc trois indicateurs d'intensité calculés comme des ratios entre différents types de coûts (environnementaux, sociaux ou sanitaires) et différents indicateurs macroéconomiques.

Plus la valeur de ces indicateurs est élevée, plus les coûts cachés considérés sont dommageables par rapport aux bénéfices apportés par les activités agroalimentaires à l'origine de ces coûts. Une valeur nulle indique un coût net nul, tandis qu'une valeur négative représente des avantages nets. Un exemple de ce dernier cas serait un gain en services écosystémiques résultant de la contraction des terres agricoles et de la restauration de l'habitat.

Ratio d'impact des externalités agricoles

Le premier indicateur est le ratio d'impact des externalités agricoles (AEIR), qui est obtenu en divisant la valeur actuelle des coûts cachés de la production agricole et du changement d'affectation des terres dans le PIB PPA par la VAB de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche (AFF). Les données GVA AFF sont extraites de la Banque mondiale pour les 154 pays en pourcentage du PIB, puis multipliées par le PIB PPA.33 La GVA AFF est calculée en moyenne sur la période 2016-2020, et la moyenne est convertie en dollars PPA de 2020 pour des raisons de cohérence avec le numérateur. Et comme les coûts cachés peuvent être agrégés au niveau mondial, régional ou national, l'indicateur peut également l'être.

La formule suivante montre comment l'indicateur AEIR est calculé et comment il est dérivé de deux autres indicateurs :

1. $$AIR = \frac{!"\#\$}{!"\#\%} = \frac{\text{Valeur actuelle des coûts cachés de l'agroalimentaire}}{\text{changement de production et d'affectation des terres}}$$

où,

L'ALEC est la valeur actuelle par hectare des coûts cachés de la production agricole et du changement d'affectation des terres, y compris l'utilisation de l'eau à des fins agricoles, les changements d'affectation des terres (des forêts aux cultures ou aux pâturages et vice versa), les émissions d'azote et les émissions de GES à l'échelle de la ferme et les émissions de GES à l'échelle de la ferme comme mesure d'intensité

1. $$DPIR = \frac{\text{Pertes de productivité en valeur actuelle}}{\text{PIB PPA}}$$

Machine Translated by Google

ANNEXE 1

de ces coûts cachés par unité de terre agricole (la terre étant le premier facteur de production en agriculture), et

1. AEIR = !"#$ / !"#% = Valeur actuelle des coûts cachés de l'agroalimentaire / GVA AFF

ALEB est la VAB AFF par hectare, donnant l'affectation des terres. mesure d'intensité de la productivité agricole (phase primaire).

Taux d'impact de la répartition sociale

Le troisième indicateur est le ratio de répartition sociale 1 d'impact (SDIR), qui est obtenu en divisant la somme de (i) le manque à gagner de l'agroalimentaire Valeur actuelle des pertes de productivité les travailleurs issus de la pauvreté internationale modérée des habitudes alimentaires ligne (à 3,65 par jour en dollars PPA 2017) et DPIR = (ii) la valeur actuelle des pertes de productivité entraînées par la sous-alimentation, par le revenu moyen des pauvres modérés. Il est calculé selon la formule suivante :

1. SDIR =)&'"+! -)&'".$ /)&/0$

où,

SDPOVA désigne le manque à gagner par rapport au seuil de pauvreté modérée des travailleurs des systèmes agroalimentaires,

SDPOUC désigne les pertes de productivité totales annuelles dues à la sous-alimentation (supposée, par souci de simplicité, être subie par les personnes moyennement pauvres) en utilisant les données historiques sur la productivité du travail de l'OIT,32 et

SDINC désigne le revenu annuel total des personnes moyennement pauvres.

Le SDIR est calculé comme la moyenne sur la période 2016-2020. Le revenu des personnes modérément pauvres est obtenu à partir des données de la Banque mondiale et calculé en moyenne sur la période 2016-2020.

Ratio d'impact des habitudes alimentaires

Le deuxième indicateur est l'impact des habitudes alimentaires ratio (DPIR), qui est obtenu en divisant la valeur actuelle des pertes de productivité dues à l'obésité et aux MNT entraînées par les habitudes alimentaires (en PIB PPA) par le PIB PPA. La formule suivante montre comment l'indicateur DPIR est calculé et comment il est dérivé de deux autres indicateurs :

1. DPIR = (&'$!' &"$!' = Pertes de productivité en valeur actuelle des habitudes alimentaires / PIB PPA

où,

DPPCAP représente les pertes de productivité par habitant dues aux habitudes alimentaires chiffré à l'aide de la productivité historique du travail données du BIT32 et

GDPCAP représente le PIB par habitant PPA.p n

p Les terres agricoles étant une unité de production pour l'indicateur AEIR, les personnes constituent l'unité commune d'apport alimentaire.

Machine Translated by Google

ANNEXE 2
TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU A2 COÛTS CACHÉS ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET SANITAIRES (EN MILLIONS), 2020

PAYS/ TERRITOIRE	TOTAL CACHÉ FRAIS	ENVIRONNEMENTAL				SOCIALE		SANTÉ
		Climat	Prélèvement d'eau bleue	Atterrir	Azote	Pauvreté des travailleurs du secteur agroalimentaire	Fardeau de la maladie (sous-alimentation)	Fardeau de la maladie (modèles alimentaires)
MONDE	12 748 916 854 817	105 126 392 295	1 515 549 519 904				51 036	9 310 188
AFRIQUE	952 500 153 751		3 587	42 535	57 192 284 845		18 693	391 897
Afrique du Nord	213 839 17 625		3 343	474	19 819	9 430	674	162 473
Algérie	32 272	2 763	427	219	3 321	120	–	25 423
Egypte	98 130	4 964	2 122	–	4 403	1 587	244	84 811
Libye	12 026	649	280	–	298	234	43	10 521
Maroc	39 400	2 225	332	146	7 857	793	105	27 942
Soudan	20 712	6 248	84	89	1 533	6 670	265	5 823
Tunisie	11 299	776	97	20	2 407	27	18	7 954
Subsaharienne Afrique	738 661 136 126		244	42 061	37 373 275 414		18 019	229 423
Afrique de l'Est	264 926 45 390		91	11 983	11 906 138 081		8 256	49 218
Djibouti	490	55	0	–	25	4	20	386
Érythrée	2 114	327	31	118	207	851	61	518
Ethiopie	51 033	10 489	47	6 185	3 201	24 643	1 468	5 001
Kenya	26 820	3 714	0	385	2 069	7 500	1 345	11 807
Madagascar	25 084	2 155	2	598	880	18 154	581	2 713
Malawi	12 807	1 024	0	318	250	9 890	176	1 149
Mozambique	23 070	4 363	1	78	635	15 188	541	2 264
Rwanda	5 342	473	0	22	184	3 741	186	737
Somalie	8 168	2 353	5	(6)	335	3 684	444	1 354
Soudan du sud	10 215	3 764	0	464	106	5 131	210	540
Ouganda	22 698	2 972	0	343	902	15 863	550	2 067
République-Unie de Tanzanie	47 471	7 904	0	1 528	2 396	19 955	1 989	13 698
Zambie	16 018	4 475	0	984	355	8 492	174	1 538
Zimbabwe	13 596	1 323	5	967	362	4 983	513	5 445
Afrique centrale	160 550 53 474		0	20 248	4 159	51 130	3 633	27 906
Angola	39 543	5 035	0	18 318	727	8 186	730	6 547
Cameroun	16 147	2 875	0	69	982	2 929	214	9 077
Centrafricain République	5 586	3 068	0	153	198	1 477	175	515
Tchad	12 891	6 189	0	(20)	348	5 051	372	951
Congo	4 696	746	0	223	133	1 061	195	2 337
Démocratique République du Congo	76 873 34 960		0	990	1 316	32 031	1 865	5 711

Machine Translated by Google

TABLEAU (suite)

PAYS/ TERRITOIRE	TOTAL CACHÉ FRAIS	ENVIRONNEMENTAL				SOCIALE		SANTÉ
		Climat	Prélèvement d'eau bleue	Atterrir	Azote	Pauvreté des travailleurs du secteur agroalimentaire	Fardeau de la maladie (sous-alimentation)	Fardeau de la maladie (modèles alimentaires)
Équatorial Guinée	1 456	214	0	23	29	364	41	785
Gabon	3 359	388	0	491	425	31	40	1 984
Afrique du sud	107 298	9 911	95	2 520	10 821	3 973	675	79 302
Botswana	6 106	2 583	0	(32)	111	107	55	3 282
À Swat	1 182	137	1	20	91	139	11	783
Lesotho	2 292	102	0	182	75	331	111	1 491
Namibie	5 510	1 198	0	1 206	509	202	69	2 326
Afrique du Sud	92 208	5 892	94	1 144	10 035	3 195	429	71 420
Afrique de l'Ouest	205 886 27 351		57	7 311	10 486	82 230	5 455	72 997
Bénin	6 083	1 036	0	96	467	1 191	121	3 172
Burkina Faso	9 782	2 011	0	187	541	5 258	219	1 566
Cap-Vert	290	21	0	–	16	9	6	239
Côte d'Ivoire	13 402	2 143	0	357	836	3 019	163	6 884
Gambie	733	123	0	33	30	319	26	202
Ghana	18 963	1 178	1	182	988	4 186	110	12 319
Guinée	6 268	2 038	0	868	552	1 800	92	919
Guinée-Bissau	1 442	229	0	633	40	327	33	181
Libéria	2 798	782	0	549	81	855	101	429
Ils avaient	11 043	2 436	16	47	873	6 209	123	1 339
Mauritanie	2 598	708	2	136	223	241	63	1 224
Niger	14 024	2 277	6	275	827	9 243	336	1 059
Nigeria	105 132	10 343	30	3 659	4 105	45 304	3 662	38 030
Sénégal	7 608	1 236	2	213	575	1 225	201	4 154
Sierra Leone	3 126	428	0	44	186	1 736	127	605
Aller	2 594	363	0	32	145	1 307	72	675
AMÉRIQUE	2 978 006 219 979		11 474 149 230 368 241			12 251	5 247	2 211 584
L'Amérique latine et le Caraïbes	1 267 181 151 854		5 452	21 202	295 187	12 085	5 247	776 155
Caraïbes	56 433	2 985	83	74	6 418	1 768	972	44 133
Cuba	22 027	1 107	70	33	2 239	146	–	18 432
dominicain République	19 574	1 082	11	30	3 196	47	80	15 127
Haïti	9 173	500	1	13	391	1 524	870	5 874
Jamaïque	5 660	296	0	(2)	593	51	22	4 700
Amérique centrale	316 250	18 664	1 471	3 734	60 200	3 969	1 551	226 660
Costa Rica	8 599	412	1	170	3 042	46	19	4 909

Machine Translated by Google

TABLEAU 1 (suite)

PAYS/ TERRITOIRE	TOTAL CACHÉ FRAIS	ENVIRONNEMENTAL				SOCIALE		SANTÉ
		Climat	Prélèvement d'eau bleue	Atterrir	Azote	Pauvreté des travailleurs du secteur agroalimentaire	Fardeau de la maladie (sous-alimentation)	Fardeau de la maladie (modèles alimentaires)
Le Salvador	5 023	348	0	154	995	73	28	3 425
Guatemala	23 381	1 237	2	287	5 963	945	361	14 588
Honduras	10 706	990	0	233	4 237	792	111	4 342
Mexique	249 713	13 122	1 468	2 672	42 231	1 886	896	187 437
Nicaragua	7 662	1 935	0	62	2 419	210	75	2 962
Panama	11 166	621	0	155	1 313	19	61	8 998
Amérique du Sud	894 499 130 204		3 898	17 395	228 569	6 347	2 724	505 361
Argentine	80 306	13 886	266	4 959	6 027	75	138	54 955
Bolivie (Plurinational État de)	15 801	6 100	63	2 162	1 423	207	76	5 769
Brésil	503 069	75 334	31	6 469	149 018	1 255	969	269 993
Chili	52 406	1 712	1 565	(483)	2 532	41	87	46 952
Colombie	93 118	9 932	11	668	34 678	2 281	465	45 082
Équateur	30 284	2 804	28	(203)	7 206	680	299	19 469
Guyane	3 160	839	2	410	250	14	5	1 641
Paraguay	15 897	4 687	0	2 681	970	32	66	7 461
Pérou	51 872	7 225	1 686	146	19 019	1 307	311	22 179
Surinam	1 732	549	0	4	65	6	5	1 104
Uruguay	15 013	1 738	1	29	2 639	2	–	10 604
Venezuela (bolivarien République de)	31 840	5 397	244	551	4 742	448	304	20 153
Nord Amérique	1 710 825 68 126		6 021 128 028		73 054	166	–	1 435 429
Canada	134 356	14 983	3	13 097	10 839	3	–	95 431
États unis de Amérique	1 576 469 53 142		6 018 114 931		62 215	164	–	1 339 998
ASIE	5 857 373 355 716		84 389	59 423 815 020 222 209			26 913	4 293 704
Asie centrale	115 935	9 456	4 818	2 766	4 985	937	86	92 888
Kazakhstan	42 384	3 387	243	(1)	1 795	6	–	36 953
Kirghizistan	5 551	495	513	31	388	137	17	3 970
Tadjikistan	7 640	528	590	18	778	399	47	5 281
Turkménistan	14 961	1 230	524	144	405	56	22	12 579
Ouzbékistan	45 399	3 816	2 948	2 575	1 617	338	–	34 104
Asie de l'Est	2 937 060 121 526		17 128	7 037 398 721		3 387	6	2 389 255
Chine	2 555 424 103 937		8 729	5 624 382 139		3 289	–	2 051 706
Japon	267 867	9 503	7 385	921	8 549	68	–	241 441

Machine Translated by Google

TABLEAU (suite)

PAYS/ TERRITOIRE	TOTAL CACHÉ FRAIS	ENVIRONNEMENTAL				SOCIALE		SANTÉ
		Climat	Prélèvement d'eau bleue	Atterrir	Azote	Pauvreté des travailleurs du secteur agroalimentaire	Fardeau de la maladie (sous-alimentation)	Fardeau de la maladie (modèles alimentaires)
Mongolie	9 534	3 425	0	361	2 108	22	6	3 612
République de Corée	104 235	4 660	1 013	131	5 925	8	–	92 496
Sud-est Asie	722 709 85 223		3 684	5 544	140 405	20 877	2 946	464 029
Cambodge	12 349	3 200	7	230	1 329	268	103	7 211
Indonésie	319 515 42 123		1 131	4 773	79 986	11 670	834	178 998
Le peuple laotien Démocratique République	6 546	1 549	2	(62)	749	566	32	3 710
Malaisie	49 577	5 828	1	184	3 680	1	–	39 883
Birmanie	55 026	12 014	15	267	8 909	1 417	178	32 227
Philippines	86 816	5 139	728	(41)	15 469	2 440	267	62 815
Thaïlande	106 258	8 162	614	102	13 702	53	697	82 928
Timor lire	816	93	0	(1)	119	111	31	462
Viêt Nam	73 348	5 939	800	84	16 009	684	259	49 573
Asie du Sud	1 520 780 115 603		47 648	24 834	204 701 192 793		21 695	913 506
Afghanistan	12 459	1 176	386	8	453	3 668	546	6 222
Bangladesh	110 210	8 101	316	340	16 821	16 293	1 399	66 942
Inde	1 123 226	77 396	36 322	24 051	144 209 157 360		15 253	668 635
Iran (islamique République de)	91 702	10 758	5 392	427	31 828	494	176	42 626
Népal	16 553	2 004	243	55	1 474	2 089	148	10 540
Pakistan	161 745	16 485	5 226	(76)	7 254	16 216	4 681	111 960
Sri Lanka	17 343	859	149	36	3 116	341	38	12 804
Asie occidentale	560 889 23 908		11 110	19 242	66 208	4 216	2 181	434 025
Arménie	7 919	191	301	55	445	21	12	6 893
Azerbaïdjan	27 835	891	401	283	1 683	129	–	24 450
Chypre	3 671	95	50	23	396	–	–	3 106
Géorgie	13 037	314	48	(0)	473	163	31	12 008
Irak	67 095	2 402	1 029	97	3 777	123	793	58 874
Israël	17 015	788	232	–	1 253	3	–	14 738
Jordan	12 663	422	21	–	233	2	183	11 801
Koweït	12322	438	85	–	637	–	30	11 132
Liban	4 508	270	38	dix	161	1	36	3 993
Le mien	11 418	794	288	–	282	37	123	9 893
Palestine	2 356	21	21	–	129	12	23	2 151
Qatar	6 455	909	2	–	152	–	–	5 392

Machine Translated by Google

TABLEAU 1 (suite)

PAYS/ TERRITOIRE	TOTAL CACHÉ FRAIS	ENVIRONNEMENTAL				SOCIALE		SANTÉ
		Climat	Prélèvement d'eau bleue	Atterrir	Azote	Pauvreté des travailleurs du secteur agroalimentaire	Fardeau de la maladie (sous-alimentation)	Fardeau de la maladie (modèles alimentaires)
Arabie Saoudite	132 004	5 126	442	18	1 696	–	219	124 504
Arabe syrien République	5 330	768	167	93	193	428	61	3 620
Turquie	189 781	8 146	7 257	18 545	54 042	207	–	101 585
Arabes Unis Émirats	38 188	1 580	552	–	326	–	–	35 731
Yémen	9 291	753	178	119	327	3 090	672	4 153
L'EUROPE	2 862 322 112 670		5 306 138 883		261 450	579	183	2 343 253
Europe de l'Est 1 267 070 53 194			29	31 847	133 554	181	137	1 048 129
Biélorussie	39 177	4 691	0	374	2 793	–	–	31 318
Bulgarie	36 197	849	3	1 592	1 145	8	22	32 578
Tchéquie	63 439	1 082	0	1 701	2 644	–	–	58 012
Hongrie	76 253	1 464	1	2 212	4 476	8	–	68 091
Pologne	208 925	7 626	1	6 986	8 847	11	–	185 455
République de Moldavie	12 809	282	0	(151)	2 825	2	19	9 831
Roumanie	150 845	2 105	1	5 083	10 422	151	–	133 083
russe Fédération	533 602 29 309		12	12 215	74 169	–	–	417 896
Slovaquie	35 198	336	0	1 796	1 967	1	33	31 065
Ukraine	110 626	5 450	11	40	24 264	–	63	80 798
Europe du Nord 422 109		19 241	117	47 037	35 768	45	–	319 901
Danemark	21 175	1 273	6	567	5 528	2	–	13 800
Estonie	10 190	522	0	2 050	721	1	–	6 897
Finlande	23 531	1 509	5	1 668	1 323	–	–	19 025
Islande	1 049	130	0	–	184	–	–	735
Irlande	23 014	2 369	0	4 647	5 840	1	–	10 157
Lettonie	18 564	581	0	4 118	918	2	–	12 946
Lituanie	22 366	1 225	0	1 378	2 671	2	–	17 091
Norvège	15 127	2 196	28	137	1 603	1	–	11 162
Suède	31 672	2 519	0	200	2 327	4	–	26 621
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord Irlande	255 421	6 917	77	32 274	14 654	32	–	201 467
Europe du Sud 528 530		15 610	5 139	35 123	39 726	329	47	432 556
Albanie	6 803	252	2	794	482	4	13	5 255
Croatie	26 209	462	0	666	1 686	4	–	23 392
Grèce	51 087	1 282	2 108	4 241	4 778	35	–	38 643

Machine Translated by Google

TABLEAU (suite)

PAYS/ TERRITOIRE	TOTAL CACHÉ FRAIS	ENVIRONNEMENTAL				SOCIALE		SANTÉ
		Climat	Prélèvement d'eau bleue	Atterrir	Azote	Pauvreté des travailleurs du secteur agroalimentaire	Fardeau de la maladie (sous-alimentation)	Fardeau de la maladie (modèles alimentaires)
Italie	200 877	5 908	567	3 313	15 177	106	–	175 805
Monténégro	2 343	49	0	249	222	3	–	1 820
Nord Macédoine	9 578	142	5	2 353	316	24	8	6 730
le Portugal	41 508	935	239	5 823	3 019	11	–	31 480
Serbie	31 195	1 139	0	1 925	1 390	47	26	26 668
Slovénie	9 245	294	0	104	865	–	–	7 982
Espagne	149 685	5 147	2 217	15 654	11 791	95	–	114 780
Europe de l'Ouest	644 613 24 625		22	24 875	52 402	24	–	542 666
L'Autriche	30 965	883	0	2 703	2 560	12	–	24 807
Belgique	34 685	1 311	0	796	4 982	1	–	27 595
France	177 505	8 226	20	17 791	17 166	dix	–	134 294
Allemagne	328 407	10 027	0	2 813	17 245	1	–	298 321
Pays-Bas (Royaume du)	50 631	3 346	0	556	7 860	–	–	38 869
Suisse	22 420	833	1	216	2 588	–	–	18 781
OCÉANIE	98 716 12 700		371	2 224	13 648	21	–	69 751
l'Australie et Nouvelle-Zélande	98 716 12 700		371	2 224	13 648	21	–	69 751
Australie	76 709	9 473	360	2 397	6 826	21	–	57 632
Nouvelle-Zélande	22 007	3 228	11	(173)	6 821	–	–	12 119

REMARQUES : Toutes les valeurs sont des valeurs attendues. Les valeurs négatives des coûts cachés des terres sont motivées par les avantages cachés – exprimés ici sous forme de coûts cachés négatifs – du boisement et de la récupération des prairies, qui se traduisent par des services écosystémiques rendus.

Machine Translated by Google

TABLEAU A2.2 INDICATEURS D'INTENSITÉ DES COÛTS CACHÉS ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET SANITAIRES DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, 2020

PAYS/TERRITOIRE	AIR	ALEB	ALÉC	SDIR	DPIR
MONDE					
AFRIQUE					
Afrique du Nord					
Algérie	0,05	1 491	80	0,04	0,05
Egypte	0,04	34 186	1 455	0,10	0,07
Libye	0,21	235	49	0,23	0,11
Maroc	0,23	972	227	0,13	0,10
Soudan	0,19	575	109	0,32	0,03
Tunisie	0,16	1 281	209	0,08	0,06
Afrique sub-saharienne					
Afrique de l'Est					
Djibouti	0,96	41	39	0,06	0,07
Érythrée	0,55	155	84	0,52	0,07
Ethiopie	0,22	2 109	455	0,37	0,02
Kenya	0,10	1 702	177	0,32	0,05
Madagascar	0,32	251	80	1,39	0,06
Malawi	0,22	1 144	247	0,92	0,04
Mozambique	0,70	232	162	0,94	0,06
Rwanda	0,07	3 623	271	0,54	0,03
Somalie	0,22	300	65	0,53	0,07
Soudan du sud	3,59	40	145	0,99	0,04
Ouganda	0,17	1 506	257	0,64	0,02
République-Unie de Tanzanie	0,27	1 018	278	0,65	0,09
Zambie	2,50	100	249	1.09	0,02
Zimbabwe	0,58	270	156	0,66	0,10
Afrique centrale					
Angola	1.22	345	419	0,63	0,03
Cameroun	0,22	1 646	366	0,30	0,09
République centrafricaine	2,58	266	687	0,69	0,11
Tchad	0,55	229	125	0,60	0,04
Congo	0,64	156	100	0,55	0,10
République Démocratique du Congo	2.04	535	1 092	0,64	0,06
Guinée Équatoriale	0,39	3 393	1 310	0,56	0,03
Gabon	0,67	804	539	0,39	0,06
Afrique du sud					
Botswana	3,70	29	108	0,18	0,08
À Swat	0,23	693	158	0,30	0,07
Lesotho	2,50	111	277	0,47	0,25

Machine Translated by Google

TABLEAU (suite)

PAYS/TERRITOIRE	AIR	ALEB	ALÉC	SDIR	DPIR
Namibie	1,49	49	73	0,38	0,09
Afrique du Sud	0,56	194	108	0,18	0,09
Afrique de l'Ouest					
Bénin	0,13	2 616	343	0,26	0,08
Burkina Faso	0,29	696	200	0,53	0,03
Cap-Vert	0,11	2 752	303	0,12	0,06
Côte d'Ivoire	0,11	1 224	129	0,35	0,05
Gambie	0,16	1 720	275	0,30	0,04
Ghana	0,05	2 424	121	0,36	0,07
Guinée	0,44	489	216	0,32	0,03
Guinée-Bissau	0,56	1 667	937	0,36	0,05
Libéria	0,50	1 395	699	0,35	0,05
Ils avaient	0,18	398	70	1.05	0,03
Mauritanie	0,19	127	25	0,24	0,05
Niger	0,29	218	63	0,66	0,04
Nigeria	0,06	3 246	211	0,43	0,03
Sénégal	0,21	901	193	0,24	0,07
Sierra Leone	0,08	1 932	146	0,41	0,04
Aller	0,13	873	111	0,40	0,04
AMÉRIQUE					
Amérique latine et Caraïbes					
Caraïbes					
Cuba	0,48	773	369	0,14	0,13
République dominicaine	0,33	4 207	1 369	0,21	0,08
Haïti	0,10	3 643	363	0,47	0,16
Jamaïque	0,27	4 526	1 240	0,28	0,16
Amérique centrale					
Costa Rica	0,68	2 698	1 846	0,25	0,04
Le Salvador	0,37	2 463	915	0,20	0,06
Guatemala	0,40	3 516	1 401	0,34	0,10
Honduras	0,80	1 818	1 460	0,41	0,07
Mexique	0,54	877	474	0,21	0,07
Nicaragua	0,67	1 119	746	0,30	0,07
Panama	0,50	1 389	694	0,48	0,07
Amérique du Sud					
Argentine	0,40	493	199	0,15	0,05
Bolivie (État plurinational de)	0,78	307	241	0,45	0,06
Brésil	1h30	629	821	0,17	0,08
Chili	0,23	1 210	275	0,55	0,10

Machine Translated by Google

TABLEAU (suite)

PAYS/TERRITOIRE	AIR	ALEB	ALÉC	SDIR	DPIR
Colombie	0,76	999	757	0,29	0,06
Équateur	0,47	3 325	1 547	0,41	0,09
Guyane	0,63	1 694	1 073	0,26	0,15
Paraguay	0,76	562	425	0,24	0,08
Pérou	0,86	1 153	986	0,31	0,05
Surinam	0,60	11 798	7 075	0,20	0,10
Uruguay	0,79	357	283	0,05	0,13
Venezuela (République bolivarienne de)	1,34	350	469	0,28	0,11
Amérique du Nord					
Canada	0,99	559	552	0,02	0,05
les états-unis d'Amérique	1.15	457	526	0,38	0,06
ASIE					
Asie centrale					
Kazakhstan	0,17	102	18	0,05	0,08
Kirghizistan	0,31	384	120	0,11	0,12
Tadjikistan	0,22	1 373	307	0,21	0,16
Turkménistan	0,22	277	62	0,23	0,14
Ouzbékistan	0,14	2 522	364	0,18	0,14
Asie de l'Est					
Chine	0,21	3 064	652	0,07	0,09
Japon	0,33	12 876	4 206	0,22	0,04
Mongolie	1.20	40	48	0,12	0,09
République de Corée	0,21	23 430	4 944	0,04	0,04
Asie du Sud-Est					
Cambodge	0,29	2 705	788	0,24	0,10
Indonésie	0,26	6 552	1 715	0,20	0,06
Le peuple laotien République démocratique	0,23	4 054	950	0,28	0,06
Malaisie	0,11	8 124	924	1.12	0,04
Birmanie	0,31	4 438	1 393	0,19	0,12
Philippines	0,17	7 009	1 199	0,15	0,07
Thaïlande	0,18	4 594	806	0,99	0,06
Timor lire	0,28	2 047	581	0,34	0,10
Viêt Nam	0,18	7 643	1 391	0,24	0,06
Asie du Sud					
Afghanistan	0,09	513	48	0,23	0,08
Bangladesh	0,15	9 512	1 447	0,25	0,09
Inde	0,13	8 162	1 050	0,24	0,07
L'Iran (République islamique d')	0,27	2 709	736	0,14	0,04

Machine Translated by Google

TABLEAU J (suite)

PAYS/TERRITOIRE	AIR	ALEB	ALÉC	SDIR	DPIR
Népal	0,14	5 857	833	0,25	0,09
Pakistan	0,11	5 904	629	0,20	0,11
Sri Lanka	0,07	7 574	561	0,12	0,04
Asie occidentale					
Arménie	0,20	3 044	602	0,14	0,18
Azerbaïdjan	0,29	1 742	509	0,23	0,16
Chypre	0,84	5 157	4 320	–	0,08
Géorgie	0,15	1 523	228	0,25	0,22
Irak	0,25	1 676	426	0,54	0,14
Israël	0,30	7 736	2 309	0,04	0,04
Jordan	0,08	4 370	368	2.05	0,10
Koweit	0,67	6 318	4 241	–	0,05
Liban	0,09	4 559	419	1,95	0,04
Le mien	0,19	2 225	425	0,19	0,06
Palestine	0,08	4 688	376	0,18	0,07
Qatar	0,37	8 150	2 988	–	0,02
Arabie Saoudite	0,08	223	17	–	0,07
République arabe syrienne	0,04	1 381	57	0,17	0,07
Turquie	0,45	3 674	1 658	0,09	0,04
Emirats Arabes Unis	0,21	13 264	2 851	–	0,05
Yémen	0,08	524	42	0,25	0,06
L'EUROPE					
L'Europe de l'Est					
Biélorussie	0,52	1 499	786	–	0,17
Bulgarie	0,63	1 155	725	0,22	0,20
Tchéquie	0,65	2 402	1 570	–	0,13
Hongrie	0,69	2 090	1 432	0,12	0,22
Pologne	0,68	2 163	1 466	0,16	0,15
République de Moldavie	0,69	1 515	1 047	1.04	0,30
Roumanie	0,59	1 822	1 068	0,22	0,23
Fédération Russe	0,55	692	381	0,03	0,10
Slovaquie	1.13	1 762	1 997	0,79	0,18
Ukraine	0,35	1 274	446	0,16	0,15
Europe du Nord					
Danemark	1,78	1 481	2 628	0,29	0,04
Estonie	2,71	1 043	2 823	0,20	0,14
Finlande	0,66	2 786	1 838	–	0,07
Islande	0,36	444	160	–	0,04
Irlande	3.16	872	2 754	0,20	0,02
Lettonie	2,63	1 121	2 953	0,15	0,22
Lituanie	1.32	1 098	1 446	0,24	0,18

Machine Translated by Google

TABLEAU 1 (suite)

PAYS/TERRITOIRE	AIR	ALEB	ALÉC	SDIR	DPIR
Norvège	0,36	6 659	2 385	0,13	0,03
Suède	0,61	2 496	1 518	0,20	0,05
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord	2.03	1 067	2 167	0,22	0,06
Europe du Sud					
Albanie	0,21	6 090	1 276	0,27	0,13
Croatie	0,77	2 271	1 749	0,19	0,20
Grèce	0,71	1 973	1 393	0,26	0,12
Italie	0,44	3 858	1 686	0,32	0,07
Monténégro	0,62	3 477	2 153	0,08	0,14
Macédoine du Nord	0,54	2 276	1 239	0,22	0,19
le Portugal	1h00	1 951	1 951	0,14	0,09
Serbie	0,43	2 229	954	0,45	0,21
Slovénie	0,74	2 618	1 936	–	0,10
Espagne	0,60	1 931	1 158	0,28	0,06
Europe de l'Ouest					
L'Autriche	1.03	2 065	2 132	0,40	0,05
Belgique	1,59	2 909	4 637	–	0,04
France	0,83	1 664	1 381	0,20	0,04
Allemagne	0,76	2 020	1 540	0,06	0,07
Pays-Bas (Royaume du)	0,60	9 152	5 519	0,09	0,04
Suisse	0,85	2 609	2 220	–	0,03
OCÉANIE					
Australie et Nouvelle-Zélande					
Australie	0,63	82	51	0,37	0,04
Nouvelle-Zélande	0,84	1 148	961	–	0,05

NOTES : AEIR = ratio d'impact des externalités agricoles ; ALEB = valeur ajoutée agricole par ha de terres agricoles ; ALEC = valeur actuelle des coûts cachés par ha liés à la production agricole et au changement d'affectation des terres ; DPIR = ratio d'impact des habitudes alimentaires ; SDIR = taux d'impact de la répartition sociale.

Machine Translated by Google

REMARQUES

GLOSSAIRE

1 FAO. 2021. Rapport du Conseil de la FAO – Cent soixante-sixième session, 26 avril – 1er mai 2021. CL 166/REP. Rome. https://www.fao.org/3/nf693en/nf693en.pdf

2 TEB. 2018. TEEB pour l'agriculture et l'alimentation : rapport sur les fondements scientifiques et économiques. Genève, Suisse, ONU Environnement. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2018/11/Foundations_Report_Final_October.pdf

3 Atkinson, G. & Pearce, D. 1995. Mesurer le développement durable. Dans : DW Bromley, éd. Manuel d'économie de l'environnement, pp. 166-182. Oxford, Royaume-Uni, Blackwell.

4 Jansson, A., Hammer, M., Folke, C. et Costanza, R., éd. 1994. Investir dans le capital naturel : l'approche économique écologique de la durabilité. Washington, DC, Island Press.

5 Lord, S. 2020. Valoriser l'impact de l'alimentation : vers une évaluation monétaire pratique et comparable des impacts du système alimentaire. Oxford, Royaume-Uni, FoodSIVI. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2020/06/Valuing-the-impact-of-food- Report_Foodsivi.pdf

6 Banque de réserve fédérale de San Francisco. 2002. Qu'est-ce que la différence entre les coûts privés et sociaux, et quel est leur lien avec la pollution et la production ? Dans l'éducation. [Cité le 14 mars 2023]. https://www.frbsf.org/education/publications/doctor-econ/2002/november/private-social- costs-pollution-production

7 FAO et OMS. (à venir). Fiche d'information sur une alimentation saine. Rome, FAO.

8 FAO, FIDA (Fonds international de développement agricole), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), PAM (Programme alimentaire mondial) et OMS. 2023. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et alimentation saine dans le continuum rural-urbain. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf

9 de Adelhart Toorop, R., Yates, J., Watkins, M., Bernard, J. & de Groot Ruiz, A. 2021. Méthodologies pour une véritable comptabilité analytique dans le secteur alimentaire. Nourriture naturelle, 2(9) : 655-663. https://doi.org/10.1038/s43016-021-00364-z

10 de Adelhart Toorop, R., van Veen, B., Verdonk, L. & Schmiedler, B. 2023. Véritables applications de comptabilité analytique pour les décideurs politiques des systèmes agroalimentaires – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Travail sur l'économie du développement agricole de la FAO Article, n° 23-11. Rome, FAO.

11 Acheson, J. 2000. Variétés d'échec institutionnel. Discours d'ouverture pour les réunions de l'Association internationale pour l'étude des ressources communes, 3 juin 2000, Bloomington, États-Unis. https://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/577/iascpkeynote.pdf?sequence=1&isAllowed=y

12 Acheson, JM 2006. Échec institutionnel dans la gestion des ressources. Revue annuelle d'anthropologie, 35(1) : 117-134. https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.35.081705.123238

13 Gibson, C. 1999. Politiciens et braconniers : L'économie politique de la politique de la faune sauvage en Afrique. Cambridge, La Presse de l'Universite de Cambridge.

14 Transparence Internationale. sd Qu'est-ce que la corruption ? Dans : Transparence Internationale. [Cité le 21 juillet 2023]. https://www.transparency.org/en/what-is-corruption

15 Transparency International et FAO. 2011. Corruption dans le secteur foncier. Document de travail, n° 04/2011. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/am943e/am943e00.pdf

16 Hudson, B., Hunter, D. et Peckham, S. 2019. Échec des politiques et écart dans la mise en œuvre des politiques : les programmes de soutien aux politiques peuvent-ils aider ? Conception et pratique des politiques, 2(1) : 1–14. https://doi.org/10.1080/25741292.2018.1540378

17 Norris, E., Kidson, M., Bouchal, P. et Rutter, J. 2014. Leur rendre justice : leçons tirées de quatre cas de mise en œuvre de politiques. Londres, Institut pour le gouvernement. https://www.instituteforgovernment.org.uk/sites/default/files/publications/Politique%20Mise en œuvre%20case%20etudes%20report%20-%20final.pdf

18 Fontaine, P. 2014. Free riding. Journal de l'histoire de la pensée économique, 36(3) : 359-376. https://doi.org/10.1017/S1053837214000376

Machine Translated by Google

19 Tisdell, CA 2005. Libre accès, gestion des biens communs et des ressources naturelles. Dans : Économie de la conservation de l'environnement. Deuxième édition, chapitre 6. Éditions Edward Elgar. https://doi.org/10.4337/9781845428266.00012

20 Fox, J. 2007. La relation incertaine entre transparence et responsabilité. Développement en pratique, 17(4-5) : 663-671. https://doi.org/10.1080/09614520701469955

21 iOS. 2006. 14040 : Gestion environnementale – évaluation du cycle de vie – principes et cadre. Londres, Institution britannique de normalisation.

22 Mogensen, L., Hermansen, JE, Halberg, N., Dalgaard, R., Vis, JC & Smith, BG 2009. Analyse du cycle de vie à travers la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Dans : Durabilité dans l'industrie alimentaire. pp. 115-144. John Wiley & Sons, Ltd.

23 Clément, V. & Moureau, N. 2019. Biens de mérite. Dans : A. Marciano & GB Ramello, éd. Encyclopédie du droit et de l'économie. New York, États-Unis, Springer. https://doi.org/10.1007/978-1-4614-7753-2_663

24 Markandya, A. 2023. Prise en compte des coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans des contextes de données rares – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 23-12. Rome, FAO.

25 Cabral LMB 2017. Introduction à l'organisation industrielle. Deuxième édition. Cambridge, États-Unis, The MIT Press.

26 OCDE. 2018. Concentration du marché. Dans : OCDE. [Cité 9 mars 2023]. https://www.oecd.org/competition/market-concentration.htm

27 Heller, WP 1999. La formation d'un marché d'équilibre entraîne l'absence de marchés. Dans : G. Chichilnisky, éd. Marchés, information et incertitude : essais de théorie économique en l'honneur de Kenneth J. Arrow. La presse de l'Universite de Cambridge.

28 Burningham, D. et Davies, J. 2004. Économie de l'environnement. Oxford, Royaume-Uni, Heinemann. [Cité le 9 mars 2023]. https://books.google.it/books?id=qrVd2unmawsC&printsec=frontcover&hl=it&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false

29 Varian, HR 1992. Analyse microéconomique. Troisième édition. New York, États-Unis, Norton.

30 Dictionnaire Cambridge. 2023. Matérialité. Dans : Dictionnaire Cambridge. [Cité le 19 mai 2023]. https://dictionnaire.cambridge.org/dictionary/english/materiality

31 Eigenraam, M., Jekums, A., Mcleod, R., Obst, C. et Sharma, K. 2020. Application du cadre d'évaluation TEEBAgriFood : directives générales de mise en œuvre. Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2021/01/GA_TEEBAgriFood_Guide.pdf

32 Riemer, O., Mairaj Shah, TM & Müller, A. 2023. Le rôle de la véritable comptabilité analytique dans l'orientation des entreprises et des investissements agroalimentaires vers la durabilité – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, N° 23-13. Rome, FAO.

33 Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

34 McConnell, A. 2015. Qu'est-ce qu'un échec politique ? Une introduction pour aider à naviguer dans le labyrinthe. Politique publique et administration, 30(3-4) : 221-242. https://doi.org/10.1177/0952076714565416

35 Ansell, C., Sørensen, E. & Torfing, J. 2017. Améliorer la mise en œuvre des politiques grâce à l'élaboration de politiques collaboratives. Politique et politique, 45(3) : 467-486. https://doi.org/10.1332/030557317X14972799760260

36 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc0639fr

37 IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques). 2016. L'évaluation méthodologique des scénarios et des modèles de biodiversité et des services écosystémiques – Résumé à l'intention des décideurs politiques. Bonn, Allemagne, Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. https://www.ipbes.net/sites/par défaut/files/downloads/pdf/SPM_Deliverable_3c.pdf

Machine Translated by Google

38 Référence d'Oxford. et scénario de statu quo.
Dans : Référence d'Oxford. [Cité le 31 juillet 2023].
https://www.oxfordreference.com/display/10.1093/acre/9780198609957.001.0001/acref-9780198609957-e-1026

39 IPBES. 2017. Scénarios exploratoires. Dans : IPBES. [Cité le 5 avril 2023]. https://www.ipbes.net/exploratory-scenarios

40 IPBES. 2017. Scénarios de sélection des politiques (ex ante). Dans : IPBES. [Cité le 5 avril 2023]. https://www.ipbes.net/policy-screening-ex-ante-scenarios

41 IPBES. 2017. Évaluation rétrospective des politiques (évaluation ex post). Dans : IPBES. [Cité le 5 avril 2023]. https://www.ipbes.net/restrospective-policy-evaluation-ex-post-évaluation

42 Nations Unies. 2021. Analyse de scénarios politiques à l'aide de la comptabilité écosystémique du SEEA. [Cité le 19 mai 2023]. https://seea.un.org/content/policy-scenario-analysis-using-seea-ecosystem-accounting

43 PNUE, TEEB, Capitals Coalition et GAFF (Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation). 2021. Véritable comptabilité analytique pour les systèmes alimentaires : redéfinir la valeur pour transformer la prise de décision. Note d'information technique. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2021/09/TechnicalBriefingNote.pdf

CHAPITRE 1

1 Davis, B., Mane, E., Gurbuzer, LY, Caivano, G., Piedrahita, N., Schneider, K., Azhar, N. et al. 2023.
Estimation de l'emploi au niveau mondial et national dans les systèmes agroalimentaires. Série de documents de travail sur les statistiques de la FAO, n° 23-34. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cc4337en/cc4337en.pdf

2FAO. 2022. La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2022. Tirer parti de l'automatisation agricole pour transformer les systèmes agroalimentaires. Rome. https://www.fao.org/3/cb9479fr/cb9479fr.pdf

3 Crack, VI, Swinburn, B., Lawrence, M. et Harrison, P. 2014. Un cadre de responsabilisation pour promouvoir des environnements alimentaires sains. Nutrition de santé publique, 17(11) : 2467-2483. https://doi.org/10.1017/S1368980014000093

4 HLPE (Groupe d'experts de haut niveau). 2017. Nutrition et systèmes alimentaires – Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome. www.fao.org/3/a-i7846e.pdf

5 UNSCN (Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition). 2016. Évaluation de l'impact des politiques visant à soutenir des environnements alimentaires sains et une alimentation saine – Mise en œuvre le Cadre d'action de la Deuxième Internationale
Conférence sur la nutrition. Rome. https://www.unscn.org/téléchargements/web/news/document/DiscPaper3-EN-WEB.pdf

6 Coalition des capitales. sd L'approche des capitales.
Dans : Coalition des capitales. [Cité le 8 décembre 2022].
https://capitalscoalition.org/capitals-approach

7 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc0639fr

8 Ewert, B. & Loer, K. 2021. Faire progresser les politiques publiques comportementales : à la recherche d'un concept plus global. Politique et politique, 49(1) : 25-47. https://doi.org/10.1332/030557320X15907721287475

9 Cesareo, M., Sorgente, A., Labra, M., Palestini, P., Sarcinelli, B., Rossetti, M., Lanz, M. et al. 2022. L'efficacité des interventions de nudge pour promouvoir des choix alimentaires sains : une revue systématique et une intervention auprès des étudiants universitaires italiens. Appétit, 168 : 105662. https://doi.org/10.1016/j.appet.2021.105662

10 Elwin, P., Amadi, E., Mitchell, E. et Hunter, P. 2023.
Feuille de route des marchés financiers pour transformer le système alimentaire mondial. Dans : Planet Tracker. https://planet-tracker.org/wp-content/uploads/2023/03/Financial-Markets-Roadmap- for-transforming-the-Global-Food-System.pdf

11 Riemer, O., Mairaj Shah, TM & Müller, A. 2023. Le rôle de la véritable comptabilité analytique dans l'orientation des entreprises et des investissements agroalimentaires vers la durabilité – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, N° 23-13. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

12 Meybeck, A. et FAO, éd. 2014. Normes volontaires pour des systèmes alimentaires durables : défis et opportunités – Un atelier du Programme FAO/PNUE sur les systèmes alimentaires durables. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/i3421e/i3421e.pdf

13 Pernechele, V., Fontes, F., Baborska, R., Nkuingoua, J., Pan, X. & Tuyishime, C. 2021. Dépenses publiques consacrées à l'alimentation et à l'agriculture en Afrique subsaharienne – Tendances, défis et priorités. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cb4492fr/cb4492fr.pdf

14 TEB. 2018. TEEB pour l'agriculture et l'alimentation : fondements scientifiques et économiques. Genève, Suisse, ONU Environnement. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2018/11/Foundations_Report_Final_October.pdf

15 Gemmill-Herren, B., Baker, LE et Daniels, PA, éd. 2021. Véritable comptabilité analytique pour l'alimentation – Équilibrer la balance. Londres, New York, Routledge.

16 Gravelle, H. & Rees, R. 2004. Microéconomie. Troisième édition. Harlow, Royaume-Uni, Financial Times/Prentice Hall.

17 Rocha, C. 2007. L'insécurité alimentaire comme échec du marché : une contribution de l'économie. Journal sur la faim et la nutrition environnementale, 1(4) : 5-22. https://doi.org/10.1300/J477v01n04_02

18 Matthew-Sagasta, J., Marjani Zadeh, S. et Turral, H., éd. 2018. Plus de gens, plus de nourriture, moins d'eau ? Un examen mondial de la pollution de l'eau d'origine agricole. Rome et Colombo, FAO et IWMI (Institut international de gestion de l'eau). www.fao.org/3/ca0146en/CA0146EN.pdf

19 Markandya, A. 2023. Prise en compte des coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans des contextes de données rares – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 23-12. Rome, FAO.

20 Kerr, WA & Hobbs, JE 2022. La quête d'une alimentation saine est-elle un moyen d'améliorer la sécurité alimentaire des consommateurs ? Agriculture et sécurité alimentaire, 11(1) : 1. https://doi.org/10.1186/s40066-021-00340-7

21 Musgrave, RA 1987. Biens de mérite. Vol. 3. Le nouveau Palgrave : un dictionnaire d'économie.

22 Cabral LMB 2017. Introduction à l'industrie organisation. Deuxième édition. Cambridge, États-Unis, MIT Presse.

23 De Castro, P., Adinolfi, F., Capitanio, F. et Di Falco, S. 2011. Construire un nouveau cadre pour la politique agricole commune : une responsabilité envers la communauté dans son ensemble. EuroChoices, 10(1) : 32-36. https://doi.org/10.1111/j.1746-692X.2010.00171.x

24 Acheson, J. 2000. Variétés d'échec institutionnel. Discours d'ouverture pour les réunions de l'Association internationale pour l'étude des ressources communes, 3 juin 2000, Bloomington, Indiana, États-Unis. https://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/577/iascpkeynote.pdf?sequence=1&isAllowed=y

25 McConnell, A. 2015. Qu'est-ce qu'un échec politique ? Une introduction pour aider à naviguer dans le labyrinthe. Politique publique et administration, 30(3-4) : 221-242. https://doi.org/10.1177/0952076714565416

26 FAO. 2022. Réfléchir à l'avenir de la sécurité alimentaire – Un rapport prospectif. Rome. http://www.fao.org/documents/carte/fr/c/cb8667fr

27 Transparence Internationale. sd Qu'est-ce que la corruption ? Dans : Transparence Internationale. [Cité le 21 juillet 2023]. https://www.transparency.org/en/what-is-corruption

28 Transparency International et FAO. 2011. Corruption dans le secteur foncier. Document de travail, n° 04/2011. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/am943e/am943e00.pdf

29 Nawaz, F. 2008. Corruption dans l'administration et la gestion foncière au Kosovo. Bergen, Norvège, U4 et Transparency International. https://www.u4.no/publications/corruption-in-land-administration-land- management-in-kosovo.pdf

30 Hudson, B., Hunter, D. et Peckham, S. 2019. Échec des politiques et écart dans la mise en œuvre des politiques : les programmes de soutien aux politiques peuvent-ils aider ? Conception et pratique des politiques, 2(1) : 1–14. https://doi.org/10.1080/25741292.2018.1540378

Machine Translated by Google

31 Norris, E., Kidson, M., Bouchal, P. et Rutter, J. 2014.
Leur rendre justice : leçons tirées de quatre cas de mise en œuvre de politiques. Londres, Institut pour le gouvernement. https://www.instituteforgovernment.org.uk/sites/default/files/publications/Politique%20Mise en œuvre%20case%20etudes%20report%20-%20final.pdf

32 Gibson, C. 1999. Politiciens et braconniers : L'économie politique de la politique de la faune en Afrique. Cambridge, La Presse de l'Universite de Cambridge.

33 Ansell, C., Sørensen, E. & Torfing, J. 2017. Améliorer la mise en œuvre des politiques grâce à l'élaboration de politiques collaboratives. Politique et politique, 45(3) : 467-486. https://doi.org/10.1332/030557317X14972799760260

34 Sumaila, UR, Pierruci, A., Oyinlola, MA, Cannas, R., Froese, R., Glaser, S., Jacquet, J. et al. 2022. Un optimisme excessif pour l'aquaculture ? Frontières des sciences marines, 9 : 984354. https://doi.org/10.3389/fmars.2022.984354 .

35 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2023. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et alimentation saine dans le continuum rural-urbain. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc3017fr. https://www.fao.org/3/cc3017fr/cc3017fr.pdf

36 Wolter, M. 2022. Les systèmes alimentaires durables nécessitent une véritable comptabilité analytique. Rural 21, 19 décembre 2022. https://www.rural21.com/fileadmin/downloads/2022/en-04/rural2022_04-S09-10.pdf

37 de Adelhart Toorop, R., van Veen, B., Verdonk, L. & Schmiedler, B. 2023. Véritables applications de comptabilité analytique pour les décideurs des systèmes agroalimentaires – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Travail sur l'économie du développement agricole de la FAO Article, n° 23-11. Rome, FAO.

38 Lord, S. & Ingram, JSI 2021. Mesures des capitaux propres pour la comptabilité multi-capital. Nourriture naturelle, 2(9) : 646-654. https://doi.org/10.1038/s43016-021-00336-3

39 Roe, D., Seddon, N. & Elliott, J. 2019. La perte de biodiversité est un problème de développement. Un examen rapide des preuves. Document de réflexion, avril 2019. Institut international pour le développement. https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrer/17636IIED.pdf

40 Füssel, H.-M. 2010. Dans quelle mesure la répartition mondiale des responsabilités, des capacités et de la vulnérabilité face au changement climatique est-elle inéquitable : une évaluation complète basée sur des indicateurs. Changement environnemental mondial, 20(4) : 597-611. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2010.07.009

41 Perez-Escamilla, R., Bermudez, O., Buccini, GS, Familiarity, S., Lutter, CK, Monsivais, P. et Victora, C.
2018. Disparités nutritionnelles et fardeau mondial de la malnutrition. BMJ, 361 : k2252. https://doi.org/10.1136/bmj.k2252

42 Rosa, L., Chiarelli, DD, Rulli, MC, Dell'Angelo, J. & D'Odorico, P.
2020. Pénurie d'eau pour l'économie agricole mondiale. Avancées scientifiques, 6(18) : eaaz6031. https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.aaz6031

43 FAO. 2020. La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2020. Relever les défis de l'eau dans l'agriculture. Rome. https://www.fao.org/3/cb1447fr/cb1447fr.pdf

44 Fondation Rockefeller. 2021. Coût réel de la nourriture – Mesurer ce qui compte pour transformer le système alimentaire américain. New York, États-Unis. https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/2021/07/True-Cost-of-Food-Full- Report-Final.pdf

45 Lord, S. 2022. Coûts externes encourus et évités grâce à la suppression des barrières commerciales agricoles et des subventions au secteur agricole. Rapport de référence pour la Commission économique du système alimentaire. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford.

46 Lord, S. 2020. Valoriser l'impact de l'alimentation : vers une évaluation monétaire pratique et comparable des impacts du système alimentaire. Oxford, Royaume-Uni, FoodSIVI. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2020/06/Valuing-the-impact-of-food- Report_Foodsivi.pdf

47 David-Benz, H., Sirdey, N., Deshons, A., Orbell, C. & Herlant, C.
2022. Catalyser la transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires – Cadre conceptuel et méthode pour les évaluations nationales et territoriales. Rome, FAO, Bruxelles, Union européenne et Montpellier, France, CIRAD. https://www.fao.org/3/cb8603fr/cb8603fr.pdf

Machine Translated by Google

48 PNUE, TEEB, Coalition des capitales et GAFF. 2021. Véritable comptabilité analytique pour les systèmes alimentaires : redéfinir la valeur pour transformer la prise de décision. Note d'information technique. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2021/09/Note de briefing technique.pdf

49 Dictionnaire Cambridge. Matérialité. Dans : Dictionnaire Cambridge. [Cité le 19 mai 2023]. https://dictionnaire.cambridge.org/dictionary/english/materiality

50 Institut Impact. 2023. Le domaine actuel de la véritable comptabilité analytique : une analyse des similitudes et des différences des cadres de comptabilité réelle. Accélérateur TCA. https://tcaaccelerator.org/wp-content/uploads/2023/03/Le-domaine-actuel-de-la-comptabilité-au-coût-réel-final.pdf

51 Coalition des capitales. 2023. TEEB pour l'agriculture et l'alimentation : lignes directrices opérationnelles pour les entreprises. Placer la nature et les humains au centre de la transformation du système alimentaire. https://capitalscoalition.org/wp-content/uploads/2023/08/TEEB-for-Agriculture-and-Food-Operational-Guidelines-for -Business.pdf

CHAPITRE 2

1 Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

2FAO. 2014. Empreinte du gaspillage alimentaire – Comptabilité du coût complet. Rapport final. Rome. https://www.fao.org/3/i3991e/i3991e.pdf

3 TEB. 2015. TEEB pour l'Agriculture et l'Alimentation : un rapport intermédiaire. Genève, Suisse, PNUE. https://www.teebweb.org/wp-content/uploads/2016/01/TEEBAgFood_Interim_Rapport_2015_web.pdf

4 Commission d'économie du système alimentaire. 2023. Alimentation, Planète, Santé : Vers des systèmes alimentaires sains, inclusifs et respectueux de la nature. [Cité le 23 mai 2023]. https://foodsystemenomics.org

5FAO. 2021. Rapport au Conseil. Cent soixante-sixième session, 26 avril – 1er mai 2021. CL 166/REP. Rome. https://www.fao.org/3/nf693en/nf693en.pdf

6FAO. 2022. L'état des forêts dans le monde 2022. Forêt les voies d'une relance verte et de la construction d'économies inclusives, résilientes et durables. Rome. https://doi.org/10.4060/cb9360fr

7 Kruid, S., Macedo, MN, Gorelik, SR, Walker, W., Moutinho, P., Brando, PM, Castanho, A. et al. 2021. Au-delà de la déforestation : les émissions de carbone dues à l'accaparement des terres et à la dégradation des forêts en Amazonie brésilienne. Frontières des forêts et changement global, 4 : 645282. https://doi.org/10.3389/ffgc.2021.645282

8 Hosonuma, N., Herold, M., De Sy, V., De Fries, RS, Brockhaus, M., Verchot, L., Angelsen, A. et Romijn, E. 2012 . Une évaluation des facteurs de déforestation et de dégradation des forêts dans les pays en développement. Lettres de recherche environnementale, 7(4) : 044009. https://doi.org/10.1088/1748-9326/7/4/044009

9 FAO. 2020. Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 : Rapport principal. Rome. https://doi.org/10.4060/ca9825fr

10 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc0639fr

11 Mathers, CD 2020. Historique de l'évaluation de la charge mondiale de morbidité à l'Organisation mondiale de la santé. Archives de la santé publique, 78(1) : 77. https://doi.org/10.1186/s13690-020-00458-3

12 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2021. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable pour tous. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf

13 Cattaneo, A., Sadiddin, A., Vaz, S., Conti, V., Holleman, C., Sánchez, MV & Torero, M. 2023. Point de vue : Garantir l'accessibilité financière des régimes alimentaires face aux chocs. Politique alimentaire, 117 : 102470. https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2023.102470

14 FAO. 2021. La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2021. Rendre les systèmes agroalimentaires plus résilients aux chocs et aux stress. Rome. https://www.fao.org/3/cb4476fr/cb4476fr.pdf

Machine Translated by Google

15 Jaffee, S., Henson, S., Unnevehr, L., Grace, D. et Cassou, E. 2019. L'impératif de sécurité alimentaire : accélérer les progrès dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Washington, DC, Banque mondiale. https://openknowledge.worldbank.org/server/api/noyau/bitstreams/e018c0ed-0e18-517d-b733-cbfc90f6a371/contenu

16 AlimentationSIVI. 2023. SPIQ-FS. [Cité le 1er juin 2023]. https://foodsivi.org/what-we-do/projects/spiq-food-system-v0

17 Leimbach, M., Kriegler, E., Roming, N. et Schwanitz, J. 2017. Modèles de croissance futurs des régions du monde – Une approche par scénario du PIB. Changement environnemental mondial, 42 : 215-225. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2015.02.005

18 FOLU. 2019. Mieux croître : dix transitions critiques pour transformer l'alimentation et l'utilisation des terres. Londres. https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport.pdf

19 Springmann, M. 2020. Évaluation des avantages d'une alimentation saine pour la santé et le changement climatique. Document de référence pour L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 20-03. Rome, FAO.

20 Hendricks, S., de Groot Ruiz, A., Acosta, MH, Baumers, H., Galgani, P., Mason-D'Croz, D., Godde, C. et al. 2023. Le véritable coût de la nourriture : une évaluation préliminaire. Dans : J. von Braun, K. Afsana, LO Fresco & MHA Hassan, éd.
Science et innovations pour la transformation des systèmes alimentaires, pp. 581-601. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-15703-5_32

21 Galgani, P., Woltjer, G., de Adelhart Toorop, R., de Groot Ruiz, A. & Varoucha, E. 2021. Utilisation des terres, changement d'affectation des terres, biodiversité et services écosystémiques : véritable méthode de tarification pour l'agroalimentaire. des produits. Wageningen, Royaume des Pays-Bas, Université et recherche de Wageningen. https://library.wur.nl/WebQuery/wurpubs/fulltext/555581

22 Lord, S. 2021. Estimation des coûts marginaux des dommages liés à la perte de services écosystémiques due au changement d'affectation des terres ou à la dégradation des écosystèmes. Documentation de l'ensemble de données SPIQ-FS version 0. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2022/11/SPIQ-v0-A-Marginal-Costs-3-Land-Use_DRAFT.pdf

23 QUI. 2015. Estimations de l'OMS de la charge mondiale des maladies d'origine alimentaire. Groupe de référence sur l'épidémiologie de la charge des maladies d'origine alimentaire 2007-2015. Genève, Suisse. https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/199350/9789241565165_fra.pdf?sequence=1

24 David-Benz, H., Sirdey, N., Deshons, A., Orbell, C. & Herlant, C. 2022. Catalyser la transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires – Cadre conceptuel et méthode pour les évaluations nationales et territoriales. Rome, FAO, Bruxelles, Union européenne et Montpellier, France, CIRAD. https://www.fao.org/3/cb8603fr/cb8603fr.pdf

CHAPITRE 3

1 Markandya, A. 2023. Prise en compte des coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans des contextes de pénurie de données – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 23-12. Rome, FAO.

2FAO. 2021. Lignes directrices sur la ventilation des données pour les indicateurs des ODD à l'aide de données d'enquête. Rome. https://www.fao.org/3/cb3253fr/cb3253fr.pdf

3FAO. 2021. L'impact des catastrophes et des crises sur l'agriculture et la sécurité alimentaire : 2021. Rome. https://www.fao.org/3/cb3673fr/cb3673fr.pdf

4 Mullié, WC, Prakash, A., Müller, A. & Lazutkaite, E. 2023. L'utilisation d'insecticides contre le criquet pèlerin dans la Corne de l'Afrique 2019-2021 révèle un besoin urgent de changement. Agronomie, 13(3) : 819. https://doi.org/10.3390/agronomie13030819

5FAO. 2022. Comment la Somalie a utilisé des biopesticides pour vaincre les criquets pèlerins. Dans : FAO. [Cité le 26 mai 2023]. http://www.fao.org/fao-stories/article/en/c/1604415

6 Sandhu, H., Regan, C., Perveen, S. et Patel, V. 2021. Méthodes et cadres : les outils pour évaluer les externalités. Dans : B. Gemmill-Herren, LE Baker & PA Daniels, éd. Véritable comptabilité analytique pour l'alimentation – Équilibrer la balance, chapitre 4. Londres, New York, Routledge.

7 TEEBAgriFood. 2022. Indonésie. Dans : TEEB. [Cité le 5 mars 2023]. https://teebweb.org/our-work/agrifood/country-implémentation/eupi2019/indonesia

Machine Translated by Google

8 TEB. 2018. TEEB pour l'agriculture et l'alimentation : fondements scientifiques et économiques. Genève, Suisse, ONU Environnement. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2018/11/Foundations_Report_Final_October.pdf

9 Pascual, U., Balvanera, P., Diaz, S., Pataki, G., Roth, E., Stenseke, M., Watson, RT et al. 2017. Valoriser les contributions de la nature aux populations : l'approche IPBES. Opinion actuelle sur la durabilité de l'environnement, 26-27 : 7-16. https://doi.org/10.1016/j.cosust.2016.12.006

10 de Adelhart Toorop, R., Yates, J., Watkins, M., Bernard, J. & de Groot Ruiz, A. 2021. Méthodologies pour une véritable comptabilité analytique dans le secteur alimentaire. Nourriture naturelle, 2(9) : 655-663. https://doi.org/10.1038/s43016-021-00364-z

11 La Fondation Rockefeller et le Center for Good Food Achat. 2021. Coût réel de la nourriture : étude de cas sur les repas scolaires. https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/2021/11/True-Cost-of-Food-School-Meals-Case -Study-Full-Report-Final.pdf

12 Bandel, T., Kayatz, B., Doucet, T. et Leutner, N. 2020. Le prix élevé de la viande bon marché : tous ceux qui consomment de la viande ne paie qu'une fraction des coûts réels – à vos frais von Umwelt und Klima [Le prix élevé de la viande bon marché : quiconque consomme de la viande ne paie qu'une fraction du coût réel – au détriment de l'environnement et du climat]. Hambourg, Allemagne, Soil & More Impacts GmbH. https://www.greenpeace.de/publikationen/s03201_agriculture_study_wahre_kosten_fleisch_2020.pdf

13 Université de Khon Kaen. 2022. Mesurer ce qui compte dans les systèmes rizicoles : TEEBAgriFood Assessment Thailand, focus sur la région du Nord-Est. Messages clés, août 2022. TEEB. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2022/09/5-TEEBAgriFood-IKI-Messages-clés.pdf

14 de Adelhart Toorop, R., van Veen, B., Verdonk, L. & Schmiedler, B. 2023. Véritables applications de comptabilité analytique pour les décideurs politiques des systèmes agroalimentaires – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Travail sur l'économie du développement agricole de la FAO Article, n° 23-11. Rome, FAO.

15 IPBES. 2017. Scénarios. Dans : IPBES. [Cité le 14 avril 2023]. https://www.ipbes.net/node/16146

16 Springmann, M. 2020. Évaluation des avantages d'une alimentation saine pour la santé et le changement climatique. Document de référence pour L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 20-03. Rome, FAO.

17 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/ca9692fr

18 IPBES. 2017. Scénarios de sélection des politiques (ex ante). Dans : IPBES. [Cité le 5 avril 2023]. https://www.ipbes.net/policy-screening-ex-ante-scenarios

19 Wardhany, M. & Adzim, F. 2018. Déterminant des exportations de cacao en Indonésie. Journal d'analyse du développement économique, 7(3) : 286-293. https://doi.org/10.15294/edaj.v7i3.25262

20 Rahim, A., Antara, M., Rauf, R.A., Lamusa, A., Safitri, D. & Mulyo, JH 2020. Durabilité de la production de cacao en Indonésie. Journal australien des sciences des cultures, 14(6) : 997-1003. https://doi.org/10.21475/ajcs.20.14.06.p2510

21 Riemer, O., Mairaj Shah, TM & Müller, A. 2023. Le rôle de la véritable comptabilité analytique dans l'orientation des entreprises et des investissements agroalimentaires vers la durabilité – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, N° 23-13. Rome, FAO.

22 FMI et NielsenIQ. 2022. La transparence dans un monde omnicanal en évolution. IMF. [Cité le 5 avril 2023]. https://www.fmi.org/forms/store/ProductFormPublic/transparency-evolution-omnichannel-world

23 Coalition des capitales. 2023. TEEB pour l'agriculture et l'alimentation : lignes directrices opérationnelles pour les entreprises. Placer la nature et les humains au centre de la transformation du système alimentaire. https://capitalscoalition.org/wp-content/uploads/2023/08/TEEB-for-Agriculture-and-Food-Operational-Guidelines-for -Business.pdf

24 Initiative des coûts réels. 2022. True Cost Accounting Agrifood Handbook – Lignes directrices pratiques pour le secteur alimentaire et agricole sur la mesure, l'évaluation et le reporting de l'impact. https://tca2f.org/wp-content/uploads/2022/03/TCA_Agrifood_Handbook.pdf

Machine Translated by Google

25 Transparentes. 2021. Comptabilité du capital naturel des entreprises – des éléments de base à la voie de la normalisation. Comprendre le paysage, les principales applications, les défis et les opportunités. https://capitalescoalition.org/wp-content/uploads/2021/04/Benchmarking-transparent-final.pdf

26 Institut Impact. 2020. Méthodologie intégrée d'évaluation des profits et pertes (IAM) : contribution à l'impact du supplément. Version 1.0. https://www.impactinstitute.com/wp-content/uploads/2020/03/Impact-Institute-IAM- Supplément-Impact-Contribution-.pdf

27 Mesure agricole mondiale. 2022. La métrique agricole mondiale Cadre – Catégories, sous-catégories et indicateurs expliqués. https://www.globalfarmmetric.org/wp-content/téléchargements/2022/12/GFM-fwk-2023.pdf

28 Fondation True Price et Fondation Impact Economy. 2020. Principes pour une tarification réelle. Projet de consultation. Fondation du vrai prix. https://trueprice.org/wp-content/uploads/2022/09/2020-03-04-Principles-for-True-Pricing -Trueprice.org-Consultation-Draft.pdf

CHAPITRE 4

1 FAO et FIAN International. 2017. Mettre en pratique les Directives volontaires sur le régime foncier – Un guide d'apprentissage pour les organisations de la société civile. Rome. https://www.fao.org/3/i7763e/i7763e.pdf

2 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cc0639fr

3 Rosendal, GK & Schei, PJ 2014. Comment REDD+ peut-il affecter le cadre pratique, juridique et institutionnel du « paiement pour les services écosystémiques » au Costa Rica ? Services écosystémiques, 9 : 75–82. https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2014.04.009

4 Sales, E., Rodas, O., Valenzuela, O., Hillbrand, A. & Sabogal, C. 2016. En route pour restaurer les terres dégradées du Guatemala : créer des conditions de gouvernance. Perspectives de développement dans le monde, 4 : 16-18. https://doi.org/10.1016/j.wdp.2016.11.010

5 Benton, T., Bieg, C., Harwatt, H., Pudasaini, R. et Wellesley, L. 2021. Impacts du système alimentaire sur la perte de biodiversité. Trois leviers pour transformer le système alimentaire en faveur de la nature. Londres, Chatham House. https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2021-02/2021-02-03-perte-de-biodiversité-du-système-alimentaire-benton-et-al_0.pdf

6 OCDE. 2019. Évaluation de l'impact environnemental des politiques agricoles. Document de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et la pêche, n° 130. Paris. https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/add0f27c-en.pdf?expires=1695656289&id=id&accname=ocid195767&checksum=3FE61D99A1B06E9D76743002FB1E28CE

7 OMC (Organisation mondiale du commerce). 2023. Accord sur les subventions à la pêche. Dans : OMC. [Cité le 19 juillet 2023]. https://www.wto.org/english/tratop_e/rulesneg_e/fish_e/fish_e.htm

8 Fougère. 2023. Qu'est-ce que la réglementation européenne sur les produits sans déforestation et pourquoi devriez-vous vous en soucier ? Bruxelles. https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/2023/What_is_the_EU_Regulation_on_deforestation_free_produits_et_pourquoi_devriez_vous_care.pdf

9 FAO. 2022. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2022. Vers une transformation bleue. Rome. https://www.fao.org/3/cc0461fr/cc0461fr.pdf

10 FAO, FIDA, OPS (Organisation panaméricaine de la santé), UNICEF et PAM. 2023. Aperçu régional de la sécurité alimentaire et nutrition – Amérique latine et Caraïbes 2022 – Vers l'amélioration de l'accessibilité financière d'une alimentation saine. Santiago. https://www.fao.org/3/cc3859fr/cc3859fr.pdf

11 Calel, R. 2013. Marchés du carbone : un aperçu historique. WIREs Changement climatique, 4(2) : 107-119. https://doi.org/10.1002/wcc.208

12 Springmann, M. & Freund, F. 2022. Options de réforme des subventions agricoles du point de vue de la santé, du climat et de l'économie. Communications sur la nature, 13(1) : 82. https://doi.org/10.1038/s41467-021-27645-2

13 Cassou, E. 2018. L'écologisation des programmes de soutien agricole : expériences internationales de réforme des subventions agricoles. Washington, DC, Banque mondiale. https://documents1.worldbank.org/curated/en/827371554284501204/pdf/L'écologisation-des-programmes-de-soutien-agricole- Expériences-internationales-avec-la-réforme-des-subventions-agricoles.pdf

Machine Translated by Google

14 OCDE. 2015. Politiques agricoles au Viet Nam 2015.
Examens de l'OCDE sur l'alimentation et l'agriculture. Paris. https://www.oecd.org/countries/vietnam/OECD-Review-Agricultural-Policies-Vietnam-Vietnamese-Preliminaryversion.pdf

15 Pernechele, V., Fontes, F., Baborska, R., Nkuingoua, J., Pan, X. & Tuyishime, C. 2021. Dépenses publiques consacrées à l'alimentation et à l'agriculture en Afrique subsaharienne – Tendances, défis et priorités. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cb4492fr/cb4492fr.pdf

16 Elwin, P., Amadi, E., Mitchell, E. et Hunter, P. 2023.
Feuille de route des marchés financiers pour transformer le système alimentaire mondial. Dans : Planet Tracker. https://planet-tracker.org/wp-content/uploads/2023/03/Financial-Markets-Roadmap- for-transforming-the-Global-Food-System.pdf

17 Riemer, O., Mairaj Shah, TM & Müller, A. 2023. Le rôle de la véritable comptabilité analytique dans l'orientation des entreprises et des investissements agroalimentaires vers la durabilité – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, N° 23-13. Rome, FAO.

18 Français, SA 2003. Effets des prix sur les choix alimentaires.
Journal de nutrition, 133(3) : 841S-843S. https://doi.org/10.1093/jn/133.3.841S

19 BEUC. 2020. Une bouchée à la fois : les consommateurs et le transition vers une alimentation durable – Analyse d'une enquête auprès des consommateurs européens sur les attitudes à l'égard de l'alimentation durable. Bruxelles, BEUC. https://www.beuc.eu/sites/default/files/publications/beuc-x-2020-042_consumers_and_the_transition_vers_une_alimentation_durable.pdf

20 Vittersø, G., Torjusen, H., Thorjussen, CB, Schjøll, A. & Kjærnes, U. 2019. Enquête sur l'opinion publique en Europe concernant les contributions controversées – un rapport. Biologique-PLUS. https://organicplusnet.files.wordpress.com/2019/11/d2.2-o-enquête-sur-l'opinion-du-public-concernant-les- contributions-contentieuses.pdf

21 Thaler, RH & Sunstein, CR 2009. Nudge : améliorer les décisions concernant la santé, la richesse et le bonheur. Édition révisée et augmentée. New York, Livres Pingouin.

22 Galizzi, MM 2014. Qu'est-ce qui est réellement comportemental dans la politique de santé comportementale ? Et est-ce que ça marche ? Perspectives et politiques économiques appliquées, 36(1) : 25-60. https://doi.org/10.1093/aepp/ppt036

23 Corley, R. & Tinker, P. 2016. Le palmier à huile. Cinquième édition. Chichester, Royaume-Uni, Wiley Blackwell.

24 FAO. 2022. Enquête de télédétection FRA 2020. Étude FAO sur les forêts, n° 186. Rome. https://www.fao.org/3/cb9970fr/cb9970fr.pdf

25 Ayompe, LM, Schaafsma, M. et Egoh, BN 2021.
Vers une production durable d'huile de palme : les impacts positifs et négatifs sur les services écosystémiques et le bien-être humain. Journal de production plus propre, 278 : 123914. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2020.123914

26 Raynaud, J., Fobelets, V., Georgieva, A., Joshi, S., Kristanto, L., de Groot Ruiz, A., Bullock, S. et Hardwicke, R.
2016. Améliorer la prise de décision commerciale : évaluer les coûts cachés de production dans le secteur de l'huile de palme. Une étude pour le programme L'économie des écosystèmes et de la biodiversité pour l'agriculture et l'alimentation (TEEBAgriFood). Trucost.

27 Gaveau, DLA, Locatelli, B., Salim, MA, Husnayaen, Manurung, T., Descals, A., Angelsen, A., Meijaard, E. & Sheil, D. 2022. Le ralentissement de la déforestation en Indonésie fait suite au déclin du palmier à huile . expansion et baisse des prix du pétrole. PLoS ONE, 17(3) : e0266178. https://doi.org/10.1371/journal.mettre.0266178

28 PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) Chine.
2020. Cartographie des opportunités de la chaîne de valeur de l'huile de palme pour une huile de palme durable en Indonésie et en Chine. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/cn/Palm_oil_report_FR.pdf

29 Andrianto, A., Komarudin, H. et Pacheco, P. 2019.
Expansion des plantations de palmiers à huile à la frontière indonésienne : Problèmes d'externalités et avenir des collectivités locales et Communautés autochtones. Terre, 8(4) : 56. https://doi.org/10.3390/land8040056

30 FAO. 2023. Cultures et produits de l'élevage. Dans : FAOSTAT.
[Cité le 7 mars 2023]. https://www.fao.org/faostat/dans/#données/QCL

31 Tan, YD & Lim, JS 2019. Faisabilité de l'élimination des effluents des usines d'huile de palme vers une industrie malaisienne durable de l'huile de palme. Revues sur les énergies renouvelables et durables, 111 : 507-522. https://doi.org/10.1016/j.rser.2019.05.043

Machine Translated by Google

32 Berenschot, W., Dhiaulhaq, A., Afrizal & Hospes, O. 2021. Expansion de l'huile de palme et conflit en Indonésie – une évaluation de l'efficacité de la résolution des conflits mécanismes. Rapport politique, n° 5. Leiden, POCAJI. https://www.kitlv.nl/wp-content/uploads/2021/10/ENG_L'expansion de l'huile de palme-Conflit-en-Indonésie-EN-FA.pdf

33 Voora, V., Larrea, C., Bermudez, S. et Balino, S. Rapport sur le marché mondial : Huile de palme. Dans : IISD. Manitoba, Canada. https://www.iisd.org/system/files/publications/ssi-global-market-report-palm-oil.pdf

34 Watts, JD, Pasaribu, K., Irawan, S., Tacconi, L., Martanila, H., Wiratama, CGW, Musthofa, FK et al. 2021. Défis rencontrés par les petits exploitants pour obtenir une certification d'huile de palme durable en Indonésie. Développement mondial, 146. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105565

35 Ruysschaert, D. & Salles, D. 2014. Vers des normes volontaires mondiales : remettre en question l'efficacité de la réalisation des objectifs de conservation. Le cas de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO). Économie écologique, 107 : 438-446. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2014.09.016

36 Peteru, S., Komarudin, H. & Brady, M. 2022. Certifications, approches et outils de durabilité pour le palmier à huile en Indonésie et en Malaisie. Institut européen des forêts. https://efi.int/sites/par défaut/fichiers/fichiers/flegtredd/KAMI/Resources/Durabilité%20certifications%2C%20approches%2C%20et%20tools%20for%20oil%20palm%20in%20Rapport Indonésie%20et%20Malaisie%20.pdf

37 Qaim, M., Sibhatu, KT, Siregar, H. et Grass, I. Conséquences environnementales, économiques et sociales du boom du palmier à huile. Revue annuelle de l'économie des ressources, 12(1) : 321-344. https://doi.org/10.1146/annurev-ressource-110119-024922

38 Pacheco, P., Schoneveld, G., Dermawan, A., Komarudin, H. & Djama, M. 2020. Gouverner l'approvisionnement durable en huile de palme : déconnexions, complémentarités et antagonismes entre les réglementations étatiques et les normes privées. Réglementation et gouvernance, 14(3) : 568-598. https://doi.org/10.1111/rego.12220

39 Rincón, LE, Valencia, MJ, Hernández, V., Matallana, LG & Cardona, CA 2015. Optimisation de la chaîne d'approvisionnement colombienne en biodiesel issu de la culture du palmier à huile basée sur critères technico-économiques et environnementaux. Économie de l'énergie, 47 : 154-167. https://doi.org/10.1016/j.eneco.2014.10.018

40 FAO. 2022. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Facteurs et déclencheurs de la transformation. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, n° 3. Rome. www.fao.org/3/cc0959en/cc0959fr.pdf

41 Rawat, S. 2020. Volatilité mondiale des dépenses publiques de R&D agricole. Avancées en matière de sécurité alimentaire et de durabilité, 5 : 119-143. https://doi.org/10.1016/bs.af2s.2020.08.001

42 CGIAR (Système CGIAR). sd Évaluation du retour sur investissement du GCRAI. Dans : GCRAI. [Cité le 25 avril 2023]. https://www.cgiar.org/annual-report/performance-report-2020/évaluation-du-retour-sur-investissement-cgiars

43 Soil & More Impacts & TMG (Groupe de réflexion sur la durabilité). 2020. Comptabilité analytique réelle – Rapport d'inventaire. Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. https://www.natureandmore.com/files/documenten/tca-inventory-report.pdf

44 Lord, S. 2020. Valoriser l'impact de l'alimentation : vers une évaluation monétaire pratique et comparable des impacts du système alimentaire. Oxford, Royaume-Uni, FoodSIVI. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2020/06/Valuing-the-impact-of-food-Report_Foodsivi.pdf

45 Eigenraam, M., Jekums, A., Mcleod, R., Obst, C. et Sharma, K. 2020. Application du cadre d'évaluation TEEBAgriFood : directives générales de mise en œuvre. Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2021/01/GA_TEEBAgriFood_Guide.pdf

46 Initiative des coûts réels. 2022. True Cost Accounting Agrifood Handbook – Lignes directrices pratiques pour le secteur alimentaire et agricole sur la mesure, l'évaluation et le reporting de l'impact. https://tca2f.org/wp-content/uploads/2022/03/TCA_Manuel_Agroalimentaire.pdf

47 Commission européenne. 2023. Taxonomie européenne pour les activités durables. Dans : Commission européenne. [Cité le 5 septembre 2023]. https://finance.ec.europa.eu/finance-durable/outils-et-normes/eu-taxonomy- Sustainable-Activities_fr

Machine Translated by Google

48 Commission européenne. 2023. Rapports sur le développement durable des entreprises. Dans : Commission européenne. [Cité le 5 septembre 2023]. https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting_fr

49 Deconinck, K. & Giner, C. 2023. Combler les lacunes en matière de données probantes sur les systèmes alimentaires : synthèse. Vol. 199. Documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et la pêche 199. Paris, Éditions OCDE. https://doi.org/10.1787/043db97b-fr

50 FAO. 2023. La suite d'outils EX-ACT. Dans : FAO. [Cité 5 mai 2023]. https://www.fao.org/in-action/epic/ex-act-outil/suite-d-outils/fr

51 Markandya, A. 2023. Prise en compte des coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans des contextes de données rares – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 23-12. Rome, FAO.

52 Hilborn, R., Banobi, J., Hall, SJ, Pucylowski, T. et Walsworth, TE 2018. Le coût environnemental des aliments d'origine animale. Frontières de l'écologie et de l'environnement, 16(6) : 329-335. https://doi.org/10.1002/fee.1822

53 Van Der Werf, HMG, Knudsen, MT et Cederberg, C. 2020. Vers une meilleure représentation de l'agriculture biologique dans l'analyse du cycle de vie. Durabilité de la nature, 3(6) : 419-425. https://doi.org/10.1038/s41893-020-0489-6

54 Deconinck, K. & Toyama, L. 2022. Impacts environnementaux le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire : méthodes, résultats et lacunes en matière de preuves. Paris, OCDE. https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/48232173-en.pdf?expires=1695733489&id=id&accname=guest&checksum=56B8AC44F4E99F859C1FE9A7ECAC51E5

55 FAO. 2014. Développer des chaînes de valeur alimentaires durables : principes directeurs. Rome. https://www.fao.org/3/i3953e/i3953e.pdf

56 FAO. 2021. Libérer le potentiel de la pêche et de l'aquaculture durables en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. https://www.fao.org/3/ca7966en/CA7966EN.pdf

57 POISSONS4ACP. 2021. Développer des chaînes de valeur durables pour les produits aquatiques : une note méthodologique pour l'analyse et conception. Projet de document – septembre 2021. https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/FISH4ACP/documents/FISH4ACP_VCAD_Methodological_Brief_vSept2021.pdf

58 Sendall, A., Duong, G., Ward, A., Mushabe, M., Muumin, H., Luomba, J., Mwakiluma, Y., Khamis, K. et Mwaka, I. 2022 . La chaîne de valeur du sprat, de la sardine et de la perche du lac Tanganyika en République-Unie de Tanzanie : rapport de synthèse. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cc3759fr/cc3759fr.pdf

59. FAO. 2023. GLEAM 3.0 Évaluation des émissions de gaz à effet de serre et du potentiel d'atténuation. Dans : Modèle mondial d'évaluation environnementale de l'élevage (GLEAM). [Cité le 28 avril 2023]. https://www.fao.org/gleam/dashboard/en

60 Kirk, MD, Pires, SM, Black, RE, Caipo, M., Crump, JA, Devleesschauwer, B., Döpfer, D. et al. 2015. Estimations de l'Organisation mondiale de la santé de la charge mondiale et régionale de 22 maladies bactériennes, protozoaires et virales d'origine alimentaire, 2010 : une synthèse des données. Médecine PLOS, 12(12) : e1001921. https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001921

61 CDB (Convention sur la diversité biologique). 2022. 15/4. Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. CBD/COP/DEC/15/4 Montréal, Canada, PNUE. https://www.cbd.int/doc/décisions/cop-15/cop-15-dec-04-en.pdf

62 ISO. 2023. Normes. Dans : ISO. [Cité le 5 septembre 2023]. https://www.iso.org/standards.html

63 ISO. 2021. ISO 14097:2021. Dans : ISO. [Cité le 27 avril 2023]. https://www.iso.org/standard/72433.html

64 Ecoacsa. 2023. Groupe de travail sur les finances liées à la nature Divulgations. Dans : Ecoacsa. [Cité le 13 avril 2023]. https://ecoacsa.com/task-force-for-nature-rated-financial-divulgations-fra

65 Agri3. 2023. Fonds Agri3. Dans : Agri3. [Cité le 5 septembre 2023]. https://agri3.com

66 Renature. 2023. AGRI3. Dans : Renature. [Cité le 5 septembre 2023]. https://www.renature.co/partners/agri3

67 OCDE. 2021. Élaborer de meilleures politiques pour les systèmes alimentaires. Paris. https://doi.org/10.1787/ddfba4de-fr

Machine Translated by Google

68 FAO, PNUE, OMS et WOAH. 2022. Plan d'action commun « Une seule santé » (2022-2026). Travailler ensemble pour la santé des humains, des animaux, des plantes et de l'environnement. Rome. https://doi.org/10.4060/cc2289fr

69 OCDE. 2008. Le principe pollueur-payeur : définition, analyse, mise en œuvre. Paris. https://doi.org/10.1787/9789264044845-fr

70 Barbier, E. & Markandya, A. 2013. Un nouveau modèle pour une économie verte. Première édition. Routledge. https://doi.org/10.4324/9780203097298

71 OCDE. 2023. Instruments politiques pour l'environnement – Base de données. Dans : OCDE. [Cité le 3 janvier 2023]. https://www.oecd.org/environment/indicators-modelling-outlooks/base de données-instruments-politiques-pour-l'environnement

72 Banque mondiale. 2017. Acte d'équilibrage. Mise à jour économique de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Washington DC. https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/f9c1bef3-3f65-57a8-9406-82d3ee453e80/contenu

73 Ding, H., Markandya, A., Feltran-Barbieri, R., Calmon, M., Cervera, M., Duraisami, M., Singh, R. et al. 2021.
Réorienter les subventions agricoles pour restaurer les terres agricoles dégradées et accroître la prospérité rurale. Washington, DC, Institut des ressources mondiales. https://doi.org/10.46830/écrit.20.00013

74 Pagiola, S., Arcenas, A. & Platais, G. 2005. Les paiements pour les services environnementaux peuvent-ils contribuer à réduire la pauvreté ? Une exploration des problèmes et des preuves à ce jour en Amérique latine. Développement mondial, 33(2) : 237-253. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2004.07.011

75 Schaeffer, PV & Willardsen, K. 2020. Une note sur la règle de Tinbergen. Université de Virginie occidentale, États-Unis. https://www.petervschaeffer.com/uploads/7/4/3/3/74334295/a_note_sur_la_pertinence_de_tinbergen.pdf

76 Université de Khon Kaen. 2022. Mesurer ce qui compte dans les systèmes rizicoles : TEEBAgriFood Assessment Thailand, focus sur la région du Nord-Est. Messages clés, août 2022. TEEB. https://teebweb.org/wp-content/uploads/2022/09/5-TEEBAgriFood-IKI-Messages-clés.pdf

77 FAO. 2023. DIEM – Impact. Dans : FAO. [Cité le 19 juillet 2023]. https://data-in-emergencies.fao.org/pages/impact

78 Banque mondiale. 2021. Mise à jour économique de l'Ouganda, 17e édition, juin 2021 – De la crise à une croissance verte résiliente – Investir dans la gestion durable des terres et l'agriculture intelligente face au climat. Washington DC. https://documents1.worldbank.org/curated/en/265371623083730798/pdf/Ouganda-Economic-Update-17e-édition-De-la-crise-à-une-croissance-verte-résiliente-Investir-dans-la- gestion-durable-des-terres-et-une-agriculture-intelligente-au-climat.pdf

79 Surveillance mondiale des forêts. sd Taux de déforestation en Ouganda & Statistiques. Dans : Surveillance mondiale des forêts. [Cité le 21 mars 2023]. https://www.globalforestwatch.org/dashboards/pays/UGA

80 UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). 2017. L'Ouganda évalue le potentiel de restauration et identifie environ 8 millions d'hectares comme étant appropriés. Dans : UICN. [Cité le 21 mars 2023]. https://www.iucn.org/news/forêts/201701/ouganda-évalue-le-potentiel-de-restauration- identifie-environ-8-millions-d'hectares-appropriés

81 FAO. 2021. Ouganda. Dans : Suivi et analyse des politiques alimentaires et agricoles SPAAA. [Cité le 27 juillet 2023]. https://www.fao.org/in-action/mafap/data/en

82 Ignaciuk, A., Kwon, J., Maggio, G., Mastrorillo, M. & Sitko, NJ 2021. Récolte d'arbres pour récolter des cultures commerciales : le rôle des migrants internes dans la conversion des terres forestières en Ouganda. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole 21-08. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cb7072fr/cb7072fr.pdf

83 Bunn, C., Lundy, M., Läderach, P., Fernandez Kolb, P. et Castro-Llanos, FA
Cali, Colombie, CIAT. https://cgspace.cgiar.org/bitstream/poignée/10568/101331/Ouganda%20Coffee%20brief.pdf?sequence=1&isAllowed=y

ANNEXE 1

1 Lord, S. 2023. Coûts cachés des systèmes agroalimentaires et tendances récentes de 2016 à 2023 – Document de référence pour La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole, n° 31. Rome, FAO.

Machine Translated by Google

2 Leimbach, M., Kriegler, E., Roming, N. et Schwanitz, J.
2017. Modèles de croissance futurs des régions du monde – Une approche par scénario du PIB. Changement environnemental mondial, 42 : 215-225. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2015.02.005

3 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables. Rome, FAO.

4 Afshin, A., Sur, PJ, Fay, KA, Cornaby, L., Ferrara, G., Salama, JS, Mullany, EC et al. 2019. Effets sur la santé des risques alimentaires dans 195 pays, 1990-2017 : une analyse systématique pour l'étude sur la charge mondiale de morbidité 2017. The Lancet, 393(10184) : 1958-1972. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30041-8"https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30041-8

5FAO. 2023. Parts d'émissions. Dans : FAOSTAT. [Cité le 5 juin 2023]. https://www.fao.org/faostat/en/#data/EM/

6FAO. 2023. AQUASTAT. [Cité le 5 juin 2023]. https://tableau.apps.fao.org/views/ReviewDashboard-v1/country_tableau de bord?%3Adisplay_count=n&%3Aembed=y&%3AisGuestRedirectFromVizportal=y&%3Aorigin=viz_share_lien&%3AshowAppBanner=false&%3AshowVizHome=n

7 Winkler, K., Fuchs, R., Rounsevell, MDA et Herold, M.
2020. HILDA+ Changement mondial d'utilisation des terres entre 1960 et 2019. Dans : PANGAEA. [Cité le 1er juin 2023]. https://doi.pangaea.de/10.1594/PANGAEA.921846

8 Commission européenne. 2023. Polluant atmosphérique mondial Émissions – EDGAR v6.1. Dans : EDGAR - Base de données sur les émissions pour la recherche sur l'atmosphère globale. [Cité le 1er mars 2023]. https://edgar.jrc.ec.europa.eu/dataset_ap61

9 Oreggioni, GD, Monforti Ferraio, F., Crippa, M., Muntean, M., Schaaf, E., Guizzardi, D., Solazzo, E., Duerr, M., Perry, M. et Vignati, E. 2021. Le changement climatique dans un monde en évolution : transitions socio-économiques et technologiques, cadres réglementaires et tendances sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'EDGAR v.5.0. Changement environnemental mondial, 70 : 102350. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102350

10 Van Damme, M., Clarisse, L., Whitburn, S., Hadji-Lazaro, J., Hurtmans, D., Clerbaux, C. & Coheur, P.-F. 2018. Sources ponctuelles d'ammoniac industrielles et agricoles exposées. Nature, 564 (7734) : 99-103. https://doi.org/10.1038/s41586-018-0747-1

11 Beusen, AHW, Van Beek, LPH, Bouwman, AF, Mogollón, JM & Middelburg, JJ 2015. Couplage de modèles globaux pour l'hydrologie et la charge en nutriments pour simuler la rétention d'azote et de phosphore dans les eaux de surface – description d'IMAGE-GNM et analyse des performances .
Développement de modèles géoscientifiques, 8(12) : 4045-4067. https://doi.org/10.5194/gmd-8-4045-2015

12 Beusen, AHW, Bouwman, AF, Van Beek, LPH, Mogollón, JM & Middelburg, JJ 2016. Le transport fluvial mondial de N et de P vers l'océan a augmenté au cours du 20e siècle malgré une rétention accrue le long du continuum aquatique.
Biogéosciences, 13(8) : 2441-2451. https://doi.org/10.5194/bg-13-2441-2016

13 FAO. 2022. Suite d'indicateurs de sécurité alimentaire. Dans : FAOSTAT. [Cité le 22 septembre 2022]. https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS

14 Banque mondiale. 2023. Écart de pauvreté à 3,65 dollars par jour (PPA 2017) (%). Dans : Banque mondiale. [Cité le 5 juin 2023]. https://données.worldbank.org/indicator/SI.POV.LMIC.GP

15 Davis, B., Mane, E., Gurbuzer, LY, Caivano, G., Piedrahita, N., Schneider, K., Azhar, N. et al. 2023.
Estimation de l'emploi au niveau mondial et national dans les systèmes agroalimentaires. Série de documents de travail sur les statistiques de la FAO, n° 23-34. Rome, FAO. https://www.fao.org/3/cc4337en/cc4337en.pdf

16 Castaneda, A., Doan, D., Newhouse, D., Nguyen, MC, Uematsu, H. & Azevedo, JP 2016. Qui sont les pauvres dans les pays en développement ?
Banque mondiale, Washington, DC. https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/84ef3eb9-aa97-5f9f-9960-c09d047503c4/contenu

17 IHME. 2022. Résultats GBD. [Cité le 23 septembre 2022]. https://vizhub.healthdata.org/gbd-results

18 Drewnowski, A. 2007. La véritable contribution des sucres et des graisses ajoutés à l'obésité. Revues épidémiologiques, 29(1) : 160-171. https://doi.org/10.1093/epirev/mxm011

Machine Translated by Google

19 Murray, CJL, Aravkin, AY, Zheng, P, Abbafati, C, Abbas, KM, Abbasi-Kangevari, M, Abd-Allah, F et al.
2020. Fardeau mondial de 87 facteurs de risque dans 204 pays et territoires, 1990-2019 : une analyse systématique pour l'étude sur la charge mondiale de morbidité 2019. The Lancet, 396(10258) : 1223-1249. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30752-2

20 Willett, W., Rockström, J., Loken, B., Springmann, M., Lang, T., Vermeulen, S., Garnett, T. et al. 2019. L'alimentation dans l'Anthropocène : la Commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables. The Lancet, 393(10170) : 447-492. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31788-4

21 Lord, S. 2022. Ajustements aux modèles de coût marginal des dommages SPIQ-FS pour estimer les dommages dans des scénarios futurs. Documentation de l'ensemble de données SPIQ-FS version 0. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2022/11/SPIQ-v0-C-Projection-Temporelle-des-Coûts.pdf

22 Lord, S. 2021. Estimation des coûts marginaux des dommages dus aux émissions d'azote réactif dans l'air, les eaux de surface et les eaux souterraines. Documentation de l'ensemble de données SPIQ-FS version 0. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2022/11/SPIQ-v0-A-Marginal-Costs-4-Nitrogen_PROJET.pdf

23 Lord, S. 2021. Estimation des coûts marginaux des dommages liés à la perte de services écosystémiques due au changement d'affectation des terres ou à la dégradation des écosystèmes. Documentation de l'ensemble de données SPIQ-FS version 0. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2022/11/SPIQ-v0-A-Marginal-Costs-3-Land-Use_DRAFT.pdf

24 Lord, S. 2021. Estimations des coûts sociaux marginaux pour Émissions de GES. Documentation de l'ensemble de données SPIQ-FS Version 0. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2022/11/SPIQ-v0-A-Marginal-Costs-1-GHG_PROJET.pdf

25 Lord, S. 2021. Estimation des coûts marginaux des dommages dus à la pénurie d'eau due au prélèvement d'eau bleue. Documentation de l'ensemble de données SPIQ-FS version 0. Oxford, Royaume-Uni, Environmental Change Institute, Université d'Oxford. https://foodsivi.org/wp-content/uploads/2022/11/SPIQ-v0-A-Coûts-marginaux-2-Eau_DRAFT.pdf

26 Paulus, E. & Lord, S. 2022. Estimation des coûts marginaux des dommages dus aux risques pour la santé liés à la consommation. Ensemble de données SPIQ-FS version 0. Oxford, Royaume-Uni, Université d'Oxford.

27 Nordhaus, WD 2017. Revisiter le coût social du carbone. Actes de l'Académie nationale des sciences, 114(7) : 1518-1523. https://doi.org/10.1073/pnas.1609244114

28 IWG-SCGHG. 2016. Document de support technique : Mise à jour technique du coût social du carbone pour l'analyse de l'impact de la réglementation. Groupe de travail interinstitutions sur le coût social des gaz à effet de serre. Washington, DC, gouvernement américain. https://www.epa.gov/sites/default/files/2016-12/documents/sc_co2_tsd_august_2016.pdf

29 IWG-SCGHG. 2016. Document de support technique : Mise à jour technique du coût social du carbone, du méthane et Estimations provisoires sur l'oxyde nitreux en vertu du décret 13990. Groupe de travail interinstitutions sur le coût social des gaz à effet de serre. Washington, DC, gouvernement américain. https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/02/TechnicalSupportDocument_SocialCostofCarbonMethane Oxyde nitreux.pdf

30 Costanza, R., d'Arge, R., De Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., Limburg, K. et al. 1997. La valeur des services écosystémiques et du capital naturel de la planète. Nature, 387(6630) : 253-260. https://doi.org/10.1038/387253a0

31 De Groot, R., Brander, L., Van Der Ploeg, S., Costanza, R., Bernard, F., Braat, L., Christie, M. et al. 2012. Estimations mondiales de la valeur des écosystèmes et de leurs services en unités monétaires. Services écosystémiques, 1(1) : 50-61. https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2012.07.005

32 JOIE. 2022. Données. Dans :ILOSTAT. [Cité le 15 mars 2023]. https://ilostat.ilo.org/data

33 Banque mondiale. 2023. Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB). Dans : Banque mondiale. [Cité le 15 mars 2023]. https://banque de données.worldbank.org/source/jobs/Series/NV.AGR.TOTL.ZS#

Machine Translated by Google

Machine Translated by Google

THE STATE OF THE WORLD

2023 L'ETAT DE DE LA NOURRITURE ET AGRICULTURE

RÉVÉLER LE VRAI COÛT DES ALIMENTS À TRANSFORMER SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Les systèmes agroalimentaires génèrent d'importants avantages pour la société, notamment la nourriture qui nous nourrit ainsi que des emplois et des moyens de subsistance pour plus d'un milliard de personnes. Cependant, leurs impacts négatifs dus aux activités et pratiques non durables du statu quo contribuent au changement climatique, à la dégradation des ressources naturelles et au caractère inabordable d'une alimentation saine. Il est difficile de remédier à ces impacts négatifs, car les individus, les entreprises, les gouvernements et les autres parties prenantes n'ont pas une vision complète de la manière dont leurs activités affectent la durabilité économique, sociale et environnementale lorsqu'ils prennent des décisions au quotidien.

La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2023 examine le véritable coût de la nourriture pour les systèmes agroalimentaires durables. Le rapport introduit le concept de coûts et d'avantages environnementaux, sanitaires et sociaux cachés des systèmes agroalimentaires et propose une approche – la comptabilité analytique réelle (TCA) – pour les évaluer. Pour opérationnaliser l'approche TCA, le rapport propose un processus d'évaluation en deux phases, s'appuyant d'abord sur les évaluations TCA au niveau national pour sensibiliser, puis évoluant vers des évaluations approfondies et ciblées pour prioriser les solutions et guider les actions de transformation. Il constitue une première tentative d'évaluation au niveau national pour 154 pays, suggérant que les coûts cachés mondiaux des systèmes agroalimentaires s'élèvent à au moins 10 000 milliards de dollars PPA pour 2020. Les estimations indiquent que les pays à faible revenu supportent la plus grande part des coûts cachés des systèmes agroalimentaires par rapport au revenu national. Malgré le caractère préliminaire de ces estimations, l'analyse révèle le besoin urgent de prendre en compte les coûts cachés dans la prise de décision en matière de transformation des systèmes agroalimentaires. Des innovations dans la recherche et les données, ainsi que des investissements dans la collecte de données et le renforcement des capacités, sont nécessaires pour étendre l'application de l'ATC, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, afin qu'elle puisse devenir un outil viable pour éclairer les décisions et l'élaboration des politiques dans un manière transparente et cohérente.

ISBN 978-92-5-138167-0 ISSN 0081-4539

9 789251 381670

CC7724EN/1/11.23